BnF Gallica

Faculté de droit de Lyon. Rapports entre la responsabilité civile et l'assurance, thèse de doctorat... par Pierre [...]

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

BnF Gallica

Denave, Pierre. Faculté de droit de Lyon. Rapports entre la responsabilité civile et l'assurance, thèse de doctorat... par Pierre Denave,.... 1935.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
- La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter
utilisationcommerciale@bnf.fr.

FACULTÉ DE DROIT DE LYON

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. IMPRIMÉS

RAPPORTS

ENTRE LA

RESPONSABILITÉ CIVILE

ET

L'ASSURANCE

THÈSE DE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue

PAR

Pierre DENAVE

Lauréat de la Faculté

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. LEVY

Assesseurs : M. ROUBIER

M. CONDOMINE

MACON

IMPRIMERIE GÉNÉRALE X. PERROUX ET FILS

—

1935

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Rapports
entre la Responsabilité civile
et l'Assurance

8° F
38377

FACULTÉ DE DROIT DE LYON

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. IMPRIMÉS

RAPPORTS

ENTRE LA

RESPONSABILITÉ CIVILE

ET

L'ASSURANCE

DON. 21C010 Th

THÈSE DE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue

PAR

Pierre DENAVE

Lauréat de la Faculté

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. LEVY

Assesseurs : M. ROUBIER

M. CONDOMINE

MACON

IMPRIMERIE GÉNÉRALE X. PERROUX ET FILS

1935

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

Mort pour la France

A MA MÈRE

ABRÉVIATIONS

Clunet : *Journal de Droit international privé.*

D. : *Dalloz périodique* (Recueil).

D. H. : Dalloz hebdomadaire (Recueil).

Gaz. Pal. : Gazette du Palais (Recueil de la).

Gaz. Trib. : Gazette des Tribunaux (Recueil de la).

J. O. : Journal Officiel.

Rec. Per. Ass. : Recueil Périodique des Assurances.

Rev. crit. Lég. et Jur. : Revue critique de Législation et de Jurisprudence.

Rev. Dr. int. pr. : Revue de Droit international privé.

Rev. gén. Ass. et Respons. : Revue générale des Assurances et des Responsabilités.

Rev. gén. Ass. terr. : Revue générale des Assurances terrestres.

Rev. trim. Dr. civ . Revue trimestrielle de Droit civil.

S. : Sirey (Recueil de jurisprudence générale).

Introduction

La responsabilité civile est un des problèmes juridiques, sur lesquels on a le plus écrit depuis quelque cinquante ans. Les auteurs, les plus éminents, lui ont consacré des études si nombreuses, et si complètes, qu'il peut sembler vain de revenir sur cette question. Si nous avons accepté de le faire, c'est parce que nous avons estimé que l'assurance en a renouvelé les divers aspects.

Pendant longtemps, les juristes, qui se sont occupés de la responsabilité, ont négligé l'assurance. Il y avait, chez ces auteurs, une sorte de mépris pour cette institution qu'ils considéraient comme trop matérialiste, pour être accouplée avec le problème de la responsabilité.

D'autres juristes, au contraire, ont vu très tôt tout l'intérêt qu'il y avait à étudier l'assurance à côté de la responsabilité, à examiner celle-ci à travers celle-là (1). De plus en plus, d'ailleurs, les spécialistes de la responsabilité civile se préoccupent de l'assurance (2) ; son succès grandissant oblige beaucoup de personnes à se dégager de conceptions trop puristes, trop classiques,

---

(1) Levy (E.), Le lien juridique, *Revue de Métaphysique et de Morale*, 1910, p. 823.

(2) M. Josserand, grand spécialiste de la responsabilité civile, a fait de nombreuses notes sur les nouvelles techniques que l'assurance impose à la responsabilité; il en est de même de MM. Esmein, Mazeaud; M. Savatier, dans ses notes, articles et chroniques, a soulevé maintes fois le problème des rapports de la responsabilité et de l'assurance; M. Picard a fondé, en 1930, la *Revue générale des Assurances terrestres*.

à prendre contact avec les données véritables de l'expérience pratique, à examiner les rapports de plus en plus nombreux et étroits qui s'établissent entre la responsabilité et l'assurance.

C'est à l'étude de ceux-ci que nous voudrions consacrer les pages qui vont suivre. Ces rapports sont de deux sortes : les uns, d'ordre technique; les autres, d'ordre fondamental.

Autrefois, le problème de la responsabilité civile ne mettait en jeu que deux personnes : l'auteur et la victime. Aujourd'hui, avec l'assurance, trois personnages se disputent la place sur la scène juridique : le responsable, le tiers lésé, et l'assureur. Cette situation nouvelle a fait naître des problèmes juridiques originaux, que nous nous proposons d'examiner dans notre première partie.

Dans une seconde partie, nous envisagerons les rapports d'ordre fondamental existant entre la responsabilité et l'assurance. Cette dernière, en effet, ne modifie pas seulement la technique juridique de la responsabilité, elle va plus loin; son influence s'étend au fond du droit : d'une part, elle transforme la responsabilité civile lorsqu'elle la recouvre; d'autre part, elle tend à s'y substituer de plus en plus souvent.

Nos recherches s'étendront aussi bien à la responsabilité contractuelle qu'à la responsabilité délictuelle, à l'exclusion cependant du droit maritime.

PREMIÈRE PARTIE

Rapports d'ordre technique

Autrefois, lorsque l'assurance n'existait pas en matière de responsabilité, le problème juridique, que faisait naître le dommage causé par autrui, était relativement simple à résoudre. En effet, de deux choses l'une : ou l'auteur du préjudice était considéré comme irresponsable, et alors aucun problème juridique ne se posait; la victime, qui n'avait pas eu la prudence de s'assurer, devait supporter personnellement le dommage qui l'avait atteinte : *res perit domino ;* ou, au contraire, l'auteur était reconnu responsable, et alors il devait réparation au tiers lésé, ou à ses ayants cause; un problème d'obligation naissait. La responsabilité civile apparaissait sur la scène juridique sous l'aspect d'un *vinculum juris* liant l'auteur et la victime. Le responsable et le tiers lésé (ou leurs ayants droit) étaient dans la situation respective d'un débiteur et d'un créancier. La victime avait contre l'auteur tous les droits qu'a un créancier ordinaire contre son débiteur. Elle pouvait recourir à l'exécution forcée (mise en demeure, exécution sur les biens, contrainte par corps, astreintes), prendre des mesures conservatoires (saisie, inventaire, intervention dans le partage...) et enfin exercer certaines actions (action oblique de l'ar-

ticle 1166, action paulienne de l'article 1167, demande en séparation de patrimoine). Inversement, le responsable pouvait opposer au tiers lésé tous les moyens dont dispose un débiteur ordinaire, et, notamment, les nombreux modes d'extinction de sa dette : paiement, compensation, prescription, remise de dette, etc. Juridiquement, tout se passait donc entre deux personnes : l'auteur et la victime; la responsabilité créait un lien juridique, mais elle le limitait aussi; la victime ou ses ayants cause ne pouvaient avoir de droit que contre l'auteur, ou ses ayants droit; la règle *res inter alios acta* jouait ici, comme sur le plan contractuel. En conséquence, le trouble économique que créait le dommage, ne dépassait pas le cadre individuel; si le responsable était suffisamment solvable, c'était lui qui supportait la perte; s'il était insolvable, ou insuffisamment solvable, la victime gardait le poids total ou partiel du préjudice qui l'avait injustement atteinte.

En l'absence d'assurance, le problème juridique, ou économique, soulevé par le dommage causé par autrui était donc relativement simple puisque ses données étaient réduites au minimum : deux personnes, et un dommage.

Aujourd'hui, l'assurance accompagne fréquemment la responsabilité civile, alors tout se complique. Au lien juridique existant entre le responsable et la victime du fait du dommage, s'ajoute une obligation, d'origine contractuelle, liant l'auteur et un tiers. Cette deuxième obligation va avoir d'étroits rapports avec la première, puisque l'assurance est destinée à réparer le dommage qu'a fait naître la responsabilité, et que l'obligation de l'assureur devient exécutoire en même temps que celle du responsable.

L'assurance, en raison de son but, va très vite devenir un élément important de la solution du problème du dommage causé à autrui. On essayera de l'utiliser pour donner plus de sécurité aux tiers lésés; ces derniers chercheront à en profiter pour satisfaire plus certainement leurs droits; les assureurs, poussés par la nécessité de protéger leurs intérêts, vont intervenir pour ne pas être lésés; les juges, obligés de tenir compte de cet élément nouveau qu'est l'assurance, seront contraints de modifier certaines de leurs pratiques. Bref, sur les deux piliers que constituent, d'une part la responsabilité, d'autre part l'assurance, va s'élever une construction juridique nouvelle, aux styles plus ou moins harmonieux, aux contours plus ou moins heurtés, et dont nous voudrions, dans les chapitres suivants, retracer les principales lignes, en analysant successivement : les rapports entre l'assureur et le tiers lésé, les rapports entre l'assuré et l'assureur, et les problèmes que pose la réparation, quand il y a une assurance. Les rapports entre l'auteur et la victime n'ayant, en principe, pas été modifiés, nous les négligerons.

CHAPITRE PREMIER

RAPPORTS ENTRE L'ASSUREUR ET LE TIERS LÉSÉ

Tant qu'on s'en tint à l'application stricte des principes civilistes, et on s'y tint pendant longtemps, la victime n'eut, contre l'assureur du responsable, que les droits d'un créancier contre un sous-débiteur. Le contrat d'assurance étant pour elle, *res inter alios acta*. elle ne pouvait prétendre à aucun droit propre et direct contre cet assureur. Réciproquement, ce dernier pouvait, et devait ignorer juridiquement le tiers lésé; car l'obligation, qui liait ce tiers et son client, était, également pour lui, *res inter alios acta*. La consommation du dommage faisait naître deux obligations parfaitement indépendantes au point de vue juridique, quoique connexes en fait : l'une, l'obligation de responsabilité, liait l'auteur et la victime, et avait pour objet la réparation du dommage; l'autre liait l'auteur et son assureur, et avait pour objet le paiement de la somme promise dans la police. Ces deux obligations, juridiquement différentes dans leur nature et leur objet, étaient cependant connexes en fait, puisqu'elles naissaient, toutes deux, à l'occasion du même événement : le dommage, et avaient, toutes deux, pour but la réparation, — plus ou moins complète, il est vrai, — de ce dommage.

La stricte application des principes civilistes conduisait donc à refuser à la victime tout droit direct contre l'assureur. Si celui-ci ne consentait pas à lui payer l'indemnité promise au contrat, elle n'avait contre lui, que l'action oblique de l'article 1166 C.C.; or, non seulement cette action est soumise, dans son exercice, à certaines conditions (1), mais encore, elle n'est pas d'une très grande efficacité dans ses effets, puisqu'elle aboutit à faire tomber l'indemnité d'assurance dans le gage commun des créanciers du responsable, et que, le plus souvent, c'était cet inconvénient, qu'on voulait éviter.

Quand on s'en tenait aux principes civilistes, l'assureur était considéré comme un débiteur ordinaire du responsable; l'indemnité qu'il devait lui verser, en vertu du contrat d'assurance, tombait dans le gage commun, et était partagée par tous ses créanciers, y compris le tiers lésé. Cette solution, qui était désastreuse pour ce dernier, en cas d'insolvabilité de l'auteur, puisqu'elle aboutissait à le payer au marc le franc sur l'indemnité d'assurance, pouvait, disait-on, être évitée par une saisie-arrêt, faite entre les mains de l'assureur; celui-ci ne pouvait plus rien payer à l'assuré (art. 1242 C.C.), dès que l'opposition lui avait été signifiée : la somme, promise au contrat, ne tombait plus dans le gage commun; la victime se trouvait protégée.

Cela était vrai en principe; malheureusement, la réalité était souvent différente, car « quand un débiteur

---

(1) Le problème des conditions de l'action oblique est d'ailleurs très discuté, aussi bien en doctrine qu'en jurisprudence. Voir sur ces questions : Colin et Capitant, *Cours élémentaire de Droit civil français*, 5° édition, T. II, p. 46 et s.; Planiol et Ripert, *Traité élémentaire de Droit civil*, 11° édition, T. II, p. 108, n^{os} 287 et 288; J. Berten, Action de la victime contre l'assureur de l'auteur responsable de l'accident sur pied, de l'article 1166 C.C., *Rev. gén. des Ass. et des Respons.*, 1935, p. 1711 et s.

ne paie pas ses créanciers, il est rare qu'un acte de poursuite exercé par l'un d'eux reste isolé ; en général, les saisies s'abattent par séries sur les mauvais payeurs » (1) ; or, comme le privilège du premier saisissant n'existe plus dans notre droit moderne, et comme, par conséquent, la créance saisie arrêtée est partagée au marc le franc par tous les opposants, la victime, même avec la saisie-arrêt, se trouvait en concours, sinon avec tous les créanciers du responsable, tout au moins avec la plupart d'entre eux.

D'une façon comme d'une autre, les principes civilistes conduisaient à partager l'indemnité d'assurance, et à payer la victime au marc le franc. Ce résultat apparaissait, et apparaît encore rétrospectivement, comme injuste, choquant; l'indemnité d'assurance n'a pas été contractée pour profiter à tous les créanciers; elle a été stipulée pour satisfaire un besoin particulier, pour atteindre un but déterminé : couvrir l'assuré contre les obligations de responsabilité; elle est donc naturellement destinée à la victime et à elle seule; en faire profiter les créanciers, autres que le tiers lésé, semble leur accorder un avantage gratuit. MM. Colin et Capitant pensaient, au contraire, que les créanciers du responsable, ont tous un droit égal sur cette indemnité, puisqu'elle a été constituée à l'aide de prélèvements répétés sur le gage commun (2) ; l'indemnité n'est que la contrepartie de ces prélèvements faits au détriment de tous. Il n'est pas sûr du tout que l'actif patrimonial eût été accru si les primes n'avaient pas été payées. La prime d'assurance qui n'est, en général, qu'une petite somme, eût été dépensée sous une autre forme,

---

(1) Planiol et Ripert, *Op. cit.*, T. II, p. 165, n° 464.
(2) Colin et Capitant, *Op. cit.*, T. II, p. 681.

si elle n'avait pas été versée à l'assureur et le responsable n'eût pas été plus riche au moment du dommage. Quoi qu'il en soit, d'ailleurs, à ce sujet, nous croyons que MM. Labbé (1) et Planiol (2) avaient raison de soutenir qu'il était juste d'attribuer l'intégralité de l'indemnité d'assurance à la seule victime. La thèse de MM. Colin et Capitant avait pour elle le droit; celle de MM. Labbé et Planiol, l'équité.

C'est cette dernière qui finit par triompher; mais il fallut de longues années, et de nombreuses interventions du législateur, pour qu'elle fût admise d'une manière générale, tant était grand l'ascendant des principes juridiques qui s'y opposaient. Petit à petit, étape par étape, on reconnut à la victime un droit propre sur l'indemnité d'assurance. C'est ce droit propre que nous voulons étudier maintenant, en l'envisageant d'abord dans sa construction principale, puis, dans ses rapports avec le contrat d'assurance, d'une part, l'action en responsabilité, d'autre part.

---

(1) Labbé, Notes au recueil Sirey, 1885, I, 409, et 1886, I, 449.
(2) Planiol, Note, D, 1896, II, 241.

SECTION I

LE DROIT PROPRE DE LA VICTIME

Nous l'envisagerons d'abord dans son histoire, ensuite dans sa nature.

§ Ier. — NOTIONS HISTORIQUES

L'iniquité du système civiliste apparut très tôt, puisque les premières tentatives faites pour lui échapper remontent à 1837.

Pour retracer, d'une manière aussi exacte que possible, les efforts, lents et patients, qui ont été nécessaires pour que triomphe une solution plus juste, nous distinguerons, d'une part, l'œuvre du législateur, d'autre part, l'œuvre de la jurisprudence; ces deux autorités s'attaquant, d'ailleurs, à deux faces différentes et complémentaires de ce qu'on est convenu d'appeler le problème du droit propre de la victime contre l'assureur.

Alinéa 1. — Œuvre du législateur.

Dès 1837, la Cour d'appel de Paris, choquée de l'iniquité à laquelle conduisait la logique civiliste, attribua au propriétaire l'intégralité de l'indemnité d'assurance risque locatif touchée par un locataire failli (1). La même thèse triompha encore en 1855 (2). Mais cette

---

(1) Paris, 13 mars 1837, S., 1837, II, 371.
(2) Paris, 24 mars 1855, S., 1856, II, 157.

jurisprudence fut condamnée en 1860 par la Cour de cassation au nom des principes civilistes (1). A la vérité, la jurisprudence ne pouvait guère en décider autrement, malgré tous les efforts faits par la doctrine, et notamment par Labbé, qui avait proposé de reconnaître à la victime un privilège sur créance (2). Cette théorie se heurta à la règle de fer : « pas de privilège sans texte » (3).

Une intervention du législateur était nécessaire pour faire triompher le bon sens sur la logique juridique. Cette intervention se produisit dès 1889, mais d'une manière si timide, si limitée, qu'il fallut revenir plusieurs fois, et attendre quarante-et-un ans pour avoir une solution générale. A vrai dire, les solutions que le législateur adopta successivement au cours de cette longue période ne sont pas toujours superposables, mais si elles diffèrent dans leurs détails, elles se ressemblent toutes dans leur esprit, et leur but, puisqu'elles tendent toutes à assurer à la victime l'intégralité de l'indemnité d'assurance responsabilité. Nous allons brièvement les rappeler, en les classant par ordre chronologique :

1° Le 19 février 1889, le législateur décida qu' « en cas d'assurance risque locatif ou de recours du voisin, l'assuré ou ses ayants droit ne pourront toucher tout ou partie de l'indemnité sans que le propriétaire de l'objet loué, le voisin ou le tiers subrogé à leurs droits aient été désintéressés des conséquences du sinistre ».

---

(1) Req., 10 décembre 1860 (1er arrêt), D., 1860, I, 68; Civ., 23 juillet 1884, S., 1885, I, 128; D., 1885, I, 165.

(2) Labbé, note S., 1886, I, 449; et Privilèges spéciaux sur les créances, *Revue critique de Législation et de Jurisprudence*, 1876, p. 571 et s., 665 et s.

(3) Planiol, note sous Paris, 25 mai 1895, D., 1896, II, 241.

Cette loi fit l'objet de nombreuses discussions à l'époque; on se demanda si elle avait ou non consacré la thèse du privilège sur créance, et notamment si elle avait créé une action directe en faveur du propriétaire contre l'assureur (1);

2° En 1898 (loi du 9 avril), le législateur organisa, en matière d'accidents du travail, un système spécial assez complexe, qui peut se dédoubler de la manière suivante :

a) Lorsque les ouvriers ou leurs ayants cause sont créanciers de l'entrepreneur pour des frais médicaux, pharmaceutiques, et funéraires, ils sont protégés contre les autres créanciers de l'entrepreneur par un privilège général inscrit à l'article 2101, 6°; ce privilège dépasse l'indemnité d'assurance, puisqu'il porte sur tout le patrimoine;

b) Lorsque les ouvriers ou leurs ayants cause sont créanciers de l'entrepreneur pour incapacité permanente, ou à la suite d'un accident mortel, ils pourront s'adresser directement à l'assureur et à l'entrepreneur, et, en cas de défaut de paiement par ceux-ci, à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse qui leur versera les sommes qui leur sont dues;

3° Le 28 mai 1913, le législateur ajoutait à l'article 2102 C.C. un alinéa nouveau, aux termes duquel « seront privilégiés... les créances nées d'un accident au profit des tiers lésés par cet accident ou de leurs ayants droit, sur l'indemnité dont l'assureur de la responsabilité civile se reconnaît, ou a été judiciairement reconnu débiteur à raison de la convention d'assu-

---

(1) Pour ces discussions, V. Riquoir, Action directe en matière d'assurance. *Thèse, Toulouse*, 1929, p. 18 et s.

rance. Aucun payement fait à l'assuré ne sera libératoire tant que les créanciers privilégiés n'auront pas été désintéressés ». Dans cette intervention, le législateur est plus précis qu'en 1889 puisqu'il déclare expressément que la victime jouit d'un privilège sur créance. La loi de 1913 soulève cependant quelques difficultés quant à sa portée. Certains, comme MM. Colin et Capitant (1), ont estimé qu'elle était fort large, et qu'elle visait tous les accidents, même les accidents du travail. Il ne semble pas que cela soit exact, car on a tendance, en matière d'accidents du travail, à appliquer, à plus ou moins juste titre d'ailleurs, à la lettre, l'article 2 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 22 mars 1902, et aux termes duquel « les ouvriers et employés, désignés à l'article précédent, ne peuvent se prévaloir à raison des accidents du travail, d'aucunes dispositions autres que celle de la présente loi », c'est-à-dire de la loi du 9 avril 1898. MM. Sachet (2) et C. Woog (3) approuvent cette manière de faire, consacrée par un jugement du Tribunal civil de Rouen du 18 mai 1931 (4). La Cour d'appel de Paris a décidé, par contre, dans un arrêt du 21 juin 1933 (5), que l'article 2 précité n'avait pas une portée absolue, qu'il ne visait pas le cas où l'accidenté agirait contre un tiers en vertu de l'article 7 de la loi du 9 avril 1898, puisque comme le fait observer M. l'Avocat général Lyon-Caen, dans ses remarquables conclusions approuvées par la

---

(1) Colin et Capitant, *Op. cit.*, p. 832.

(2) Sachet, *Traité théorique et pratique de la législation des Accidents du travail*, 5e édition, T. II, p. 393.

(3) Woog, Des droits vis-à-vis de l'assureur de l'ouvrier blessé dans un accident du travail et victime d'une incapacité temporaire lorsque son patron tombe en faillite. *Rev. gén. Ass. terr.*, 1933, p. 316 et s.

(4) Trib. civ., Rouen, 18 mai 1931, *D. H.*, 1931, p. 424.

(5) Paris, 21 juin 1933, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1933, p. 822 et s., avec les conclusions de M. l'Avocat général, Lyon-Caen.

Cour, si l'article 2 interdit à l'ouvrier ou à l'employé de se prévaloir d'une disposition autre que celle de la législation du travail, « c'est seulement dans les rapports de l'ouvrier et du patron que le législateur a supprimé tous les droits et actions en réparation du droit commun, pour ne laisser subsister que le droit et l'action dérivant de la loi de 1898, mais qu'en dehors des rapports entre l'ouvrier et le tiers responsable ou son assureur tous les droits et action auxquels un accident peut donner lieu demeurent intacts, et les règles du droit commun conservent leur empire. Parmi elles, figurent au premier plan le privilège et l'action directe de la loi de 1913 ». Par conséquent, grâce à l'article 7 de la loi du 9 avril 1898, le privilège de l'article 2102, 8°, peut être invoqué par un accidenté du travail;

4° La réforme amorcée en 1889 et 1913 est généralisée par la loi du 13 juillet 1930, qui, dans son article 53, décide que « l'assureur ne peut payer à un autre que le tiers lésé tout ou partie de la somme due par lui, tant que ce tiers n'a pas été désintéressé, jusqu'à concurrence de ladite somme, des conséquences pécuniaires du fait dommageable ayant entraîné la responsabilité de l'assuré ». L'article 37 de la même loi répète la même chose pour les risques locatifs.

Aujourd'hui, par conséquent, la victime d'un dommage quelconque est, en cas d'assurance de l'auteur, protégée contre les autres créanciers de ce dernier; elle a un droit spécial, privatif sur l'indemnité d'assurance responsabilité. Une telle solution, bien qu'équitable, n'était pas complètement satisfaisante; il ne suffit pas, en effet, d'affirmer que la victime a un droit sur l'in-

demnité d'assurance, il faut encore lui permettre de le réaliser, c'est ce que fit la jurisprudence en reconnaissant au tiers lésé une action directe contre l'assureur.

Alinéa 2. — **Œuvre de la jurisprudence.**

Le système du législateur conduisait à une impasse en cas d'insolvabilité de l'auteur. Si l'assureur ne voulait pas désintéresser le tiers lésé, personne ne l'y pouvait contraindre : l'assuré ne le pouvait pas, puisque la loi subordonne son recours contre l'assureur, à la condition d'avoir désintéressé préalablement la victime; l'assuré étant par hypothèse insolvable, ne peut pas agir; la victime elle-même ne le peut pas; n'ayant à sa disposition que l'action oblique, elle n'a pas plus de droit que son débiteur. Il y avait cercle vicieux, comme le dit M. Josserand (1). L'économie de la solution légale postulait l'action directe.

En vérité, le problème de l'action directe de la victime contre l'assureur apparut bien avant l'intervention législative de 1889. Ceux qui ont étudié l'histoire de l'action directe la font remonter au XVII[e] siècle (2), mais il s'agit alors de droit maritime, hypothèse que nous laissons volontairement en dehors de notre étude (3).

En matière d'assurance terrestre, on parla d'action directe avec les assurances collectives contre les accidents du travail, et avec la théorie du privilège sur créance de Labbé. Dans le premier cas, il s'agissait plus d'assurance réparation que d'assurance responsabilité,

---

(1) Josserand, note sous Civ., 14 juin 1926, D., 1927, I, 57.

(2) Riquoir, *Op. cit.*, p. 25 et s.

(3) D'ailleurs l'action directe était liée en cette matière à une question d'abandon qui n'existe pas en droit terrestre.

et on pouvait invoquer les théories de la stipulation pour autrui et de la gestion d'affaires pour la justifier, puisque l'assurance était généralement contractée par le patron au nom de ses ouvriers, grâce à un prélèvement fait sur leurs salaires (1). Dans le deuxième cas (théorie de Labbé), il s'agissait de construction doctrinale, non d'œuvre pratique (2).

Il faut arriver à la loi du 19 février 1889 pour que la question de l'action directe ait l'importance et la signification que nous voulons lui attribuer ici. On se souvient que cette loi ne parlait pas d'action directe. Certains auteurs, cependant, affirmèrent qu'elle en consacrait implicitement l'existence (3). La jurisprudence ne se laissa pas convaincre immédiatement, puisque la Chambre civile, dans deux arrêts fort nets du 5 décembre 1899 (4), se prononça formellement contre l'action directe. Elle consacrait, sept ans plus tard, par deux arrêts encore, en date du 30 octobre 1906 (5), la même thèse pour les accidents du travail. Deux ans après (6), ayant à interpréter la loi fort obscure du 31 mars 1905, la Chambre des requêtes admit la thèse contraire, d'une manière implicite, tout au moins; cette dernière jurisprudence fut confirmée le

---

(1) Civ., 23 juillet 1884, D., 1885, I, 168; S., 1885, I, 128; Civ., 1er juillet 1885, D., 1886, I, 201; S., 1885, I, 409; Paris, 30 octobre 1885, S., 1886, II, 49; Montpellier, 5 mai 1888, D., 1888, II, 92; Dijon, 11 juillet 1890, D., 1891, II, 237.

(2) Labbé, *Op. cit., ibid.*

(3) V. Darras et Tarbouriech, De l'attribution en cas de sinistre des indemnités d'assurance et des autres indemnités dues à l'occasion de la perte de la chose, *Annales du Droit commercial*, 1889-1890, p. 71.

(4) Civ., 5 décembre 1899, D., 1901, I, 457, note Thaller.

(5) Civ., 30 octobre 1906 (deux arrêts), D., 1908, I, 265, note Dupuich.

(6) Req., 19 octobre 1908, D., 1910, I, 57, note Dupuich.

28 mai 1910 (1), elle dure encore en ce qui concerne les accidents du travail. Une année plus tard, l'action directe fut consacrée pour le risque locatif par un arrêt célèbre de la Chambre civile en date du 17 juillet 1911 (2). Trente-deux années avaient été nécessaires pour que triomphât cette solution de bon sens; treize années seulement suffirent, pour que la même solution fût adoptée en matière d'accidents ordinaires.

La loi du 28 mai 1913 n'ayant pas été plus explicite que celle du 19 février 1889, les mêmes discussions reprirent, les mêmes hésitations se manifestèrent, la même solution intervint. Le 14 juin 1926, la Chambre civile se prononçait, en effet, pour l'action directe « attendu que la loi du 28 mai 1913, ajoutant un paragraphe 8 à l'article 2102 du Code civil, crée, au profit de la personne lésée par un accident, un droit propre sur l'indemnité dont l'assureur de responsabilité se reconnaît, ou a été reconnu débiteur, en vertu de la convention d'assurance, non seulement en l'armant d'un privilège à l'encontre des autres créanciers de l'assuré, mais en décidant qu'aucun paiement fait par l'assureur ne sera libératoire tant que le créancier privilégié n'aura pas été désintéressé; attendu que la victime de l'accident trouve dans ce droit propre qui lui est ainsi conféré par la loi la source d'une action directe lui permettant de mettre en cause l'assureur en même temps que l'assuré..., que l'obligation imposée à l'assureur de conserver cette somme, dans l'intérêt de la personne lésée, a pour conséquence nécessaire de

---

(1) Cass., Req., 28 mai 1910, D., 1912, I, 134, confirmant un arrêt de la Cour d'appel d'Orléans, du 30 juillet 1909, également au D., 1912, I, 134.

(2) Civ., 17 juillet 1911, D., 1912, I, 81; S., 1915, I, 145.

permettre à celle-ci d'en réclamer directement le paiement... » (1).

La loi du 13 juillet 1930 (art. 53), dont le projet fut élaboré avant la décision précitée de la Chambre civile, ne parle pas de l'action directe ; cependant, l'existence de celle-ci ne semble pas faire de doute, aussi bien en doctrine qu'en jurisprudence. Dès la première heure, le Tribunal de Commerce de la Seine reconnaissait que l'article 53 de la loi du 13 juillet 1930 consacrait l'action directe (2). La Cour de cassation, dans ses arrêts du 11 juillet 1932 (3), ne le nie pas. La Cour d'appel de Paris l'affirme expressément dans une décision relativement récente, et cela à propos d'un accident, ce qui prouve qu'il faut, sous ce rapport, assimiler l'article 53 de la loi du 13 juillet 1930 à l'article 2102, § 8, du Code civil : « Considérant, dit la Cour, que la victime d'un accident est fondée, par application de l'article 53 de la loi du 13 juillet 1930, en vue du recouvrement de sa créance, assortie d'un privilège spécial mobilier sur l'indemnité d'assurance, à agir directement contre l'assureur... » (4).

---

(1) Civ., 14 juin 1926, D., 1927, I, 57, avec la note de M. Josserand; S., 1927, I, 25, avec la note de M. Esmein.

Cette décision est intervenue pour mettre fin à un conflit entre les tribunaux inférieurs : les uns consacraient l'action directe (Paris (7e Ch.), 26 février 1918, D., 1919, II, 18; Paris (7e Ch.), 4 mai 1922, *Rec. Per. Ass.*, 1922, p. 259; Paris (1er Ch.), 18 janvier 1926, *Gaz. Pal.*, 1926, I, 186; Chambéry, 26 octobre 1926, *Gaz. Pal.*, 1927, I, 171; Trib. civ., Seine, 25 juin 1926, *Gaz. Pal.*, 1927, I, 175); les autres la refusaient (Paris (9e Ch.), 11 décembre 1925, *Gaz. Pal.*, 1926, I, 117; Trib. Com. St-Quentin, 16 mars 1926, *Gaz. Pal.*, 1926, I, 742; Bordeaux, 20 mai 1925, *Rec. Per. Ass.*, 1926, p. 459, sommaire n° 8).

(2) Trib. Com. Seine, 30 décembre 1930, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1931, p. 341.

(3) Civ., 11 juillet 1932 (4 arrêts), *Rev. gén. Ass. terr.*, 1932, p. 782, note de M. Maurice Picard.

(4) Paris (5e Ch.), 17 juillet 1934, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1934, p. 1046; voir également Paris (5e Ch.), 6 et 30 novembre 1933, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1934, p. 99 et 105.

La doctrine, de son côté, ne fait aucune difficulté pour admettre que l'article 53 de la loi du 13 juillet 1930 postule l'action directe; MM. Mazeaud (1), Lalou (2), Sumien (3), Picard (4), et Josserand (5), sont de cet avis.

Aujourd'hui, par conséquent, la victime a, en cas d'assurance responsabilité de l'auteur, un droit propre sur l'indemnité due par l'assureur. Les règles du droit civil ont été repoussées; une solution nouvelle, conforme au bon sens, a triomphé; une première pierre a été posée dans la construction moderne du droit de la responsabilité.

Le droit propre comporte, d'une part, le droit à l'intégralité de l'indemnité d'assurance; d'autre part, la possibilité d'agir directement contre l'assureur.

Si ce droit est aujourd'hui incontesté dans son existence, il soulève de nombreuses discussions quant à sa nature.

§ II. — NATURE DU DROIT PROPRE

Les juristes ne se sont pas contentés d'accepter les solutions que la loi et la jurisprudence leur ont fournies. Ils ont cherché à les expliquer par une institution juridique existante, à les faire entrer dans un cadre connu. Ils ont fait ceci, tant par tendance naturelle, que par

---

(1) Mazeaud (L.), La victime peut-elle poursuivre seul l'assureur du responsable ? *D. H.*, 1932, chronique, p. 117 et s.

(2) Lalou, Les victimes d'accidents et l'assurance du responsable, *D. H.*, 1934, chronique, p. 81.

(3) Sumien, De l'action directe de la victime d'un accident contre un assureur étranger, *D. H.*, 1932, chronique, p. 41 et s.

(4) Picard, L'autonomie de l'action directe, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1933, p. 725 et s.

(5) Josserand, note, D., 1933, I, 5.

nécessité de résoudre certains problèmes secondaires : suivant qu'on fait rentrer le droit propre dans tel ou tel cadre, les solutions secondaires sont celles-ci ou celles-là.

Malheureusement, le problème de la nature du droit propre est très délicat à résoudre; on se heurte, en cherchant à l'intégrer dans des institutions connues, à des obstacles multiples, et on a de plus en plus l'impression qu'il échappe aux systèmes qui se sont fait jour dans notre droit positif.

C'est ce que nous voudrions montrer en rappelant, aussi brièvement que possible, les analyses qu'on a pu faire du droit de la victime sur l'indemnité d'assurances. Nous diviserons notre exposé en trois parties : la première, consacrée à la thèse du privilège; la seconde, à celle de la stipulation pour autrui; la troisième, enfin, à plusieurs théories particulières de moindre importance.

Alinéa I. — La thèse du privilège

Pour beaucoup d'auteurs et, notamment, pour M. Picard, qui reprend une théorie, déjà avancée par Labbé, le droit de la victime n'est pas autre chose que le droit de l'assuré contre l'assureur, droit qui lui aurait été attribué par privilège (1). Le législateur se serait, en somme, borné à créer, ou à reconnaître à la victime un privilège sur créance analogue à celui du bailleur sur les sommes dues par le sous-locataire (art. 1753 C.C.), ou encore à celui de l'ouvrier en cas d'entreprise de construction (art. 1798 C.C.). Ce pri-

---

(1) PICARD, note sous Civ., 15 juin 1931, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1931, p. 801; et L'autonomie de l'action directe, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1933, p. 725 et s.

vilège, en raison de la nature de l'objet sur lequel il porte (créance d'argent), est soumis à des règles spéciales. En cette matière, en effet, le privilège et l'action directe sont intimement liés ; ce sont les deux faces d'une même chose : « Lorsque le privilège porte sur une créance, dit M. Picard, le créancier n'est plus obligé de faire réaliser son gage, qui consiste en une somme d'argent ; il exerce son privilège en poursuivant directement le débiteur de son débiteur. La valeur du gage est déterminée et, de la sorte, le privilège produit immédiatement ses effets. Il emporte par lui-même attribution au créancier privilégié » (1). « C'est, ajoute de son côté M. Debray, de la loi elle-même, par la création du privilège, que résulte de plein droit l'attribution et le transport de créance... Le privilège réalise un transport de créance qui confère une action personnelle et directe au créancier privilégié » (2). Mais comment se fait ce transport ? Plusieurs moyens ont été invoqués.

On a d'abord parlé de novation (3) et de délégation (4) tacites et légales. Le jour du dommage, la loi, interprétant la volonté tacite des parties, noverait

---

(1) Picard, *Op. cit.*, p. 728.

(2) Debray, Privilèges sur les créances et actions directes, *Thèse, Paris*, 1928, p. 163.

(3) Voir l'exposé du système dans les conclusions de M. le Substitut Lyon-Caen, Trib. civ. Seine, 4 mars 1924, *Rec. Per. Ass.*, 1924, p. 136, et *Gaz. Pal.*, 1924, I, 615. Voir également Riquoir, *Op. cit.*, p. 107.

(4) On a tiré l'idée de délégation de la loi du 19 février 1889, qui en parle dans son article 2 : « Les indemnités dues par suite d'assurance contre l'incendie, contre la mortalité des bestiaux ou les autres risques, sont attribuées, sans qu'il y ait besoin de *délégation expresse*, aux créanciers privilégiés ou hypothécaires suivant leur rang » (art. 2).

Non seulement il s'agit ici d'assurance réparation, et non d'assurance responsabilité, mais encore le législateur visait, par délégation expresse, une clause contractuelle courante, aux termes de laquelle, l'assuré déléguait à ses créanciers hypothécaires l'indemnité d'assurance. L'idée de délégation tirée de la loi de 1889 n'a donc rien à voir avec les assurances responsabilité.

ou déléguerait au tiers lésé la créance de l'assuré contre l'assureur. Ces explications ne sont plus admises aujourd'hui parce qu'elles sont manifestement insuffisantes. Il n'y a pas novation, ni délégation parfaite, puisque l'obligation juridique, reliant la victime et l'auteur, qui devrait être éteinte par la novation, subsiste. D'ailleurs, l'article 1273 C.C. exige, pour la novation, la volonté expresse des parties (1). Il ne peut pas non plus y avoir délégation imparfaite, c'est-à-dire délégation sans effet novatoire, pour la bonne raison que la situation de l'assureur (le délégué) s'en trouverait empirée, puisqu'il ne pourrait plus opposer à la victime (le délégataire), les exceptions qu'il pouvait opposer à l'assuré (le déléguant) (2) et que l'on ne peut pas sans invraisemblance présumer chez l'assureur l'acceptation d'une situation plus mauvaise.

La délégation et la novation, étant manifestement insuffisantes pour justifier l'attribution du droit de l'assuré à la victime, MM. Picard et Debray ont proposé une explication nouvelle. « En réalité, dit M. Picard (3), l'attribution de l'indemnité se produit sur le fondement de la loi, de la même manière que par l'effet d'un jugement de validité de saisie-arrêt, la créance saisie-arrêtée est attribuée au créancier saisissant. Dans les deux cas, il y a attribution légale de

---

(1) Art. 1273 : « La novation ne se présume point; il faut que la volonté de l'opérer résulte clairement de l'acte ».

(2) Colin et Capitant, *Op. cit.*, p. 112 et 113 : « Sans nous inquiéter désormais de savoir si la délégation est parfaite ou imparfaite, nous relèverons ce trait que la délégation a pour effet de créer un lien de droit entre le délégué et la délégation, lien de droit, qui résulte de l'engagement pris par le délégué envers le délégataire. Cet engagement est indépendant de celui qui liait le délégué au déléguant. *Il en résulte, et ceci est capital, que le délégué ne peut pas opposer au délégataire les exceptions qu'il avait contre le déléguant* ».

créance » (1). Cette attribution se ferait, évidemment, au jour du dommage. De cette façon, la victime ne pourrait pas avoir plus de droits que l'assuré contre l'assureur, elle n'obtiendrait l'indemnité d'assurance que si l'assuré avait pu l'obtenir lui-même. Telle est la thèse de M. Picard. Que faut-il en penser ?

Sans vouloir nous prononcer sur le fond, c'est-à-dire sans vouloir affirmer que la victime a plus de droits que l'assuré, et même en admettant, contrairement à ce que pense M. Josserand (2), que la réalisation du privilège se confonde avec l'exercice de l'action directe, on peut dire que la thèse de M. Picard est difficilement soutenable pour la bonne raison que la créance, objet du pseudo-privilège, n'étant pas entrée dans le patrimoine de l'assuré, on ne peut parler ni de privilège ni de transport de créance.

Il ne suffit pas d'affirmer, comme on le fait si souvent (3), que la victime a un privilège par cela seul

---

(1) Picard, *Op. cit.*, p. 729.

(2) Josserand, note sous Civ., 14 juin 1926, D., 1927, I, 57 : « Autre chose est un privilège sur créance, autre chose l'action directe; alors que le privilège permet seulement à son titulaire de primer les autres créanciers du même débiteur, d'échapper à la loi du dividende, lors de la réalisation et de l'attribution des valeurs comprises dans un même patrimoine, *l'action directe autrement hardie, autorise le créancier à se payer sur des biens situés dans le patrimoine d'un tiers*, le débiteur de son débiteur; elle implique l'extension, le prolongement du droit de gage de l'article 2092 C.C. qui, dépassant les limites normales, va frapper le patrimoine du sous-débiteur... *elle est un procédé de payement, une voie d'exécution* ».

(3) Labbé ne dit-il pas à propos de l'article 1798 : « Le droit des ouvriers est un droit de préférence par rapport à la masse des créanciers de l'entrepreneur. *C'est là par la nature des choses un privilège*, un privilège sur créance ». (Labbé, Privilèges spéciaux sur les créances, *Rev. crit. de Légis. et de Juris.*, 1876, p. 571 et s.).

M. Debray soutient la même théorie dans sa thèse lorsqu'il affirme : « Notre droit n'est pas aussi formaliste. Il faut considérer les textes dans leur essence, et s'il en résulte directement ou indirectement un droit de préférence pour certains créanciers, il ne faut pas hésiter à dire qu'ils accordent le bénéfice d'un véritable privilège » (Debray, *Op. cit.*, p. 82).

qu'elle se voit attribuer à titre exclusif l'indemnité d'assurance toute entière, car, comme le dit M. Hebraud (1) : « Il peut y avoir, pour les créanciers chirographaires, des avantages indirects qui ne prennent pas la forme technique d'un privilège ». Le saisissant, qui se voit attribuer, à titre exclusif, la créance pour laquelle il a fait opposition, n'a pas de privilège par rapport aux créanciers évincés. Le créancier, qui a exercé l'action paulienne, n'a pas, lui non plus, de privilège par rapport à ceux qui ne se sont pas joints à l'action, bien que la valeur de la chose indûment aliénée lui soit attribuée à titre exclusif, dans la limite de sa créance. Le paiement fait par un débiteur insolvable à l'un de ses créanciers est opposable aux autres, sans qu'il soit besoin de recourir à l'idée de privilège, pour expliquer cette solution. Si MM. Colin et Capitant disent que « la compensation confère à celui qui en bénéficie l'équivalent d'un privilège à l'encontre de la masse des créanciers » (2), ils se gardent bien d'affirmer que celui qui a profité de la compensation a un privilège. Par ces quelques exemples, il est facile de se rendre compte que ce n'est pas parce que le tiers lésé a un droit exclusif à l'indemnité d'assurance, qu'il a par cela seul un privilège.

Bien mieux, on peut affirmer avec plus juste raison, qu'il n'en a certainement pas, car, pour qu'on puisse parler de privilège, il faut que le « privilégié » soit préféré à la masse des créanciers et il ne peut l'être que si la masse a la possibilité d'atteindre le « bien privilégié », c'est-à-dire si ce bien est tombé dans le gage

---

(1) Hebraud, *Op. cit.*, n° 4.
(2) Colin et Capitant, *Op. cit.*, p. 115.

commun, dans le patrimoine du débiteur. Or, s'il en est ainsi en matière de bail, ou d'entreprise de construction (art. 1798), il n'en est plus de même en matière d'assurance responsabilité, à cause de l'obligation de rétention. Le droit du bailleur, ou de l'ouvrier porte sur une créance qui se trouve située dans le patrimoine de leur débiteur (locataire ou entrepreneur) ; la preuve en est que ce débiteur peut disposer de sa créance comme il l'entend (1) et, notamment, l'éteindre (2) ; si le privilège est exercé trop tard, le montant de la créance profite à la masse des créanciers. En matière d'assurance responsabilité, au contraire, à cause de l'obligation de rétention, on ne peut considérer l'assuré comme créancier de l'indemnité tant que le tiers lésé n'a pas été désintéressé, et partant on ne peut dire que la victime a un privilège sur la créance de l'assuré. C'est ce que notait déjà M. Lafarge, rapporteur du projet de loi à la Chambre des députés : « L'indemnité d'assurance n'étant point entrée dans le patrimoine de l'assuré, échappe aux revendications des autres créanciers de ce dernier » (3). On ne peut donc pas parler de privilège,

---

(1) Cependant, en matière de bail, le locataire ne peut pas disposer de sa créance contre le sous-locataire par anticipation; le paiement ainsi fait ne serait pas opposable au bailleur (art. 1753 C.C.). Au contraire, en matière d'entreprise, l'entrepreneur peut disposer de sa créance, les paiements faits à titre d'acompte par le client sont même fréquents.

(2) Labbé ne dit-il pas : « La créance est affectée d'un privilège tant qu'elle existe. *Si elle est éteinte par un paiement régulièrement fait par le débiteur au créancier, le privilège s'évanouit* » (Labbé, *Op. cit.*, p. 572).

Cela n'est pas seulement vrai du paiement mais encore de la saisie-arrêt. Si un créancier ordinaire a fait opposition avant que l'action directe ne soit exercée, le privilège s'évanouit aussi (Paris, 12 avril 1866, D., 1866, V, 291; S., 1866, II, 252).

(3) Rapport au nom de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, par M. René Lafarge, déposé le 5 août 1926 (*annexe* n° 3316, *J. O.* du 12 décembre 1926, p. 1159, et plus précisément, p. 1169).

c'est-à-dire de préférence à la masse, puisque l'indemnité est hors de portée de cette dernière, est exclue du gage commun.

Toujours, pour la même raison, c'est-à-dire à cause de l'obligation de rétention, il est impossible de parler de transport de créance et d'assimiler ce qui se passe en matière d'assurance responsabilité à ce qui se passe en matière de bail et d'entreprise de construction. Dans ces deux derniers domaines, la créance privilégiée étant dans le patrimoine du débiteur, on peut à la rigueur dire que l'exercice du privilège transporte la créance dans le patrimoine du bailleur ou de l'ouvrier, à l'image de ce qui se passe en matière de saisie-arrêt. Mais quand il s'agit d'assurance responsabilité, la même thèse ne peut plus être soutenue, puisque la créance n'existant pas dans le patrimoine de l'assuré ne peut pas être transportée du patrimoine du débiteur dans celui du créancier (1). Tout ce que l'on peut dire, si l'on veut se borner à décrire les faits ou plutôt le droit, sans chercher à l'expliquer par un canevas connu, c'est que la loi fait naître, dès le jour du dommage, une créance conditionnelle (2) au profit de la victime contre l'assureur.

La thèse du privilège semble difficile, pour ne pas dire impossible, à défendre; elle se heurte encore à un dernier obstacle, que M. Picard a reconnu lui-même. Cet éminent auteur affirme d'abord qu'en matière de privilège sur créance, le privilège et l'action directe se confondent, que le privilège est réalisé, c'est-à-dire la

---

(1) Biney, L'action directe de la victime d'un dommage contre l'assureur, *Thèse, Paris,* 1934, p. 267.

(2) Nous disons conditionnelle, parce que, si l'assuré paie la victime, la créance de cette dernière contre l'assureur disparaît.

créance privilégiée attribuée, par l'exercice de l'action directe; mais il reconnaît ensuite que s'il en est ainsi en matière de bail et d'entreprise, cela n'est plus vrai avec l'assurance responsabilité. « Ici, au contraire, la loi a voulu que l'attribution s'effectue à l'instant même où le dommage est réalisé » (1). Qu'est-ce à dire, sinon que le privilège, dont on a si magistralement démontré l'identité avec l'action directe, ne suffit pas pour justifier la construction juridique élaborée par la loi et la jurisprudence en matière d'assurance responsabilité ? L'explication juridique donnée par M. Picard est valable pour le bail, et l'entreprise ; elle ne l'est plus pour l'assurance, puisque le privilège ne rend pas compte de l'attribution immédiate de l'indemnité d'assurance, avant tout exercice de l'action directe. « Un privilège préexiste à son utilisation », a dit M. Josserand (2) ; ici, il n'en est rien.

Etait-ce la peine de dépenser tant de science juridique pour construire une théorie spéciale des privilèges sur créance et, notamment, pour montrer qu'en ce domaine le privilège se confond avec l'action directe, et d'arriver à ce résultat qu'en matière d'assurance responsabilité, l'action directe et le privilège ne se confondent point, puisque l'attribution de la créance se fait avant l'exercice de l'action directe? En vérité, la théorie du privilège sur créance ne suffit pas pour expliquer le droit du tiers lésé.

A ceux qui nous diront que cette attribution est faite immédiatement, pour donner plus de garantie à la victime, nous répondrons que cela est, en effet, exact, mais que cela ne peut pas être expliqué juridi-

---

(1) Picard, *Op. cit.*, p. 729.
(2) Josserand, note, D., 1927, I, 57.

quement par l'idée de privilège telle qu'elle a été dégagée des articles 1753 et 1798 du Code civil.

A ceux qui invoqueront la consécration de la thèse du privilège par la loi du 28 mai 1913, nous répondrons en arguant, d'une part, du silence de la loi du 13 juillet 1930 à cet égard et, d'autre part, du fait que la loi de 1913 n'a pas seulement parlé de privilège, mais aussi d'obligation de rétention, idée qui est irréductible à celle de privilège, puisque l'expérience juridique nous montre que le privilège n'est pas une garantie absolue, mais un droit précaire dépendant le plus souvent de l'usage que le débiteur fait de son pouvoir juridique sur le bien privilégié (1).

Bref, l'idée de privilège est trop décevante pour qu'on s'y rattache en matière d'assurance responsabilité, puisqu'il faut non seulement faire appel à une théorie particulière des privilèges : la théorie des privilèges sur créances, mais qu'il est encore nécessaire de dire qu'on est en présence d'une exception à cette théorie particulière. Avec cette manière de raisonner, on arrive à déformer complètement l'idée, déjà si vague, de privilège, à attribuer aux mots un sens qu'ils n'ont pas, à abuser du langage juridique.

Nous dirons donc, en conclusion, sans préjuger sur le fond, que l'idée de privilège est insuffisante pour rendre compte de la construction juridique élaborée par la loi et la jurisprudence autour de l'assurance responsabilité, et que la victime dispose, avec celle-ci, d'une garantie beaucoup plus grande et plus sûre qu'un simple privilège. A-t-elle un droit propre, personnel,

---

(1) Cela est vrai toutes les fois que l'idée de privilège est limitée au droit de préférence, est exclusive du droit de suite, qu'il s'agisse de privilège sur objets corporels ou sur objets incorporels.

analogue à celui du tiers bénéficiaire d'une stipulation pour autrui? C'est ce qu'affirme M. Josserand.

Alinéa II. — La thèse de la stipulation pour autrui

M. le Doyen de la Faculté de Droit de Lyon, dans deux notes fort importantes (1), a invoqué la stipulation pour autrui pour expliquer les situations respectives de l'assuré, de l'assureur et du tiers lésé. « On doit, dit M. Josserand, considérer que le souscripteur de l'assurance, lorsqu'il a traité avec l'assureur, a stipulé de celui-ci et en faveur des victimes éventuelles, dans les termes mêmes de l'article 1121 C.C.... L'action directe de la victime contre l'assuré n'est autre que l'action conférée par l'article 1121 C.C. au tiers bénéficiaire d'un contrat » (2).

Ainsi, la victime aurait un droit contractuel, serait assimilée au tiers bénéficiaire d'une stipulation pour autrui. On a fait à cette thèse une objection bien connue, et dont nous emprunterons les termes à MM. Colin et Capitant : « Il ne faut pas, disent ces éminents auteurs, se laisser égarer par cette idée que l'assuré aurait fait une stipulation pour autrui. L'assuré ne stipule pas pour autrui, mais bien dans son intérêt propre; il veut se garantir contre les conséquences pécuniaires d'une condamnation éventuelle à des dommages-intérêts » (3). En d'autres termes, lorsque l'assuré souscrit la police, il se soucie fort peu de la victime, il pense d'abord à lui, à se protéger lui-même. S'il contracte une assurance, ce n'est pas pour que la

---

(1) Note sous Civ., 14 juin 1926, D., 1927, I, 57, et note sous Civ., 11 juillet 1932 (4 arrêts), D., 1933, I, 5.

(2) Note, D., 1933, I, 5.

(3) Colin et Capitant, *Op. cit.*, t. II, p. 681.

victime en bénéficie, mais pour éviter d'avoir à supporter lui-même une lourde obligation. Dire que l'assuré stipule pour autrui, c'est faire erreur; l'assuré stipule pour lui-même, dans son intérêt égoïste.

M. Josserand a répliqué de la façon suivante : « Objectera-t-on que cette manière d'envisager la situation, et que cette interprétation de la volonté du stipulant sont divinatoires ? Mais elles se relient à un mouvement de législation et de jurisprudence qui tend à faire dire parfois aux parties ce que l'intérêt général exige qu'elles disent, à tenir compte de leur volonté légitime autant et plus que de leur volonté effective. La Cour de cassation n'a pas raisonné autrement, lorsqu'elle a inclus, d'autorité, dans le contrat de transport de personnes, une obligation absolue de sécurité à l'encontre du voiturier et en faveur du voyageur, obligation qui, pour être imposée au débiteur, n'en conserve pas moins son caractère contractuel; c'est à ce prix que l'on assure, avec l'équilibre des droits en présence, la sécurité juridique du voyageur. De même, si l'on veut venir au secours des usagers de la voie publique (M. Josserand écrit ceci à propos d'accidents automobiles, mais il est facile de généraliser), si l'on tient à réaliser sur le terrain juridique un équilibre qui, dans la réalité de la vie, est rompu matériellement au profit du chauffeur, et au détriment du piéton, il faut utiliser au profit de celui-ci l'assurance contractée au profit de celui-là; le contrat, conclu pour soi-même, devient en même temps une opération passée pour autrui, et ce résultat ne peut être juridiquement obtenu qu'au moyen du concept de la stipulation pour autrui qui demeure fidèle comme à l'ordinaire à sa mission altruiste » (1).

---

(1) JOSSERAND, note, D., 1933, I, 5.

Il ne viendrait à l'idée de personne de contester la grande générosité de la thèse soutenue par M. Josserand. Mais ce que l'on peut dire, et cela est à notre avis capital, étant donné le terrain sur lequel nous nous sommes placés, c'est qu'il s'agit là d'idées, dont la véritable place est sur le plan législatif, non sur le plan strictement interprétatif. Il est certain que le législateur peut se servir du système de la stipulation pour autrui pour protéger les tiers ; c'est peut-être même son devoir; mais, lorsqu'il le fait, il semble impossible de continuer à parler de stipulation pour autrui, car cette institution, telle qu'elle existe dans notre droit positif, paraît tout entière fondée sur la volonté des parties, et sur elle seule. La Cour de cassation (Chambre civile) le rappelait, il y a quelque trente ans, sans s'être jamais démentie par la suite (1) : « Attendu, disait-elle, d'une part, que l'existence d'une stipulation pour autrui au sens de l'article 1121 C.C., ne résulte pas du seul fait qu'un contrat serait susceptible de procurer certains avantages à un tiers; qu'il est indispensable, en outre, que les contractants aient entendu conférer un droit à ce tiers, et n'aient pas traité dans leur intérêt exclusif ».

La stipulation pour autrui semble donc avoir pour base essentielle la volonté des parties : si la loi en impose le canevas à des particuliers, cela pourra paraître juste, équitable et nécessaire, mais on ne pourra pas parler de stipulation pour autrui sans faire un abus de langage.

Il ne servirait à rien d'invoquer ce qui se passe en matière de transport, car ici la jurisprudence n'a fait qu'imposer une clause supplémentaire aux parties; et chacun sait bien que, dans tout contrat, il y a des

---

(1) Cass. civ., 20 décembre 1911, S., 1914, I, 297, note Naquet.

clauses tacites ou expresses qui sont imposées par la loi. En matière d'assurance responsabilité, la chose est beaucoup plus grave, c'est le contrat lui-même qui est imposé, c'est l'institution tout entière qui est atteinte dans sa base fondamentale; le droit nous dit : « Il n'y aura stipulation pour autrui que lorsque les parties auront voulu créer un droit à un tiers »; M. Josserand affirme : « Il y a stipulation pour autrui, même lorsque les parties n'ont pas voulu créer un droit à un tiers, si l'intérêt général exige qu'elles en créent un »; on conviendra sans peine qu'il y a une grosse différence entre les deux thèses, et qu'avec la théorie de M. Josserand on est en dehors des cadres de l'institution juridique qu'on appelle stipulation pour autrui, puisque la volonté des parties, condition essentielle pour qu'elle existe, fait défaut.

En conclusion, il ne semble pas possible d'interpréter la construction juridique élaborée par la loi et la j··-· prudence autour de l'assurance responsabilité par une simple stipulation pour autrui, à moins de bouleverser la notion qui a prévalu sous ce nom en droit positif. Les mots « stipulation pour autrui » et « légale » jurent trop pour être accouplés (1).

Alinéa III. — Théories particulières

Les thèses du privilège et de la stipulation pour autrui ne sont pas les seules qui aient été invoquées pour expliquer les droits et obligations du tiers lésé, du responsable et de l'assureur. On a essayé de faire d'autres analyses moins connues, moins importantes peut-être, mais dont nous voulons dire quelques mots.

(1) Riquoir, *Op. cit.*, p. 102.

On a d'abord invoqué la gestion d'affaire (1) ; cette thèse, qui se rattache étroitement à la précédente, doit être rejetée pour les mêmes raisons qu'elle.

On a, dans certains milieux, parlé de droit réel (2) de la victime sur l'indemnité d'assurance, en invoquant la subrogation de cette indemnité à la chose disparue. On a dit (3) que l'indemnité d'assurance accidents pouvait être considérée comme subrogée à la capacité de travail détruite, comme l'indemnité d'assurance risque locatif pouvait l'être à l'immeuble ou à la partie de l'immeuble incendié. Cette thèse est difficile à soutenir, car même en admettant qu'on puisse parler de subrogation pour tout dommage (ce qui est assez discutable), on ne peut pas parler de droit réel de la victime, puisqu'en cas de faillite de l'assureur, celle-ci est payée au marc le franc.

On s'est demandé si l'on ne pouvait pas considérer l'assureur comme responsable civilement de l'assuré (4). Cette thèse est impossible à soutenir si

---

(1) Dupuich, note, D., 1908, I, 265; et note, D., 1901, I, 353.

La thèse de la gestion d'affaire fut soutenue surtout en matière d'accidents du travail : mais il s'agissait le plus souvent d'assurance collective de réparation; rarement d'assurance responsabilité; le patron payait les primes grâce à un prélèvement sur le salaire.

Si l'on veut expliquer le droit du tiers lésé en matière d'assurance responsabilité par une gestion d'affaire, ne faut-il pas obliger la victime à rembourser les primes a l'assuré ?

(2) Riquoir, L'action directe en matière d'assurance, *Thèse, Toulouse,* 1929, p. 108; Dubois, Du lien de droit entre le tiers lésé et l'assureur dans les assurances de responsabilité du droit commun, *Thèse, Paris,* 1928, p. 104, n° 88.

(3) Deplas, Exposé des motifs de la proposition de loi déposée le 4 mars 1912. *Annexe* n° 1729, *J. O.*, 15 mars 1912, p. 215.

(4) Hebraud, *Op. cit.*, n° 9 : « Jusqu'ici on se bornait à utiliser le contrat au profit de la victime sans que la nature du droit qui lui était attribuée en fût modifiée. *Il s'agit maintenant de considérer l'indemnisation de la victime comme un véritable but du contrat d'assurance,* pour conférer à l'action de la victime certains des caractères d'une action en responsabilité. *L'assureur deviendrait ainsi garant et comme civilement responsable des dommages-intérêts dus à la victime* ».

l'on fonde la responsabilité sur la faute; elle semble, au contraire, défendable dans une certaine mesure dès qu'on fonde la responsabilité sur le risque, comme cela se passe pour les préposés et leurs commettants. Bien entendu, il ne s'agit pas d'assimiler les rapports de l'assureur et de l'assuré, à ceux d'un commettant et d'un préposé; il s'agit seulement de donner un exemple de responsabilité civile, sans rapport de causalité morale, ni matérielle.

Sous le bénéfice de cette double observation, peut-on considérer l'assureur comme responsable civilement de l'assuré? Cela semble bien difficile, puisqu'il est obligé dans la limite de la police, non dans celle du dommage. Mais même en supposant que par un jeu d'assurance illimitée, ou de responsabilité limitée au montant de l'assurance, celle-ci couvre toujours celle-là, peut-on parler de responsabilité civile de l'assureur ? Evidemment, non, si l'on s'en tient aux principes, aux institutions du passé, si l'on continue à rattacher la notion de responsabilité à celle de personne (1); mais il en irait différemment si l'on ne voyait dans la responsabilité qu'une question de chances de risques à couvrir (2), et dans l'assurance une sorte de « *service public* » (3) destiné à les supporter.

---

(1) Mazeaud, *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile délictuelle et contractuelle*, t. I, p. 297 : « Comment alors ne voir dans le problème de la responsabilité qu'une simple question de rapports entre les patrimoines ? *C'est la personne, non le patrimoine qui est responsable* ».

(2) Levy, *Les Fondements du Droit*, p. 149 : « *La responsabilité à base de risque est une responsabilité du capital définie par les chances que l'on court, par les risques que l'on couvre* ». Mais ne peut-on pas généraliser, la faute n'est-elle pas elle-même un risque ? Voir sur ce point Levy (E.), Le lien juridique, *Rev. de Méta. et de Morale*, 1910, p. 823.

(3) Savatier, Les assurances illimitées de responsabilité, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1934, p. 491 et s., particulièrement p. 506.

D'autres institutions ont été invoquées pour expliquer le droit propre : On a parlé de mandat (1), de cession de créance (2), de voie d'exécution (3). M. Riquoir est allé chercher des justifications jusque dans le droit romain (4) ; M. le professeur R. Demogue s'est contenté d'affirmer que l'obligation de rétention postulait une action (5). Cela n'est pas exact, car, comme l'a fait remarquer M. Josserand, « l'on concevrait fort bien qu'elle (l'obligation) fût sanctionnée uniquement par la responsabilité éventuelle du débiteur pour le cas où il transgresserait » (6). N'est-ce pas un peu ce qui se passe en cas de servitude de ne pas bâtir ?

En vérité, quelle que soit l'institution juridique qu'on invoque, qu'il s'agisse du privilège ou de la stipulation pour autrui, de la responsabilité civile ou du droit réel, du mandat ou de l'action utile... on n'arrive jamais à rendre compte d'une manière complète du droit propre du tiers lésé; il y a toujours quelque chose qui résiste.

---

(1) Riquoir, *Op. cit.*, p. 116.

(2) Dubois, *Op. cit.*, p. 102, n° 87; Riquoir, *Op. cit.*, p. 110.

(3) Josserand, note sous Civ., 14 juin 1926, D., 1927, I, 57. Nous dirons, avec M. Perroud (L'action directe de la partie lésée contre les compagnies d'assurance étrangères, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1931, p. 21), que si l'action directe était une voie d'exécution, il faudrait admettre que le droit a passé dans le patrimoine de l'assuré; or, si l'assuré est créancier, comment se fait-il qu'il ne puisse pas réclamer son paiement ?

(4) M. Riquoir, *Op. cit.*, soutient que l'action directe de la victime se rapprocherait de l'action utile du droit romain. Elle ne serait que l'action contractuelle de l'assuré contre l'assureur, paralysée entre les mains du premier, et attribuée par le législateur à la victime pour faire valoir son droit propre. Malheureusement, M. Cuche (*Précis de Procédure civile*, p. 146) nous apprend que l'action n'est plus aujourd'hui, comme en droit romain, une construction complètement indépendante du droit, quelque chose qui s'y ajoute ou s'en détache, qu'on peut faire exercer par une personne qui ne possède pas ce droit.

(5) *Revue trimestrielle du Droit civil*, 1926, p. 757.

(6) Josserand, *Op. cit., ibid.*

Et même en admettant, comme le croit M. Picard (1), que le législateur n'a pas voulu donner à la victime plus d'avantages que n'en possédait l'assuré, il est impossible de réduire son droit propre à une institution juridique existante. La confusion qui existe à ce propos, tant en doctrine qu'en jurisprudence, en est la preuve la plus éclatante; et nous pensons personnellement que cette confusion persistera longtemps encore, sinon toujours, car, avec le droit propre tel que nous l'avons décrit dans ses grandes lignes, on est en présence d'une technique si originale, fondée sur une situation si nouvelle (l'assurance responsabilité) qu'il paraît impossible *à priori* de pouvoir la confondre, l'identifier avec une institution quelconque du passé : le tenter, c'est à la fois oublier que toute technique est apparue pour des besoins particuliers, et que des besoins nouveaux exigent des techniques nouvelles, et feindre de penser que tout le droit a été inventé. Or, quelle que soit la longueur de l'expérience juridique actuelle, on ne peut pas prétendre que toutes les techniques possibles et imaginables aient été découvertes, et se trouvent emmagasinées, dans les arsenaux juridiques, de sorte que toute solution nouvelle se réduise fatalement et nécessairement à une solution ancienne. Sans doute, on peut faire (on le fait souvent au début pour aider l'institution nouvelle à faire ses premiers pas) des rapprochements entre la technique nouvelle et telle ou telle solution déjà connue; on peut même, pendant un certain temps, la confondre, l'identifier avec tel moule juridique patiné par le temps; mais dès que les besoins, les

---

(1) Picard, note sous Civ., 15 juin 1931, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1931, p. 801; L'autonomie de l'action directe, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1933, p. 725 et s.

nécessités, qui lui ont donné naissance, apparaissent plus clairement, dès que les éléments, qu'elle a empruntés pour s'affirmer, ont précisé leur particularité, la solution nouvelle ne tarde pas à s'échapper des cadres qu'on lui avait donnés pour s'imposer avec son originalité propre.

Le droit de la victime, ayant été créé petit à petit, élément par élément, sans idée préconçue, avec le seul but, avoué ou caché, de protéger la victime le plus souvent possible, il n'est pas étonnant que ce droit puisse être rapproché tantôt de telle technique connue, tantôt de telle autre, sans jamais se confondre avec aucune d'elles. Comme sa construction n'est pas encore achevée, nous dirons qu'il est vain de se prononcer, et qu'il nous semble préférable d'en continuer la description, pour en saisir encore plus nettement l'originalité. C'est ce que nous nous proposons de faire en étudiant dans les deux sections suivantes les rapports du droit propre avec le contrat d'assurance, d'une part, avec le droit contre le responsable, d'autre part.

SECTION II

RAPPORTS ENTRE LE DROIT PROPRE ET LE CONTRAT D'ASSURANCE

Le droit propre de la victime n'existe, évidemment, que s'il y a assurance responsabilité; mais lorsqu'une police a été signée, le droit du tiers lésé devient-il indépendant de cette police ? ou bien reste-t-il, comme celui de l'assuré, soumis à ses clauses et conditions ? C'est ce qu'il convient d'examiner en nous plaçant successivement au point de vue du fond, puis au point de vue de la procédure ; c'est-à-dire en étudiant successivement le problème des exceptions et déchéances, puis celui de la compétence.

§ Ier. — LES EXCEPTIONS ET DÉCHÉANCES

Les polices d'assurance, comme chacun le sait, contiennent un certain nombre de causes de nullité, déchéance, ou exception. Les unes sont de droit commun; on les retrouve dans tous les contrats; les autres sont particulières à l'assurance. Les premières comme les secondes sont opposables à l'assuré, sans contestation possible, lorsque c'est lui qui agit (1); mais le sont-elles à la victime, lorsque c'est elle qui poursuit l'assureur ? Tel est le problème que nous voudrions examiner ici.

---

(1) Cela n'est pas fréquent aujourd'hui : depuis que le législateur interdit à l'assureur de verser l'indemnité à l'assuré, tant que le tiers lésé n'a pas été désintéressé; dès qu'il a payé la victime, l'assuré peut agir contre l'assureur.

Son intérêt est double : pratique et théorique. Au point de vue pratique, il s'agit de savoir si la victime va se trouver privée de sa garantie, toutes les fois que l'assureur va disposer d'une exception ou d'une déchéance. Si les exceptions et les déchéances ne *fourmillent* plus dans les contrats d'assurance (1), depuis la loi du 13 juillet 1930, elles sont encore assez nombreuses, pour qu'il ne soit pas indifférent de se prononcer pour ou contre l'opposabilité (2).

---

(1) C'est l'expression qu'a employée M. le Substitut Lyon-Caen dans l'affaire qui aboutit au jugement du Tribunal civil de la Seine du 4 mars 1924, *Rec. Per. Ass.*, 1924, p. 136, et *Gaz. Pal.*, 1924, I, 615.

(2) Le législateur de 1930 a diminué la trop grande liberté qu'avaient prise les assureurs en matière de déchéance. Il a pris trois sortes de mesures :

1) Il a supprimé certaines clauses de déchéances, article 24 : « Sont nulles : 1° Toutes clauses générales frappant de déchéance l'assuré en cas de violation des lois ou des règlements, à moins que cette violation ne constitue un crime, ou un délit intentionnel; 2° Toutes clauses frappant de déchéance l'assuré à raison de simple retard apporté par lui à la déclaration du sinistre aux autorités ou à des productions de pièces, sans préjudice du droit pour l'assureur de réclamer une indemnité, proportionnée au dommage, que ce retard lui a causé ».

2) Il a en général augmenté les délais aux termes desquels la déchéance a lieu, ou a encouragé les parties à cet allongement en fixant des délais minima. Il en est ainsi pour la déclaration du dommage : art. 15, 4°; pour la prescription : art. 25, al. 1, qui porte la prescription d'un (moyenne contractuelle) à deux ans, minimum légal.

3) Il a rappelé que « La déchéance résultant d'une clause du contrat ne peut être opposée à l'assuré qui justifie qu'il a été mis, par suite d'un cas fortuit ou de force majeure, dans l'impossibilité de faire sa déclaration dans le délai imparti » (art. 15. al. 5).

Ajoutons que la jurisprudence, toujours soucieuse de protéger à la fois la victime et les assurés contre les assureurs, décide :

a) Que les clauses de déchéance doivent être interprétées restrictivement et ne peuvent être étendues à des cas non expressément prévus (Paris, 19 janvier 1927, *Le Droit*, 1er octobre 1927, Sumien, *Traité théorique et pratique des Assurances terrestres et de la Réassurance*, 3e édition, n° 402).

b) Que l'assureur ne peut pas opposer la déchéance quand il a connu en temps utile le fait qui devait l'entraîner, et que l'assuré avait oublié de lui dénoncer (Req., 8 mars 1932, S., 1932, I, 127).

c) Que l'assureur est présumé avoir renoncé tacitement à la déchéance lorsqu'il continue à percevoir les primes ou à diriger le procès malgré la déchéance qu'il savait exister (Aix, 9 juillet 1932, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1932, p. 1046; Req., 28 avril 1931, S., 1931, I, 256; Req., 9 mai 1934, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1934, p. 808).

Au point de vue théorique, l'intérêt de la solution est le suivant : si l'on se prononce pour l'opposabilité, on dira que le droit propre du tiers lésé se confond avec le droit contractuel de l'assuré; si l'on se prononce contre l'opposabilité, on reconnaîtra l'autonomie du droit propre par rapport au contrat d'assurance.

Fidèle à la méthode que nous avons adoptée, nous nous bornerons ici à rappeler la ou les solutions qui ont été données au problème que nous envisageons ici, sans en préconiser aucune. Le problème de l'opposabilité des exceptions et déchéances n'a pas fait, à notre avis tout au moins, l'objet d'une solution générale, mais des réponses partielles : les unes d'ordre législatif, les autres d'ordre jurisprudentiel. A leur étude, nous joindrons celle de cas particuliers.

Alinéa I. — Solutions d'ordre législatif

Elles paraissent au premier abord être au nombre de deux : le décret du 28 février 1899, et l'article 11 de la loi du 13 juillet 1930.

I. **Le décret du 28 février 1899** est relatif aux accidents du travail. Rendu en vue de l'exécution de l'article 27 de la loi du 9 avril 1898, il s'exprime, dans son article 11, de la manière suivante : « Toutes les sociétés doivent spécifier dans leurs polices qu'aucune clause de déchéance ne pourra être opposée aux ouvriers créanciers ». Ce texte, qui se prononce contre l'opposabilité des déchéances aux victimes des accidents du travail, mérite qu'on s'y arrête quelque peu pour en préciser l'importance.

Selon M. Dupuich (1), le décret de 1899 n'aurait

(1) Dupuich, note au D., 1911, I, 5.

qu'une valeur étroite. Il n'a aucunement trait à la réglementation des droits privés, mais à une organisation de police financière. Il se borne à engager les Compagnies à inscrire la clause d'opposabilité, si elles ne veulent pas voir leur autorisation refusée par le Gouvernement. Nous ne croyons pas que cela soit exact aujourd'hui; le décret est si bien entré dans les mœurs que les ouvriers peuvent s'en prévaloir. D'ailleurs, ce n'est pas sur ce point que nous voudrions attirer l'attention du lecteur, mais sur la portée du décret.

Le décret de 1899 ne parle que des déchéances, non de toutes les exceptions. Or, « on peut distinguer, comme le dit M. Dupuich, trois catégories parmi les faits susceptibles de fournir une défense à l'assureur : ou bien l'assurance ne porte pas sur le cas litigieux *(inexistence du contrat prétendu)* ; ou bien l'assurance existe mais elle doit être mise à néant, en sorte qu'elle ne produira aucun effet pour ou contre aucun des deux contractants *(nullité ou résolution du contrat)* ; ou bien le contrat existe et subsiste, continuant à créer entre les parties des liens réciproques, mais, dans le cas particulier, par suite de quelque manquement de l'assuré à ses obligations, l'assureur est dispensé de tenir les siennes *(déchéances)* » (1). Le mot « déchéance », envisagé dans son sens étroit, ne s'appliquerait donc qu'à une partie des moyens de défense de l'assureur. Le législateur de 1899 a-t-il voulu en décider ainsi ? MM. Dupuich (2), et Sachet (3) ne le pensent pas.

---

(1) *Op. cit., ibid.*

(2) *Op. cit., ibid.*

(3) Sachet, *Traité théorique et pratique de la Législation des Accidents du travail*, 5e édition, t. II, n° 1791.

Pour eux, et nous croyons personnellement qu'ils ont raison, le législateur, qui est intervenu en 1899 pour protéger les ouvriers, a certainement voulu viser, non seulement les déchéances proprement dites, mais encore, comme le dit M. Sachet, les exceptions qui tendent à « faire annuler la police » (1) et, notamment, l'exception de réticence, et celle résultant du défaut de paiement des primes.

Depuis la loi du 13 juillet 1930, on ne saurait pourtant être aussi affirmatif, et M. Lalou (2) croit que la réticence, lorsqu'elle est une cause de nullité, c'est-à-dire, lorsqu'elle a un caractère intentionnel, et le défaut de paiement des primes, lorsqu'il entraîne la suspension du contrat, seraient opposables à l'ouvrier.

Non seulement le décret du 28 février 1899 ne s'applique pas à toutes les exceptions, mais, il ne vise pas toutes les actions, tous les dommages. Ce décret étant rendu par application de l'article 27 de la loi du 9 avril 1898, l'inopposabilité des déchéances ne joue qu'en cas de mort ou d'incapacité permanente de l'ouvrier (3).

Par contre, elle joue, qu'il s'agisse de déchéance antérieure, ou postérieure au dommage (4). A cette décision législative, particulière aux accidents du travail, peut-on ajouter l'article 11 de la loi du 13 juillet 1930 ?

---

(1) Voir cependant, Civ., 3 décembre 1912, S., 1914, I, 23; Req., 18 novembre 1908, D., 1911, I, 5; Civ., 26 décembre 1911, S., 1914, I, 22.

(2) Lalou, Les victimes d'accidents et l'assurance du responsable. *D. H.*, 1934, chronique, p. 81.

(3) Woog, Des droits vis-à-vis de l'assureur de l'ouvrier blessé dans un accident du travail et victime d'une incapacité temporaire lorsque son patron tombe en faillite, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1933, p. 316 et s.

(4) Le mot « déchéance » est ici pris dans son sens large.

II. **L'article 11 de la loi du 13 juillet 1930** s'exprime ainsi : « L'assureur peut opposer au porteur de la police, ou au tiers qui en invoque le bénéfice, les exceptions opposables au souscripteur originaire ». M. Biney (1) estime que le terme *« tiers qui en invoque le bénéfice »* est très vague, et peut parfaitement englober la victime en matière d'assurance responsabilité. Si cela était vrai, le problème, que nous évoquons ici, se trouverait résolu, en ce qui concerne les exceptions tout au moins; tout moyen de cette espèce serait opposable; le droit de la victime serait identique au droit de l'assuré.

Nous ne croyons cependant pas que cette interprétation soit exacte pour les deux raisons suivantes. La première, c'est que l'article 11 est le dernier de la Section II du Titre I[er] de la loi du 13 juillet 1930, section qui s'intitule « de la preuve du contrat d'assurance, des formes et de la *transmission des polices* », et que, par conséquent, l'article 11 vise plutôt les *acquéreurs d'une police* que les victimes en cas d'assurance responsabilité. Comme le dit le commentateur de la loi du 13 juillet 1930 au *Dalloz périodique* (2), l'article 11 est, avant tout, le complément de l'article 10 qui indique les moyens de transmission des polices (3). Si le domaine de l'article 11 peut être plus étendu que celui de l'article 10, s'il peut viser les bénéficiaires d'une assurance sur la vie, ou d'une assurance pour compte de qui il appartiendra (Cf., article 6, *in fine*), il ne

---

(1) Biney, *Op. cit.*, p. 187.

(2) D., 1931, IV, p. 5 et s.

(3) Le commentateur de la loi au *Sirey* s'exprime dans des termes analogues lorsqu'il dit, à propos de l'article 11, qu'il est une « application du principe que l'assuré ne peut *transmettre* plus de droits qu'il n'en a lui-même ». (S., 1930, Lois et décrets, p. 145.)

semble pas possible, et ce sera notre deuxième raison, de l'étendre aux victimes en cas d'assurance responsabilité, pour l'excellent motif, qu'à l'époque où fut établi le projet qui aboutit à la loi du 13 juillet 1930 (1), l'action directe n'existait qu'en matière de risque locatif.

Nous dirons, en conclusion, que nous n'estimons pas que la loi du 13 juillet 1930 ait résolu, dans son article 11, le problème de l'opposabilité des exceptions et déchéances au tiers lésé.

Alinéa II. — Solution jurisprudentielle

La Cour de cassation, amenée à se prononcer sur la question de l'inopposabilité des exceptions, décida, par deux arrêts, l'un en date du 15 juin 1931 (2), l'autre du 29 juillet 1931 (3), que les déchéances, postérieures au dommage, étaient inopposables à la victime d'un accident. Depuis de nombreuses années, la majorité des Tribunaux et Cours d'appel en décidait ainsi (4). Cette solution a suscité de nombreuses discussions qui sont encore loin d'être complètement éteintes au

---

(1) Rappelons que ce projet date de 1925.

(2) Civ., 15 juin 1931, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1931, p. 801, avec la note de M. Picard; *D. H.*, 1931, p. 411; *Gaz. Pal.*, 1931, II, 394.

(3) Civ., 29 juillet 1931, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1931, p. 1015; *Gaz. Pal.*, 1931, II, 651.

Depuis : Paris (1re Ch.), 27 mai 1932, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1932, p. 819, note Picard; Paris (1re Ch.), 14 décembre 1932, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1933, p. 359, note Picard; *Gaz. Pal.*, 1933, I, 394.

(4) Parmi les principales décisions en faveur de l'inopposabilité avant 1931, voir : Besançon (1re Ch.), 18 mars 1925, *Gaz. Pal.*, 1925, II, 70; Douai (1re Ch.), 8 juillet 1925, *Rec. Per. Ass.*, 1926, 219; Paris (1re Ch.), 18 janvier 1926, *Gaz. Pal.*, 1926, I, 756; Besançon (1re Ch.), 2 juillet 1928, S., 1930, II, 82; Paris (5e Ch.), 2 janvier 1930, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1930, p. 355; Paris (4e Ch.), 5 juin 1930, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1930, p. 1094;

moment où nous écrivons ces lignes (1) ; la portée de la décision jurisprudentielle appelle, d'autre part, certaines observations.

I. **Critique de cette solution.** — On peut se placer à deux points de vue pour faire le procès de la décision de 1931 : au point de vue théorique puis au point de vue pratique.

M. Picard a fait, à la solution jurisprudentielle, trois reproches. Il a affirmé, tout d'abord, qu'elle n'avait aucune base juridique, puisqu'elle ne pouvait s'expliquer, ni par la stipulation pour autrui, ni par la délégation; il a dit ensuite qu'elle n'était motivée que par un désir de protection des tiers, désir qui légitime une loi, non un arrêt; il a dit enfin qu'elle était contraire à l'intention certaine du législateur, qui a voulu simplement créer un privilège, et non pas bouleverser les effets du contrat sur lequel repose l'engagement de l'assureur, et obliger celui-ci au delà de son consentement (2). Sans vouloir réfuter point par point les arguments avancés par M. Picard, puisqu'il reconnaît lui-

---

Alger (1re Ch.), 12 novembre 1930, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1931, p. 334. Dans le même sens de très nombreuses décisions de tribunaux de première instance. En sens contraire, la plus grande part des décisions sont anciennes et relatives à l'assurance risque locatif : Paris (4e Ch.), 16 juillet 1897, *Rec. Per. Ass.*, 1897, p. 309; Bordeaux (4e Ch.), 23 juillet 1897, *ibid.*, 393; Paris (4e Ch.), 23 juin 1898, D., 1899, II, 256; Toulouse, 30 juin 1909, *Rec. Per. Ass.*, 1910, p. 7. Deux jugements seulement sont relatifs à la loi de 1913; ce sont : Trib. civ. Seine (4e Ch.), 22 février 1926, *Gaz. Pal.*, 1926, I, 636, et Trib. correct. Seine-et-Marne, 8 mars 1928, *D. H.*, 1928, p. 346.

(1) La doctrine est divisée : alors que MM. Josserand (notes précitées), Mazeaud (*Op. cit.*, t. II, nos 2705 à 2708), Hébraud (article précité), Guyot (note, S., 1930, II, 121) sont pour l'inopposabilité, MM. Lalou (*La Responsabilité civile*, 2e édit., nos 222 à 224), Picard (L'action directe de la victime d'un accident contre l'assureur et l'inopposabilité des déchéances postérieures à l'accident, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1930, p. 1; L'autonomie de l'action directe, même revue, 1933, p. 725; et nombreuses notes, notamment la note sous Civ., 15 juin 1931, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1931, p. 801) sont contre l'inopposabilité.

(2) Picard, note *Rev. gén. Ass. terr.*, 1931, p. 801.

même qu' « il est vain aujourd'hui de critiquer une solution définitivement adoptée » (1), nous ferons les observations suivantes :

On ne peut pas reprocher à la Chambre civile d'avoir voulu protéger les tiers, car, c'est là un phénomène, sinon courant, tout au moins fréquent. N'est-ce pas la même idée qui a justifié la responsabilité contractuelle en matière de transport, et la responsabilité objective en matière de dommages causés par les choses? D'autre part, il ne faut pas dire que la jurisprudence, en se décidant pour l'inopposabilité des déchéances postérieures au dommage, fait échec aux principes les plus élémentaires du droit contractuel, et notamment qu'elle oblige l'assureur au delà de son consentement, parce qu'elle admet, d'un autre côté, qu'en cas d'inopposabilité, l'assureur a un recours pour le tout contre l'assuré, de sorte que l'échec du droit contractuel n'est qu'apparent, momentané; l'assureur n'est finalement obligé que dans la limite de sa promesse. A ceux qui nous demanderont pourquoi la jurisprudence a limité l'inopposabilité aux déchéances postérieures, nous répondrons que cela paraît naturel, pour la bonne raison que le droit de la victime ne peut pas naître si le contrat d'assurance n'existe pas au moment du dommage (2).

---

(1) Picard, L'autonomie de l'action directe, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1933, p. 729.

(2) La jurisprudence pourrait évidemment aller plus loin pour protéger les victimes, et décider qu'aucune exception ou déchéance ne serait opposable au tiers lésé, sous condition d'un recours contre l'assureur : Ce serait là, comme le dit si bien M. Hebraud (article précité) « considérer l'indemnisation de la victime comme le véritable but du contrat d'assurance ». Mais il est bien douteux que la jurisprudence pousse son souci de la protection de l'intérêt général jusqu'à ce point : Les droits étrangers (Suisse, anglais, suédois) ne sont arrivés à cette solution que grâce au législateur.

Au point de vue pratique, la solution jurisprudentielle est très intéressante, puisqu'elle donne à la victime la plus entière sécurité. Malheureusement, elle le fait aux dépens de l'assureur, qui aura, lui, le risque de l'insolvabilité de l'assuré. Est-ce aussi inéquitable qu'on le dit quelquefois ? Nous ne le croyons pas, car, l'assureur, étant entré volontairement en relations juridiques avec l'assuré, et dans l'intention de faire des bénéfices, a une situation moralement moins intéressante que celle de la victime qui, elle, est entrée en contact bien involontairement avec l'assuré. D'ailleurs, le système jurisprudentiel aura peut-être l'avantage d'inciter les assureurs à ne pas enfermer leurs clients dans des limites trop étroites, à leur laisser le temps de remplir leurs obligations, ce qui serait fort louable.

Telles sont les critiques qu'on peut faire à la solution jurisprudentielle. Quelle est sa portée ?

II. **Portée de la décision de 1931.** — Cette portée est doublement limitée.

Tout d'abord, la Cour de cassation n'a statué qu'en matière d'accidents régis par la loi de 1913; les autres assurances responsabilité restent soumises au principe de l'opposabilité. Il en est ainsi, par exemple, en matière d'incendie, d'assurance professionnelle... et M. Picard dit que la Chambre civile devra étendre sa solution à toutes les assurances (1).

Ensuite et surtout, la Cour de cassation ne parle que des déchéances; or, ici, comme en matière d'accidents du travail, l'assureur dispose d'autres moyens de défense : il y a les nullités, les résiliations, et diverses

---

(1) Picard, *Op. cit., ibid.*

exceptions. A quels moyens s'applique cette jurisprudence ?

a) Pour les *nullités*, aucun problème ne se pose (1), puisqu'elles sont toutes antérieures au dommage dans leur origine et qu'elles sont rétroactives dans leurs effets; l'opposabilité est indiscutable (2). Bien mieux, si l'assureur a payé, ignorant la nullité de la police, il peut répéter contre la victime (3);

b) Pour les *résiliations*, la question n'est délicate que lorsqu'elles interviennent postérieurement au dommage (articles 16, 17, 18, 22). La difficulté vient de ce que la résiliation n'ayant pas d'effet rétroactif, laissant par conséquent, subsister le passé (4), le droit de la victime a eu le temps de naître : subsistera-t-il, malgré la résiliation ? Oui, si l'on attribue au mot déchéance un sens étroit; non, dans le cas contraire. Il n'existe aucune décision jurisprudentielle, à notre connaissance tout au moins, sur ce point;

c) La même difficulté existe pour la *suspension* édictée par l'article 16 de la loi du 13 juillet 1930, pour non-paiement des primes. Si le contrat était suspendu au moment du sinistre, la suspension est opposable à la victime, même si le contrat reprend après, puisque, comme l'affirme l'alinéa 4 de cet article : « L'assurance non résiliée reprend, pour l'avenir, ses effets, à midi, le lendemain du jour où la prime arriérée, et, s'il y a

---

(1) Lalou, Les victimes d'accidents et l'assurance du responsable, *D. H.*, 1934, chronique, p. 81.

(2) Civ., 3 décembre 1912, D., 1913, I, 365.

D'ailleurs, cette opposabilité reconnue depuis si longtemps, tient à la règle fondamentale de notre droit français, *que les actes nuls ne peuvent avoir aucun effet.*

(3) Civ., 24 octobre 1934, *D. H.*, 1934, 553.

(4) Sumien, *Traité théorique et pratique des Assurances terrestres et de la Réassurance*, 3e édition, Dalloz, 1931, p. 184, n° 403.

lieu, les frais ont été payés à l'assureur ». Inversement, lorsque la suspension n'a pris naissance qu'après le sinistre, que doit-on décider ? Doit-on étendre la jurisprudence relative aux déchéances? Cela semble logique, mais il n'y a encore ici, à notre connaissance, aucune décision;

d) Quant aux *déchéances* elles-mêmes, quelles sont-elles ? Nous avons déjà posé la question à propos des accidents du travail, et nous avons cru devoir répondre qu'en cette matière, il fallait donner au mot déchéance, sous certaines réserves, un sens très large, et l'étendre même aux exceptions qui tendent à faire « annuler la police », selon l'expression de Sachet (1). Cette interprétation ne peut être admise qu'en matière d'accidents du travail, car, chacun sait qu'en ce domaine le législateur a voulu, tout particulièrement, protéger les ouvriers.

En matière d'accidents ordinaires, l'inopposabilité étant d'origine jurisprudentielle, que décider ? Selon le commentateur de la loi du 13 juillet 1930, « la déchéance, quoique portant uniquement sur le droit à indemnité, comme la suspension, a une cause différente, elle provient le plus souvent du défaut de certaines déclarations obligatoires pour l'assuré; d'autre part et surtout, elle est invoquée seulement après le sinistre, lorsque le contrat a produit son effet légal » (2). La définition est un peu vague avec l'expression « le plus souvent ». Elle est, au contraire, précise en ce qu'elle affirme qu'on ne peut parler de déchéance qu'après la réalisation du sinistré.

---

(1) Sachet, *Op. cit., ibid.* Voir cependant Civ., 3 décembre 1912, S., 1914, I, 23.

(2) D., 1931, IV, p. 21; commentaire de l'article 16.

En jurisprudence, la notion de déchéance est souvent discutée (1). Pratiquement, l'inopposabilité joue pour défaut de déclaration du sinistre dans les cinq jours (art. 15, 4°), défaut de transmission des pièces, lettres, convocations, actes judiciaires ou extra-judiciaires signifiés à l'assuré, reconnaissance de la responsabilité et, enfin, appel en garantie (2).

Telles sont les principales observations que nous voulions faire à propos de la jurisprudence en matière d'accidents ordinaires. Notre exposé sur l'opposabilité des exceptions et déchéances serait incomplet, si nous ne parlions pas de la possibilité, pour l'assureur, d'opposer ou non à la victime l'extinction du droit de l'assuré; c'est ce que nous allons faire dans un troisième alinéa.

Alinéa III. — Cas particuliers

L'assuré ne peut pas recevoir paiement de l'assureur tant que la victime n'a pas été désintéressée. *A fortiori*, l'assuré ne peut pas disposer de l'indemnité d'assurance, tant que la même condition n'a pas été remplie. En conséquence, le responsable ne peut faire ni novation, ni remise de dette, ni cession de créance...

Mais l'obligation de l'assureur peut-elle s'éteindre par compensation ou prescription? En d'autres termes,

---

(1) Voir notamment, en ce qui concerne la déchéance pour défaut de permis de conduire : Trib. civ. Seine, 17 novembre 1932, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1933, p. 157; Paris (11e Ch.), 11 janvier 1933, *ibid*, p. 164; Douai, 18 janvier 1932, *ibid*., p. 161; Paris (5e Ch.), 21 février 1933, *ibid*., p. 585.

Voir également, Civ., 24 juillet 1912, et Req., 5 août 1912, D., 1913, I, 85, et 6 juillet 1927, S., 1927, I, 366.

(2) La reconnaissance de responsabilité et l'appel en garantie soulèvent, à propos des déchéances, des difficultés que nous retrouverons plus loin.

l'assureur peut-il opposer à la victime la prescription des droits de l'assuré, ou encore une compensation entre sa dette envers le tiers lésé et une créance qu'il a contre le responsable ?

I. **La compensation.** — Supposons qu'au jour du dommage l'assureur soit créancier de l'assuré, d'une somme certaine liquide et exigible; cela arrive, notamment, lorsqu'une prime est échue; l'assureur pourra-t-il opposer la compensation à la victime ?

M. Dubois, qui examine cette question dans sa thèse (1), croit pouvoir se prononcer contre l'affirmative, et il cite à ce propos, pour l'approuver, un arrêt de la Cour d'appel de Paris, rendu dans une matière légèrement différente, puisqu'il s'agit des créanciers hypothécaires, visés par l'article 2 de la loi du 19 février 1889. Cet arrêt déclare ces créanciers inhabiles à critiquer la compensation, car « considérant que la loi de 1889 n'a modifié ni les obligations synallagmatiques, qui dérivent du contrat d'assurance, ni les règles, qui ont toujours servi à la détermination de l'indemnité; que celle-ci, aujourd'hui comme autrefois, n'est constituée qu'après l'exécution par l'assuré des obligations qui lui incombent et est formée par le montant net de la somme assurée, c'est-à-dire par celle qui subsiste par application des dispositions de la police et après déduction des primes impayées » (2).

A cette argumentation, il est facile de répondre que la compensation ne peut être opposée, d'une part, parce qu'il n'y a pas réciprocité des dettes entre l'assureur et la victime; d'autre part, parce que l'assureur

---

(1) Dubois, Du lien de droit entre le tiers lésé et l'assureur dans l'assurance de responsabilité de droit commun, *Thèse, Paris*, 1928, p. 82.

(2) Paris (1re Ch.), 2 décembre 1926, *Gaz. Pal.*, 1927, I, 112.

ne peut pas invoquer une compensation qui n'existe pas. L'obligation de rétention, imposée par la loi, empêche, en effet, la créance de naître dans le patrimoine de l'assuré, ou bien lui confère un caractère conditionnel; de toute façon, la compensation est impossible (1).

En conclusion, l'assureur ne peut pas opposer au tiers lésé une dette de l'assuré; peut-il lui opposer la prescription des droits de son client ?

II. **Prescription.** — Les polices d'assurance stipulent généralement que les droits de l'assuré se prescriront par un délai très court. Aujourd'hui, d'après l'article 25 de la loi du 13 juillet 1930, ce délai est au minimum de deux ans. L'assureur peut-il opposer à la victime la prescription des droits de l'assuré ? Oui, si la victime ne fait qu'exercer les droits de l'assuré; non, dans le cas contraire.

La Cour d'appel de Nîmes, dans un arrêt du 23 novembre 1931 (2), a eu à connaître de la question, en matière d'accident il est vrai. La victime soutenait que son droit propre ne pouvait être soumis à la prescription conventionnelle, annale, prévue par la police contre l'assuré. La Cour d'appel lui a donné raison en des termes ci clairs, si nets, si intéressants, que nous n'hésitons pas à les reproduire : « Attendu qu'à cet égard il faut remarquer que le droit de J... (la victime), en tant qu'il est fondé sur l'article 2102 C.C., est indépendant du contrat d'assurance; que sans doute il n'existerait pas sans lui, mais que sa créance naît de

---

(1) Il ne peut y avoir de compensation que si la dette est exigible. Voir Colin et Capitant, *Op. cit.*, t. II, p. 119; Planiol et Ripert, *Op. cit.*, t. II, p. 199, n^{os} 573 et s.

(2) Nîmes, 23 novembre 1931, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1932, p. 307, avec la note de M. Maurice Picard, et *D. H.*, 1932, p. 78.

l'accident et de la loi et *à l'occasion du contrat, mais non pas du contrat d'assurance ;* qu'il n'y a donc pas lieu de s'arrêter aux arguments des parties : de J... soutenant que la prescription annale ne lui est opposable parce que son droit est contractuel, de la société, qui réplique que le contrat est, pour J..., *res inter alios acta*... Attendu que la loi du 28 mai 1913, n'ayant soumis la créance de l'assureur à une prescription spéciale, c'est la prescription trentenaire du droit commun qui lui est applicable; attendu enfin, que l'action directe de la loi de 1913 doit être considérée comme intéressant au premier chef l'ordre public, qu'elle tend non seulement à garantir à la victime d'un accident la réparation du préjudice subi, mais à assurer à tous la protection de la circulation routière et, par suite, la sécurité publique; que tout le mouvement législatif et jurisprudentiel moderne concourt à un même but de sauvegarde de l'intérêt général; que de là suivent les conséquences : 1° Que les clauses de la police ne peuvent faire échec aux droits de la victime...; 2° que les assureurs de nationalité étrangère sont assujettis aux dispositions de l'article 2102, § 8°, C.C.... ».

M. Picard, qui commente brièvement cet arrêt, l'approuve avec juste raison. Pour lui, la solution, donnée par la Cour d'appel de Nîmes, n'est pas douteuse sous l'empire de la loi de 1913, elle le serait, au contraire, avec la loi du 13 juillet 1930, car dans cette loi le législateur a pris certaines dispositions sur la prescription; il a notamment décidé que « toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux ans, à compter de l'événement qui y donne naissance » (art. 25). Or, toute la question est de savoir si cette disposition s'applique à l'action directe.

Pour M. Mazeaud, cela n'est pas douteux, car si l'action directe « n'a pas à proprement parler sa source dans le contrat d'assurance, [elle] en dérive cependant, puisqu'elle tend à l'exécution par l'assureur de l'obligation née du contrat » (1).

Pour M. Picard, au contraire, non seulement l'action directe dérive de la loi et non pas du contrat d'assurance, mais encore elle ne peut pas être soumise à l'article 25 puisque, d'une part, le législateur s'est borné, ici, comme ailleurs, à normaliser la pratique, sans viser l'action directe, et que, d'autre part, si l'on soumettait l'action directe à la prescription de deux ans, la victime aurait moins de droits que l'assuré, puisque pour elle le délai de deux ans commencerait à courir dès le jour du dommage, alors que, pour l'assuré, il ne courrait « que du jour où ce tiers (la victime en l'espèce) a exercé une action en justice contre l'assuré, ou a été indemnisé par ce dernier », selon les termes mêmes de l'article 23, alinéa 3. Ce serait là une solution contraire au mouvement jurisprudentiel et légal qui tend à protéger la victime et non pas à rendre sa situation pire.

La jurisprudence ne s'est pas encore prononcée, à notre connaissance tout au moins. Sans vouloir faire de pronostic, on peut dire qu'il est fort peu probable qu'elle admette la prescription trentenaire comme le fait la Cour de Nîmes; car cette solution serait trop préjudiciable aux assureurs, elle ferait traîner pendant trop longtemps des affaires qu'on a l'habitude de régler rapidement.

---

(1) MAZEAUD, *Traité théorique et pratique de la Responsabilité civile délictuelle et contractuelle*, t. II, n° 2730.

En résumé, si le droit propre de la victime dépend de l'existence d'un contrat d'assurance valable, il peut, après sa naissance, se dégager, dans une certaine mesure de ce contrat. En reprenant ce qu'affirmait M. P. Hébraud en 1931 (1), nous ajouterons que, si pendant longtemps, on s'est simplement borné à utiliser le contrat d'assurance pour donner plus de garantie à la victime, on tend actuellement, avec la jurisprudence des déchéances, à aller plus loin et, toujours pour augmenter la sécurité du tiers lésé, à considérer l'indemnisation de celui-ci comme le véritable but du contrat d'assurance; ou encore, comme le dit M. Savatier, à considérer l'assureur comme l'attributaire d'une sorte de « service public » (2). N'est-ce pas, d'ailleurs, ce système qui a triomphé dans les législations suisse (3), suédoise (4), et anglaise (5), qui se prononcent toutes contre l'opposabilité des exceptions et déchéances au tiers lésé.

Telles sont les réflexions qu'appellent les rapports du droit propre et du contrat d'assurance quand on les examine en se plaçant au point de vue du fond; qu'en est-il quand on se place au point de vue de la forme ?

§ II. — LA COMPÉTENCE

Lorsque le tiers lésé poursuit l'assureur, en vertu de son droit propre, devant quel tribunal doit-il le citer ?

---

(1) HÉBRAUD, L'action directe de la victime d'un dommage contre l'assureur, *Revue critique de Législation et de Jurisprudence*, 1931, p. 488 et s.

(2) SAVATIER, Les assurances illimitées de responsabilité, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1934, p. 491 et s.

(3) Loi du 15 mars 1932, art. 50.

(4) Loi du 10 mai 1929, art. 19.

(5) Loi anglaise de 1930, section 38.

Deux problèmes doivent être envisagés : celui de la compétence absolue, et celui de la compétence relative.

Alinéa I. — Compétence absolue

Quelques observations doivent être faites à propos des juridictions commerciales, répressives et administratives.

A. **Juridictions commerciales.** — Lorsque la victime assigne séparément l'assuré et l'assureur, elle le fait devant la juridiction normalement compétente. Lorsqu'elle veut les assigner tous les deux à la fois, elle peut rencontrer certaines difficultés.

Supposons tout d'abord que l'assuré et l'assureur soient commerçants; la victime devra en principe (1) les citer à la barre du Tribunal de Commerce, si elle est elle-même commerçante; elle pourra, au contraire, les assigner, soit devant le Tribunal civil, soit devant le Tribunal de Commerce, si elle n'est pas commerçante.

Supposons maintenant, que l'un des défenseurs ne soit pas commerçant. Si c'est l'assureur (c'est, par exemple, une société mutuelle), la victime aura la possibilité de citer les défenseurs devant le Tribunal de Commerce, mais ce dernier pourra mettre l'assureur hors de cause, à sa demande, et le procès sera réduit à un débat entre l'assuré et le tiers lésé (2). Si c'est, au contraire. l'assuré qui n'est pas commerçant, la victime pourra bien l'assigner en même temps que

---

(1) Nous disons « en principe », car le fait qui a donné naissance au procès, n'étant pas un acte commercial, certains Tribunaux ont admis qu'un déclinatoire de compétence pouvait être adopté. Voir notamment Trib. civ. de la Seine (9e Ch.), 29 janvier 1930, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1930, p. 929, et la note de M. Perroud, *Rec. Gaz. Trib.*, 1930, 2e sem., II, 69.

(2) Trib. de Com. de Narbonne, 28 novembre 1932, *Gaz. Pal.*, 1933, I, 276.

l'assureur à la barre du Tribunal de Commerce, mais celui-ci aura la faculté de se déclarer incompétent vis-à-vis du responsable; suivant qu'on reconnaît ou non, au tiers lésé, le droit de citer l'assureur sans mettre en cause l'assuré, le procès se poursuivra (1) ou non (2) entre la victime et l'assureur à la barre du Tribunal de Commerce.

B. **Juridictions répressives.** — Le tiers lésé ne peut pas poursuivre le seul assureur devant une juridiction répressive; cela ne fait aucun doute; mais peut-il le citer à la barre de ce Tribunal, en même temps que l'assuré ? La quasi unanimité des juridictions répond par la négative (3), puisqu'une seule à notre connaissance, s'est prononcée affirmativement il y a déjà plus de sept ans (4).

Cela prouve qu'en jurisprudence on n'estime pas encore, comme le pense M. Hébraud (5), que la situation de l'assureur peut être comparée, sinon assimilée, à celle d'une personne civilement responsable, puisque les personnes civilement responsables peuvent être assi-

---

(1) Trib. de Com. Marseille, 8 avril 1932, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1932, p. 824, et note de M. Picard; *D.H.*, 1932, p. 328; dans le même sens : J. Perroud, note, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1930, p. 565; *Contra :* H. et L. Mazeaud, *Traité théorique et pratique de la Responsabilité civile délictuelle et contractuelle*, t. II, n° 2721.

(2) Trib. Com. de la Seine, 6 juin 1930, *Rec. Per. Ass.*, 1930, 217, *Gaz. Pal.*, 1930, II, 517 (note sous *d*); Trib. de Com. de la Seine (4e Ch.), 30 décembre 1930, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1931, p. 340, et la note de M. Picard; *Gaz. Pal.*, 1931, I, 354; Trib. Com. Seine (6e Ch.), 23 novembre 1933, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1934, 357.

(3) Voir parmi les décisions les plus récentes : Trib. correct. de la Seine (13e Ch.), 25 février 1929, et Trib. correct. de la Seine (12e Ch.), 24 avril 1929; D., 1930, II, 1, note de M. Josserand; Trib. Saint-Quentin, 9 mai 1930, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1930, 1113; note de M. Picard; Cass. (Ch. crim.), 10 juin 1932, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1932, 813, *D.H.*, 1932, p. 431.

(4) Trib. correct. de Seine-et-Marne (section de Melun), 8 mars 1928, *D.H.*, 1928, p. 346.

(5) Hébraud, *Op. cit.*, *ibid.*

gnées devant les juridictions répressives, en même temps que les coupables.

C. **Juridictions administratives.** — Les Administrations et les fonctionnaires sont de plus en plus souvent assurés (1). Les victimes pourront-elles attraire l'assureur en même temps que l'assuré devant les juridictions administratives? La seule décision que nous connaissions sur ce sujet est celle du Conseil de Préfecture de la Seine, en date du 13 mai 1932 (2); elle se prononce pour l'affirmative. M. Biney la trouve injustifiée, parce que, « pour prononcer une condamnation contre l'assureur, la juridiction saisie est obligée de reconnaître, tout au moins implicitement, que le contrat d'assurance est valable et d'en apprécier l'étendue... »; or, « ...la juridiction administrative ne peut connaître des contestations relatives à la validité, au sens et à l'étendue des contrats d'assurance qui demeurent réservés aux Tribunaux d'ordre judiciaire » (3).

Telles sont les observations que nous voulions faire au sujet de la compétence *ratione materiæ*; elles offrent, à notre avis, un intérêt beaucoup moins grand que celles qu'on peut faire au sujet de la compétence *ratione loci*.

Alinéa II. — *Compétence relative*

Lorsque l'assuré agit contre l'assureur, il est soumis à des règles de compétence spéciales, inscrites autrefois

---

(1) De Mirimonde, L'assurance de la responsabilité des fonctionnaires, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1933, p. 1029 et s.

(2) Cons. de Préfect. de la Seine, 13 mai 1932, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1932, 807, avec la note de M. Picard; *Gaz. Pal.*, 1932, II, 232.

(3) Biney, L'action directe de la victime d'un dommage contre l'assureur, *Thèse, Paris*, 1934, p. 120.

Adde, Berthelemy (H.), *Précis élémentaire de Droit administratif*, 12e édition, p. 1088 et s.

dans la loi du 2 janvier 1902, et actuellement dans l'article 3 de la loi du 13 juillet 1930. La victime, exerçant son action directe, est-elle soumise à ces règles particulières ? Si oui, son droit se rapproche singulièrement de celui de l'assuré; sinon, il est autonome.

M. Perroud (1) faisait valoir contre l'application de l'article 3 de la loi du 13 juillet 1930 à l'action directe, et pour celle de l'article 59 C.P.C., trois arguments. Il disait, tout d'abord, que la loi de 1930, ne s'étant pas préoccupée de l'action directe, n'avait pas pu en régler la compétence. Il ajoutait ensuite qu'il serait absurde d'obliger la victime à porter l'action devant le Tribunal du domicile de l'assuré qui n'est pas toujours défendeur, et enfin que l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi précitée, en décidant que *l'assuré* peut agir devant le Tribunal du lieu de l'accident précisait le sens dudit article 3 en montrant qu'il ne visait que l'action de l'assuré contre l'assureur, non celle du tiers lésé.

MM. Hébraud (2), et Mazeaud (3) soutenaient la même thèse qui paraissait bien charpentée (4).

Cependant, c'est la thèse contraire qu'adopta la Cour de cassation dans cinq arrêts fort nets, qui empruntent tous la formule suivante : « Attendu que si la victime d'un accident a une action directe contre l'assureur du

---

(1) Perroud (J.), L'action directe de la partie lésée contre les Compagnies d'assurance étrangères, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1931, p. 21 et s.

(2) *Op. cit.*, n° 6.

(3) *Op. cit.*, t. II, n° 2725.

(4) Les sociétés d'assurance se prononçaient, elles aussi, pour l'application de l'article 59 C.P.C., afin de donner compétence au Tribunal du siège social, c'est-à-dire le plus souvent aux Tribunaux de la Seine. Pour ne pas obliger la victime à plaider à Paris, n'aurait-on pas pu envisager la jurisprudence dite « jurisprudence des gares principales » ? Les sociétés d'assurance n'ont-elles pas toutes des directions régionales, voire même départementales ?

fait du privilège à elle accordé par la loi du 28 mai 1913 sur l'indemnité dont ledit assureur se reconnaît, ou a été judiciairement reconnu débiteur, à raison de la convention d'assurance. *Ce droit ne saurait avoir pour conséquence de modifier les règles de compétence fixées, tant par la loi du 2 janvier 1902 que par celle du 13 juillet 1930,* qui l'a remplacée à l'effet de faire fixer contradictoirement entre l'assuré, l'assureur, et la victime, d'abord l'existence et le montant de la créance de réparation, et, en second lieu, les indemnités dues par l'assureur; que les termes de la loi ne comportant aucune distinction, il ne saurait appartenir à la victime de soustraire la connaissance d'un litige concernant la responsabilité de l'assuré et les obligations de l'assureur aux juges, que le législateur, dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, a spécialement désignés à cet effet en appelant l'assuré et l'assureur devant le Tribunal de ce dernier pour voir statuer sur un recours subordonné à la fixation préalable des responsabilités et des obligations susénoncées » (1).

La décision fort nette de la Cour de cassation a soulevé de vigoureuses critiques, comme elle a reçu de chaleureuses approbations.

M. Picard l'enregistre comme une condamnation de la thèse de l'autonomie du droit du tiers lésé (2); M. Josserand (3) la dénonce comme dénuée de fondement juridique.

---

(1) Civ., 11 juillet 1932; *Rev. gén. Ass. terr.*, 1932, p. 782, note de M. Maurice Picard; S., 1932, I, 310, note de M. P. Esmein; D., 1933, I, 5, note de M. L. Josserand.

Civ., 17 janvier 1934, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1934, 355.

(2) PICARD, L'autonomie de l'action directe, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1933, p. 725 et s., et notamment p. 733 et 734.

(3) JOSSERAND, note, D., 1933, I, 5.

Il rappelle avec beaucoup de force que la compétence, édictée par l'article 3, est une compétence d'ordre contractuel, et que cet article ne fait que reproduire la loi du 2 janvier 1902 intervenue, comme chacun le sait, pour protéger l'assuré contre l'assureur et non pas la victime (1).

Nous ne voulons pas reprendre ici les divers arguments qui ont été invoqués pour ou contre la thèse de la Cour de cassation, car nous sommes persuadés, comme M. Picard lui-même, que les décisions de juillet 1932 et de janvier 1934 sont motivées par des raisons de fait, non par des raisons de droit. Nous nous bornerons donc à examiner et à apprécier les résultats pratiques de la solution jurisprudentielle.

Tout d'abord, quelle est sa portée? Les cinq arrêts, par lesquels la Chambre civile a affirmé son point de vue, sont intervenus en matière d'accident. Doit-on considérer la solution de la Cour de cassation comme particulière aux accidents ? Juridiquement, nous ne le croyons pas parce que, si l'article 3 de la loi du 13 juillet 1930 s'applique aux accidents, qui sont, en somme, régis par une loi spéciale, *à fortiori*, il doit s'appliquer aux autres assurances qui sont régies par la loi de 1930.

Cependant, il faut bien reconnaître que la thèse jurisprudentielle est plus défendable en matière d'accidents qu'ailleurs, car elle aboutit en ce domaine à donner la compétence, soit au Tribunal du domicile de l'assuré, soit au Tribunal du lieu de l'accident. Or, il est

---

(1) En vérité, l'article 3 de la loi du 13 juillet 1930 ne reproduit pas exactement la loi de 1902, puisque cette dernière décidait qu'en cas d'accident seul le Tribunal du lieu de l'accident était compétent, lorsqu'il s'agissait de la fixation ou du règlement des indemnités dues (CUCHE, *Précis de Procédure civile*, 5e édition, Dalloz, 1931, p. 216, n° 173).

incontestable que c'est devant ce dernier Tribunal que le tiers lésé obtiendra justice le plus facilement, et le plus promptement, si la responsabilité n'a pas encore été reconnue, car la procédure ne sera pas retardée par la nécessité d'envisager des commissions rogatoires; les descentes de lieu seront plus aisées. Rendre compétent le Tribunal du lieu de l'accident sous prétexte d'appliquer l'article 3 de la loi du 13 juillet 1930, n'a donc pratiquement rien d'injuste, ni de déraisonnable, tant que le problème de responsabilité n'est pas tranché. Mais si cette question est résolue, il devient ridicule d'obliger la victime d'agir, soit devant le Tribunal du domicile de l'assuré, soit devant celui du lieu de l'accident, puisque le seul défendeur est l'assureur et que les conséquences du dommage sont connues. Si la Cour de cassation a accepté cette thèse, c'est parce que, comme le remarque M. Picard, elle n'a envisagé que l'hypothèse d'un procès où la victime poursuit à la fois l'assureur et l'assuré. Pour la Chambre civile, c'est là le procès normal. Ce n'est pourtant pas le seul possible; nous dirons donc qu'en matière d'accident, la solution jurisprudentielle est défendable lorsque la victime poursuit à la fois l'assureur et l'assuré, elle est absurde dans le cas contraire.

En dehors des accidents, la victime, si l'on veut bien étendre la solution jurisprudentielle à toutes les assurances, sera obligée d'agir devant le Tribunal de l'assuré. Cette solution sera absurde lorsque la question de la responsabilité aura été tranchée, elle sera injuste dans le cas contraire. Injuste (et ici notre observation est générale, c'est-à-dire s'étend même aux accidents), parce qu'elle favorise la personne qui est la moins intéressante dans le procès, ou plus exactement, elle défa-

vorise le plaideur le plus digne d'intérêt, en faisant venir le débat devant le Tribunal du domicile de l'assuré, lieu qui peut être très éloigné de la résidence de la victime ou de ses ayants cause. L'assuré qui se trouve ainsi favorisé puisqu'il est le moins dérangé, est la personne la moins intéressante du procès, puisque c'est lui ou les siens qui ont causé le dommage. La victime, au contraire, cela va de soi, est beaucoup plus intéressante; c'est elle qui est sacrifiée; telle est la logique du système jurisprudentiel. Cette observation fait comprendre combien il est absurde de dire que le législateur a voulu viser la victime dans l'article 3, destiné dans son origine (loi de 1902) à protéger l'assuré (1). Si le législateur avait pensé un instant de raison à la victime en statuant sur la compétence, il aurait, c'est le bon sens qui nous le fait dire, pris une décision particulière pour protéger le tiers lésé.

Quoi qu'il en soit sur ce point, nous dirons, en conclusion, qu'en matière de compétence, contrairement à ce qui se passe en matière de déchéance, la jurisprudence semble se décider, à tort ou à raison, contre l'autonomie du droit propre de la victime; nous avions bien raison d'affirmer plus haut qu'il est très difficile de connaître la nature du droit propre du tiers lésé contre l'assureur, puisque ce droit se construit petit à petit, avec les éléments les plus divers. Avec l'inopposabilité des déchéances, la thèse du privilège, comme celle de la stipulation pour autrui (2), se trouvent

---

(1) On sait, en effet, que la loi de 1902 est intervenue pour protéger les assurés contre les Compagnies d'assurance qui exigaient qu'on les assignât à leur siège social, c'est-à-dire le plus souvent à Paris.

(2) Nous lisons, en effet, dans le *Traité élémentaire de Droit civil*, de MM. Planiol et Ripert (11e édition, t. II, n° 1264), que le promettant, c'est-à-dire, en l'espèce, l'assureur, peut opposer au tiers bénéficiaire (la

dépassées ; on se rapproche plutôt de la théorie de la responsabilité civile de l'assureur; mais ne s'éloigne-t-on pas de cette dernière avec le système de compétence *ratione materiæ* en ce qui concerne les juridictions répressives ?

Les rapports du droit propre avec le contrat d'assurance, tant au point de vue du fond, que de la compétence, sont très complexes ; qu'en est-il des rapports existant entre le droit propre et l'action en responsabilité ?

---

victime), non seulement les exceptions d'incapacité personnelle, de vice de consentement (erreur et violence), de vice de forme, de nullité, mais encore, de défaut d'exécution : « Si le stipulant n'a pas accompli ses propres obligations envers le promettant, celui-ci est délié de son engagement envers le tiers. Ce point est sujet à controverse. Certains auteurs pensent que le tiers, n'étant point tenu des obligations du stipulant, ni garant de leur exécution, ne doit point souffrir de leur inexécution. Néanmoins, il est conforme à la volonté vraisemblable des parties de présumer que le promettant ne s'est obligé envers le tiers qu'en considération des engagements qu'on prenait envers lui ».

SECTION III

RAPPORTS ENTRE LE DROIT PROPRE ET L'ACTION EN RESPONSABILITÉ

Lorsque l'auteur du dommage est responsable et assuré, la victime a deux actions, deux droits : l'un contre l'assureur, c'est le droit propre; l'autre contre le responsable, c'est l'action en responsabilité. La coexistence de ces deux droits fait naître, tant au point de vue du fond qu'à celui de la procédure, des problèmes que nous voudrions examiner dans la présente section.

§ I^er^. — PROBLÈMES RELATIFS AU FOND DU DROIT

Lorsque l'auteur du dommage est responsable, la victime peut agir, soit contre l'assuré, soit contre l'assureur. Supposons qu'un des deux droits, que possède la victime, soit éteint pour un motif quelconque : paiement, compensation, confusion... l'autre droit pourra-t-il être exercé ? Tel est le problème que nous voudrions envisager ici. Nous nous placerons successivement au point de vue du paiement, de la compensation, de la confusion, de la remise de dette, et de la prescription.

A. **Le paiement.** — Pour le paiement, il n'y a aucune difficulté; que le tiers lésé ait été désintéressé par l'assureur, ou par l'assuré, son droit contre celui qui n'a pas payé s'éteint. Le droit propre a été reconnu à

la victime pour qu'elle ait plus de garantie, non pour qu'elle bénéficie d'un enrichissement. Le paiement de l'un est donc opposable à l'autre. Encore ne faut-il rien exagérer; il faut supposer que la victime a été complètement désintéressée; si celle-ci ne l'a été que partiellement, de la part de l'assureur, par exemple, elle peut se retourner contre l'assuré pour le complément.

Pour le paiement, par conséquent, pas de difficultés; on ne peut se baser sur lui pour dire que le droit propre est accessoire subsidiaire par rapport au droit contre l'assuré, sous prétexte que le paiement de l'assuré est opposable par l'assureur (1), car, on pourrait tout aussi bien affirmer le contraire et dire que le droit contre l'assuré est subsidiaire par rapport au droit contre l'assureur, puisque l'assuré peut opposer à la victime le versement fait par l'assureur.

Ce que nous venons de dire est valable pour la dation en paiement. Ajoutons que si le paiement était fait par un tiers, autre que l'assureur ou l'assuré, il serait cependant opposable à la victime; le tiers étant, bien entendu, subrogé à celle-ci (2).

B. **Compensation.** — Le problème est ici plus délicat. L'assureur peut-il opposer à la victime la compensation existant entre celle-ci et son client ? Le responsable peut-il opposer au tiers lésé une compensation existant entre lui et l'assureur ?

La logique juridique commande de se prononcer contre l'opposabilité, car, pour qu'un débiteur puisse opposer

---

(1) Esmein, note, S., 1932, I, 169.

(2) Ce n'est pas toujours vrai; c'est notamment faux, comme nous le verrons plus loin, pour les dommages aux personnes, dans une certaine mesure tout au moins.

la compensation à un autre, « il faut, disent MM. Colin et Capitant, que chacune des parties figure dans ce double lien obligatoire, à la fois comme créancier et comme débiteur personnel » (1) ; en d'autres termes, un débiteur ne peut faire valoir qu'une dette qui lui est propre, non une dette qui lui est étrangère. Or, en notre matière, l'assureur qui opposerait en compensation la dette de la victime à son client, se prévaudrait d'une dette qui lui est étrangère; il en serait de même si l'assuré opposait au tiers lésé la dette qu'il a envers l'assureur. La condition de réciprocité des obligations étant nécessaire pour qu'il y ait compensation, on devrait se prononcer contre l'opposabilité de la compensation dans les hypothèses que nous envisageons; cependant, il ne faudrait pas se décider trop hâtivement, car, la caution peut, aux termes de l'article 1294, alinéa 1, C.C., « opposer la compensation de ce que le créancier doit au débiteur principal ». Si l'on pouvait considérer l'assureur, comme la caution de l'assuré, il faudrait décider, qu'il peut opposer à la victime la compensation, existant entre celle-ci et son client (2) ; l'assureur peut-il être regardé comme la caution de son client ? Nous verrons plus loin que cela est impossible.

La logique juridique commande donc de se prononcer contre l'opposabilité de la compensation. Ce n'est pourtant pas ce qu'a pensé le Tribunal de Mâcon qui, dans un jugement curieux, et très discutable, que

---

(1) Colin et Capitant, *Cours élémentaire de Droit civil français* (5e édition), t. II, p. 118.

(2) V. sur ces points, Aubry et Rau, *Cours de Droit civil français* (5e édition), t. IV, p. 380, 4°; et Nichet, Du jeu de la compensation dans les rapports des créanciers et des débiteurs, *Thèse, Montpellier*, 1934, p. 58.

nous aurons, d'ailleurs, l'occasion de retrouver et d'examiner plus longuement, s'est prononcé pour l'opposabilité de la compensation à la victime, d'une créance qu'elle avait contre le responsable (1). A notre avis, le Tribunal s'est trompé; il a eu tort d'invoquer, pour justifier l'opposabilité de la compensation, les principes qui sont à la base des articles 1289 et suivants du Code civil; car si la condition de réciprocité n'est pas inscrite dans la loi, elle « résulte implicitement de la définition de la compensation » disent MM. Planiol et Ripert (2); elle est, comme le remarquent de leur côté, MM. Colin et Capitant, sa « condition essentielle » (3).

C. **La confusion.** — Le Tribunal de la Seine (4) eut à juger l'affaire suivante : Une personne, victime d'un accident d'automobile, légataire universelle de l'auteur de ce dommage, intente une action directe contre l'assureur du responsable, quelque temps après la mort de ce dernier; l'assureur refuse de lui payer l'indemnité promise dans la police, sous prétexte que la dette de responsabilité est éteinte par confusion. Le Tribunal lui donne raison.

Cette solution est, à juste titre, vigoureusement critiquée par M. Bouzat (5). Nous dirons avec lui qu'avec le système du Tribunal, « la vocation successorale, bien loin de profiter à la victime, la pénalise. L'assureur, par contre, réalise un bénéfice purement gratuit : les primes

---

(1) Trib. Mâcon, 3 juin 1931, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1932, p. 508; voir chap. III, Section II, § 2, de la présente partie.

(2) Planiol et Ripert, *Traité élémentaire de Droit civil*, t. II, p. 198, n° 568.

(3) Colin et Capitant, *Op. cit.*, p. 117.

(4) Trib. de la Seine, 21 décembre 1931, S., 1933, II, 105, note de M. Bouzat.

(5) Note au S., 1933, II, 105.

ayant été régulièrement versées, le contrat était valable, et couvrait, par avance, la réparation des accidents pouvant survenir ». Sous prétexte d'appliquer les règles du droit civil, on libère l'assureur. Ceci est aussi illogique qu'inéquitable : illogique, parce que l'assureur est tenu de payer en vertu du contrat; inéquitable, puisque de ce fait la victime ne reçoit aucune réparation. Ce n'est pas parce qu'elle hérite de l'auteur du dommage qu'elle n'a aucun droit contre l'assureur; la responsabilité civile ayant été mise à la charge d'un patrimoine tiers, ayant été pour ainsi dire, dissociée, séparée du patrimoine de l'auteur, la confusion de ce dernier avec celui de la victime ne peut avoir aucune influence. L'assureur n'a pas le droit de se prévaloir de la succession, car, comme le dit M. Bouzat, elle est en quelque sorte pour lui, *res inter alios acta*... S'il le faisait, on en serait réduit, affirme le même auteur, à conseiller aux tiers lésés d'accepter la succession sous bénéfice d'inventaire, pour éviter la confusion, et faire payer l'assureur. Etre obligé de recourir à un tel artifice, pour faire triompher l'équité, a quelque chose d'écœurant : le droit n'est-il donc qu'une vaste chicane, qu'un assemblage de moyens, de techniques ? Nous nous refusons à le croire et nous préférons dire que le Tribunal de la Seine s'est trompé, qu'il a fait une application inopportune et grossière de la technique de la confusion, et s'est mis ainsi en conflit avec le bon sens et toute la jurisprudence qui tend à protéger la victime (1).

---

(1) Avec la solution du Tribunal de la Seine, l'obligation de l'assureur dépend de la date de la mort du responsable; si ce dernier décède avant que la victime n'ait attaqué l'assureur, celui-ci est libéré; il doit, au contraire, payer, s'il est poursuivi avant la mort de son client; faire dépendre l'obligation de l'assureur d'une telle condition a quelque chose d'artificiel, d'arbitraire et de choquant.

D. **Autres moyens d'extinction** du droit du tiers lésé contre l'assuré. — Il va de soi que la victime peut céder ses droits contre le responsable à un tiers, et que ce tiers peut alors agir, soit contre l'auteur du dommage, soit contre l'assureur. L'article 37 de la loi du 13 juillet 1930 fait allusion à ceci, en parlant des tiers subrogés au propriétaire ou aux voisins. Ces hypothèses ne nous intéressent pas ici : nous nous occupons seulement des cas où l'action en responsabilité est définitivement éteinte. Après le paiement, la compensation et la confusion, on peut encore citer comme ayant cet effet : la remise de dette et la prescription.

Et tout d'abord, la *remise de dette*. L'assureur peut-il opposer au tiers lésé la remise de dette faite par lui au responsable ? L'auteur peut-il opposer à la victime la remise de dette qu'elle a faite à l'assureur ? Disons tout de suite, d'une part, que ces questions sont de nature à se poser très rarement et, d'autre part, qu'elles n'ont pas, à notre connaissance tout au moins, fait l'objet d'une décision jurisprudentielle quelconque. Elles sont du domaine du pur raisonnement (1) ; aussi, vu leur faible intérêt, nous les négligerons; nous nous contenterons seulement de rappeler, et ce sont là des solutions certaines, que le concordat accordé à l'assuré, qu'on peut, sous certaines réserves, assimiler à une remise de dette, n'est pas opposable à la victime par

---

(1) M. Dubois, qui a envisagé l'hypothèse de la remise de dette dans sa thèse, estime que « si la remise de dette est accordé par le tiers lésé au responsable, tout dépend de l'intention des parties. Ou bien la victime entend ne recevoir aucune indemnité à la suite du sinistre; l'assureur sera déchargé, puisque la garantie promise par lui devient sans objet; ou bien, la renonciation de la victime n'a pour but que de décharger le responsable de tout recours, réserve faite de ses droits contre l'assureur; le responsable seul sera libéré. Cette solution ne présente de difficultés que si l'assuré a encouru une déchéance après le sinistre. Une remise de dette, en ce cas, ne pourrait que recouvrir une collusion immorale ». Dubois, *Op. cit.*, p. 83, n° 72.

l'assureur (1), pas plus que le concordat dont bénéficie l'assureur, n'est opposable au tiers lésé par l'assuré.

Le problème de *la prescription* est, au contraire, plus important, car il est de nature à se poser plus fréquemment; sa solution est douteuse, parce qu'il n'existe ni décision légale, ni décision jurisprudentielle. Cependant, il est ici utile de raisonner.

La prescription de l'action directe est-elle opposable par le responsable à la victime ? Cette hypothèse, qui pourra revenir très souvent sur la scène juridique, si l'on admet, avec M. Mazeaud (2), que la prescription de deux ans, prévue par l'article 25 de la loi du 13 juillet 1930, s'applique à l'action directe, ne semble pas faire l'objet de grandes difficultés. On peut, en effet, affirmer que la jurisprudence se prononcerait pour l'inopposabilité, parce que l'assurance est encore regardée comme quelque chose d'accessoire, à la responsabilité, qui, elle, est considérée comme le droit véritable.

La prescription de l'action civile est-elle opposable par l'assureur au tiers lésé ? Cette hypothèse peut se réaliser même avec la prescription biennale de l'action directe; il suffit de se rappeler que l'action civile se prescrit par le même laps de temps que l'action publique, c'est-à-dire par un an en matière de contravention. Si l'action directe se prescrivait par trente ans, l'action civile serait éteinte bien plus vite qu'elle, en cas de délit (trois ans), ou de crime (dix ans). Là encore, il n'y a pas de décision jurisprudentielle : tout est du domaine de l'opinion et nous

---

(1) Trib. civ. de la Seine, 26 décembre 1883; *Gaz Pal.*, 1884, I, 161; Lyon, 3 janvier 1902, *Gaz. Pal.*, 1902, I, 571; Cass., 31 octobre 1906, S., 1907, I, 5, note Lyon-Caen.

(2) MAZEAUD, *Op. cit.*, t. II, n° 2730.

dirons que suivant qu'on admet ou non, que l'assurance est quelque chose d'accessoire à la responsabilité, on se prononcera pour ou contre l'opposabilité. En l'état actuel des opinions, on se déciderait, croyons-nous, pour l'opposabilité (1).

En résumé, les rapports existant entre l'action civile et l'action directe sont encore aujourd'hui extrêmement complexes. On est parti de cette idée, historiquement juste, que l'assurance est quelque chose de subsidiaire à la responsabilité, et l'on est tenté d'en conclure que le droit propre ne peut plus exister dès que le droit en responsabilité est éteint.

Cette manière de raisonner, encore si répandue aujourd'hui, pourrait bien disparaître demain, dans une certaine mesure tout au moins, si l'assurance venait à se substituer à la responsabilité, si l'on en arrivait à admettre que l'individu puisse racheter complètement son obligation personnelle par le versement de primes.

§ II. — LE PROBLÈME DE LA MISE EN CAUSE

Après avoir étudié les rapports des deux droits quant au fond, examinons-les quant à la forme, quant à la procédure, en évoquant le problème de la mise en cause de l'assuré auteur du dommage. La victime peut agir contre l'auteur du dommage seul. Elle peut également assigner à la fois l'assureur et l'assuré (2), mais peut-elle agir contre l'assureur seul ?

La réponse qu'il faut faire à cette question varie avec les circonstances. Nous distinguerons trois hypo-

---

(1) Tant que l'assurance est facultative, on ne peut pas limiter le droit à réparation de la victime à l'existence d'une assurance.

(2) C'est de cette façon que l'action directe a été reconnue, tant en matière de risques locatifs qu'en matière d'accidents.

thèses : 1° La responsabilité de l'assuré a été préalablement reconnue dans son principe et dans son étendue; 2° la responsabilité de l'assuré n'a été reconnue que dans son principe, non dans son montant; 3° la responsabilité de l'assuré n'a été reconnue ni dans son principe ni dans son étendue.

A. **La responsabilité de l'assuré a été reconnue, le montant de sa dette de réparation établi** et cela d'une manière définitive. — Dans ces conditions, la victime peut-elle agir contre le seul assureur ? Les Tribunaux comme le faisait la Cour d'appel de Paris, le 6 novembre 1933, semblent être quasi unanimes à le croire, à le dire, lorsqu'ils affirment « *qu'à moins de condamnation répressive ou civile, établissant d'ores et déjà, de manière indiscutable la responsabilité de l'auteur de cet événement et le chiffre des dommages-intérêts par lui dus, la victime ne peut assigner isolément l'assureur* » (1). Des auteurs, et des plus éminents, comme M. Picard (2), soutiennent la même thèse. Cependant, un doute est né dans certains esprits, les assureurs ont invoqué, contre cette thèse, le principe de la relativité de la chose jugée et ont, au nom de ce principe, demandé l'assignation de l'assuré.

« La décision condamnant l'assuré envers la victime a-t-elle autorité de la chose jugée ? se demande M. Esmein; nous ne le pensons pas. On décide que

---

(1) Paris (5° Ch.), 30 mai 1932, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1932, p. 789; Paris (5° Ch.), 25 juin 1932, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1932, p. 1009; Paris (5° Ch.), 28 novembre 1932, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1933, p. 356; Paris (11° Ch.), 28 octobre 1932, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1933, p. 132; Paris (4° Ch.), 1er juillet 1933, Paris (5° Ch.), 6 novembre 1933, Paris (5° Ch.), 30 novembre 1933, les trois arrêts à la *Rev. gén. Ass. terr.* 1934, p. 99 et s.

(2) Picard, L'autonomie de l'action directe, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1933, p. 735, et diverses notes; Mazeaud (L.), La victime peut-elle poursuivre l'assureur du responsable? *D. H.*, 1932, chronique, p. 117 et s.

celui qui acquiert un droit d'autrui à titre particulier ne peut se voir opposer les jugements rendus, avec son auteur, sur une demande postérieure à son acquisition. L'assureur doit être rapproché de l'ayant cause à titre particulier, bien plutôt que des créanciers chirographaires ou des ayants cause à titre universel. Il assure, en effet, un engagement particulier. Et la consécration de l'action directe avec l'inopposabilité des déchéances postérieures à l'accident, justifie qu'il lui soit fait une situation indépendante à l'égard de la chose jugée. D'ailleurs, la Cour de cassation a jugé que l'assureur, dont la police ne vise que la responsabilité du fait des préposés de l'assuré, ne peut invoquer, contre l'assuré, la décision qui a condamné celui-ci sur la demande de la victime, en retenant, comme seul fondement de la responsabilité, l'article 1385, risque non couvert par la police. La décision n'a pas, dit la Cour, autorité de chose jugée, à l'égard de l'assureur, non partie à l'instance, et l'assureur peut être condamné à dédommager l'assuré. Si l'assureur ne peut invoquer à son profit la décision rendue, il est juste qu'elle ne puisse être invoquée contre lui » (1).

M. L. Mazeaud, au contraire, tout en reconnaissant que les décisions répressives ne peuvent avoir autorité, qu'en ce qui concerne la faute (2), non en ce qui concerne l'étendue du dommage, et que, les décisions

---

(1) Esmein (P.), note, D., 1932, I, 169.

(2) La Cour de cassation assimile, en effet, au point de vue de l'autorité de la chose jugée du criminel au civil, la faute pénale, punie par les articles 319 et 320 du Code pénal, et la faute civile prévue par les articles 1382 et s. du Code civil (Civ., 18 décembre 1912, D., 1915, I, 17). Par contre, si l'assuré a été acquitté pénalement, la victime pourrait à nouveau agir contre lui devant la juridiction civile, sur le fondement des articles 1384 et 1385 C.C. (Civ., 24 avril 1929, *Rev. gén. Ass. ter.*, 1930, p. 121, note de M. Picard; Cass., Req., 29 novembre 1932, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1933. p. 363).

des juridictions civiles n'ont d'autorité, même en ce qui concerne la faute, n'en admet pas moins que la décision, qui a reconnu le principe et l'étendue de la responsabilité de l'assuré, est opposable à l'assureur, parce qu'elle établit la réalisation du risque que ce dernier s'était engagé à couvrir (1).

C'est cette thèse qu'a consacré, à très juste titre, un arrêt de la Cour d'appel de Paris, rendu à la suite des remarquables conclusions de M. le Substitut du Procureur général Lepelley-Fonteny (2). M. le Substitut affirmait, avec beaucoup de raison, que l'assureur s'étant engagé à payer, dans la limite du contrat, tout ce dont l'assuré serait rendu responsable, a, par avance, accepté l'arbitrage des Tribunaux judiciaires. Nous ajouterons que l'assureur est de mauvaise foi, lorsqu'il invoque le défaut d'autorité de la chose jugée, puisque, le plus souvent, lorsqu'il n'est pas partie officielle dans le procès, il est dans la coulisse, et que, pratiquement, c'est lui qui, comme nous le verrons plus loin, dirige la défense de l'assuré.

En somme, il ne faut pas se laisser impressionner par l'argument tiré du principe de la relativité de la chose jugée; la victime peut poursuivre l'assureur seul, lorsque la responsabilité de son client a été établie dans son principe et dans son étendue; nous reconnaissons, toutefois, que dans certains cas, et notamment lorsque l'assureur opposera une exception antérieure au dom-

---

(1) Mazeaud, *Op. cit.*, p. 118.

(2) Paris (4e Ch.), 10 février 1932, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1932, p. 512, avec les conclusions de M. le Substitut du Procureur général Lepelley-Fonteny et une note de M. Maurice Picard. Voir également un arrêt des Requêtes (Req., 4 mars 1929, S., 1929, I, 207) qui décide que l'assureur ne peut pas opposer à l'assuré le cas de non-assurance découlant du jugement prononcé à la suite de l'action en responsabilité intentée à l'assuré par le tiers lésé.

mage, la victime se verra obligée d'assigner l'assuré si elle ne peut pas démontrer, par ses propres moyens, l'inanité des arguments invoqués par l'assureur (1). Sous cette réserve, le tiers lésé peut agir contre le seul assureur dans l'hypothèse que nous avons envisagée. En est-il de même, lorsque le seul principe de la responsabilité a été retenu par le Tribunal ?

B. **La responsabilité de l'assuré a été établie, mais le montant de la créance en réparation reste à déterminer.** — Cette hypothèse se rencontre toutes les fois que l'assuré a été condamné pénalement sans que la victime ne se soit portée partie civile. Comme l'hypothèse est assez rare, comme, d'autre part, la solution qu'elle comporte dépend, pour beaucoup, de celle que l'on donne à la troisième question que nous allons envisager dans un instant, nous nous bornerons à signaler ici un arrêt de la 5e Chambre de la Cour d'appel de Paris, en date du 30 mai 1932, qui autorisait la victime à agir contre le seul assureur, lorsqu'un Tribunal répressif avait déjà reconnu la responsabilité de

---

(1) M. Biney (*Op. cit.*, p. 48 et s.) a rassemblé un certain nombre d'hypothèses, dans lesquelles l'assureur, étant cité seul, peut se refuser à payer la condamnation, mise à la charge de son assuré, et exiger, directement ou indirectement, la mise en cause de l'assuré; à côté de la déchéance antérieure au dommage, M. Biney cite le cas de l'inexistence du contrat, et celui de l'existence de plusieurs victimes.

Mais même en admettant que la présence de l'assuré soit utile aux débats, est-il nécessaire de la mettre en cause immédiatement ? Ne pourrait-on pas, par exemple, l'assigner en intervention forcée ou l'appeler à témoigner ? Selon M. Esmein (note précitée) « on ne peut assigner en intervention forcée que les personnes contre qui on a une action en justice (Glasson et Tissier, *Traité de Procédure civile*, 3e édition, t. I, n° 249; Cas., Req., 23 février 1920, S., 1921, I, 265; 1er février 1926, S., 1926, I, 134) ou d'après la formule de la Cour de cassation les personnes à qui le jugement cause préjudice et qui pourraient former tierce opposition (Cassation, Req., 9 mars 1903, S., 1908, I, 86; 11 mai 1908, S., 1914, I, 355) ». Mais ne pourrait-on pas appeler la victime en témoignage ? Cela semble difficile.

l'assuré (1). Cet arrêt, comme le remarque M. Biney, n'a peut-être pas une grande importance car il a été rendu en 1932 par la 5e Chambre qui, à cette époque, admettait que le tiers lésé pouvait agir contre l'assureur seul, avant que la responsabilité de l'assuré ait été discutée (2).

C. **L'action directe peut-elle être exercée avant toute autre action contre l'assuré ?** — Ce problème a profondément divisé la doctrine et la jurisprudence. Il n'est pas encore résolu, d'une façon formelle tout au moins. Nous allons le montrer en rappelant brièvement ce qu'en disent, d'une part, les auteurs, d'autre part, les Tribunaux.

En doctrine, on a invoqué, en faveur de l'action directe, sans mise en cause de l'assuré, un certain nombre d'arguments dont voici les principaux :

On a dit tout d'abord, avec juste raison d'ailleurs, qu'aucun texte n'obligeait la victime à mettre l'assuré en cause (3), et, qu'au contraire, ils étaient plutôt favorables à la thèse adverse. L'article 50 de la loi du 13 juillet 1930, mettant la réclamation amiable sur le même pied que la réclamation judiciaire (4), M. Mazeaud en conclut qu'il n'est nullement nécessaire de citer l'assuré pour agir contre l'assureur (5).

M. Josserand ajoute que « c'est un principe général que le créancier, investi d'une action directe, n'est

---

(1) Paris (5e Ch.), 30 mai 1932, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1932, p. 789, avec les conclusions de M. le Substitut du Procureur général Lamothe, et la note de M. Picard; *Gaz. Pal.*, 1932, II, 158.

(2) Biney, *Op. cit., ibid.*

(3) Josserand, note, D., 1933, I, 5.

(4) Article 50 : « Dans les assurances de responsabilité, l'assureur n'est tenu que si, à la suite du fait dommageable, prévu au contrat, une réclamation amiable ou judiciarie est faite à l'assuré par le tiers lésé. »

(5) Mazeaud (L.), *Op. cit.*, p. 118.

point tenu de mettre en cause son propre débiteur, avant d'inquiéter le débiteur de celui-ci » (1).

M. Esmein rappelle qu'il n'est pas nécessaire de mettre l'assuré en cause, puisque, même dans les procès où il est seul défendeur, c'est en réalité l'assureur qui dirige la défense; l'assuré n'ayant qu'un rôle apparent, à quoi bon obliger la victime à le citer (2).

M. Mazeaud affirme enfin, qu'on peut fort bien prouver la responsabilité de l'auteur du dommage, sans qu'il soit partie à l'instance. « Il a toujours été possible, dit ce juriste, d'établir une faute en l'absence de son auteur; une personne actionnée en responsabilité a, par exemple, le droit d'établir la faute d'un tiers; ou encore, la victime, qui poursuit un civilement responsable, peut prouver la faute de l'auteur du dommage sans agir contre celui-ci » (3). Et puis, si l'on avait de la difficulté à faire cette preuve, ne pourrait-on pas appeler l'assuré comme témoin ?

Contre ces arguments, qu'a-t-on fait valoir ? On a dit, tout d'abord, que c'était renverser l'ordre logique des choses, que de permettre à la victime de poursuivre l'assureur, sans agir, ou avoir agi contre l'assuré. L'assureur n'est obligé, le droit de la victime n'existe, que si l'assuré est responsable, et dans la mesure où il l'est; il faut donc prouver et mesurer cette responsabilité avant de poursuivre l'assureur (4); si on peut citer l'assureur en même temps que l'assuré, ce n'est

---

(1) Josserand, note, D., 1933, I, 5.

(2) Esmein, note, S., 1932, I, 169.

(3) Mazeaud (L.), *Op. cit., ibid.*

(4) Appleton, La compétence en matière d'accidents et la jurisprudence récente, *D. H.*, 1932, chronique, p. 109 et s.

qu'à condition de discuter de la responsabilité, avant de condamner la société d'assurance (1).

On ajoute que, s'il est vrai que dans les procès de responsabilité, l'assureur dirige la défense, il s'agit là d'une affaire privée; l'assureur est le seul juge du fait de savoir s'il doit ou non être le mandataire de l'assuré; on ne l'y peut pas contraindre (2).

Même en admettant que l'on puisse prouver la responsabilité de l'assuré en dehors de sa présence, « qui ne voit les inconvénients graves que présenterait un jugement qui ne serait opposable au principal intéressé, alors surtout que l'assureur peut avoir des recours à exercer contre l'assuré, dans le cas, par exemple, où il invoquerait une déchéance postérieure à l'accident » ? (3).

Tels sont les principaux arguments qu'on invoque en doctrine. Que décide la jurisprudence ?

A la vérité, celle-ci est difficile à interpréter : d'une part, les Tribunaux inférieurs (Tribunaux de première instance et Cour d'appel) sont divisés, d'autre part, la Cour de cassation ne s'est pas encore franchement prononcée.

Alors que certaines juridictions inférieures, comme le Tribunal de la Seine (4), et la plupart des Chambres

---

(1) Voici, en effet, comment s'exprimait, en 1926, la Chambre civile de la Cour de cassation : « Attendu que la victime de l'accident trouve, dans le droit propre qui lui est ainsi conféré par la loi, la source d'une action directe lui permettant de mettre en cause l'assureur en même temps que l'assuré à l'effet de fixer contradictoirement entre les parties, d'abord, l'existence de la créance de réparation et son montant, et, en second lieu, l'indemnité due par l'assureur et que ce dernier sera tenu... ».

(2) Esmein, *Op. cit., ibid.*

(3) Picard, *Op. cit., ibid.*

(4) Trib. civ. Seine, 21 décembre 1931, S., 1932, II, 105, avec la note de M. Bouzat; Trib. civ. Seine, 22 janvier 1934, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1934, 361.

de la Cour d'appel de Paris (1) exigent la mise en cause de l'assuré, d'autres Tribunaux, notamment les Cours d'appel de Toulouse (2), de Lyon (3), de Dijon (4) et autrefois quelques Chambres de la Cour d'appel de Paris, se montrent moins exigeantes (5).

Quant à la Cour de cassation, il faut reconnaître avec franchise qu'elle ne s'est jamais prononcée nettement. On invoque souvent les arrêts de 1911 et 1926 (6) qui supposent un débat tripartite (assuré, assureur et victime). Malheureusement, ces décisions n'ont pas eu pour but de trancher la question que nous envisageons ici, mais seulement de reconnaître une action directe au tiers lésé. Il en est de même des arrêts du 11 juillet 1932 et du 17 janvier 1934 (7), qui n'ont eu à résoudre qu'une question de compétence. D'ailleurs, certaines Cours d'appel n'ont-elles pas, après les décisions de 1932 (8), et même de 1934 (9),

---

(1) Paris (11e Ch.), 25 juillet 1931, *Gaz. Pal.*, 1931, II, 395; Paris (7e Ch.), 17 novembre 1931, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1932, 68; Paris (4e Ch.), 1er juillet 1933; Paris (5e Ch.), 6 novembre 1933; Paris, (5e Ch.), 30 novembre 1933, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1934, p. 99 et s.

(2) Toulouse, 8 octobre 1928, *Gaz. Pal.*, 18 et 19 novembre 1928, p. 2.

(3) Lyon, 28 décembre 1933, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1934, p. 358; Lyon, 28 décembre 1934, *D. H.*, 1935, p. 189.

(4) Dijon, 13 janvier 1934, *D. H.*, 1934, 227, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1934, 562.

(5) Trib. civ. Seine, 23 janvier 1929, confirmé par la Cour d'appel de Paris, le 24 janvier 1930, D., 1930, II, 1.

(6) Civ., 17 juillet 1911, S., 1915, I, 145; Civ., 14 juin 1926, D., 1927, I. 57. V. note n° 1, p. 85.

(7) La Chambre civile s'exprime, en 1932 et en 1934, de la manière suivante : « Attendu que... ce droit (le droit propre) ne saurait avoir pour conséquence de modifier les règles de compétence fixées, tant par la loi du 2 janvier 1902, que par celle du 13 juillet 1930, qui l'a remplacée, à l'effet de faire fixer contradictoirement entre l'assuré, l'assureur et la victime, d'abord, l'existence et le montant de la créance de réparation, et, en second lieu, les indemintés dues par l'assureur... ».

V. également Civ., 24 octobre 1932, S., 1933, I, 53, qui dit la même chose pour le bail.

(8) Cour d'appel de Lyon (v. note n° 3 ci-dessus).

(9) Dijon, 13 février 1934 (v. note n° 4 ci-dessus), et Lyon, 28 décembre 1934 (v. note n° 3 ci-dessus).

continué à affirmer que cette mise en cause n'était pas nécessaire. Tout ce que l'on peut dire, c'est que la Cour de cassation tend à considérer le procès tripartite comme normal, alors que certaines Cours d'appel regardent une instance bipartite comme régulière. Quelle est la thèse qui triomphera ? il est bien difficile de le savoir. Le succès du procès bipartite (victime contre assureur) dépendra, d'une part, de la facilité qu'on aura à prouver la responsabilité de l'auteur du dommage en son absence officielle (c'est-à-dire comme partie) et, d'autre part, de l'importance des inconvénients qu'aurait une condamnation contre le seul assureur. Il est certain que toutes les fois que l'assuré doit supporter personnellement une part de la réparation (assurance partielle ou franchise), on a avantage à le voir à l'instance comme partie. Mais, le rôle de l'assureur devient si important dans les procès en responsabilité, qu'il ne faudrait pas s'étonner de le voir citer de plus en plus souvent tout seul à la barre de la défense.

Avec ce bref exposé sur le problème de la mise en cause de l'assureur, nous avons terminé l'étude des rapports existant entre le droit propre et l'action en responsabilité. Nous dirons en conclusion que ces rapports sont complexes, et encore bien mal définis à l'heure actuelle. La jurisprudence hésite à se prononcer pour l'autonomie complète du droit propre du tiers lésé, aussi bien vis-à-vis de l'action en responsabilité, que vis-à-vis du contrat d'assurance.

Nous ne voulons pas mettre le point final à l'étude du droit propre du tiers lésé, sans dire quelques mots des principaux problèmes qu'il soulève en droit international privé.

Annexe

Le droit propre du tiers lésé sur le plan international

Le développement du tourisme et l'installation de nombreuses filiales de Sociétés d'assurance étrangères dans notre pays, font, qu'assez fréquemment, on se trouve, en matière d'assurance, en présence d'une question de droit international privé. L'assureur, la victime, le responsable, peuvent ne pas être Français; c'est à l'étranger que le contrat a pu être conclu, le dommage consommé.

Quand il y a un élément étranger dans le procès, deux questions se posent : le droit propre de la victime existe-t-il ? (c'est le conflit de la loi). Si oui, devant quelle juridiction doit-il être exercé ? (c'est le conflit de juridiction). Nous ne dirons rien des conflits de juridiction, la jurisprudence ayant soumis l'action de l'assuré aux règles inscrites à l'article 3 de la loi du 13 juillet 1930, l'existence de l'assurance ne soulève aucun conflit de juridiction original; l'assurance fait, au contraire, naître des conflits de loi particuliers.

Lorsque l'assureur est étranger ou que le contrat a été conclu à l'étranger, la victime a-t-elle un droit propre sur l'indemnité d'assurance ? Les Tribunaux se prononcent généralement pour l'affirmative. Quelques-uns, cependant, adoptent la thèse contraire. Ils justifient l'irrecevabilité de l'action directe du tiers lésé contre l'assureur étranger en faisant appel, soit à l'idée de privilège, soit à celle de contrat.

Persuadés que le droit de la victime n'est qu'un privilège sur créance, ils affirment que ce droit est régi par la loi du domicile du débiteur, c'est-à-dire de l'assureur; si ce dernier est une société étrangère, n'ayant en France qu'une succursale sans personnalité juridique, ni autonomie financière, la victime n'aura, contre cet assureur, aucune action directe si sa loi nationale ne l'admet pas (1). Nous ne pouvons accepter cette thèse, puisque nous nous sommes prononcés contre l'assimilation du droit propre du tiers lésé à un simple privilège sur créance (2).

On a dit aussi que la victime ne pouvait poursuivre un assureur étranger lorsque la police a été signée hors de France, parce que son droit est un effet du contrat, et que la loi applicable au contrat est celle du pays où il a été signé; si la loi nationale de ce pays n'admet pas l'action directe, la victime devra être déboutée. M. Perroud a répliqué que l'action ne peut pas être assimilée à un effet du contrat, pour l'excellent motif que l'on ne peut pas écarter le droit propre du tiers lésé par une clause contractuelle formelle (3). D'ailleurs, ajoute le même auteur, il serait facile d'écarter l'application de la loi étrangère, en invoquant l'ordre public. A ceux qui ont soutenu que l'exception d'ordre

---

(1) Rouen (4e Ch.), 8 janvier 1930, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1930, p. 898, avec la note de M. Maurice Picard; D., 1930, II, 85, avec la note de M. Lalou; *Rev. de Droit intern. privé*, 1931, p. 292, avec la note de M. Niboyet; Trib. civ. Seine, 2 juillet 1931, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1932, p. 65.

(2) Voir dans le même sens : PERROUD, L'action directe de la partie lésée contre les Compagnies d'assurance étrangères, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1931, p. 21 et s.

(3) La thèse de la stipulation pour autrui, comme celle du privilège, conduirait donc à refuser à la victime tout droit propre contre l'assureur étranger, lorsque la police aurait été signée hors de nos frontières. La stipulation pour autrui ne peut donc pas toujours remplir, comme aime le dire M. le Doyen Josserand, sa mission altruiste (note au D., 1933, I, 5).

public ne pouvait pas être admise sous prétexte que l'assurance est facultative en France, le savant spécialiste du droit international privé de la Faculté de Lyon a demandé si l'on devait négliger toute protection sous prétexte que celle qui existait n'était pas absolue (1).

D'ailleurs, la jurisprudence se prononce de plus en plus fréquemment en faveur de l'action directe (2). Les motifs qu'elle invoque sont divers; en vérité, on retrouve sur le plan du droit international privé cette volonté qu'ont les juges de protéger, le plus souvent possible, les tiers lésés.

La plupart des juridictions qui admettent l'action directe contre l'assureur étranger raisonnent de la manière suivante : le droit propre de la victime ne naît pas du contrat, mais de la loi, et cette loi, qu'on nomme tantôt loi d'ordre public, tantôt loi de police et de sûreté, s'impose aux assureurs étrangers. En vérité, on ne peut pas invoquer l'ordre public dans les mêmes occasions que les lois de police et de sûreté, car, comme le fait remarquer M. Perroud, les lois d'ordre public sont des exceptions à l'application des lois étrangères normalement compétentes; au contraire, les lois de police et de sûreté sont des lois de compétence nor-

---

(1) Perroud, *Op. cit., ibid.*

(2) Trib. civ. Vienne, 29 juin 1929, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1931, p. 47; Nîmes (1re Ch.), 23 novembre 1931, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1932, p. 307, *D. H.*, 1932, 78; Trib. civ. de Chinon, 27 juillet 1931, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1931, p. 795, et *Rev. de Droit intern. privé*, 1931, p. 668, avec la note de M. Niboyet, et sur appel Orléans (1re Ch.), 28 décembre 1932, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1933, p. 136, avec la note de M. Picard; Trib. civ. Lille (2e Ch.), 6 mars 1933, *Gaz. Pal.*, 1933, II, 186 (sous note); Lyon (2e Ch.), 25 juillet 1933, *Gaz. Pal.*, 1933, II, 674; Trib. civ. Narbonne, 27 juillet 1933, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1933, p. 1074, avec la note de M. Perroud; Trib. civ. de Saintes, 3 octobre 1933, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1933, p. 1068; Trib. civ. Sens, 9 novembre 1933, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1934, p. 95; Trib. Com. de Dunkerque, 19 mars 1934, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1934, p. 796.

male, s'appliquant seules sur le territoire français (1). Cet auteur estime que c'est en invoquant les lois de police et de sûreté qu'on peut et qu'on doit justifier l'action directe de la victime contre l'assureur étranger.

M. Niboyet a prétendu qu'on devait se prononcer pour l'irrecevabilité de l'action directe contre un assureur étranger, toutes les fois que la loi nationale de ce dernier se prononçait contre cette action, sous prétexte que, condamner l'assureur étranger dans de telles conditions c'était donner « un coup d'épée dans l'eau » parce qu'il serait impossible d'obtenir l'*exequatur* d'une telle décision (2). Juridiquement, cette argumentation n'a pas une très grande valeur; il n'est pas nécessaire qu'on puisse obtenir l'*exequatur* d'une décision de condamnation pour pouvoir poursuivre un étranger. Pratiquement, le raisonnement de M. Niboyet n'a qu'une portée limitée. Toutes les fois, en effet, que les assureurs étrangers auront un établissement sur le territoire français, le Ministre du Travail pourra facilement, dit M. Sumien (3), les contraindre au paiement des indemnités dues par eux. Lorsque les assureurs n'auront aucun établissement en France, le jugement rendu contre eux sera certainement sans efficacité aucune.

En définitive, on reconnaît généralement à la victime un droit propre sur l'indemnité d'assurance, même lorsque l'assureur est étranger. Telles sont les observations que nous voulions faire à propos des conflits

---

(1) Perroud, note sous Trib. civil de Narbonne, 27 juillet 1933, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1933, p. 1074 et s.

(2) Niboyet, note sous Trib. civ. de Chinon, 27 juillet 1931, *Rev. de Droit intern. privé*, 1931, p. 668.

(3) Sumien, De l'action directe de la victime d'un accident contre un assureur étranger, *D. H.*, 1932, chronique, p. 41.

de loi. Sur le plan du droit international privé, comme sur celui du droit national, le juge a cherché à protéger la victime en lui assurant le plus souvent possible, pour des motifs de plus ou moins grande valeur, la possibilité d'agir contre l'assureur.

Avec ces quelques notions de droit international privé, nous avons définitivement terminé l'étude des rapports entre l'assureur et le tiers lésé. Que devons-nous en retenir ?

CONCLUSION

De ce bref exposé, nous dégagerons les idées suivantes :

1° L'existence de l'assurance en matière de responsabilité a permis de créer, en faveur de la victime, une garantie des plus efficaces; on a passé outre à la volonté des parties; on tend même de plus en plus, avec la jurisprudence de l'inopposabilité des déchéances, a considérer l'indemnisation du tiers lésé comme le véritable but du contrat d'assurance (1) à faire de l'assureur l'attributaire d'un « service public » destiné à réparer les préjudices individuels (2). C'est là le premier pas vers la substitution de l'assurance à la responsabilité;

2° Le système de garantie qu'on a créé ne peut se confondre avec aucune des techniques juridiques qui ont prévalu jusque là dans notre droit positif; il est impossible de couler ses éléments dans des moules juridiques connus; il y a toujours des points de résistance;

---

(1) Hebraud, *Op. cit., ibid.*
(2) Savatier, *Op. cit., ibid.*

3° Le système de garantie, tel qu'il existe actuellement, est encore incomplet et douteux; ses principales lignes sont dégagées, mais beaucoup de détails manquent : il ne faut pas attacher trop d'importance aux quelques décisions qui donnent un caractère hétéroclite à cette construction juridique, car elles peuvent être rapidement rapportées; en matière d'assurance responsabilité, les solutions se sont accumulées à un rythme accéléré depuis la guerre;

4° Nous estimons enfin, que l'existence du droit propre au profit de la victime contre l'assureur contribue à faire perdre au *vinculum juris*,. que la responsabilité crée entre l'auteur et la victime, une partie de son importance. La victime va, en effet, de plus en plus fréquemment s'adresser à l'assureur, puisque c'est lui qui paye, qu'il est généralement solvable et qu'il a enfin de l'argent liquide à tout moment de l'année. Si un jour ou l'autre on arrivait, dans certain domaine, à une assurance généralisée, couvrant toute la responsabilité de l'auteur, l'obligation existant entre l'auteur et la victime apparaîtrait vite superflue; les règles inscrites dans nos codes ne serviraient plus qu'à faire naître le droit du tiers lésé, non à lui donner satisfaction.

Telles sont les leçons que l'on peut tirer de l'étude des rapports qu'a l'assureur avec la victime. Quelles sont celles que l'on peut dégager de l'examen des rapports qu'a l'assureur avec l'assuré ?

CHAPITRE II

L'ASSUREUR ET L'ASSURÉ

L'existence d'une assurance de responsabilité n'est pas seulement intéressante, lorsqu'on se place du côté de la victime; elle l'est encore lorsqu'on l'envisage du côté de l'assureur et de l'assuré. C'est ce que nous voudrions montrer dans le présent chapitre. Nous n'étudierons pas ici le droit contractuel des polices d'assurance responsabilité (1) ; nous rappellerons seulement quelles sont les situations juridiques de l'assureur et de l'assuré vis-à-vis de la victime avant puis après la condamnation.

(1) Pour ces questions, voir BESSON, La conclusion du contrat d'assurance (formation, prise d'effets, preuve), Etude de Droit français et de Droit comparé, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1933, p. 5 et s., et p. 281 et s.; SPILREIN, Le contrat d'assurance de responsabilité civile, *Thèse, Paris*, 1933.

SECTION I

L'ASSUREUR ET L'ASSURÉ AVANT LA CONDAMNATION

Pour bien dégager les situations respectives de l'assureur et de son client vis-à-vis de la victime, c'est-à-dire pour bien faire connaître un nouvel aspect des rapports existant entre l'assurance et la responsabilité, nous nous placerons d'abord au point de vue du fond du droit, et ce sera le problème de la reconnaissance de la responsabilité, puis au point de vue de la procédure, et ce sera la question de la direction du procès en responsabilité.

§ Ier. — LA RECONNAISSANCE DE LA RESPONSABILITÉ ET LA TRANSACTION

La loi du 13 juillet 1930 décide, dans son article 52, que « l'assureur peut stipuler qu'aucune reconnaissance de responsabilité, aucune trnasaction, intervenues en dehors de lui, ne lui seront opposables. L'aveu de la matérialité d'un fait ne peut être assimilé à la reconnaissance d'une responsabilité ».

Disons quelques mots de la reconnnaissance de responsabilité d'abord, de la transaction ensuite.

A. **La clause d'inopposabilité de reconnaissance de responsabilité** est courante dans les contrats d'assurance. — Les assureurs nous affirment qu'ils l'ont introduite pour éviter que leurs clients, se sachant irrespon-

sables, n'en arrivent à reconnaître trop facilement, voire même frauduleusement, leur responsabilité, et ne leur causent ainsi des préjudices. Cette thèse n'est défendable que sous certaines réserves. En l'absence de toute clause de ce genre, l'assuré n'est pas toujours tenté de reconnaître trop facilement sa responsabilité, pour la bonne raison que cela risquerait de se retourner contre lui au point de vue pénal d'abord (dans certains cas), au point de vue civil ensuite, si son assurance est insuffisante pour couvrir le dommage, ou s'il doit en supporter personnellement une quote-part. Quant aux collusions frauduleuses, non seulement la clause d'inopposabilité ne les empêchera pas, mais encore elle n'est pas nécessaire pour faire tomber l'obligation de l'assureur. Il suffirait, en effet, de se placer sur le terrain de l'adage *fraus omnia corrumpit*, pour obtenir le même résultat. Sous ces réserves, il reste vrai de dire que la clause d'inopposabilité a été insérée par les assureurs pour protéger leurs intérêts. Etant au fond les véritables responsables, puisque ce sont eux qui paient, ils veulent pouvoir se défendre librement et ne pas se trouver liés par une déclaration trop hâtive de leur client. Cela est assez normal.

Cette manière de faire a cependant soulevé de nombreuses discussions, où la morale et l'ordre public furent fréquemment invoqués. On s'est demandé, et on se demande encore quelle est la validité des clauses que nous envisageons ici ? Avant 1930, les Tribunaux étaient très divisés sur ce point. Quelques-uns validaient cette clause pour défendre les assureurs (1) ; les

---

(1) Besançon, 12 juillet 1928, *Rec. Per. Ass.*, 1928, p. 326; Trib. Loire-Inférieure, 22 février 1928, *ibid.*, p. 323.

autres, les plus nombreux (1), la considéraient comme illicite, immorale, et contraire à l'ordre public.

La loi de 1930, en consacrant ladite clause, n'a pas fait disparaître tout le problème. En dehors de la très délicate question de la distinction de « l'aveu de la matérialité d'un fait » et de « la reconnaissance de la responsabilité » (2), la validité de la clause et la portée du texte législatif prêtent toujours à discussion.

Bien que la Chambre des Requêtes de la Cour de cassation se soit prononcée, en 1932, pour la validité de cette clause, en en limitant la portée aux reconnaissances faites « de parti pris et contrairement à la

---

(1) Paris (1re Ch.), 8 novembre 1929; Paris (4e Ch.), 14 février 1929, *Gaz. Pal.*, 1930, I, 204; Paris, 14 janvier 1929, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1930, p. 127; Paris (5e Ch.), 22 février 1929, *Gaz. Pal.*, 1929, I, 474; *Rev. gén. Ass. terr.*, 1930, p. 132; Amiens, 22 nov. 1929, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1930, p. 367; Nancy, 26 mai 1931, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1931, 849, *Gaz Pal.*, 1931, I, 353.

Voici ce que disaient les Tribunaux : « Attendu que l'on peut observer, en effet, que cette clause obligeant l'assuré à se taire, supprime deux modes de preuve : l'aveu et le serment admis par le Code de procédure civile et, par suite, porte une atteinte sérieuse au bon fonctionnement de la Justice, qu'elle tend à égarer; que l'obligation au silence que la police impose à l'assuré est contraire à l'obligation qu'il a de dire la vérité en justice, soit comme témoin, soit comme partie; que cette obligation au silence peut aboutir aux conséquences suivantes : qu'en se taisant, pour n'être pas déchu vis-à-vis de sa Compagnie, l'auteur d'un sinistre peut laisser condamner un tiers innocent, poursuivi à tort en même temps que lui, qui, si le sinistre n'a eu aucun témoin, la victime, ne pouvant rapporter la preuve qui est à sa charge, risque de n'obtenir aucune indemnité. Attendu que de telles conséquences démontrent l'immoralité foncière de la clause...» (Trib. Com. Roanne, 26 octobre 1932, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1933, p. 392).

M. Mazeaud (De la clause interdisant à l'assuré de reconnaître sa responsabilité, *D. H.*, 1929, chronique, p. 53) conclut dans le même sens, c'est-à-dire pour l'illicité et l'immoralité de la clause interdisant de reconnaître la responsabilité.

(2) Comme le dit M. Bizière (L'assureur, directeur du procès en responsabilité civile, *Thèse, Paris*, 1930, p. 11) : « On peut passer insensiblement de la reconnaissance de la matérialité des faits à l'aveu de sa propre responsabilité. La matérialité se trouve sur le terrain du fait, la responsabilité sur le terrain du droit; il est souvent impossible de les dissocier ».

Ajoutons encore que ce n'est pas reconnaître sa responsabilité que de faire des actes d'humanité en cas d'accident.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. IMPRIMÉS

vérité » (1), la Cour d'appel de Lyon (2), confirmant le jugement du Tribunal de Commerce de Roanne (3), continue à considérer ces clauses « comme contraires à l'ordre public, illicites et immorales », et décide que l'assureur « ne saurait tirer argument de l'article 52 de la loi du 15 juillet 1930 pour opposer à l'assuré une déchéance que la loi écarte manifestement... l'article 52 prévoit seulement que l'assureur peut stipuler qu'aucune reconnaissance de responsabilité ne lui sera opposable » (4).

Quoi qu'il en soit sur la portée réelle de l'article 52, qu'il entraîne la déchéance, ou simplement l'inopposabilité, un seul fait nous importe : c'est qu'avec l'assurance, l'autorité, l'importance de l'auteur du dommage n'a plus la même valeur qu'autrefois, puisque la victime ne peut pas compter sur la parole du responsable pour faire prévaloir son droit; l'assureur fait passer le responsable au second plan; celui qui compte le plus est celui qui paie. La même constatation peut être faite avec la transaction.

B. **La transaction.** — Si l'assuré ne peut pas reconnaître sa responsabilité, *à fortiori*, il ne peut pas faire de transaction qui soit opposable à l'assureur. L'ar-

---

(1) Req., 12 juillet 1932, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1932, p. 1034; dans le même sens, Trib. de Com. de Lille, 12 juillet 1932, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1933, p. 394; dans le même sens, Trib. civ. de Marmande, 14 novembre 1934, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1935, p. 94, et Paris (5e Ch.), 29 décembre 1934, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1935, p. 341, avec la note de M. Picard.

(2) Lyon (1re Ch.), 13 mai 1933, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1933, p. 873.

(3) Trib. civ. Roanne, 26 octobre 1932, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1933, 392.

(4) Lyon, 13 mai 1933, précité.

En somme, la Chambre des requêtes se prononce pour la validité de la clause, en la limitant aux cas où l'assuré a reconnu, de parti pris, et contrairement à la vérité, sa responsabilité et elle sanctionne cette reconnaissance par une déchéance. La Cour de Lyon, au contraire, se contente de l'inopposabilité à l'assureur de la reconnaissance faite par l'assuré.

ticle 52 le dit expressément : « L'assureur peut stipuler... qu'aucune transaction ne lui sera opposable ».

Retournons le problème et demandons-nous si une transaction faite par l'assureur est opposable à l'assuré.

Si la police contient l'avenant D.R.A., suivant lequel l'assureur promet de ne transiger qu'avec l'autorisation de l'assuré, il n'y a pas de difficulté.

Si la police ne contient pas cette clause, que doit-on décider ? Le problème ne se pose que lorsque la transaction faite par l'assureur nuit à son client; cette hypothèse se réalise lorsque l'assuré a lui-même subi un dommage et se retourne contre la victime pour lui en demander réparation; celle-ci lui oppose la transaction faite avec l'assureur, en disant que par cette transaction la responsabilité du client ayant été reconnue, celui-ci n'a, par conséquent, pas le droit de la poursuivre. La Chambre des Requêtes, saisie d'une affaire de cette espèce, s'est prononcée, conformément à de nombreuses Cours d'appel, contre l'opposabilité à l'assuré de la transaction passée entre la victime et l'assureur. A ce dernier point de vue, l'assureur n'a donc pas plus de droits que l'assuré (1).

Ceci mis à part, il faut reconnaître que, le plus souvent, l'assuré est, au point de vue de la responsabilité, sous la tutelle de l'assureur; cela est vrai non seulement pour le fond du droit, mais encore pour la forme, pour la procédure; c'est ce que nous allons montrer en disant quelques mots de la direction du procès de responsabilité civile.

---

(1) Req., 24 avril 1934, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1934, p. 1074, note de M. Picard; La Cour de cassation consacre la doctrine admise par la Cour d'Orléans (20 novembre 1930, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1931, p. 394), la Cour de Rouen (15 février 1934, *même Revue*, 1934, p. 404), et la Cour de Paris (18 décembre 1933, *même Revue*, 1934, p. 842).

§ II. — DIRECTION DU PROCÈS EN RESPONSABILITÉ

Le problème de la direction du procès en responsabilité a déjà été étudié (1); nous ne voulons pas y revenir d'une manière approfondie; nous nous contenterons d'indiquer quelles sont les situations respectives de l'assureur et de l'assuré.

Dans la plupart des polices d'assurance responsabilité, on peut même dire dans toutes les polices d'assurance responsabilité, l'assureur se réserve le droit de diriger le procès de responsabilité, afin que ses intérêts ne soient pas sacrifiés. Bien entendu, l'assureur reste libre d'exercer ou non ce droit (2). On dit qu'il a option; s'il l'exerce, c'est lui, pratiquement, qui dirige la défense; s'il ne veut pas le faire, l'assuré ne peut pas l'appeler en garantie.

A. **Direction du procès par l'assureur.** — Cette direction est plus ou moins effective, suivant qu'on est devant une juridiction civile ou devant une juridiction pénale.

Devant le Tribunal civil, l'assureur a la direction complète du procès; c'est lui qui assure pratiquement la défense, même s'il n'est pas cité; l'assuré n'est qu'un paravent. C'est l'assureur qui choisit l'avoué et les avocats; c'est lui qui fait les transactions; c'est entre ses mains que sont toutes les pièces; c'est lui qui exerce les voies de recours; ici, nous allons nous arrêter un instant, car la chose est importante. L'assureur a

---

(1) BIZIÈRE, L'assureur, directeur du procès en responsabilité civile, *Thèse, Paris*, 1930.

(2) Civ., 5 déc. 1899, D., 1901, I, 457; Civ., 28 oct. 1918, D., 1922, I, 38; Civ., 3 juin 1929, S., 1929, I, 343.

tant de pouvoirs en matière civile, qu'il peut refuser d'exercer les voies de recours ou les exercer malgré la volonté contraire de l'assuré; s'il s'abstient, l'assuré est obligé de s'incliner sous peine de déchéance; s'il les exerce malgré la volonté de son client, il engage celui-ci, disent certains Tribunaux (1); il le fait à ses risques et périls, affirment d'autres juridictions (2). M. Besson estime que la première solution, qui est, somme toute, la plus draconienne pour l'assuré, est la seule juste (3).

Devant la juridiction pénale, le rôle de l'assureur est, en principe, moins étendu, et cela pour plusieurs raisons. Tout d'abord, et selon une jurisprudence constante, la victime ne peut pas citer l'assureur devant une juridiction répressive; celui-ci n'y figurera donc jamais comme partie officielle, mais seulement comme défenseur de son client (4). Ensuite, en tant que défenseur, l'assureur aura moins de pouvoir au criminel qu'au civil, parce qu'à côté de la responsabilité civile, on examine, à cette barre, la responsabilité pénale, c'est-à-dire des questions de conscience, qui sont strictement personnelles à l'assuré, et pour lesquelles il a besoin d'une plus grande liberté. C'est pourquoi si l'assureur peut choisir l'avoué et l'avocat de l'assuré, il ne peut pas les lui imposer; ce dernier peut en prendre d'autres (5). De même, l'on admet généralement, et sous certaines réserves, que l'assureur ne peut ni

---

(1) Riom, 27 octobre 1934, *D. H.*, 1935, p. 43; Trib. civ. de Clermont-Ferrand, 16 oct. 1933, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1934, p. 373.

(2) Besson, note, D., 1934, I, 89.

Douai (3e Ch.), 5 juillet 1932, *Rev. gén. Ass. terr*, 1933, 143, avec une note de M. Picard; Alger (1re Ch.), 5 avril 1933, *ibid.*, p. 858.

(3) Besson, note sous Req., 31 octobre 1933, D., 1934, I, 89.

(4) Ch. crim., 10 juin 1932, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1932, p. 813.

(5) Rouen (2e Ch.), 19 janvier 1933, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1933, p. 368.

imposer (1), ni interdire (2) à l'assuré l'exercice d'une voie de recours quelconque.

D'une façon générale, en matière civile, nous dirons que, de plus en plus, c'est l'assureur qui est le maître de la défense dans le procès en responsabilité, qu'il soit cité ou non; l'assuré n'a, le plus souvent, qu'un rôle apparent, formel; si l'assureur refuse de diriger le procès, l'assuré ne peut l'y obliger.

B. **L'appel en garantie.** — Les polices d'assurance de responsabilité prévoient généralement que « dans toutes les poursuites, ou demandes de réparation dirigées contre l'assuré, celui-ci ne pourra, sous aucun prétexte, et à peine d'être privé du bénéfice de l'assurance, mettre la Compagnie en cause ou l'appeler en garantie, même pour des dommages que la Compagnie estimerait non couverts par l'assurance... » Quelle est la raison d'être de cette clause, déjà ancienne ?

« Ce qui a incité les Compagnies à l'introduire dans leurs polices, dit M. Olivier Malter, ce n'était ni la crainte de voir leurs assurés triompher dans leurs actions incidentes, ni le désir d'éviter leur mise en présence de la victime : c'était surtout la crainte du juge. Les Compagnies estimaient — et ne l'estiment-elles pas encore quelquefois? — que lorsqu'elles étaient aux procès mus entre leurs assurés et les victimes de ceux-ci, les Tribunaux étaient enclins à se montrer plus sévères dans l'appréciation de la faute de l'assuré,

---

(1) Ce point est peut être discutable, car, si M. Picard dénie à l'assureur le droit d'obliger l'assuré à exercer une voie de recours (note sous Riom, 2º octobre 1930, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1931, p. 82), M. Besson (note au D., 1934, I, 89) pencherait plutôt pour la solution contraire. Voir, conformément à l'opinion de M. Picard, Riom, 29 octobre 1930, précité; Lyon, 22 décembre 1932, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1932, p. 366; Requêtes, 31 octobre 1933, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1934, p. 109.

(2) Req., 4 décembre 1934, *D. H.*, 35, p. 3.

et surtout plus larges dans l'évaluation du préjudice à réparer. Pour parer à ces inconvénients, des Compagnies interdisaient à leurs assurés, à peine de déchéance, de ne jamais divulguer l'existence de leurs assurances, au cas où leur responsabilité serait discutée. L'interdiction d'appeler l'assureur au procès engagé par la victime de l'accident contre l'assuré procède de la même intention : éviter que l'on sache que le défendeur est garanti par une assurance » (1). Aujourd'hui, ces motifs n'ont plus la même importance, puisque le Tribunal peut obliger l'assuré à produire sa police d'assurance. Néanmoins, les clauses se sont maintenues.

Quelle est leur valeur ? Elle fut autrefois discutée (2). Mais aujourd'hui, ainsi que l'indique M. Picard, « la jurisprudence s'est fixée en ce sens que l'assureur, qui s'est réservé conventionnellement la direction du procès, ne peut être contraint de le faire, c'est pour lui une simple faculté (3). Il ne prend pas l'engagement de diriger le procès, mais s'en fait attribuer le droit » (4). Notons que cette clause est aujourd'hui interprétée restrictivement (5). Si l'assureur ne veut pas défendre l'assuré à la barre, celui-ci sera contraint, faute de pouvoir l'appeler en garantie, d'agir contre lui par voie d'action principale (6).

---

(1) Olivier Malter, De la clause interdisant la mise en cause de l'assureur de responsabilité dans les procès engagés entre l'assuré et la victime, *Rev. gén. Ass. des Respons.*, 1933, p. 1124 et s.

(2) Dijon, 2 et 17 juillet 1885, S., 1887, II, 100; Cas. civ., 18 octobre 1892, S., 1893, I, 141.

(3) Civ., 5 décembre 1899, D., 1901, I, 457; Civ., 28 octobre 1918, et 13 décembre 1921, D., 1922, I, 38; Civ., 3 juin 1929, S., 1929, I, 343; Civ., 13 décembre 1931, D., 1932, I, 38.

(4) Note sous Lyon (3e Ch.), 23 octobre 1931, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1933, p. 147.

(5) Req., 18 mars 1929, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1930, p. 124; Civ., 3 juin 1929, précité.

(6) Lyon, 23 octobre 1931, précité.

Telles sont les situations respectives de l'assureur et de l'assuré pendant le procès en responsabilité; on voit que ce dernier y est souvent traité en mineur, et que c'est l'assureur qui occupe la place la plus importante; ce qui, encore une fois, est assez naturel, puisque c'est lui qui supporte le passif définitif de l'opération. Au procès en responsabilité civile, il s'agit moins de résoudre une question de conscience, que d'attribuer la charge d'un dommage. Une fois cette attribution faite, que va-t-il se passer ? C'est ce qu'il convient d'examiner en nous plaçant après la condamnation.

SECTION II

L'ASSUREUR ET L'ASSURÉ APRÈS LA CONDAMNATION

Ici encore, nous nous bornerons, en principe, à étudier les seuls rapports de l'assureur et de l'assuré, qui intéressent la responsabilité civile. Cela va nous amener à évoquer les problèmes suivants : Quels sont les rapports de l'assureur et de son client, en tant que débiteurs de la victime ? N'y a-t-il pas lieu de prévoir certains recours de l'assureur contre l'assuré ?

§ Ier. — L'ASSUREUR ET L'ASSURÉ EN TANT QUE DÉBITEURS DU TIERS LESÉ

Supposons que la victime ait assigné à la fois l'assureur et le responsable, et ait obtenu contre ces deux défendeurs une condamnation : quels sont les rapports juridiques des deux débiteurs ? Y a-t-il conjonction, solidarité, obligation *in solidum*, ou enfin cautionnement ? Tel est le problème que nous voudrions examiner dans le présent paragraphe. Son intérêt est assez grand, car, suivant qu'on adopte l'une ou l'autre solution, la victime aura plus ou moins de garanties.

Au premier abord, le problème ne semble pas se poser, puisque, comme on le dit fréquemment, l'assureur et l'assuré ne sont pas tenus de la même dette : l'un étant obligé en vertu d'un contrat, l'autre en vertu du dommage. Malgré ceci, et à cause de la

connexité très étroite des deux obligations, le problème des rapports des deux débiteurs a été souvent agité.

L'on ne peut pas dire que l'assureur et l'assuré soient deux débiteurs complètement indépendants, puisque le paiement fait par l'un libère l'autre; peut-on parler de conjonction, de solidarité, de cautionnement ?

A. **L'assureur et l'assuré sont-ils débiteurs conjoints?** — On l'a soutenu, autrefois; aujourd'hui, personne ne l'admet plus; il ne peut pas y avoir dette conjointe puisque, comme chacun le sait (1), la conjonction entraîne la division des dettes en autant de fractions qu'il y a de débiteurs, et que le créancier ne peut demander à chaque débiteur que sa quote-part. En matière d'assurance responsabilité, au contraire, le tiers lésé, et cela est indiscutable, peut demander à l'assureur de le payer dans la seule limite du contrat, et à l'assuré dans celle du dommage. La Cour de cassation a rappelé plusieurs fois qu'il ne pouvait pas y avoir conjonction (2).

B. **L'assureur et l'assuré sont-ils des débiteurs solidaires ?** — On l'a soutenu quelquefois en jurisprudence (3). Cette thèse se heurte cependant à des arguments de première importance.

---

(1) Planiol et Ripert, *Traité pratique de Droit civil français*, tome 7, n° 1055.

(2) Civ., 24 octobre 1932, S., 1933, I, 53; Civ., 27 février 1933, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1933, p. 555; Paris, 18 et 25 juillet 1931, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1931, p. 861 et 1026.

Contra Rouen (2e Ch.), 6 mars 1931, *Rec. Gaz. Trib.*, 1931, 2e semestre, II, 26.

(3) Paris (7e Ch.), 19 décembre 1929, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1930, p. 333, avec la note de M. Maurice Picard; Bordeaux, 18 mai 1931, S., 1932, II, 100; Trib. Com. de la Seine, 27 novembre 1931, *Rec. Gaz. Trib.*, 1932, 1er semestre, II, 133.

Tout d'abord, la solidarité, au contraire de la conjonction, « ne se présume point, il faut qu'elle soit expressément stipulée. Cette règle ne cesse que dans les cas où la solidarité a lieu de plein droit en vertu d'une disposition de la loi », affirme l'article 1202 du Code civil. Or, il n'y a pas de disposition législative édictant cette solidarité en matière d'assurance responsabilité, c'est donc que celle-ci n'existe pas dans ce domaine. La jurisprudence semblant se prononcer formellement contre cette thèse (1), il est impossible de l'invoquer pour parler de solidarité légale sans texte, comme on le fait à propos de l'article 1419 C.C. ou de la faute commune (2). D'ailleurs, peut-il y avoir solidarité entre deux obligations si différentes ?

Il semble bien difficile de parler de solidarité quand on est en présence de deux dettes distinctes dans leur origine, et dans leur étendue. Si la police ne garantit que partiellement la responsabilité, la victime ne pouvant recouvrer la totalité de sa créance contre l'assureur alors qu'elle peut le faire contre l'assuré, il est impossible de parler de solidarité, puisque le principal effet de celle-ci est de permettre au créancier de demander un paiement total à l'un quelconque des débiteurs solidaires (3). Même si l'assurance couvre

---

(1) Paris, 5 juillet 1930, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1930, p. 924; Paris (11e Ch.), 27 novembre 1930, *ibid.*, 1931, p. 343; Trib. civ. de Bayeux, 7 décembre 1933, *D. H.*, 1934, p. 63; implicitement Civ., 24 octobre 1932, S., 1933, I, 53.

(2) La jurisprudence décide qu'il y a solidarité entre la femme mariée et son mari pour les dettes contractées par celle-là, sans le consentement de celui-ci (art. 1419 C.C.); elle décide également qu'il y a solidarité entre les coupables en cas de fautecommune; cette dernière solution a, d'ailleurs, prêté à certaine discussion (Colin et Capitant, *Op. cit.*, p. 183).

(3) « Les codébiteurs solidaires, disent MM. Colin et Capitant (*Op. cit.*, t. II, p. 184), doivent tous un seul et même objet... le créancier peut réclamer la totalité de la chose due à l'un quelconque des codébiteurs. »

toute la responsabilité, nous ne croyons pas que l'on puisse affirmer qu'il y ait solidarité entre l'assureur et son client, à cause de la nature profondément différente de leurs obligations. Si la jurisprudence a admis qu'il pouvait y avoir solidarité entre des personnes tenues d'obligations distinctes (1), et notamment entre un débiteur contractuel et un débiteur délictuel, il s'agissait toujours, dans les hypothèses sanctionnées par le juge, d'obligations du même genre, d'obligations de responsabilité; et M. Hébraud de dire (2) que « pour rester d'accord avec cette jurisprudence, il faudrait pouvoir considérer l'assureur comme tenu d'une dette contractuelle, comme « obligé à réparer le préjudice « subi par la victime »; or, comme nous l'avons vu plus haut, il est difficile de se rallier à cette thèse. On ne peut donc pas dire qu'il y a entre l'assureur et son client la solidarité que certains ont voulu voir; d'ailleurs, on ne retrouve pas, en cas d'assurance responsabilité, les effets secondaires de la solidarité.

Selon M. Esmein (3), l'effet de la mise en demeure, de la faute de l'assuré, et de la demande d'intérêts contre lui (qui ne sont, d'ailleurs, à considérer que si l'on suppose une assurance de responsabilité contractuelle) ne se répercutent contre l'assureur, que si les clauses de la police couvrent ce risque.

« La sommation ou assignation adressée à l'assureur ne produit pas d'effet à l'égard du débiteur, même

---

(1) Nancy, 4 avril 1906, S., 1906, II, 241; Paris, 24 novembre 1904, S., 1905, II, 284, et 13 avril 1897, S., 1900, I, 258; Poitiers, 23 octobzre 1925, *Gaz. Pal.*, 1925, II, 701; Nîmes, 5 novembre 1934, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1935, p. 329; v. également Planiol et Ripert, *Traité pratique de Droit civil*, t. 7, n° 1072, et Demogue, *Les Obligations*, t. IV, n° 773.

(2) Hebraud, L'action directe de la victime d'un dommage contre l'assureur, *Rev. critique de Législ. et de Juris.*, 1931, p. 488 et s.

(3) Esmein, note, S., 1932, I, 169.

si la police réserve à l'assureur le droit de plaider au nom de l'assuré ». Quant à l'interruption de prescription, nous n'en dirons rien, puisqu'on ne sait même pas quel délai il faut appliquer à la prescription du droit propre. Les exemples que nous avons donnés suffisent, d'ailleurs, à montrer que l'on ne retrouve pas, en matière d'assurance responsabilité, les effets secondaires de la solidarité.

Nous ajouterons enfin qu'il n'y a pas entre l'assureur et l'assuré cette division de la dette qui est de droit commun en matière de solidarité (1).

Pour toutes les raisons que nous venons d'indiquer, il est impossible de considérer l'assureur et son client comme deux codébiteurs solidaires de la victime. On a invoqué, à côté de la conjonction, et de la solidarité, l'obligation *in solidum*.

C. **L'assureur et l'assuré sont-ils tenus « in solidum » envers le tiers lésé ?** — « Considérant, dit la Cour d'appel de Paris, qu'il n'en saurait être de même, à l'égard d'une Compagnie d'assurance, actionnée directement ou non, mais, par l'application des principes de l'article 2102 C.C., qui font de l'assureur et de l'assuré des débiteurs tenus *in solidum* » (2). M. Picard, dans une note, soutient de son côté que si la Cour de cassation n'a pas dit, dans son arrêt du 27 février 1933, « que l'assureur et l'assuré étaient tenus *in solidum*, on peut cependant l'admettre, si l'on veut dire par là que la victime peut réclamer à chacun de ses débiteurs le

---

(1) Colin et Capitant, *Op. cit.*, t. II, p. 190; Planiol et Ripert, *Op. cit.*, t. II, p. 257, n° 769 et s. La division de la dette se fait, en principe, par parts égales, mais cette division peut être faite sur d'autres bases, si les parties en ont décidé autrement, ou si leur intérêt est inégal.

(2) Paris (4e Ch.), 10 février 1932, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1932, p. 513.

paiement de sa dette; le paiement ainsi fait libérant à due concurrence l'autre débiteur » (1).

Nous ne pouvons pas laisser passer un tel langage sans protester; il faut s'entendre sur le sens qu'on doit attribuer à l'expression « obligation *in solidum* ». Elle ne signifie pas simplement solidarité, mais solidarité imparfaite, c'est-à-dire, comme le font remarquer MM. Colin et Capitant, solidarité sans aucun des effets secondaires (2).

Ceci dit, l'assureur et l'assuré peuvent-ils être considérés comme obligés *in solidum* ? Nous ne le croyons pas et cela pour deux raisons. La première, c'est qu'il s'agit là, comme le rappellent encore MM. Colin et Capitant, d'une institution tombée depuis longtemps en discrédit, et dont on peut dire qu' « il n'y a aucun article de nos lois qui y fasse allusion » (3). La thèse de la solidarité imparfaite ayant échoué, à quoi bon essayer de la tirer de l'oubli, surtout lorsqu'elle est injustifiée. En effet, et ce sera là la deuxième raison que nous invoquerons contre cette théorie, la solidarité, même imparfaite, n'explique pas la situation des parties, puisque les deux obligations restent différentes quant à

---

(1) Picard, Note sous Civ., 27 février 1933, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1933, p. 555.

(2) Colin et Capitant, *Op. cit.*, t. II, p. 190.

(3) Colin et Capitant, *Op. cit.*, p. 191, La théorie de la solidarité imparfaite « est tombée en discrédit et n'est plus guère soutenue aujourd'hui. Il n'y a, en effet, aucun article de nos lois qui y fasse allusion et qui permette d'affirmer que les rédacteurs de nos Codes aient voulu établir des différences entre les codébiteurs solidaires suivant la cause de leur dette. Quelques décisions, à la vérité, ont fait accueil à la distinction (Paris, 11 novembre, 1910, D., 1911, II, 169), mais la grande majorité des arrêts la repousse complètement (Paris, 28 mai 1900, D., 1902, II, 453; Req., 17 mars 1902, D., 1902, I, 541) ».

Dans le même sens : Planiol et Ripert, *Op. cit.*, t. II, n^os^ *777*, *778* et *779*.

leur objet et à leur nature, et qu'il n'y a pas de division de la dette entre l'assureur et son client.

Reste la théorie de la caution, invoquée par M. Esmein (1).

D. **La caution.** — Selon l'éminent professeur de la Faculté de Paris, la situation de l'assureur vis-à-vis de l'assuré serait tout simplement celle d'une caution vis-à-vis du débiteur principal. L'assurance n'a-t-elle pas été contractée pour garantir la responsabilité de l'auteur du dommage ? n'a-t-elle pas un caractère subsidiaire ? la notion de subsidiarité ne conduit-elle pas à celle de cautionnement ? C'est ce qu'affirme M. Esmein. Est-ce exact ? Nous ne le croyons pas et cela pour divers motifs (2).

Tout d'abord, comme le fait remarquer M. Esmein lui-même, l'idée de cautionnement ne peut pas s'appliquer ici, telle qu'elle nous est donnée par le Code civil, pour la bonne raison que l'assureur n'a ni le bénéfice de discussion, ni celui de division (3). Il faudrait, pour parler de caution en matière d'assurance responsabilité, penser aux cautions solidaires. Nous retomberions alors sur l'idée de solidarité que nous avons rejetée quelques lignes plus haut. Remarquons, toutefois, que

---

(1) *Op. cit., ibid.*

(2) Notons que le cautionnement s'appliquerait plus facilement aux rapports des assureurs et assurés que l'idée de solidarité, car, si les codébiteurs solidaires doivent le même objet, la caution peut parfaitement être engagée pour une somme moindre que le débiteur principal ou à des conditions moins strictes. L'article 2015 ne dit-il pas, à propos de cautionnement, qu' « on ne peut pas l'étendre au delà des limites dans lesquelles il a été contracté » ?

En ce sens, PLANIOL et RIPERT, *Op. cit.*, t. II, p. 775, n° 2325; COLIN et CAPITANT, *Op. cit.*, p. 734.

(3) Le bénéfice de discussion serait, dit M. Esmein (*Op. cit., ibid.*), « en désaccord avec le but même de l'assurance responsabilité »; on pourrait en dire autant du bénéfice de division.

malgré l'article 2021 du Code civil, toutes les règles de la solidarité ne jouent pas en matière de caution solidaire, et que, notamment, nous ne pourrions pas invoquer le partage de la dette avec le recours partiel. Mais faisons abstraction de l'argument de la solidarité et attaquons-nous directement à l'idée de cautionnement elle-même.

Nous ne croyons pas qu'on puisse y faire appel, pour expliquer les rapports de l'assuré et de l'assureur, pour l'excellent motif, qu'en matière de cautionnement, le vrai débiteur, c'est-à-dire celui qui, normalement, doit supporter le passif définitif, c'est le débiteur principal et non la caution (1) ; celle-ci n'a la charge de la dette qu'en cas d'insolvabilité du premier, le cautionnement a un caractère accessoire; or, en ce qui concerne les assurances responsabilité, il en va tout autrement; c'est, en principe, l'assureur, celui en qui on veut voir une caution, qui supporte la réparation puisque, si l'assuré paie, il se retourne contre l'assureur pour le charger du poids du dommage, dans les limites du contrat; on ne peut donc pas dire que l'assureur est la caution de l'assuré pour la seule raison que l'assurance est, ou paraît subsidiaire à la responsabilité.

Le cautionnement, pas plus que l'obligation *in solidum*, la solidarité et la conjonction ne permettent de rendre compte des droits, obligations et situations respectifs de l'assureur et de l'assuré.

---

(1) La caution s'étant engagée pour autrui a, nécessairement, un recours contre le débiteur principal, lorsqu'elle a payé en premier lieu; on dit même qu'elle a deux actions : l'une, personnelle, ayant pour objet le principal (c'est-à-dire tout ce qu'elle a payé au créancier) et les intérêts de ce principal; l'autre, qui est l'action du créancier payé qu'elle obtient par subrogation (art. 2029), qui n'a pour objet que le principal (PLANIOL et RIPERT, *Op. cit.*, t. II, p. 782 et s.; COLIN et CAPITANT, *Op. cit.*, t. II, p. 742).

En matière d'assurance responsabilité il n'y a rien de tout cela; l'assureur qui a payé n'a de recours contre l'assuré qu'en cas de déchéance.

Ici, comme en matière de droit propre, on assiste à la même impuissance du droit positif ancien pour justifier une institution nouvelle. Les assurances ont donné naissance, dans le domaine de la responsabilité, à des règles si spéciales, si particulières, qu'il faut se borner à les enregistrer, sans essayer de les expliquer par des techniques du passé; celles-ci répondent à des besoins autres que ceux qui justifient la construction juridique élaborée autour de l'assurance responsabilité. Nous dirons des rapports que l'assureur a avec l'assuré comme de ceux qu'il a avec la victime, que ce sont des rapports *sui generis ;* c'est, évidemment, là une conclusion facile; mais c'est la seule à laquelle nous puissions nous rallier : elle va se trouver fortifiée par l'examen du système des recours existant entre l'assureur et l'assuré, examen que nous allons entreprendre immédiatement.

§ II. — RECOURS DE L'ASSUREUR CONTRE L'ASSURÉ

L'assureur a un recours contre son client en cas de responsabilité de ce dernier. L'article 25, 2°, *in fine*, le prévoit expressément : « sont nulles, 1°...; 2° toutes clauses frappant de déchéance l'assuré à raison de simple retard apporté par lui à la déclaration du sinistre aux autorités, ou à des productions de pièces, *sans préjudice du droit pour l'assureur de réclamer une indemnité proportionnée au dommage que ce retard lui a causé* ». Mais il s'agit là tout simplement du jeu de la responsabilité contractuelle du droit commun et ceci ne nous intéresse guère; au contraire, le recours de l'assu-

reur en cas d'inopposabilité des déchéances rentre dans notre sujet.

Nous avons dit plus haut que la jurisprudence considérait les déchéances postérieures à l'accident comme inopposables à la victime. Nous avons ajouté qu'elle regardait, au contraire, ces mêmes déchéances comme opposables à l'assuré. Nous voudrions revenir, ici, sur cette dernière solution qui a été vivement contestée par M. Guyot (1).

Certains Tribunaux, et notamment la Cour de Besançon (2), le Tribunal de Nantes (3), celui de Melun (4), et la Cour d'Alger (5) reconnaissent à l'assureur un recours contre l'assuré, lorsqu'il a été obligé de payer la victime, malgré une déchéance. Cette jurisprudence est approuvée par M. Esmein (6).

M. Guyot, au contraire, l'a vigoureusement critiquée dans sa note, sous le jugement du Tribunal de Nantes. A son avis, cette thèse n'est ni juridique ni équitable. Elle est contraire au droit parce qu'elle ne peut pas se fonder, comme on l'a prétendu, soit sur une idée de garantie (7), soit sur une idée de faute (8). Il n'y a pas garantie parce que celle-ci « naît, soit de la convention des parties, soit de la loi au cas de transmission d'un droit à titre onéreux, ou dans l'hypothèse du paiement d'une dette pour une personne qui n'en

---

(1) Note de M. Guyot sous le jugement du Tribunal de Nantes, du 22 février 1928, S., 1930, II, 121.

(2) Besançon, 2 juillet 1928, S., 1930, II, 82.

(3) Jugement précité.

(4) Tribunal de Melun, 3 juillet 1931, *Gaz. Pal.*, 1931, II, 398.

(5) Alger, 12 novembre 1930, *Gaz. Pal.*, 1931, I, 199.

(6) Note de M. Esmein, sous Civ., 15 juin 1931, S., 1932, I, 169.

(7) M. P. Esmein (*note précitée*) ne dit-il pas : « Or, c'est seulement quand on est en présence d'une déchéance encourue après le sinistre que l'assureur a un recours en garantie contre l'assuré ».

(8) Guyot, *Op. cit., ibid.*

est pas définitivement tenue...; or, dans notre espèce (l'assurance responsabilité), si une valeur a été remise, c'est par l'assuré qui a payé les primes; et si une partie a entendu garantir l'autre, c'est bien l'assureur qui a assumé la protection de l'assuré ». D'autre part, on ne peut pas dire, comme certains, que l'assureur a un recours contre l'assuré pour responsabilité; il n'y a « aucun préjudice pour l'assureur : il paie la victime au lieu de payer son cocontractant. Il a perçu les primes pendant toute la durée du contrat, et lorsqu'il les a librement établies, il n'a nullement pris en considération un recours éventuel contre l'assuré auquel son contentieux n'avait pas songé.

« Enfin, l'équité est révoltée par une solution qui aboutit à ce que toutes les primes aient été versées par l'assuré, pour que ce dernier ait, en outre, à transmettre l'équivalent de l'indemnité à la Compagnie d'assurance pour qu'il supporte ainsi à la fois les primes et l'indemnité, tandis que son cocontractant aura encaissé toutes les primes et sera déchargé en fait de l'obligation corrélative » (1).

Ces raisons ne nous convainquent point : il n'est pas nécessaire de recourir à la garantie ni à la faute pour fonder juridiquement le recours de l'assureur; il est faux de dire que ce recours est inéquitable. En effet, tant que l'assurance responsabilité restera un contrat facultatif, c'est-à-dire fondé essentiellement sur la volonté des parties et limité par elle, non seulement on n'a pas le droit de passer outre à cette volonté, mais on a le devoir de la respecter; c'est à la fois logique et moral. On a peut-être tort de laisser ce contrat soumis à

---

(1) Guyot, *Op. cit., ibid.*

la volonté des particuliers, c'est là une autre question qui est du domaine du législateur, non de celui du juge; ce dernier est tenu, dans l'interprétation des contrats, par la volonté des parties, et il n'est pas exact de dire, comme le fait M. Guyot, que l'assureur « n'a nullement pris en considération un recours éventuel contre l'assuré auquel son contentieux n'avait pas songé », car il se peut fort bien, il est même vraisemblable, que les assureurs comptent sur une proportion déterminée de déchéances par année et par risque : la loi des grands nombres joue ici comme ailleurs.

Nous dirons pour terminer que le recours de l'assureur contre l'assuré est à la fois logique et juste tant qu'on fonde l'assurance sur les principes contractuels et qu'il est déjà assez étonnant que les juges aient fait un accroc apparent aux principes du droit contractuel, pour qu'on ose leur demander d'aller plus loin encore et de passer outre à ces principes. Nous reconnaîtrons bien volontiers cependant que si le recours de l'assureur est justifié par les principes généraux du droit contractuel, il est très difficile, nous pourrions même dire impossible, de lui trouver un cadre précis, de le couler dans une technique connue, et notamment de l'analyser comme une action en garantie ou en responsabilité.

Avec l'étude du recours de l'assureur contre l'assuré, en cas d'inopposabilité de déchéance, nous voici arrivé à la fin de l'examen des rapports entre l'assuré et l'assureur. Nous ferons, en guise de conclusion, les deux observations suivantes :

1° Ici, comme précédemment, le droit positif se révèle impuissant à expliquer les solutions nouvelles, les constructions qu'on a élaborées autour de l'assurance respon-

sabilité. La solidarité, la conjonction et le cautionnement ne suffisent pas pour rendre compte des situations respectives de l'assureur et de l'assuré; l'idée de garantie, la responsabilité civile sont incapables de justifier le recours de l'assureur contre l'assuré;

2° L'assureur prend une place de plus en plus importante dans le problème de la responsabilité, et cela aux dépens du responsable, qui tend à passer au second plan; c'est assez naturel, puisque c'est l'assureur qui paie, qui supporte le passif de l'opération. L'existence de l'assurance en matière de responsabilité tend non seulement à modifier la « valeur » respective des droits, mais aussi celle des personnes.

Telles sont les observations que nous voulions faire au sujet des rapports de l'assureur et de l'assuré vis-à-vis de la victime. Après avoir étudié les personnes en cause, préoccupons-nous du dommage et recherchons quelle va être l'influence de l'assurance sur la charge du dommage de responsabilité.

CHAPITRE III

LE DOMMAGE ET L'ASSURANCE

Nous voudrions, dans le présent chapitre, nous occuper de la réparation en cas d'assurance, en nous demandant, tout d'abord, qui la supporte; en recherchant, ensuite, comment on détermine la contribution de l'assureur, c'est-à-dire en décrivant ce que M. Savatier a appelé « le jeu des assurances et des responsabilités » (1).

(1) SAVATIER, Jeu de l'assurance en cas de dommage réciproque et de responsabilité partagée, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1934, p. 501 et s.

SECTION I

QUI SUPPORTE LE DOMMAGE EN CAS D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ ?

Qui supporte le dommage en cas d'assurance responsabilité? En principe, c'est l'assureur, mais cela n'est pas toujours vrai; la police, la loi peuvent limiter l'obligation de l'assureur et diviser ainsi la charge de la réparation entre l'assureur et l'assuré. Dans certains cas, cette charge est même répartie entre l'assureur, son client et le tiers lésé. Dans d'autres cas, enfin, non seulement la victime ou ses ayants cause ne supportent rien personnellement, mais encore ils reçoivent plus qu'ils n'ont perdu. L'obligation de l'assureur peut être inférieure à l'étendue du dommage à cause de la police ou à cause de la loi.

Le contrat d'assurance peut laisser à la charge de l'assuré une partie du dommage, soit parce qu'on en a décidé ainsi, soit parce que la somme garantie se trouve insuffisante pour couvrir tout le préjudice.

La plupart des polices d'assurance responsabilité, des professions libérales, stipulent qu'une partie du dommage, le quart, ou plus généralement 10 p. 100, restera à la charge du responsable. La victime ne peut donc recourir pour le tout contre l'assureur.

Il peut se faire aussi que l'auteur du dommage soit insuffisamment assuré; l'assureur a promis sa garantie jusqu'à concurrence d'une somme déterminée, et le

dommage en principal et accessoire se trouve supérieur à la garantie promise. Ici, nous nous arrêterons volontiers pour faire quelques observations.

Lorsque la somme stipulée dans la police est inférieure à celle qui est due au tiers lésé, il n'y a pas lieu à l'application de la règle proportionnelle, car en matière de responsabilité, contrairement à ce qui se passe en matière d'assurance dommage, cette règle ne joue pas en principe (1). L'assureur devra donc payer tout ce qu'il a promis, et cela seulement; l'assuré supportera le reste.

Cette règle souffre cependant certaines exceptions. Tout d'abord, l'article 51 de la loi du 13 juillet 1930 stipule que « les dépens, résultant de toute poursuite en responsabilité dirigée contre l'assuré, sont à la charge de l'assureur, sauf convention contraire ». En d'autres termes, en l'absence de clause contraire, l'assureur pourrait, à cause des dépens, être tenu au delà de la garantie promise (2).

Il en serait encore de même si l'on admettait, comme certains Tribunaux nous y invitent, que l'assureur doit supporter personnellement toute la condamnation prononcée en appel, lorsqu'il a exercé cette voie de recours, malgré l'opposition de l'assuré, et que la condamnation d'appel dépasse à la fois celle de première instance et la garantie promise dans la police d'assurance (3).

---

(1) Cependant, lorsque l'assurance responsabilité couvre une chose dont il est possible de déterminer la valeur par avance, la règle proportionnelle joue. C'est ainsi qu'on l'applique en matière de risque locatif. Il en serait de même en matière de transport ou de dépôt d'objets déterminés insuffisamment assurés. V., pour plus de détails, SPILREIN, Le contrat d'assurance de responsabilité civile, *Thèse, Strasbourg*, 1933, p. 149.

(2) D., 1931, I, 25 et s., commentaire de l'article 51.

(3) Voir chapitre II, section I, § 2.

Quid pour les intérêts de la somme due par l'assuré ? L'assureur les doit, jusqu'à concurrence de la garantie promise dans la police, non au delà; ainsi en a décidé la jurisprudence (1). En Allemagne, ils sont dus par l'assureur, même au delà de cette somme (2).

Rappelons enfin la clause bien connue des contrats d'assurance responsabilité: « La Compagnie A... assure M. X... contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que l'assuré peut encourir à raison de... et ce jusqu'à concurrence de *n* francs... Par dérogation, il est convenu qu'au cas où la victime ou ses ayants cause pourraient se réclamer de l'article 7 de la loi du 9 avril 1898 ou de ses extensions, la Société couvrirait l'assuré contre les charges desdites lois, et ce, sans limitation de chiffre... ». Avec une clause de cette espèce, n'est-on pas en présence d'assurance illimitée ? La question est douteuse; certains Tribunaux ont répondu par l'affirmative (3); d'autres, par la négative (4). M. Savatier dit que c'est une question d'interprétation de la volonté (5). Personnellement, il croit que l'assureur serait tenu sans limite en ce qui concerne les indemnités dues en vertu des articles 3 et 4 de la loi de 1898, mais qu'il serait limité par

---

(1) Douai, 7 juin 1928, *D. H.*, 1928, 407; Agen, 11 juin 1929, *D. H.*, 1929, p. 386.

Voir également : Olivier Malter, De la clause interdisant la mise en cause de l'assureur de responsabilité dans les procès engagés entre l'assuré et la victime (*Revue générale des Assurances et des Responsabilités*, 1933, p. 1124).

(2) Article 150 de la loi allemande, du 30 mai 1908.

(3) Grenoble (1re Ch.), 29 janvier 1934, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1934, p. 598, avec la note de M. Sumien.

(4) Rouen, 4 juillet 1932, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1932, p. 1027, avec la note de M. Picard. Cet arrêt est d'ailleurs douteux, puisque la Cour a résolu la question en condamnant l'assureur exactement à la somme qu'il avait promise.

(5) Savatier, Les assurances illimitées de responsabilité, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1934, p. 497.

la somme promise lorsque, grâce à l'article 7 de cette loi, l'accidenté demanderait l'application du droit commun (1). Même en interprétant la clause de cette façon, l'assureur pourrait, lorsque la somme promise est peu élevée, être tenu bien au delà de la garantie stipulée dans la police.

Telles sont les quelques observations que nous voulions faire à propos du contrat d'assurance. Voici ce qu'on peut dire à propos de la loi et du juge : Dans un certain nombre de cas, l'obligation de l'assureur se trouve tantôt limitée, tantôt accrue, par le jeu de solutions légales ou jurisprudentielles.

Elle se trouve limitée, lorsque l'assureur tombe en faillite ou liquidation judiciaire; la victime est alors payée au marc le franc par l'assureur; l'assuré aura à supporter personnellement le complément, après avoir eu la charge des primes d'assurance (2). L'obligation de l'assureur se trouve encore limitée, en cas d'omission ou de déclaration inexacte de la part de l'assuré constatée après le sinistre. Dans cette hypothèse, en effet, l'indemnité due par l'assureur « est réduite en proportion du taux des primes payées par rapport au taux des primes qui auraient été dues si les risques avaient été complètement et exactement déclarés » (art. 22, loi du 13 juillet 1930).

L'obligation de l'assureur se trouve, au contraire, accrue dans deux sortes de cas. Tout d'abord, et il est

---

(1) Dans le même sens, v. BINEY, *Op. cit.*, p. 104.

(2) Trib. Com. Seine, 21 avril 1931, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1931, p. 830, avec la note de M. Picard; *Gaz. Pal.*, 1931, I, 863; *D. H.*, 1932, sommaires, p. 7. *Adde* : H. et L. MAZEAUD, *Traité théorique et pratique de la Responsabilité civile délictuelle et contractuelle*, t. II, n° 2697, note 3; L. GARDENAT, L'action directe de la victime d'un accident contre la Compagnie d'assurance, *La Semaine juridique*, 1932, p. 841 ; PLANIOL et RIPERT, *Traité pratique de Droit civil français*, t. XI, n° 1363.

à peine besoin de le rappeler, en cas d'inopposabilité des déchéances; si l'assuré est insolvable, l'assureur va supporter un risque qu'il n'avait pas garanti. Ensuite, et l'hypothèse est beaucoup moins fréquente, lorsqu'il existait plusieurs victimes, et que l'assureur a épuisé l'indemnité promise en ne désintéressant que quelques-unes d'entre elles.

Dans ce cas, en effet, la Cour de Paris a décidé que les victimes, non payées par l'assureur, avaient un recours contre lui, jusqu'à concurrence de la part qu'elles pouvaient espérer avoir sur l'indemnité d'assurance (1). La Cour part de ce principe excellent, que cette indemnité doit être partagée entre toutes les victimes du dommage, proportionnellement à l'étendue du préjudice qu'elles ont subi; si l'assureur négligent a payé à certaines plus qu'il ne leur devait réellement, il doit, bien que la somme qu'il a promise soit épuisée, verser aux autres leur dividende particulier. Bien entendu, l'assureur pourra ensuite se retourner contre l'assuré, mais, si ce dernier est insolvable, l'assureur supportera un risque qu'il n'avait pas garanti. Cette solution, très dure pour les assureurs, est sévèrement critiquée par M. Biney (2), qui est persuadé qu'elle restera isolée, ne serait-ce qu'à cause de la méfiance que les assureurs ne tarderont pas à montrer.

L'obligation de l'assureur varie donc non seulement avec la police, mais encore avec des règles ou situations

---

(1) Paris (5e Ch.), 21 avril 1932, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1932, 815, et note de M. Picard; *Rec. Per. Ass.*, 1932, 213; S., 1932, II, 172; *Gaz. Pal.*, 1932, II, 119.

(2) Biney, *Op. cit.*, p. 87 et s. M. Biney fait remarquer, avec une certaine justesse, que l'assureur peut parfaitement ignorer le nombre des victimes en cas d'accident mortel donnant ouverture à un droit en indemnité à de nombreux parents et alliés.

particulières; si, dans certains cas, il supporte tout le poids du dommage, dans d'autres cette charge se trouve partagée avec son client, voire même avec la victime quand l'assuré est insolvable.

Si le tiers lésé peut avoir à supporter une partie du dommage, inversement dans certaines hypothèses, il reçoit une réparation supérieure au préjudice qui lui a été causé. C'est le système bien connu du cumul des indemnités. Comme il n'est pas particulier à l'assurance, nous n'insisterons pas, nous nous contenterons de rappeler que, lorsque le dommage est causé à la personne et qu'il y a assurance réparation, la victime, ou ses ayants cause, touchent non seulement le montant de l'assurance réparation, mais encore l'indemnité due pour responsabilité, puisque l'assureur réparation ne possède aucun recours contre le tiers responsable ou son assureur. C'est ce que décide formellement l'article 54 de la loi du 13 juillet 1930 (1). On sait que la solution inverse est admise en matière de dommages causés aux choses (art. 36 de la même loi). On rencontre un cumul analogue quand il s'agit d'un fonctionnaire blessé ou tué; ce dernier, ou ses ayants droit, touchent à la fois une pension et l'indemnité de responsabilité versée par l'auteur du dommage ou son assureur. Cette question soulève, d'ailleurs, de

---

(1) « Toutefois, comme l'article 1er de la loi du 13 juillet 1930 déclare qu'il n'est pas dérogé aux dispositions des lois sur la responsabilité des accidents du travail, le recours réservé par l'article 7 de la loi du 9 avril 1898 à la victime ou à ses ayants droit et au chef d'entreprise, et, par suite, à l'assureur substitué en vertu de l'article 16 de la même loi, reste ouvert à l'assureur qui peut valablement stipuler une subrogation à cet effet dans le contrat d'assurance. » SUMIEN, *Op. cit.*, p. 82, n° 154.

nombreuses discussions tant en doctrine qu'en jurisprudence (1).

Telles sont les remarques essentielles que nous voulions faire sur la charge du dommage. Nous insisterons davantage sur le jeu des assurances et des responsabilités.

---

(1) Nous faisons, ici, allusion à la question de savoir si l'Etat ou une Administration quelconque, obligés de servir une pension prématurément, ont ou non un recours contre le tiers responsable; on sait que sur cette question les Tribunaux sont très divisés; alors que la Chambre civile, la Chambre des requêtes et le Conseil d'Etat se prononcent pour le recours contre le cumul (Civ., 7 mars 1911, D., 1918, I, 57; Req., 6 mai 1912, *Gaz. Pal.*, 1912, II, 255; Req., 19 mars 1919, D., 1920, I, 65 [13e espèce]; Civ., 4 janvier 1924, D., 1925, I, 96; Civ., 2 et 7 janvier 1924, *D. H.*, 1924, 106; Cons. d'Etat, 19 mai 1922, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 455), la Chambre criminelle se prononce contre le recours pour le cumul (Crim., 21 nov. 1931, D., 1932, I, 153, note Capitant; Crim., 4 mai 1933, et 28 juillet 1933, *D. H.*, 1933, p. 352 et 511).

Seule la question du cumul nous intéresse ici : ce que nous voudrions faire ressortir, c'est que le fonctionnaire, comme l'assuré sur la vie ou ses ayants cause touchent deux indemnités; or, nous estimons que cela est exagéré, que cela constitue une trop lourde charge pour le corps social. Il ne suffit pas de dire, comme le font beaucoup de personnes pour justifier ceci, qu'il est juste que le fonctionnaire et l'assuré touchent deux indemnités, parce qu'ils en achètent une, l'un par la retenue de son traitement, l'autre par le versement des primes. Cet argument, valable juridiquement, ne vaut rien socialement. Si le fonctionnaire, l'assuré ou leurs ayants cause, ont vu leur préjudice réparé par le tiers responsable, ils n'ont droit à rien de plus. C'est charger inutilement le corps social que de l'obliger à supporter une indemnité et une pension supplémentaires. Il suffirait de dire, pour justifier juridiquement cette solution plus étroite, mais plus juste, que la retenue faite, que les primes versées, ne donnent droit à une pension, ou à une indemnité, que lorsque le fonctionnaire, ou l'assuré, ne verront pas réparer le préjudice qu'ils ont subi. Le corps social est déjà suffisamment chargé pour qu'une telle solution ne soit pas facilement adoptée.

SECTION II

JEU DES ASSURANCES ET DES RESPONSABILITÉS RELATIVEMENT AU DOMMAGE

L'assurance a fait naître en matière de responsabilité, et à propos des dommages, des problèmes assez curieux, que l'éminent spécialiste des assurances, M. Savatier, a dégagés dans un très intéressant article, paru dans la *Revue générale des Assurances terrestres*, sous le titre suivant : « Jeu de l'assurance en cas de dommage réciproque et de responsabilité partagée » (1). Nous allons ici reprendre les idées, mises en avant par le savant professeur de la Faculté de Poitiers. Pour bien approfondir les questions qu'il a soulevées, nous envisagerons l'hypothèse du dommage unique avant de nous préoccuper de celle du dommage réciproque.

§ Ier. — DOMMAGE UNIQUE

En cas de dommage unique, la responsabilité peut être unilatérale ou bilatérale.

A. **Dommage unique et responsabilité unilatérale.** — C'est le cas classique, le plus simple, le plus typique ; l'assuré a causé un dommage et il est seul responsable. Dans cette hypothèse, il n'y a, en principe, aucune difficulté, l'assureur paie dans la limite de la respon-

(1) *Rev. gén. Ass. terr.*, 1933, p. 501 et s.

sabilité de son client, que cette responsabilité soit fondée sur la faute ou sur le risque, qu'il s'agisse de responsabilité contractuelle ou délictuelle.

B. **Dommage unique et responsabilité bilatérale.** — Cette deuxième hypothèse est, en principe, plus complexe, puisque le demandeur et le défendeur sont responsables. Pour plus de clarté, nous distinguerons trois cas.

Supposons tout d'abord que le demandeur et le défendeur soient responsables en vertu d'une faute. Dans ce cas, l'application des principes civilistes nous conduit aux résultats suivants : Si les deux responsabilités sont égales, elles se neutralisent, l'assureur de responsabilité du défendeur ne doit rien, l'assureur de réparation de la victime supporte tout; si les deux responsabilités sont inégales, il y a compensation jusqu'à concurrence de la plus faible; l'assureur de responsabilité du défendeur va se trouver obligé en même temps que l'assureur de réparation de la victime. La tactique de tout assureur de responsabilité va donc être de faire apparaître une faute chez le demandeur, pour diminuer, voire même supprimer son obligation.

Supposons maintenant que le défendeur soit responsable en vertu des articles 1384, alinéa 1, ou 1385, et que le demandeur ait commis une faute. Autrefois, on décidait que la faute de la victime faisait tomber la présomption qui jouait contre l'auteur du dommage, et que le tiers lésé devait prouver la faute du défendeur pour obtenir une réparation (1); on retombait alors

(1) Req., 12 janvier 1927, D, 1927, I, 145; Req., 19 décembre 1925, *D. H.*, 1925, 17; Req., 28 mai 1928; *D. H.*, 1928, 383; Req., 29 octobre 1928, *D. H.*, 1928, 559; Req., 16 avril 1929, *D. H.*, 1929, 284; Req. 3 mars 1930, D, 1930, I, 81; Req., 8 décembre 1930, *D. H.*, 1931, 36; Civ., 8 juillet 1931, S., 1932, I, 45; Civ., 20 octobre 1931, *D. H.*, 1931, 538; Req., 24 novembre 1931, *Gaz. Pal.*, 1932, I, 144; Civ., 7 décembre

dans le cas précédent. Aujourd'hui, on se montre beaucoup plus sévère, et on décide que la faute de la victime ne libère l'auteur que si elle est la cause unique du dommage (1) ; dans le cas contraire, elle ne fait que diminuer la responsabilité du défendeur. En d'autres termes, l'assureur responsabilité va intervenir plus fréquemment qu'autrefois; il va s'efforcer de démontrer la culpabilité du tiers lésé.

Supposons, enfin, que le demandeur et le défendeur soient responsables en vertu d'une présomption de faute. Il y a quelques années, on se décidait pour la neutralisation des présomptions et le demandeur ne pouvait obtenir une indemnité que lorsqu'il prouvait la faute du défendeur (2). Aujourd'hui, on se prononce avec une certaine fermeté contre la neutralisation : la responsabilité du défendeur existe sans qu'on ait besoin de prouver sa faute (3) ; l'assureur responsabilité, là encore, intervient plus souvent.

1931, *Gaz. Pal.*, 1932, I, 363; Req., 9 décembre 1931, *Gaz. Pal.*, 1932, I, 364; Req., 3 mai 1932, *Gaz. Pal.*, 1932, I, 126; Req., 21 juillet 1932, *Gaz. Pal.*, 1932, II, 723.

(1) Req., 28 décembre 1933, *D. H.*, 1934, 85; Req., 13 avril 1934, *D. H.*, 1934, 265; Req., 7 mai 1934, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1934, 817.

Voir aussi : P. Esmein, La faute de la victime exclut-elle la présomption de responsabilité ? *Rev. gén. Ass. terr.*, 1934, p. 985 et s.

(2) Bourges, 12 juillet 1927, *Rec. des Sommaires Sirey*, 1927, n° 3147; Nancy, 18 mai 1928, *Rec. des Sommaires Sirey*, 1929, n° 93; Montpellier, 26 mars 1930, *D. H.*, 1930, n° 405; Montpellier, 2 décembre 1930, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1931, p. 351; Paris, 17 janvier 1931, *ibid.*, p. 578; Dijon, 25 mars 1931, *ibid.*, p. 812; Aix, 4 juin 1931, *ibid.*, p. 814.

(3) Civ., 24 juin 1930, S., 1931, I, 121, note Esmein, D., 1930, IV, 137, note Savatier; Civ., 18 novembre 1930, *D. H.*, 1931, p. 19; Civ., 20 juillet 1932, *D. H.*, 1932, p. 489; Civ., 1er août 1932, *Gaz. Pal.*, 1932, II, 630. Voir également les notes de M. Josserand, D., 1931, II, 129 (II, 1°) ; de M. Picard, *Rev. gén. des Ass. terr.*, 1930, p. 908, et de M. Mazeaud, *Traité théorique et pratique de la Responsabilité civile délictuelle et contractuelle*, t. II, n° 1532 et s.; v., enfin, l'article de M. Josserand, « Les collisions entre véhicules et entre présomptions de responsabilité », *D. H.*, 1935, chronique, p. 41.

En somme, en cas de dommage unique, il n'y a pas de grandes difficultés; l'assureur de responsabilité paie plus ou moins, suivant que la responsabilité de la victime est plus ou moins grande; en principe, il paie plus souvent qu'il n'aurait payé, il y a une trentaine d'années, puisque la responsabilité a été élargie par la jurisprudence récente; il a toujours avantage à prouver la faute du tiers lésé pour faire jouer la compensation des responsabilités, et diminuer, sinon réduire à zéro, l'étendue de son obligation.

Ne peut-il pas la réduire d'une autre façon, et notamment en invoquant une compensation ? Supposons que le responsable soit, au moment du dommage, créancier de la victime d'une somme certaine, liquide et exigible. Si l'auteur n'était pas assuré, il y aurait compensation entre la créance qu'il a contre le tiers lésé et celle que ce dernier a contre lui. Lorsque l'auteur est assuré, que doit-on décider ? Doit-on se contenter d'appliquer, à la lettre, la solution qui a prévalu en l'absence d'assurance ?

Si on le fait, l'assureur va se trouver libéré dans la mesure de la créance de son client contre la victime; et le responsable va perdre sa créance contre le tiers lésé; si on se prononce contre la compensation, l'assureur sera obligé de verser l'indemnité promise au contrat, et l'assuré gardera sa créance contre la victime.

Quelle est la solution qu'il faut préférer ? Comme la question se pose, surtout en cas de dommage réciproque et de responsabilité partagée, nous nous réservons de l'étudier dans les pages qui vont suivre.

§ II. — DOMMAGE RÉCIPROQUE

Le problème n'est intéressant qu'en cas de responsabilité réciproque, car si le défendeur seul est responsable, la solution va de soi; l'assureur responsabilité de l'auteur supportera le dommage causé à la victime, alors que son assureur réparation supportera le préjudice subi par le responsable.

En cas de responsabilité réciproque, au contraire, les difficultés se multiplient, suivant qu'on est en présence de responsabilité subjective ou objective. Distinguons trois hypothèses comme précédemment.

A. **Le demandeur et le défendeur sont responsables en vertu d'une faute.** — Si ces deux personnes n'étaient pas assurées, il n'y aurait aucune difficulté, car on obligerait chacune d'elles à supporter personnellement la part de dommage qu'elle est réputée s'être causée à elle-même, et la part de dommage correspondant à sa responsabilité ; on mesurerait la responsabilité de chaque partie en l'appréciant par rapport à celle de l'adversaire, en procédant à une compensation des responsabilités; on utiliserait ensuite la compensation des créances, ou un moyen analogue, pour assurer le paiement des dettes réciproques. Pour être plus clair, prenons un exemple : Supposons que le demandeur ait subi un préjudice de 100.000 francs et que celui du défendeur s'élève à 50.000 francs ; ces deux parties étant en faute, cela ne veut pas dire, comme chacun le sait, que le défendeur devra 100.000 francs au demandeur, et que ce dernier en devra 50.000 au premier; tout dépendra de leur responsabilité réciproque. Supposons que les juges, après examen des circons-

tances de fait, aient estimé que la responsabilité du demandeur puisse être évaluée au quart et celle du défendeur aux trois quarts. En décidant ainsi, les juges ont compensé les responsabilités (1). Reste à assurer les réparations. Deux moyens sont employés.

On pourra tout d'abord faire jouer la compensation; on dira que le demandeur, ayant subi un préjudice de 100.000 francs, dont il est responsable pour un quart, ne peut réclamer que 75.000 francs au défendeur; que ce dernier, de son côté, ayant subi un préjudice de 50.000 francs, va pouvoir réclamer 12.500 fr. au premier, puisque sa responsabilité est des trois quarts. Au lieu de faire un double paiement, une compensation s'établira, tout se réduira à un seul versement, effectué par le défendeur, et portant sur une somme de 62.500 francs.

On aurait pu procéder d'une autre façon : totaliser les deux dommages, et chercher ce que chacun devait supporter pour sa part. Le passif de l'accident se monte à 100.000 + 50.000, soit 150.000 francs. La responsabilité du demandeur étant d'un quart, il devra supporter personnellement 150.000 : 4, soit 37.500 fr.; comme son dommage est de 100.000 francs, il va se trouver créancier de 100.000 — 37.500, soit 62.500 fr. Le défendeur, étant responsable pour les trois quarts, doit supporter 150.000 × 3 : 4, soit 112.500 francs; comme son dommage est de 50.000 francs, il va se trouver débiteur de 112.500 — 50.000, soit 62.500 fr. L'équilibre sera établi par un versement de 62.500 fr. du défendeur au demandeur. Que l'on procède par compensation, ou par addition, le résultat est le même

---

(1) Mlle Haller, Essai sur l'influence du fait et de la faute de la victime sur son droit à réparation, *Thèse, Paris*, 1926, p. 17.

quand les parties ne sont pas assurées; il varie dans le cas contraire.

Supposons, en effet, que celles-ci soient assurées et envisageons tour à tour la technique de la compensation des créances et celle de l'addition des dommages.

Si l'on se contente de transposer le système de compensation, que nous avons décrit plus haut, on va aboutir à une double injustice, puisqu'on va, à la fois, faire profiter d'un bénéfice gratuit les deux assureurs de responsabilité, et attribuer une charge plus lourde aux assureurs réparation, ou aux victimes si celles-ci ne sont pas assurées pour leurs risques personnels.

Les deux assureurs profitent d'un avantage gratuit, puisque celui du demandeur est libéré, alors que la responsabilité de son client a été chiffrée à 12.500 fr.; celui du défendeur est partiellement libéré, puisque la responsabilité de son client étant fixée à 75.000 francs, il ne paie que 62.500 francs. Or, il n'y a aucune raison pour faire bénéficier les assureurs d'un tel avantage : des primes ont été versées, les assureurs doivent remplir leurs obligations. Ils le doivent d'autant plus que, s'ils ne le font pas, d'autres personnes, victimes ou assureurs de réparation, vont se trouver lésées. Supposons, en effet, que les deux parties ne soient assurées que pour leur responsabilité, non pour leurs risques personnels; si la compensation des créances jouait, le demandeur devrait supporter, personnellement, 100.000 — 62.500, soit 37.500 francs, au lieu de 25.000 francs. Quant au défendeur, il subirait une perte sèche de 50.000 francs, au lieu de 50.000 — 12.500, soit 37.500 francs. Si les deux parties étaient assurées pour leurs risques personnels, ce seraient les assureurs réparation qui auraient à sup-

porter cette perte supplémentaire, pour laquelle ils n'ont pas perçu de primes, alors que les assureurs responsabilité en ont perçu et sont libérés.

Une telle solution se condamne elle-même. M. Savatier prétend qu'elle n'a jamais été adoptée par les Tribunaux, même avant la reconnaissance d'une action directe à la victime. Depuis que cette action a été reconnue, le système de la compensation est, comme le remarque le savant professeur de la Faculté de Poitiers, plus critiquable encore « chaque victime, dans la mesure du préjudice qu'elle peut mettre à la charge de l'autre agent, se voyant créancière directe de l'assureur, celui-ci ne saurait opposer, en compensation, une créance étrangère appartenant, non à lui, mais à son assuré » (1). Ce n'est pourtant pas ce qu'a décidé le Tribunal de Mâcon, dans une affaire assez curieuse (2). Une collision d'automobiles avait eu lieu, avec double faute et double dommage; le procès en responsabilité s'était déroulé en dehors de la présence officielle des deux assureurs de responsabilité; les deux parties avaient été frappées de condamnations civiles à peu près équivalentes. Quelque temps après, l'une des victimes, qui n'avait pas agi contre l'assureur de responsabilité de son auteur, croit pouvoir céder à un tiers sa créance contre cet assureur. Le cessionnaire agit en paiement contre ledit assureur, qui lui oppose la compensation faite à la suite du premier jugement, et le Tribunal de Mâcon donne raison à l'assureur dans les termes suivants : « Attendu que, si étendus que soient les effets qui découlent naturellement de la recon-

---

(1) Savatier, Jeu de l'assurance en cas de dommage réciproque avec responsabilité partagée, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1933, p. 505.

(2) Trib. Mâcon, 3 juin 1931, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1932, p. 508.

naissance de l'action directe, ces effets n'en demeurent pas moins limités, d'une part, par la portée, et la fin même de cette action; d'autre, part, par les principes généraux du droit. Attendu à cet égard que le but unique du législateur de 1913 a été d'assurer en toute hypothèse à la victime le paiement de l'indemnité du sinistre; que, pour obtenir ce règlement, la victime se trouve désormais nantie de deux actions, l'une contre l'auteur de l'accident, l'autre contre son assureur, mais que, bien évidemment, ces deux actions sont alternatives, en ce sens du moins que si leur fin commune et unique, le paiement, est obtenue par l'exercice de l'une d'elles, l'exercice de l'autre n'est plus possible, puisque alors le droit lui-même que devrait sanctionner l'action se trouve éteint; qu'en décider autrement serait pratiquement autoriser la victime à se faire payer deux fois; qu'il suit de là, que si la personne lésée par un accident a été totalement et définitivement indemnisée par l'auteur de cet accident, elle ne peut plus actionner l'assureur..., que par l'effet du jugement du... la compensation légale, aux termes mêmes de l'article 1290, s'est opérée de plein droit et même à leur (des parties) insu dans leurs rapports mutuels, dès la date de ce jugement, que la créance de N... (le cédant) étant inférieure à celle de L... s'est donc trouvée dès lors totalement éteinte, qu'en conséquence la cession qu'il en a pu faire... est nécessairement nulle et de nul effet... Attendu, en définitive, que bien loin que, comme le soutiennent O... et M..., ce soit l'action directe qui fasse échec à la compensation, c'est, au contraire, l'extinction du droit par l'effet de la compensation, qui fait définitivement échec à l'exercice de l'action directe, comme d'ailleurs de toute autre action... ».

Cette argumentation ne nous convainct pas. Nous continuons à penser qu'on ne peut pas faire jouer la compensation pour les raisons suivantes : Les assureurs ayant perçu les primes destinées à couvrir la responsabilité de leur client doivent payer les indemnités correspondant réellement à ces responsabilités ; en décider autrement, c'est, d'une part, faire bénéficier les assureurs de responsabilité d'un avantage gratuit, et, d'autre part, injustement charger les victimes ou leurs assureurs risques personnels. En se plaçant au point de vue juridique, on peut affirmer, contrairement à ce que pense le Tribunal de Mâcon, que les assureurs n'ont pas le droit d'opposer la compensation existant entre leur client et le tiers lésé, puisque cette créance leur est étrangère, alors que la compensation exige la réciprocité des dettes, et que, comme nous l'avons dit plus haut, il est impossible de voir dans l'assureur la caution de l'assuré.

Pour que l'équité et la logique juridique triomphent, il faut se prononcer contre la compensation. M. Levy a pleinement raison lorsqu'il affirme qu'*en matière de compensation sociale des risques, on doit procéder par addition, non par soustraction ; la compensation de l'article 1290 du Code civil peut jouer en droit privé, non dans le droit des assurances* (1). Peut-on utiliser le procédé de l'addition des dommages ? Nous ne le pensons pas, car, contrairement à ce qui passe en cas de compensation, on arrive, avec l'addition, à surcharger l'assureur responsabilité, à lui attribuer le poids de risques qu'il n'a pas garantis; ce dernier ne s'est engagé que pour le risque responsabilité, non pour le

---

(1) Levy (E.), Cours d'introduction à l'étude du droit, 1933-1934.

risque réparation (cela par hypothèse) ; en l'obligeant à supporter toute la quote-part attribuée à son client, on le charge non seulement du dommage causé au tiers, mais encore de celui que son client s'est causé à lui-même. Pour être plus clair, reprenons l'exemple cité plus haut : Le système de l'addition conduit à mettre à la charge de l'assureur du demandeur le quart du dommage total, soit 37.500 francs, et à celle de l'assureur du défendeur les trois quarts de ce dommage, soit 112.500 francs; il est clair qu'une telle solution est injuste, puisque, dans les deux quotes-parts, il y a, non seulement le dommage de responsabilité, mais le dommage personnel que l'assureur ne s'est pas engagé à couvrir. Une ventilation doit donc être opérée pour ne laisser à la charge de l'assureur responsabilité que les dommages responsabilité, et attribuer à la victime (ou à son assureur réparation) les dommages qui l'ont atteinte personnellement. Sans ventilation, le système de l'addition n'est plus viable. Si l'on est obligé de faire une ventilation, il n'est plus nécessaire de faire la masse des dommages; ce procédé, qui fonctionnait sans difficultés, lorsque aucune des parties n'était assurée, doit être rejeté, lorsque celles-ci sont couvertes par une assurance responsabilité.

La technique de l'addition, pas plus que celle de la compensation, ne peuvent jouer lorsque les deux parties sont assurées pour leur seule responsabilité.

Il en serait peut-être autrement si les deux victimes étaient assurées « tous risques » auprès de la même Compagnie; dans cette hypothèse, en effet, ce que l'assureur ne verserait pas à titre d'assurance responsabilité, il le verserait à titre d'assurance réparation. Encore faudrait-il que les garanties promises par l'assu-

reur, tant en ce qui concerne les dommages causés aux tiers, que les dommages subis personnellement par le souscripteur de la police, soient plus élevées que le passif de l'accident, sans quoi, il ne serait plus indifférent de faire jouer ou non la compensation. Il est bien évident, en effet, que si le demandeur n'était assuré pour ses risques personnels que jusqu'à concurrence de 25.000 francs, il ne serait pas indifférent de faire jouer la compensation : Si on employait cette méthode, le demandeur ne recevrait de l'assureur responsabilité du tiers que 62.500 francs et, de son propre assureur, 25.000 francs, soit au total, 87.500 fr. pour un préjudice de 100.000 francs; si la compensation n'avait pas joué, il aurait reçu 75.000 francs à titre de responsabilité et 25.000 francs à titre de dommage personnel, sa perte aurait été couverte en totalité. Il vaut donc mieux éliminer les procédés civilistes, même en cas d'assurance tous risques, contractée auprès d'un même assureur. Cela est encore plus vrai lorsque l'assurance responsabilité et l'assurance risques personnels sont contractées auprès de deux sociétés différentes.

Jusque là, nous avons supposé que les deux victimes étaient assurées; nos conclusions seraient identiques si une seule d'entre elles l'était, parce qu'il y aurait toujours avantage gratuit, d'une part, et lésion, d'autre part, avec la technique de la compensation; une ventilation serait nécessaire avec celle de l'addition des dommages.

Qu'il y ait assurance responsabilité ou assurance tous risques, assurance unilatérale ou assurance bilatérale, nous dirons qu'il ne faut plus utiliser les procédés ordinaires de répartition des dommages, si l'on ne veut pas

tomber dans certaines injustices, si l'on veut attribuer à César ce qui lui revient, et cela seulement. Pour que justice soit rendue à chacun, il faudra bien distinguer les dommages de responsabilité des dommages de réparations, rechercher dans quelle mesure, chez chaque victime, joue la règle *res perit domino* et celle de responsabilité, et attribuer à chaque assureur ou à chaque tiers lésé, la partie du dommage qui lui est propre. Si nous reprenons notre exemple, nous dirons que le demandeur ayant subi un préjudice total de 100.000 fr. avec une responsabilité d'un quart, doit personnellement supporter une perte de 25.000 francs (à moins qu'il ne soit assuré pour ses risques personnels). Son assureur de responsabilité devra, d'un autre côté, verser 12.500 francs au défendeur, puisque celui-ci a subi un préjudice de 50.000 francs, avec une responsabilité des trois quarts. De même, le défendeur devra supporter, personnellement, 37.500 francs, et son assureur de responsabilité, 75.000 francs. De cette façon, personne ne pourra se plaindre, chacun aura ce qui lui revient en toute justice et logique.

Telles sont les observations que nous voulions faire en cas de dommage et de responsabilité subjective réciproque.

B. **L'une des deux victimes est responsable subjectivement, l'autre objectivement.** — Ici, il n'y a qu'à appliquer les solutions précédentes, puisque selon une jurisprudence récente (1), la faute ne fait pas tomber la présomption incluse dans les articles 1384, alinéa 1,

---

(1) Req., 13 avril 1934, *D. H.*, 1934, 265; Civile, 26 mars 1934, *D. H.*, 1934, 266; v. également Req., 25 nov. 1924, *D. H.*, 1924, 697; D., 1925, I, 12; Civ., 8 juillet 1931, *D. H.*, 1931, p. 491; Civ., 20 octobre 1931, *D. H.*, 1931, p. 538; Req., 9 décembre 1931 (2e espèce); D. 1932, I, 45, et la note de M. Roger.

et 1385, sauf lorsqu'elle est la cause unique du dommage. Dans les autres cas, la présomption est maintenue et la responsabilité est simplement diminuée. Suivant les cas, il y aura responsabilité unique (totale ou partielle), ou responsabilité réciproque.

C. **Les deux victimes sont responsables en vertu des articles 1384 ou 1385.** — Cette situation se réalise fréquemment en matière automobile, c'est le cas bien connu de la collision sans faute des conducteurs. Avant 1933, une très grande partie de la jurisprudence (1), encouragée par les auteurs les plus éminents (2), se prononçait pour la neutralisation des présomptions; le demandeur ne pouvait obtenir une réparation que s'il prouvait la faute du défendeur. On retombait alors dans l'hypothèse des responsabilités subjectives.

En 1933 (arrêt de la Chambre civile du 20 mars), la Cour de cassation a modifié sa jurisprudence, et s'est prononcée contre la neutralisation (3). Depuis cette date, cette jurisprudence s'est maintenue (4). Pourtant, un arrêt récent de la Chambre civile (5) semble

---

(1) Voir jurisprudence citée plus haut, p. 128.

(2) JOSSERAND, note, D., 1931, II, 129; ESMEIN, *Revue critique*, 1931, p. 145; PICARD, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1930, p. 909; RIPERT, notes au D., 1925, I, 5, et 1927, I, 97; SAVATIER, note au D., 1930, I, 137; LALOU, *La responsabilité civile*, n° 1252, *contra* DEMOGUE, *Rev. trim. Dr. civ.*, 1927, p. 968; MAZEAUD, note, S., 1928, I, 179.

(3) Civ., 20 mars 1933, S., 1933, I, 257, note de Mazeaud; D., 1933, I, 57, note Savatier; *Rev. gén. Ass. terr.*, 1933, p. 561, note Picard.

Contra Dijon, 28 mars 1933; *Rev. gén. Ass. terr.*, 1933, p. 843.

(4) Besançon, 30 mars 1933, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1933, p. 1084; Toulouse, 1er mars 1934, *ibid.*, 1934, p. 507; Lyon, 20 juin 1934, *ibid.*, 1934, p. 805; Trib. civ. Rouen, 16 novembre 1934, *D. H.*, 1935, 62; Amiens, 4 décembre 1934, *D. H.*, 1935, 123; Trib. civ. Seine, 11 décembre 1934, *D. H.*, 1935, p. 45; Paris, 25 juillet 1934, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1935, p. 308.

(5) Civ., 3 janvier 1934, D., 1934, I, 30, note Savatier. M. Savatier estime que cet arrêt consacre le cumul (SAVATIER, même note); M. Josserand croit, au contraire, que le cumul est douteux (JOSSERAND, *Op. cit.*, *D. H.*, 1935, chronique, p. 42). MM. MAZEAUD (note, S., 1933, I, 257) et

moins net et fait naître des discussions sur sa portée.

Nous ne voulons pas examiner ici la question de savoir si nos Tribunaux ont eu tort ou raison de se prononcer contre la neutralisation des présomptions; nous voulons simplement nous demander quelles seraient les conséquences de ce nouveau système au point de vue des assurances s'il était définitivement adopté. Ces conséquences varient, suivant la solution qu'on donne au problème de l'étendue de la réparation; si la Cour de cassation s'est prononcée contre la neutralisation des présomptions, elle n'a pas dit dans quelle mesure les deux auteurs devaient réparer.

Plusieurs systèmes ont été envisagés. On a d'abord pensé, et cela semble résulter du silence de notre haute juridiction, que chaque auteur devait réparer intégralement le préjudice causé. D'autres ont proposé de reprendre un système préconisé par certains Tribunaux, qui consistait à partager la charge des dommages entre les deux parties. Certains, enfin, ont estimé qu'il serait juste d'attribuer la réparation à celui-là seul qui s'était montré le plus actif dans l'accident. Suivant qu'on adopte l'un ou l'autre de ces procédés, la situation des assureurs n'est, évidemment, pas la même.

Examinons d'abord le système de la réparation intégrale. Supposons, en premier lieu, que les deux auteurs ne soient pas assurés, et reprenons les chiffres que nous avons déjà eu l'occasion d'utiliser (le demandeur a subi un préjudice total de 100.000 francs, le défendeur, un préjudice de 50.000 francs). Avec le système de la réparation intégrale, le demandeur va

---

CHAUVEAU (Examen synthétique des questions de responsabilité civile, n^os^ 33 et suiv., dans la *Revue critique de Législation et de Jurisprudence*, 1933) approuvent le système du cumul, c'est-à-dire se prononcent contre la neutralisation.

réclamer 100.000 francs au défendeur, et ce dernier 50.000 francs au premier; une compensation va se produire, et tout va se réduire à un versement de 50.000 fr. effectué par le défendeur. De cette façon, le demandeur va subir une perte sèche de 50.000 francs et celle du défendeur va s'élever à 100.000 francs. Les situations se trouvent ainsi renversées. Cette méthode est très critiquable parce qu'elle conduit à mettre à la charge de chaque auteur, non seulement le dommage de responsabilité causé à l'adversaire, mais encore le dommage personnel que cet adversaire s'est causé à lui-même; il est fort vraisemblable, en effet, que le préjudice de 100.000 francs, subi par le demandeur, n'est pas tout entier dû à la responsabilité du défendeur, que le demandeur en est, pour une part plus ou moins grande, l'auteur; il serait conforme à la logique juridique qu'il supportât cette quote-part personnellement: ce serait l'application de la règle *res perit domino*. Or, non seulement cette quote-part n'est pas mise à sa charge, mais encore, ce qui est assez extraordinaire, et contraire à toute la logique juridique, elle est mise à la charge d'un tiers. Bien entendu, la réciproque est vraie, et si le défendeur supporte le risque personnel du demandeur, celui-ci supporte le risque personnel du premier; mais cela ne veut pas dire que l'équilibre se trouve rétabli, car il se peut fort bien que les deux risques soient inégaux; la différence d'étendue chez ces deux risques, matérialise, exprime l'injustice du système employé.

Telles sont les critiques que l'on peut faire au système de la réparation intégrale, en dehors de toute assurance. Supposons, maintenant, qu'une, ou plutôt les deux parties soient assurées pour leur responsabilité, et

pour elle seule. Les inconvénients du système de la réparation intégrale sont plus nets encore; il aggrave considérablement la situation des assureurs, en mettant à leur charge des risques qu'ils ne s'étaient pas engagés à couvrir : chaque assureur de responsabilité devant, en effet, supporter à la fois le dommage de responsabilité de son client, ce qui est logique, et ensuite le risque personnel de l'adversaire de son client, ce qui est illogique et injuste, puisque l'assureur n'a perçu des primes que pour garantir la responsabilité du souscripteur de la police. Si l'on peut, à la rigueur, mettre à la charge de chaque auteur tout le préjudice subi par son adversaire, parce que, d'une part, il doit supporter toutes les conséquence de sa responsabilité, et que, d'autre part, il ne doit pas supporter les dommages que sa victime s'est causée à elle-même, on peut l'y obliger sans trop d'injustice, sous condition de réciprocité; il devient impossible de soutenir une pareille thèse, lorsque les deux victimes sont assurées pour leur seule responsabilité, et qu'il s'agit de mettre à la charge de chaque assureur tout le dommage subi par l'adversaire de son client. L'assureur, en effet, ne s'est pas engagé à couvrir tous les risques de son client, mais seulement les risques de responsabilité. N'ayant pas promis sa garantie, pour les risques personnels de son client, il ne peut pas, *à fortiori*, être obligé de supporter les risques personnels de l'adversaire de son client; la condition de réciprocité que l'on pouvait invoquer en l'absence d'assurance ne peut plus l'être ici; la compensation non plus.

Il en serait autrement, si chaque partie s'était assurée auprès de la même société contre tous les risques qui pouvaient l'atteindre, et si l'assureur devait supporter à la

fois les risques de responsabilité et les risques personnels de son client; l'injustice serait ici réduite à son minimum, puisque ce que l'assureur ne verserait pas comme garant de la responsabilité, il le verserait comme assureur réparation, et que la seule injustice serait alors de l'obliger à payer, en cette dernière qualité, une somme plus forte que le dommage que son client s'est causé à lui-même. Il faudrait encore supposer, pour que le système fonctionnât sans trop de heurt, d'une part, que chaque partie soit assurée pour tous ses risques auprès de la même société, et, d'autre part, que les garanties promises tant en matière de responsabilité qu'en matière de réparation soient très étendues, plus étendues que le dommage lui-même. Dans ces conditions, le système de la réparation intégrale pourrait fonctionner sans trop d'injustice en cas d'assurance.

En dehors de cette hypothèse, le procédé de la réparation intégrale, qui, comme on l'a si bien fait remarquer (1), décourage l'assurance risques personnels, puisque, avec lui, elle devient inutile, a fait l'objet, au point de vue de son économie, de son principe, de vigoureuses critiques de la part d'auteurs éminents (2), et notamment de la part de M. Savatier : « Le bon sens, dit cet auteur, se refuse à admettre que la simple pré-

---

(1) M. Savatier (article précité, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1933, p. 509) s'exprime ainsi : « Par une conséquence singulire, cette hypertrophie de l'assurance responsabilité se réaliserait aux dépens des assurances couvrant les autres risques. Avec la jurisprudence qui s'intaurerait en cas de collision, il deviendrait de moins en moins utile de s'assurer contre le dommage que l'on peut se causer à soi-même. Les Tribunaux autoriseraient implicitement à mettre tout ce dommage à la charge de l'autre automobiliste, c'est-à-dire de l'assurance qui couvre la responsabilité de ce dernier. »

(2) Voir la note de M. Mazeaud, S., 1933, I, 257.

somption de responsabilité, chez un tiers, puisse être plus favorable à la victime et entraîner à son profit une réparation plus complète qu'une responsabilité absolument et rigoureusement démontrée, telle qu'elle se présente en cas de faute établie » (1), et ailleurs : « L'illogisme de cette solution deviendrait d'autant plus grand que la victime d'une collision, en obtenant réparation complète du préjudice subi par elle du fait de son véhicule, aboutît à imposer du fait de ce véhicule un préjudice équivalent à son adversaire. Elle lui cause donc, par sa chose, un dommage que l'article 1384 l'oblige à réparer non moins totalement. Ainsi, cet article se retourne contre elle, et par le fait qu'elle obtient réparation de l'intégralité du préjudice qu'elle subit, elle s'astreint à réparer la réparation elle-même. On entre dans un cercle vicieux qui aboutirait finalement à l'annulation des responsabilités pour avoir voulu les rendre totales, alors qu'en réalité elles se partagent. Or, c'est précisément à cette annulation que la Cour de cassation paraît le plus hostile » (2).

Le système de la réparation intégrale paraissant défectueux, on s'est retourné vers la solution proposée par plusieurs auteurs (3), à la suite de quelques décisions jurisprudentielles. Cette solution consiste à partager par moitié les préjudices entre les deux auteurs; ceci peut se concevoir de deux façons : soit en mettant à la charge de chaque auteur la moitié du préjudice

---

(1) Savatier, note, D., 1933, I, 57.

(2) Savatier, Le jeu de l'assurance en cas de dommage réciproque avec responsabilité partagée, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1933, p. 511.

(3) Esmein, *Revue critique*, 1931, p. 145 et s., et note, S., 1931, I, 121; Demogue, *Traité des obligations*, t. III, p. 289; Besson, *La notion de garde*, p. 157, et note à la *Semaine juridique*, 1928, p. 1378.

subi par son adversaire (1), soit en totalisant les deux dommages pour attribuer à chaque victime la moitié du total ainsi obtenu (2). Dans un cas comme dans l'autre, l'assureur risques personnels serait mis à contribution en même temps que l'assureur responsabilité. Que penser de ces systèmes? Ils se rapprocheraient peut-être (cela n'est pas certain) plus de la vérité, assureraient un meilleur équilibre des droits et des intérêts, mais auraient, comme tout système forfaitaire, un caractère grossier et arbitraire. Ils auraient tous les inconvénients du système de la réparation intégrale dans une moindre mesure.

Ajoutons, pour être complet, qu'un troisième procédé a prévalu dans certains arrêts : en cas de dommages et de présomptions réciproques, la responsabilité de l'accident serait mise à la charge entière de celui dont la chose est la seule véritable cause de l'accident (3). Ce système doit être négligé, car il n'est susceptible que d'une application exceptionnelle, à moins toutefois qu'on considère comme la véritable cause de l'accident, celui qui s'est montré le plus actif dans la collision.

Telles sont les observations que nous voulions faire au sujet du jeu de l'assurance et de la responsabilité. Nous dirons, en conclusion, que l'introduction de l'assurance en matière de responsabilité civile, va obliger les juges à modifier les procédés ou manières de faire qu'ils

---

(1) Trib. civ. d'Agen, 27 mai 1933, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1933, p. 1086; Lyon, 20 juin 1934, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1934, 805.

(2) Colmar, 27 juin 1930, *Gaz. Pal.*, 1930, II, 303, et *Rev. gén. Ass. terr.*, 1930, p. 913.

(3) Req., 1er mai 1930, D., 1930, I, 137; Req., 20 juillet 1932, *Gaz. Pal.*, 1932, II, 630; Req., 15 novembre 1932, *D. H.*, 1932, 589.
V. note Savatier, D., 1933, I, 57, et note Mazeaud, S., 1933, I, 257.

avaient l'habitude d'utiliser, en cas de responsabilité pure, afin qu'à chaque partie (assureur, victime, assuré) soit dévolue la part que le bon sens, la justice et l'équité, sinon la loi, commandent de lui donner. C'est au nom du bon sens et de la justice que nous nous sommes prononcés contre la compensation.

Avec ce bref exposé sur le dommage en cas d'assurance, nous avons terminé l'examen des rapports d'ordre technique existant entre l'assurance et la responsabilité. Qu'en faut-il retenir ?

CONCLUSION

L'existence de l'assurance en matière de responsabilité civile est triplement intéressante.

Elle permet tout d'abord de créer un peu plus de sécurité pour les victimes en leur donnant un droit propre contre l'assureur sur l'indemnité qu'il a promise. Ce droit propre, qui est à la fois logique et naturel, puisque c'est la victime qui est créancière et l'assureur qui doit supporter le passif créé par l'activité dommageable, soulève encore beaucoup de difficultés dans ses manifestations secondaires et comprend des éléments assez contradictoires. Une idée cependant semble s'être fait jour, dont l'avenir nous dira le destin : on a de plus en plus l'impression que le droit propre tend à faire perdre de sa valeur ou de son importance au *vinculum juris* créé par la responsabilité entre l'auteur et la victime. Celui-ci ne sera peut-être demain que la condition formelle de celui-là.

Dans le même ordre d'idées, nous dirons encore qu'avec l'assurance, l'échelle des valeurs juridiques

semble s'être modifiée dans le domaine de la responsabilité civile. Le responsable, qui était autrefois le personnage principal, semble perdre de jour en jour de son importance au profit d'un tiers (l'assureur), à qui revient tout naturellement la première place puisque c'est lui qui paie. Sur la scène juridique, l'auteur du dommage n'a souvent qu'un rôle apparent formel. Une sorte de division s'est opérée; alors qu'autrefois la même personne créait la responsabilité et était obligée, aujourd'hui, celui qui est responsable n'est plus celui qui paie.

Nous dirons enfin que l'existence de l'assurance, à côté de la responsabilité, a fait apparaître des techniques particulières plus ou moins audacieuses, plus ou moins élaborées, dont les unes bouleversent les notions juridiques reçues jusque-là, dont les autres dépassent les institutions et les cadres qu'on avait l'habitude d'employer, et qui, toutes, contribuent à créer autour, au-dessus, et peut-être même à la place du droit classique de la responsabilité, un droit nouveau original, analogue à celui que l'assurance-vie a fait naître en matière de succession. Des techniques nouvelles apparaissent à la place ou à côté des techniques anciennes; le droit est une création continue.

Cette affirmation d'un droit propre, cet effacement du responsable, cette élaboration d'un droit nouveau ne sont-ils pas les signes d'un bouleversement plus profond de la responsabilité civile ? L'assurance ne transforme-t-elle que la technique, que la forme? Le fond n'est-il pas atteint à son tour? C'est ce qu'il faut rechercher dans une deuxième partie.

DEUXIÈME PARTIE

Rapports d'ordre fondamental entre l'Assurance et la Responsabilité civile

L'assurance et la responsabilité civile n'ont pas seulement des rapports au point de vue de la technique juridique, mais également au point de vue fondamental. Ces derniers sont de deux sortes : l'assurance tend, d'une part, à transformer la responsabilité civile; d'autre part, à s'y substituer.

TITRE PREMIER

TRANSFORMATION DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE PAR L'ASSURANCE

L'existence de l'assurance en matière de responsabilité civile modifie cette dernière à trois points de vue : elle la socialise; elle rend l'assuré responsable; elle fait apparaître le problème de la responsabilité sous un jour nouveau.

CHAPITRE PREMIER

LA SOCIALISATION DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE

En 1910, M. E. Levy disait : « La responsabilité ne disparaît pas, mais se transforme : 1° Elle... devient collective, conséquence du régime des sociétés, des groupements, des entreprises, responsabilité collective qui va jusqu'à l'assurance, la mise en valeur du risque... » (1). En 1931, M. Savatier (2) affirmait de son côté que l'assurance socialisait la responsabilité (3). Dans quelle mesure est-ce exact? Que faut-il en penser?

---

(1) Levy (E.), Le lien juridique, *Revue de Métaphysique et de Morale*, 1910, p. 823.

(2) Savatier, Vers la socialisation de la responsabilité et des risques individuels, *D. H.*, 1931, chronique, p. 9.

(3) Nous allons employer fréquemment les mots : socialisation, socialisme, socialiser; ce langage n'emporte pas l'adhésion à une doctrine politique quelconque; il est utilisé pour désigner des institutions ou idées à caractère collectif.

SECTION I

NOTIONS GÉNÉRALES SUR LA SOCIALISATION DE LA RESPONSABILITÉ

Lorsque l'auteur d'un dommage est assuré, et l'est suffisamment, la réparation se trouve en principe tout entière à la charge de l'assureur. Mais l'assureur n'est qu'une fiction; en réalité, ce sont les assurés qui supportent le dommage.

Le rôle de l'assureur, qu'il s'agisse d'une Compagnie d'assurance, ou d'une Mutuelle, se borne à être celui d'un intermédiaire. Ce que les sociétés d'assurance versent, à titre d'indemnité, n'est pas autre chose que ce qu'elles perçoivent sous forme de primes; et, en principe, elles calculent leurs primes, de telle façon que celles-ci compensent exactement les risques qu'elles ont à garantir. L'assurance responsabilité est, comme toute assurance, une compensation sociale de risques (1).

Tout se passe comme si la Compagnie d'assurance ou la Mutuelle réalisait un vaste système d'intercommunication entre les patrimoines privés des assurés, de telle sorte que la diminution, subie par l'un d'eux, soit

---

(1) Levy (E.), *Les fondements du droit*, L'attente, p. 73 : « Assurances contre les accidents, la maladie, le chômage, assurances contre la vieillesse, assurances... toutes se servent du destin. Par elles — par la loi des grands nombres, par des calculs de probabilité sur quoi elles s'appuient — les chances mauvaises et les chances heureuses des uns deviennent favorables aux autres. Un patrimoine collectif se forme que nourrissent les versements faits par ceux qui s'assurent, et dont sont créanciers directs, selon les cas, les assurés que le sort frappe ou ceux qu'il protège. »

immédiatement compensée par un apport des autres.

On est évidemment loin, avec un tel système, de la solution individualiste, qui avait présidé à l'élaboration du Code civil, où tous les patrimoines privés sont jalousement indépendants les uns des autres, où tout est fondé sur cette indépendance, qu'on appelle aussi liberté et qui se traduit par la responsabilité personnelle, c'est-à-dire la charge individuelle du dommage causé à autrui. Avec l'assurance, on est, au contraire, en présence d'une interdépendance assez étroite des patrimoines privés. Cette interdépendance donne à la réparation un caractère social.

Ce caractère social est encore beaucoup plus accentué qu'on ne le croit généralement; car, s'il est vrai de dire que derrière l'assureur il y a l'ensemble des assurés, il est encore vrai de soutenir que, derrière les assurés, il y a le corps social tout entier.

C'est qu'en effet, comme l'a judicieusement fait remarquer M. Savatier (1), parmi les assurés, il y a des producteurs et des commerçants qui comptent les primes qu'ils versent à leur Société d'assurance, dans leurs frais généraux et les font ainsi supporter, par incidence, à la masse des consommateurs, c'est-à-dire au corps social tout entier.

D'ailleurs, grâce au jeu de la réassurance, les patrimoines des diverses Compagnies ou Mutuelles sont dans une telle interdépendance, qu'on peut bien affirmer que lorsqu'un assureur est obligé de réparer un dommage, c'est en réalité un ensemble considérable de patrimoines individuels qui en a la charge, c'est la collectivité tout entière qui y participe.

---

(1) Savatier, *Op. cit., ibid.*

Avec le jeu de l'assurance et de la réassurance, la réparation d'un dommage individuel a donc un caractère social indéniable; on dit qu'il y a socialisation de la responsabilité; que la responsabilité est collective.

Bien entendu, cette socialisation n'est pas obtenue gratuitement : il n'y a pas simple substitution du corps social à l'individu; l'assuré ne se trouve pas complètement libéré; il doit racheter sa libération, il doit payer une prime. Mais le total des primes versées est sans rapport étroit avec l'obligation mise à la charge de l'assureur, car le contrat d'assurance est un contrat aléatoire; l'assuré peut y perdre comme il peut y gagner; et il serait complètement vain de rechercher, en totalisant les primes qu'il a versées, dans quelle mesure il participe à la réparation du dommage qu'il a causé; dans quelle mesure il en reste responsable; ce qui vaudrait pour l'un ne vaudrait pas pour l'autre. L'assuré, auteur du dommage, ne compte pas plus que l'un quelconque des autres clients de l'assureur; il ne participe pas plus que chacun d'eux à la réparation; sa situation est analogue à la leur. La seule différence est qu'il peut être poursuivi en paiement, et qu'il doit s'exécuter; mais, comme il peut se retourner ensuite contre son assureur, et se faire rembourser, tout se passe comme s'il n'avait pas plus d'importance que ceux qui ne sont pour rien dans le dommage (1). Il reste donc vrai de dire que malgré le jeu des primes, et des recours, la réparation revêt, en cas d'assurance, un caractère social; qu'à la responsabilité individuelle s'est, en réalité, substituée une responsabilité sociale; que le système individualiste se trouve refoulé en matière de

(1) A moins, bien entendu, que l'assurance ne couvre pas tout le dommage, ou qu'une partie de la réparation doive obligatoirement rester à sa charge.

responsabilité, par un système à caractère collectif (1).

Ce n'est d'ailleurs pas là un phénomène isolé; il n'y a pas que la responsabilité qui se socialise; partout l'individu tend à perdre de l'importance, à se dissimuler derrière le groupe, à se rattacher à une collectivité. On le constate non seulement en matière de dommages, mais aussi en matière de profits d'activité. Le grand développement des sociétés dans toutes les formes de l'activité : production, commerce, banque, transport (cartels, trusts, holdings) contribue à donner à l'activité un caractère collectif de plus en plus prononcé. Sous certains rapports, l'individu compte de moins en moins, c'est le groupe qui domine.

En matière de dommages, le mouvement de socialisation est encore plus caractéristique. Il est tantôt légal, tantôt spontané.

Du côté de la loi, il est à peine besoin de rappeler le magnifique développement de l'assistance, la naissance et l'extension de la responsabilité des personnes administratives, la législation des dommages de guerre, la législation des assurances sociales, le système de secours aux chômeurs, etc., toutes institutions qui mettent à la charge du corps social tout entier un grand nombre de dommages individuels. A côté de cette socialisation à caractère administratif, un vaste mouvement de socialisation à caractère privé, est apparu avec les assurances. L'assurance responsabilité n'est qu'une faible partie de l'assurance en général; l'assurance risques personnels est de beaucoup la plus importante. Chacun s'assure aujourd'hui contre les risques les plus divers : contre l'insolvabilité de son débiteur (assurance crédit),

---

(1) VENIAMIN, *Essai sur les données économiques dans les obligations civiles, Thèse, Paris*, 1930, p. 401 et s.

contre la baisse des valeurs en bourse (assurance au pair), contre la mort, le chômage, les lock-outs, les mises à l'index, les accidents, les émeutes, l'incendie, le mauvais temps (assurances des expositions, des voyages) (1). Bref, on se demande aujourd'hui quels sont les risques que l'on ne peut pas assurer; quels sont les risques que les individus sont contraints de supporter personnellement.

Il serait très intéressant de rechercher les raisons de ce vaste mouvement de socialisation; mais cette étude dépasserait le cadre de notre modeste travail. Nous nous contenterons d'indiquer, ici, les raisons qui, à notre avis, expliquent la socialisation de la responsabilité.

Il y en a deux : l'une d'ordre général, l'autre d'ordre particulier.

Il y a d'abord le fait, qu'en principe les individus sont aujourd'hui plus isolés qu'ils ne l'étaient auparavant, à cause de la disparition, de l'amenuisement, des groupes et des familles. Autrefois, la famille constituait un groupe social, où l'individu vivait dans une certaine dépendance, mais avec une certaine sécurité. Si l'activité de chacun profitait, en partie tout au moins,

---

(1) M. Levy (E.), qui définit l'assurance comme « tout capital qui couvre ses risques », s'exprime ainsi : « Le souci de l'assurance est une des dominantes du capitalisme; on légitime par elle les spéculations les plus aléatoires, le marché à terme considéré comme aboutissant à une assurance des cours; c'est pour s'assurer que les Compagnies concessionnaires de services publics : gaz, électricité, transports, ont obtenu l'arrêt de Bordeaux qui leur permet, automatiquement, d'élever les tarifs de façon à ne pas souffrir dans les périodes très mauvaises, d'une manière correspondant au profit qu'elles ont réalisé dans les autres périodes... Si, dans les entreprises d'Etat on est d'accord pour dire qu'il n'y a pas de capital, c'est parce que l'Etat est comme une assurance, que la répartition des risques entre les contribuables est, par elle-même, un amortissement, que le profit social est une somme de besoins assurés... » (Levy, *Op. cit.*, p. 138.)

au groupe tout entier, le groupe tout entier aidait chacun de ses membres à supporter les dommages, les risques, dont il était victime. Il y avait à la fois socialisation des risques et des profits (1). Cette socialisation était d'autant plus avantageuse que la famille était plus nombreuse, plus large, c'est-à-dire qu'on remonte plus haut dans l'Histoire.

Aujourd'hui, à la suite d'un long mouvement d'individualisation, que nous ne voulons pas retracer ici, les groupes, les familles, se sont dissociés, se sont réduits à leur plus simple expression; la famille se compose actuellement des seules personnes qui vivent dans le même foyer, et encore, chaque personne a-t-elle son patrimoine propre, ses biens personnels. Les profits et les risques se sont individualisés d'une manière très prononcée. Chacun doit, avant tout, compter sur lui-même; lorsque la solidarité familiale joue, son efficacité est faible, car elle repose sur un nombre de personnes trop réduit. L'isolement, c'est la rançon de l'indépendance. Ce peut être une source d'énergie, mais c'est souvent une source de gêne, voire même de misère.

Tant que les individus sont forts ou chanceux, cet isolement n'est pas trop pénible, mais, lorsqu'ils sont faibles, ou malchanceux, la solution individuelle devient dangereuse; elle risque de conduire à l'écrasement.

Pour pallier aux effets désastreux de l'isolement, les hommes se sont groupés; ils ont réparti entre eux les

---

(1) V. HEMARD, *Traité théorique et pratique des Assurances terrestres*, Sirey, 1924, t. I, p. 145. « Il faut reconnaître que les dangers de la vie étaient moins grands dans les civilisations anciennes, qu'ils faisaient moins impérieusement ressentir le besoin de s'en décharger sur autrui. Puis, le milieu lui-même ne rendait pas nécessaire l'assurance. La famille étant le groupe social, l'individu était certain de l'avenir; il savait que, quoi qu'il arrivât, il serait aidé... »

bonnes et les mauvaises chances; c'est ainsi qu'est née l'assurance responsabilité, comme toute assurance d'ailleurs (1).

Les individus se sont groupés d'autant plus facilement, d'autant plus vite, que les risques, auxquels ils étaient exposés, devenaient plus nombreux; c'est ce qui explique que l'assurance responsabilité ne soit née qu'au XIX[e] siècle, alors que l'assurance réparation est apparue beaucoup plus tôt; nous arrivons avec cette observation à la deuxième raison d'être de la socialisation de la responsabilité.

C'est un lieu commun de répéter, qu'au XIX[e] siècle, le machinisme, le développement de la circulation, des transactions et de l'activité économique ont accru, d'une manière considérable, le nombre des accidents et des dommages (2). Les règles de la responsabilité civile, telles que les avaient façonnées plusieurs siècles de civilisation, en ont été ébranlées.

En face des dommages multipliés, le sentiment public a changé : « Que l'on prenne un accident quelconque, dit M. Savatier, jadis personne ne doutait, s'il n'avait pas pour cause la faute d'autrui, qu'il dût rester à la charge de la victime. Le sentiment public se bornait à la plaindre, et si un particulier ou l'Etat intervenait bénévolement pour la dédommager, c'était affaire de charité et non de justice. Qu'on suppose, maintenant, le même accident arrivant aujourd'hui; ni la victime, ni l'opinion publique ne raisonnent plus de même. Le sentiment qui les domine, c'est que l'accident rompt

---

(1) A.-P. de MIRIMONDE, L'assurance risque de placement, Les « investments trusts » ou Sociétés de placement, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1931, p. 693 et s. « Pour pallier à l'injustice du sort, les hommes se sont groupés pour répartir entre eux également les bonnes et les mauvaises chances. »

(2) A.-P. de MIRIMONDE, *Op. cit., ibid.*; HEMARD, *Op. cit., ibid.*; JOSSERAND, *Cours de Droit civil positif français*, t. II, p. 214.

véritablement la justice et l'équité, en exige la réparation. Et peu à peu la loi et la jurisprudence tendent à traduire ce sentiment dans les faits à assurer autant que possible une réparation, à trouver à tout prix un responsable » (1).

D'ailleurs, il faut aller plus loin; il ne suffit pas de dire, comme le fait M. Savatier, que l'on se bornait autrefois à plaindre la victime, on soutenait encore que la règle *res perit domino* était à la fois naturelle et justifiée. Naturelle, parce que la victime, ayant été élue par le hasard, devait en respecter la loi. « En réalité, dit M. Ripert, le choix a été fait par la force obscure du destin. La victime est élue, les hommes sont habitués à se courber devant la fatalité » (2). L'attribution du dommage à la victime ne paraissait pas seulement naturelle, elle semblait encore justifiée, et cela pour deux raisons : la première, c'est que le tiers lésé, comme tout individu ayant, pour lui seul, les profits de son activité, devait en avoir les charges; s'il s'en trouvait affaibli, ruiné, il ne fallait pas s'en étonner outre mesure puisque, dans toute société, il y a des faibles et des puissants, les premiers devant disparaître pour que les autres subsistent; le bonheur des uns est fait du malheur des autres; la lutte pour la vie est une loi sociale qu'il faut bien accepter. En outre, et c'est là la deuxième raison pour laquelle la victime doit, en principe, supporter les dommages causés par les tiers, l'on ne peut pas, sans rendre impossible toute vie sociale, obliger l'auteur à réparer tous les dommages qu'il cause; l'individu a des droits dont on ne peut pas entraver l'exercice.

---

(1) Savatier, *Op. cit., ibid.*

(2) Ripert, *La Règle morale dans les obligations civiles*, édition de 1925, p. 199.

Pour toutes ces raisons, et d'autres encore plus difficilement saisissables, on se décidait, en principe, pour l'application de la règle *res perit domino*; on n'obligeait l'auteur à réparer, que dans des circonstances exceptionnelles, sous d'étroites conditions, car, comme le dit M. Ripert, « admettre l'action en responsabilité ce n'est pas attribuer le dommage, c'est en modifier l'attribution naturelle » (1).

Pour faire exception à cette loi naturelle, un motif grave était nécessaire, il fallait que l'auteur ait failli, qu'il se soit rendu coupable d'une faute, et que cette culpabilité ne puisse faire l'objet d'aucun doute, qu'elle soit prouvée.

Ce système, qui était assez facile à appliquer, tant qu'il s'agissait d'activité purement individuelle, ne donnait pas lieu à de trop vives récriminations à l'époque relativement calme des XVII^e^ et XVIII^e^ siècles. Il souleva, au contraire, de nombreuses critiques, dès que les dommages se multiplièrent, et prirent le caractère anonyme que l'on sait (2).

Prouver une faute devint souvent impossible. D'un autre côté, les dommages étaient généralement causés par des catégories de personnes bien déterminées (entrepreneurs, transporteurs, possesseurs d'objets immobiliers, ou mobiliers, comme les automobiles), jouissant d'une situation, ou d'une puissance économique, que leurs victimes ne possédaient pas. Ceci prédisposait l'opinion contre les premiers, et l'incitait à s'incliner moins facilement devant la fatalité, ou les

---

(1) Ripert, *Op. cit., ibid.*

(2) Josserand, *Cours de Droit civil positif français*, t. II., p. 214. « D'autre part, avec les progrès de la science, avec le machinisme, la cause des accidents est devenue plus obscure; souvent l'accident est anonyme parce que l'homme utilise des forces dont il ne connaît pas toujours le pouvoir et la nature. »

nécessités sociales. L'opinion évolua; la situation de victime finit par paraître injuste ; on s'ingénia à y remédier.

Pour des raisons qui sont avant tout des raisons d'équité, on élargit petit à petit la base de la responsabilité, on passa de la responsabilité subjective à la responsabilité objective en matière de dommages causés par les choses; de la faute au risque, dans le domaine des accidents du travail; de la responsabilité délictuelle à la responsabilité contractuelle pour le transport; on affina enfin la notion de faute subjective (1).

Cet accroissement de la responsabilité amena, sinon la naissance de l'assurance responsabilité, tout au moins son magnifique développement; et chacun sait bien que si l'assurance responsabilité est née, en principe, vers 1825 (2), elle n'a fait de réels progrès que depuis la fin du XIX^{e} siècle (3).

Nous verrons, d'ailleurs, que le développement de l'assurance conduisit de son côté à un élargissement de la responsabilité, de sorte qu'il y eut et qu'il y a entre ces deux institutions une course indéfinie.

L'isolement des individus, d'une part, l'accroissement, toujours plus grand, de la responsabilité, d'autre part, ont amené les hommes à s'assurer, c'est-à-dire à compenser et socialiser les risques qu'ils encouraient de plus en plus souvent.

La pénétration de l'assurance responsabilité dans nos mœurs a été saluée, par les uns, avec beaucoup de joie; elle a suscité, de la part des autres, d'amères critiques. Que faut-il penser de ces jugements divergents?

---

(1) PLANIOL et RIPERT, *Traité pratique de droit civil français*, t. II, p. 660 et s.

(2) Voir plus loin et, notamment, chapitre II, section 2, § 1.

(3) HEMARD, *Op. cit.*, t. I, p. 304.

SECTION II

CRITIQUE DE LA SOCIALISATION DE LA RÉPARATION

Comme toute institution, la réparation sociale a des avantages et des inconvénients. Les uns et les autres ont été souvent dénoncés, et quelquefois par des auteurs éminents (1). Nous n'avons pas la prétention de proposer un jugement nouveau, nous voulons simplement rappeler les critiques qu'on a faites.

§ 1. Avantages du système.

Ils peuvent être examinés à trois points de vue : au point de vue de l'auteur, au point de vue de la victime, et au point de vue social.

Au point de vue de l'auteur du dommage lui-même, le système de la réparation sociale a des avantages indéniables et bien connus, qui peuvent être résumés dans la formule suivante : l'assurance donne à l'assuré la sécurité.

L'individu assuré a plus de liberté dans ses initiatives, plus de franchise dans son activité; il n'est plus sous la crainte constante et paralysante d'avoir à sup-

---

(1) Savatier, *Op. cit., ibid.*; Levy (E.), *Op. cit., passim.*

porter une très lourde obligation (1). D'autre part, il ne risque plus, en cas de responsabilité, d'être ruiné, écrasé. Il peut envisager l'avenir avec la plus grande tranquillité d'esprit. Ces avantages sont si évidents qu'on s'en effraye dans certains milieux. On a peur que la sécurité et la tranquillité, créées par l'assurance, ne se traduisent par un accroissement des dommages, un relâchement dans la prudence. Nous verrons plus loin ce qu'il faut penser de cette critique; n'examinons ici que le côté positif de l'institution. L'assurance crée la sécurité et, ce qui est curieux, c'est que, comme le remarque si judicieusement M. Levy, elle la crée avec quelque chose d'aléatoire : « Ainsi, dit cet auteur, *les sécurités les plus grandes se trouvent dans les créances les plus lointaines, les plus conditionnelles, dans les contrats les plus aléatoires. L'homme met sa croyance dans l'avenir : contraste avec le régime de la possession* » (2). Avec l'assurance, on est en présence d'un droit nouveau fondé sur l'avenir, la confiance, la créance, alors que le droit de la responsabilité individuelle était celui du passé, de la possession, de l'obligation.

Quand on se place au point de vue de la victime, les avantages de la réparation sociale sont tout aussi frappants. Avec la réparation individuelle, on risque souvent de faire supporter à la victime une part plus ou moins grande du dommage causé injustement. Il suffit, pour que se réalise cette hypothèse, que l'auteur soit insolvable, ou insuffisamment solvable. Il ne s'agit pas là d'une hypothèse d'école, elle se rencontre malheu-

---

(1) Faguet (E.), *L'horreur des responsabilités, Etudes contemporaines*, Paris, 1911, p. 190; Hemard, *Op. cit.*, t. II, p. 654 et s.

(2) Levy (E.), *Op. cit.*, p. 73.

reusement assez fréquemment. Chacun peut être responsable; la plus petite imprudence peut entraîner un préjudice très étendu; comme la richesse n'est pas également répandue chez tous les individus, la victime risque, avec la solution individuelle, de n'être pas complètement désintéressée.

Toute solution individuelle a forcément un caractère aléatoire; le patrimoine d'un individu quelconque est quelque chose de trop étroit pour qu'on puisse fonder sur lui une solution certaine.

L'assurance offre, à cet égard, un avantage incontestable, car, avec elle, le tiers lésé ne se trouve plus en face d'un patrimoine unique, mais d'un ensemble de patrimoines. Bien entendu, la société d'assurance peut être insolvable, mais cela est exceptionnel, surtout lorsqu'on prend certaines mesures de contrôle, qu'on impose aux assureurs la constitution de réserves. La réassurance, en limitant les charges des sociétés, évite, de son côté, leur écrasement. Les mesures prises et les pratiques suivies sont peut-être encore insuffisantes ; mais il n'est pas interdit de penser à un contrôle plus sérieux, ou à une transformation possible de l'assurance susceptible d'accroître la sécurité des victimes. Avec la réparation sociale, on ne risque donc plus, ou on risque moins souvent, de se trouver en face de cette hypothèse lamentable : l'auteur étant insolvable, ou insuffisamment solvable, la victime est obligée de supporter personnellement un dommage que tout le monde s'est plu à reconnaître injuste.

Si l'on se place maintenant au point de vue social, on peut faire les remarques suivantes :

Tout d'abord, le système de la réparation sociale est plus souple, moins brutal, que celui de la répara-

tion individuelle; avec cette dernière solution, en effet, tout le préjudice pèse sur une personne : l'auteur. Avec l'assurance, la charge du préjudice est répartie sur la masse du corps social; on évite ainsi des écrasements, des ruines individuelles qui sont toujours regrettables socialement.

Non seulement l'assurance est une solution moins brutale que la responsabilité individuelle, mais elle est aussi d'une certaine valeur morale, elle développe ou rend plus consciente la solidarité des hommes. Nous savons parfaitement que les individus ne s'assurent pas par solidarité envers autrui, mais par intérêt personnel, et aussi par souci de prévoyance (1), ce qui est louable. Mais même s'il n'y avait que de l'intérêt personnel dans l'esprit de l'assuré, on devrait l'en féliciter puisqu'en s'assurant il a créé un peu plus de sécurité (2) et, par conséquent, augmenté le bien-être général. Le seul regret qu'on puisse avoir à ce sujet, c'est que l'assurance ne soit pas plus développée, et que, moyen de réaliser la solidarité, la prévoyance et la sécurité, elle serve d'instrument d'enrichissement à quelques-uns.

Si la socialisation de la réparation présente à divers points de vue un certain nombre d'avantages, elle n'est pas exempte d'inconvénients.

---

(1) HEMARD, *Op. cit.*, t. II, p. 654 et 663, 702 et s.

(2) Elle augmente la sécurité, puisqu'elle donne des garanties aux victimes, garanties que nous avons longuement étudiées dans notre première partie.

§ 2. **Inconvénients de la socialisation de la réparation.**

M. Savatier a fait, à la socialisation de la réparation réalisée par l'assurance responsabilité, plusieurs reproches (1).

L'éminent professeur de la Faculté de Droit de Poitiers a dit, tout d'abord, qu'elle créait, pour la collectivité, un poids massif dont elle ne profitait pas complètement. Selon cet auteur, un tiers seulement des primes versées servent à réparer les dommages; les deux autres tiers servent à payer les impôts, les frais généraux, les frais de concurrence, et toutes les autres charges des sociétés d'assurance. Il y a là, évidemment, quelque chose d'alarmant : la solidarité, la sécurité sont payées bien cher; trois fois trop cher. Mais la situation n'est pas sans issue, la critique n'est pas sans réplique, et M. Savatier, lui-même, reconnaît qu'on peut y répondre, qu'on peut envisager une meilleure répartition des charges, une socialisation moins onéreuse. Il suffirait, par exemple, de diminuer les impôts, ou encore d'obliger les diverses Compagnies d'assurance à fusionner pour éviter ou réduire les nombreux frais de concurrence et de personnel, ou enfin de se prononcer pour le monopole des assurances par l'Etat. Nous aurons l'occasion de montrer plus loin que ce système contribuerait largement à diminuer le coût de l'assurance; les tarifs de la Caisse des Dépôts et Consignations ne sont-ils pas, dès aujourd'hui, moins élevés que ceux de n'importe quelle Compagnie privée? Les Mutuelles ne pratiquent-elles pas l'assurance à meilleur marché que les Sociétés anonymes ?

---

(1) Savatier, *D. H.*, 1931, p. 9 et s.

M. Savatier fait un deuxième reproche à la socialisation de la responsabilité, telle qu'elle existe actuellement. Comme tout le monde ne s'assure pas ou ne s'assure pas suffisamment, il y a lieu à de fausses incidences, et la charge de la responsabilité ne pèse pas également sur tous les individus.

Là encore, le mal n'est pas grave; il s'atténuera avec la généralisation toujours plus grande de l'assurance; il disparaîtra même avec l'assurance obligatoire.

Aussi bien, ce n'est pas sur ce point, ni sur le précédent, que M. Savatier insiste. Pour lui, comme pour beaucoup d'auteurs, le principal inconvénient de la socialisation de la réparation, c'est qu'elle fait perdre le « sens de la responsabilité individuelle chez tous les assurés » (1), ce qui peut avoir de graves conséquences au point de vue de l'ordre public. L'assurance est une prime à la négligence, à l'imprudence; elle va amener une multiplication des dommages, des accidents.

Cette critique, que l'on retrouve partout, est très importante; comme elle vise plutôt la personne de l'auteur que l'assurance elle-même, nous nous réservons de lui faire la place qu'elle mérite en consacrant tout le chapitre suivant à l'irresponsabilité de l'assuré.

---

(1) Savatier, *Op. cit., ibid.*; Hemard, *Op. cit.*, t. II, p. 708 et s.

CHAPITRE II

L'IRRESPONSABILITÉ DE L'ASSURÉ

Etre responsable civilement ne signifie plus rien, lorsqu'on est assuré et lorsqu'on l'est suffisamment, puisque l'on n'est plus obligé personnellement (à moins que la police ne stipule la mise à la charge de l'assuré d'une certaine part ou proportion de la réparation) ; le vrai responsable, en entendant par responsabilité l'obligation de réparer, c'est l'assureur, puisque c'est lui, en définitive, qui supporte le passif de l'activité de son client. L'assurance, c'est l'irresponsabilité totale ou partielle de l'assuré. Que penser de cette irresponsabilité qui effraye tant de personnes? Plaçons-nous successivement au point de vue historique, puis au point de vue critique, au point de vue du jugement.

SECTION I

L'IRRESPONSABILITÉ DE L'ASSURÉ ENVISAGÉE AU POINT DE VUE HISTORIQUE

A celui qui examine l'évolution générale de la responsabilité civile, il semble que le système créé par l'assurance soit bien dans l'ordre des choses. Un bref retour en arrière permet de s'en rendre compte. A l'origine, cela est bien connu, celui qui avait causé un tort à autrui était responsable sur son propre corps, sur sa vie. La victime du dommage s'en prenait à l'auteur lui-même, se vengeait sur lui. Dans le très ancien droit romain, les créanciers se partageaient la dépouille de leur débiteur insolvable. Si la victime ne s'en prenait pas toujours au corps de celui qui lui avait causé un préjudice, elle s'en prenait à sa liberté : c'était l'esclavage. De toute façon, la responsabilité avait un caractère individuel très prononcé; c'était la responsabilité de la personne elle-même. Elle fut cruellement matérialisée par la célèbre loi du talion : « Œil pour œil, dent pour dent ». Cette responsabilité n'était, d'ailleurs, pas seulement corporelle, elle était encore, le plus souvent, objective; l'individu se vengeait, s'en prenait à l'auteur du dommage, qu'il fût coupable ou non. C'était le geste instinctif, « celui de l'enfant qui frappe l'objet qui l'a blessé » (1).

A la suite d'une longue évolution que nous ne voulons pas retracer ici, la responsabilité, grâce à l'adoucissement des mœurs, aux progrès de la civilisation, à

(1) COLIN et CAPITANT, *Cours élémentaire de Droit civil français, 5e édition*, t. II, p. 364.

l'organisation de sociétés moins barbares, la responsabilité, disons-nous, devint moins étroite, plus humaine ; l'auteur du dommage put racheter sa vie, son corps, sa liberté, en offrant à la victime un bien, d'abord, de l'argent ensuite. *On était passé de la responsabilité du corps de la personne à celle au patrimoine, envisagé dans sa réalité d'abord : les biens; dans sa valeur ensuite : l'argent* (1).

La responsabilité reste individuelle, puisque c'est l'auteur qui paie, qui rachète; mais elle est beaucoup plus douce, puisqu'elle n'entraîne plus la perte de la vie ou de la liberté. L'argent est le prix du sang.

Il est inutile d'insister sur le caractère, particulièrement humain, d'une telle solution; elle a réalisé un progrès social immense dont on ne se rend pas toujours bien compte. Notons, d'ailleurs, qu'en même temps qu'elle devenait plus douce, la responsabilité s'affinait. A la responsabilité objective, se substituait petit à petit la responsabilité subjective, limitée à la culpabilité de l'auteur. Par ce double progrès, on était passé de la vengeance à la peine privée. Dorénavant, l'auteur d'un dommage, lorsqu'il était coupable, devait payer une somme proportionnelle à sa faute. Avec la peine privée, on était plus près de l'amende pénale que de la responsabilité civile actuelle (2). L'évolution continua, l'idée de pénalité s'atténua et on arriva petit à petit au principe patrimonial de la réparation. C'est cette règle qu'a sanctionnée notre Code civil, et qui subsiste encore actuellement, en principe tout au moins.

Etre responsable, c'est être obligé, sur ses propres biens, sur son patrimoine particulier, de réparer le dommage causé à autrui. *La responsabilité n'est plus une*

---

(1) Levy, *Les fondements du droit*, Alcan, 1935, *passim*.
(2) Colin et Capitant, *Op. cit.*, p. 365.

responsabilité du corps de la liberté de la personne, c'est une responsabilité du patrimoine, de l'argent (1), puisque, comme l'a dit souvent et depuis si longtemps, notre maître, M. Emmanuel Levy (2), « celui qui n'a rien ne doit rien » et, par conséquent, est irresponsable. En passant du droit sur la personne au droit à la réparation, on est passé, affirme cet éminent auteur, « *de l'obligation à la créance, de la contrainte à la foi* » (3). Cette thèse, qui n'a pas eu toute l'attention qu'elle méritait (4), doit être reprise vigoureusement encore, car, aujourd'hui (avec les assurances), plus qu'autrefois (avec l'obligation personnelle), on est en présence d'une responsabilité de l'argent, d'une responsabilité du capital, du capital social.

Auparavant, en effet, la responsabilité civile étant individuelle, on pouvait, à la rigueur, soutenir, comme l'ont fait MM. Mazeaud, que c'était la personne et non le patrimoine qui était responsable (5), parce qu'on pouvait prétendre qu'à travers le patrimoine on visait et on atteignait l'auteur, le responsable. Mais aujourd'hui, il n'est plus guère possible de soutenir la même thèse. L'assurance permet de racheter la responsabilité patrimoniale personnelle de l'auteur. L'individu, qui s'était déjà libéré en rachetant sa liberté, son

---

1) Levy (E). *Op. cit.*, p. 148. « Obligation de payer, d'indemniser les victimes des dommages dont nous sommes jugés devoir répondre, le délit civil est la responsabilité de l'argent. »

(2) Levy (E.), L'exercice du droit collectif, notes sur les principes et la méthode juridique, *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1903, p. 95; Les fondements du droit, *passim*.

(3) Levy (E.), *Souvenirs, Revue générale des Assurances et des Responsabilités*, 1932, p. 1043.

(4) Voir cependant Sinzot, Proposition de loi relative à la responsabilité des propriétaires et conducteurs d'automobiles, *Rev. gén. des Ass. et des Respons.*, 1932, p. 1011 et s.

(5) Mazeaud, *Traité théorique et pratique de la Responsabilité civile délictuelle et contractuelle*, t. I, p. 297.

corps, par son patrimoine, se libère plus encore avec l'assurance, puisque, grâce au versement d'une prime, il rachète sa responsabilité individuelle, il évite l'obligation de réparer. La responsabilité a diminué d'un nouvel échelon, le mouvement d'irresponsabilité ou plutôt d'adoucissement de la responsabilité (car si l'assuré est libéré, il le paie) a franchi une nouvelle étape. A l'origine, la responsabilité pesait sur le corps, la vie, la liberté de l'auteur; aux époques modernes, elle ne pèse plus que sur son patrimoine; demain, elle reposera sur le corps social tout entier ou plutôt sur le capital social. On ne pourra plus, alors, parler de responsabilité de la personne, mais de responsabilité de l'argent; l'auteur n'est plus livré à la victime ; on lui donne de l'argent et cet argent n'est pas celui du reponsable, mais celui de la collectivité. *L'assurance, en socialisant la responsabilité, a réalisé une nouvelle étape de la libération des hommes.* Elle contribue à établir une loi sociale maintes fois rappelée et que l'on peut formuler de la manière suivante, en déformant légèrement une phrase célèbre d'Ihering : « *L'histoire de la responsabilité civile est une abolition constante* » ou encore, d'une manière plus générale, « l'histoire de l'obligation est une abolition constante », car la libération des hommes ne se manifeste pas seulement sur le plan de la responsabilité civile *(stricto sensu)*, mais sur le plan général de l'obligation.

« Dans les groupes humains primitifs, dit M. Levy, où le créancier pouvait s'emparer du débiteur si le débiteur n'exécutait pas, se le faire attribuer en propriété, où le contrat était un engagement par lequel les garants se promettaient eux-mêmes, si le débiteur ne se libérait, c'était la personne physique qui était obligée,

l'être en chair et en os. Mais à mesure que se développe le régime de la propriété individuelle, le débiteur engage, au lieu de sa personne, ses biens (meubles, fruits des immeubles, immeubles eux-mêmes). Puis le commerce fait considérer les biens sous l'aspect de leur valeur, sous l'aspect de l'argent; le créancier n'a plus un droit sur les choses mais sur leur prix » (1)... « aujourd'hui, si je suis obligé, ce n'est pas moi qui suis obligé, ce sont mes biens... ; le capitaliste a des droits, mais c'est le capital qui a les devoirs... c'est encore trop... il faut éviter cela, et on l'évite par tous les moyens... [et notamment] on met une partie de ses capitaux dans une société anonyme... on n'est pas tenu sur son patrimoine. Ainsi, de plus en plus, il y a d'un côté les capitalistes qui n'ont que des droits — qui sont des droit de créance, — et les capitaux de l'autre qui ont des devoirs. *C'est d'ailleurs une loi certaine que l'obligation de moins en moins nous oblige*. On a saisi d'abord l'homme, puis la propriété de ses biens, puis leur possession, puis leur valeur, et aujourd'hui il arrive qu'on ne saisit même plus ses biens, mais des biens sur lesquels il n'a que des droits de créance, mais des biens de société. Les sociétés sont là pour être obligées, pour que les individus ne soient pas obligés. *Les sociétés anonymes, les personnes morales ont les devoirs, les personnes humaines ont les droits* » (2).

La responsabilité, comme toute obligation, est donc une abolition constante; l'assurance, en socialisant la responsabilité, en libérant les individus, est dans l'ordre des choses. On l'a cependant vigoureusement critiquée au nom de la morale et de l'ordre public. Que faut-il en penser?

---

(1) Levy (E.), *Les fondements du droit*, p. 61.
(2) Levy (E.), *Op. cit.*, p. 38 et 39.

SECTION II

L'IRRESPONSABILITÉ DE L'AUTEUR AU POINT DE VUE CRITIQUE

L'irresponsabilité de l'auteur assuré a effrayé de bonne heure beaucoup de bons esprits; elle provoque encore aujourd'hui des jugements très sévères. Si l'assurance de la responsabilité a fini par s'implanter dans nos mœurs, ce ne fut pas sans difficultés et sans certaines limites. Nous allons le rappeler, en étudiant brièvement l'histoire de l'assurance responsabilité ; nous nous occuperons ensuite de sa valeur, et nous terminerons en évoquant le problème des fautes intentionnelles, qui fait dans notre droit l'objet d'une solution particulière.

§ 1. Historique de l'assurance responsabilité.

L'assurance de la responsabilité est aujourd'hui consacrée formellement par la loi du 13 juillet 1930. Il y avait déjà plus d'un siècle qu'elle fonctionnait, lorsque le législateur intervint. La loi du 13 juillet 1930, comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire, n'a fait qu'enregistrer ce que la pratique avait élaboré. Cette élaboration fut lente et complexe. Nous n'avons pas la prétention de la retracer tout entière, nous voulons seulement rappeler ici l'histoire du principe de

l'assurance responsabilité, et montrer à quels obstacles il s'est heurté, quelles difficultés il a rencontrées.

Pendant longtemps, les auteurs se sont opposés à toute assurance de responsabilité, au nom de la morale et de l'ordre public. Emerigon disait : « Il serait intolérable que l'assuré s'indemnisât sur autrui d'une perte dont il serait l'auteur » (1). Pothier, de son côté, affirmait : « Il est évident que je ne peux convenir avec quelqu'un qu'il se chargera des fautes que je commettrai, ce serait une convention qui inviterait *ad deliquendum* » (2). Pardessus, dans son cours de droit commercial, disait encore en 1821 : « Se faire garantir contre ses fautes aurait un caractère évidemment contraire à la morale », et plus loin : « Il serait contre toute justice que l'assuré s'indemnisât sur autrui d'une perte dont lui-même serait l'auteur. Aucune convention ne pourrait l'en garantir » (3).

Il faut dire qu'à ces époques, avant comme après la rédaction du Code civil, la responsabilité tout entière était fondée sur l'idée de faute; l'article 1384 lui-même était interprété comme une présomption de faute; on voyait encore dans la responsabilité civile, dans une certaine mesure, une idée pénale irréductible à toute assurance, à cause du principe de la personnalité des peines et du caractère moral du délit pénal (4).

---

(1) Emerigon, *Des assurances*, ch. XII, section 2.
(2) Pothier. *Contrat d'Assurance*, n° 64.
(3) Pardessus, *Cours de droit commercial*, t. III, n° 772.
(4) On sait qu'actuellement encore on ne peut pas s'assurer contre les sanctions pénales pécuniaires. Il y aurait, cependant, des difficultés pour les amendes fiscales, qui ont un caractère mixte à la fois civil et pénal (amendes prononcées pour contravention aux lois des douanes, contributions indirectes et octrois). L'amende n'est-elle pas destinée à réparer le préjudice subi par l'Administration? Celle-ci ne peut-elle pas transiger? Suivant que l'on considérera ces amendes comme des réparations civiles ou des peines, on se prononcera pour ou contre leur assurabilité. (V. Stefani, *L'Assurance des fautes, Thèse, Paris*, 1923, p. 217.)

Certains auteurs cependant, comme Persil (1), Fremery (2), Touillier (3), Alauzet (4) se prononçaient pour la validité de l'assurance des fautes, mais en matière d'assurance risques personnels, non en matière d'assurance responsabilité.

La jurisprudence, amenée à se prononcer sur la validité de l'assurance responsabilité, suivit d'abord la doctrine ; elle se prononça contre cette assurance. Cependant, le Tribunal de Commerce de la Seine la valida par deux jugements, l'un du 11 août 1841, l'autre du 26 octobre 1843. Le même Tribunal se décida en sens contraire, le 21 août 1844, en invoquant l'ordre public. Le 18 décembre 1844, il revenait à sa première opinion. On voit, par ce simple exemple, combien était extrême la confusion de la jurisprudence. Un appel du dernier jugement du Tribunal de Commerce de la Seine fut fait à la Cour d'appel de Paris qui, dans un arrêt bien connu du 1er juillet 1845 (5), se prononça pour la validité de l'assurance responsabilité, après une consultation célèbre rendue en ce sens par les jurisconsultes Pardessus, Duvergier, Chaix d'Est-Ange, de Vatimesnil, Paillet et Philippe Dupuis.

Après cette première consécration, de nombreuses juridictions se prononcèrent dans le même sens. La Cour de cassation, saisie le 15 mars 1876, valida à son tour l'assurance responsabilité, mais en la limitant, comme la plupart des Tribunaux de cette époque, à l'assurance des fautes légères « Attendu qu'il n'est pas

---

(1) Persil, *Traité des Assurances terrestres*, p. 24 et s.
(2) Fremery, *Etudes du Droit commercial*, p. 342.
(3) Touillier, *Droit civil français*, t. II, nos 65 et s.
(4) Alauzet, *Traité des Assurances terrestres*, n° 294.
(5) Paris, 1er juillet 1845; D., 1845, II, 126; S., 1845, II, 793; en note, les jugements du Trib. de Comm. de la Seine, des 11 août 1841, 26 octobre 1843; 21 août et 18 décembre 1844.

permis, au moyen d'un contrat d'assurance ou de tout autre pacte, de stipuler d'avance l'immunité de ses fautes lourdes, que l'ordre public s'oppose à la validité d'un tel pacte » (1).

L'assurance des fautes lourdes restait interdite, même en ce qui concerne les fautes des préposés (2).

Pour les fautes de ces derniers, une évolution ne tarda pas à se produire. La Cour de cassation, le 2 juin 1886, en valida l'assurance (3), et, après le vote de la loi du 9 avril 1898, des Compagnies acceptèrent d'assurer les fautes inexcusables elles-mêmes, c'est-à-dire des fautes de nature intentionnelle. Aujourd'hui, cette assurance est couramment pratiquée et ne soulève aucune difficulté.

Si l'assurance des fautes lourdes des préposés fut admise assez tôt, l'assurance des fautes lourdes, de l'assuré lui-même, resta longtemps interdite. Traditionnellement assimilée au dol, la faute lourde paraissait trop grave pour qu'on en pût autoriser l'assurance, sans danger pour l'ordre public. C'eût été, pour reprendre le mot de Pothier, inviter l'assuré « *ad deliquendum* ». MM. Colin et Capitant (4), au nom de l'ordre public; M. Ripert, au nom de la morale (5), approuvaient la jurisprudence qui la condamnait.

Le législateur de 1930 ne se laissa pas convaincre par de tels motifs; il se borna à interdire l'assurance de la faute intentionnelle, autorisant l'assurance de la faute

---

(1) Civ., 15 mars 1876; S., 1876, I, 337, et la note de Labbé; D., 1876, I, 449.

(2) Cas. civ., 18 avril 1882; S., 1882, I, 25.

(3) Cas. civ., 2 juin 1886; S., 1887, I, 369, note Labbé; D., 1886, I, 265; Req., 12 décembre 1893; D., 1894, I, 340; S., 1896, I, 91 (2e arrêt).

(4) Colin et Capitant, *Op. cit.*, p. 667.

(5) Ripert, *Op. cit.*, p. 230.

lourde. Encore faut-il remarquer que le législateur de 1930 n'interdit pas l'assurance de la faute intentionnelle du préposé. Le rappel des articles 12 et 13 de cette loi donne un tableau exact de l'état du droit actuel :

« Article 12. — Les pertes et les dommages occasionnés par des cas fortuits ou causés par la faute de l'assuré sont à la charge de l'assureur, sauf exclusion formelle et limitée contenue dans la police. Toutefois, l'assureur ne répond pas, nonobstant toute convention contraire, des pertes et dommages provenant d'une faute intentionnelle ou dolosive de l'assuré. » (1)

« Article 13. — L'assureur est garant des pertes et dommages causés par des personnes dont l'assuré est civilement responsable en vertu de l'article 1384 du Code civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes. »

Aujourd'hui, par conséquent, seule l'assurance des fautes intentionnelles personnelles à l'assuré demeure interdite. Toute autre faute, au contraire, toute autre responsabilité, est assurable ; la morale et l'ordre public n'ont pu empêcher la naissance et le développement de l'assurance responsabilité. Que faut-il en conclure? Tout simplement que la responsabilité n'est pas une question de morale ou de sanction, comme on le dit si souvent. C'est ce qu'il nous faut montrer, en étudiant la valeur respective, au point de vue de la morale ou de l'ordre public, des notions de responsabilité personnelle et d'assurance.

---

(1) Cet article s'applique à toute assurance, aussi bien à l'assurance réparation qu'à l'assurance responsabilité.

§ 2. L'irresponsabilité personnelle de l'auteur, la morale et l'ordre public.

Tout le monde s'incline par la force des choses devant l'assurance responsabilité; personne ne songe à en demander l'interdiction. Cependant, on pense, ou on laisse croire fréquemment dans l'opinion publique, aussi bien que dans la doctrine (1), que l'assurance n'est pas un progrès, que si des besoins de sécurité la justifient, au fond il serait plus conforme à la morale et à l'ordre public de charger le responsable, et lui seul, de la réparation du dommage qu'il a causé. La morale et l'ordre public imposent-ils la responsabilité personnelle de l'auteur du préjudice ? Nous savons bien que cette question est superflue, puisque l'assurance s'est implantée dans nos mœurs. Nous l'examinerons cependant pour deux raisons. La première, c'est que cette étude nous permettra de porter un jugement de valeur sur la responsabilité sociale, en la comparant avec la responsabilité individuelle. La deuxième, c'est que l'assurance responsabilité n'est, en réalité, qu'à ses débuts (elle n'a guère pris d'importance que depuis la fin du XIX^{e} siècle) ; elle peut, demain, être appelée à une utilisation à la fois générale et dirigée (assurance obligatoire) ; il est, par conséquent, nécessaire de dissiper toute équivoque. Observons, avant d'aller plus avant, que nous laissons de côté, ici, la question des fautes intentionnelles ; ce problème fera l'objet d'un alinéa particulier.

---

(1) Savatier, *Op. cit., ibid;* Ripert, *Op. cit.*, p. 187 et s.

Alinéa I. — La responsabilité, l'assurance et la morale

La morale impose-t-elle la responsabilité personnelle de l'auteur du dommage? On pourrait le croire, s'il était vrai, comme le dit M. Ripert, que « la responsabilité civile n'est que la détermination et la sanction légale de la responsabilité morale » (1), car, alors, la responsabilité civile se réduirait à un problème de conscience, et il est bien évident que les choses de la conscience doivent rester strictement personnelles. On ne peut pas reprocher une faute morale à un autre qu'à son auteur; une sanction ne peut être prise que contre le coupable.

Malheureusement, ou heureusement, comme l'on voudra, il n'est pas vrai de dire que la responsabilité civile n'est que l'expression et la sanction de la règle de morale élémentaire « *neminem lædere* » (2). La responsabilité civile diffère de la responsabilité morale à la fois dans son domaine, dans son but et son utilité (3).

A. **Les domaines respectifs de la responsabilité civile et de la responsabilité morale.** — Chacun sait bien aujourd'hui que l'on peut être responsable sans avoir commis de faute contre la morale. Cela semble évident lorsqu'il s'agit de responsabilité objective (4), mais, cela est encore vrai lorsque la responsabilité est basée

---

(1) Ripert, *Op. cit.*, p. 212.
(2) Ripert, *Op. cit.*, p. 188.
(3) Voir sur cette importante question : Joatton, *Essai critique sur la théorie générale de la responsabilité civile, Thèse, Lyon*, 1933, p. 50 et s.
(4) Puisqu'on est alors responsable pour son simple fait.

sur la faute, puisque, comme le faisait encore récemment remarquer M. J. Dabin, dans son livre sur la *Philosophie de l'ordre juridique positif*, la faute juridique comprend, non seulement « la faute morale, mais le geste involontaire et maladroit, ou l'omission non intentionnelle » (1); en un mot, la faute juridique s'étend à la simple erreur de conduite, même lorsqu'elle n'est pas répréhensible moralement.

M. Ripert n'a pas méconnu ces arguments; il a essayé de les réfuter.

En ce qui concerne la responsabilité pour simple erreur de conduite, l'éminent civiliste de la Faculté de Droit de Paris, a fait appel au raisonnement des canonistes (2) : « Sans doute, affirme-t-il, il y a des cas où la morale la plus stricte peut hésiter devant l'obligation de réparation; l'auteur du dommage semble avoir été le jouet du sort, et l'imputabilité ne pas exister. Mais alors, si cet homme ne s'estime pas lui-même coupable, il doit se fier au jugement des autres hommes, et quand le juge a prononcé, il a le devoir moral de s'acquitter » (3). Cette réponse ne nous atteint pas, car si M. Ripert soutient que la morale oblige à exécuter la sentence du juge, cela est d'ailleurs discutable (4), il ne dit pas que l'obligation de réparer naisse d'une infraction à la loi morale au jour du dommage.

M. Ripert n'a pas seulement essayé de rattacher

---

(1) Dabin (J.), *Philosophie de l'ordre juridique positif*, Paris, Sirey, 1929, p. 554.

(2) Fauconnet, *La Responsabilité, Thèse, Lettres, Paris*, 1920, et l'article de M. Parodi, dans la *Revue de Métaphysique et de Morale*, 1924, p. 49.

(3) Ripert, *Op. cit.*, p. 189 et 190.

(4) Nous estimons, en effet, que la morale ne commanderait pas d'exécuter une sentence inique comme on en rencontre fréquemment sous les régimes de dictature.

toute responsabilité à base de faute à la morale, il s'est efforcé d'en faire de même pour la responsabilité à base de risque, et le savant professeur de soutenir, en ce qui concerne cette dernière : « Ce n'est pas parce qu'il a causé le risque que l'auteur est tenu à réparation, c'est parce qu'il l'a causé injustement, ce qui ne veut pas dire contrairement au droit, mais contrairement à la justice » (1). A quoi on a fort bien répondu, à notre avis, qu'en raisonnant de la sorte, on arrivait à dire que l'individu était en tort d'acheter une automobile, d'ouvrir une usine, ou d'être propriétaire d'un immeuble.

A la vérité, les domaines des responsabilités civile et morale ne sont pas entièrement superposables, et si la responsabilité civile semble, dans certains cas, dépasser la notion de responsabilité morale, dans d'autres, au contraire, elle reste loin en arrière, puisqu'elle n'atteint que l'activité dommageable, alors que la responsabilité morale recouvre non seulement l'activité non dommageable, mais encore les simples intentions (2).

Même en admettant que la responsabilité civile ne soit que l'expression de la responsabilité morale, peut-on dire qu'elle en soit la sanction ? Nous ne le croyons pas.

B. **La responsabilité civile envisagée comme sanction de la responsabilité morale.** — Si la responsabilité civile était la sanction de la responsabilité morale, il serait de la plus élémentaire justice qu'il y eût, selon l'expression de Ihering, « équilibre entre la culpabilité et la

---

(1) RIPERT, *Op. cit.*, p. 212.

(2) COLIN et CAPITANT, *Op. cit.*, p. 388; TEISSEIRE, *Essai d'une théorie générale sur le fondement de la responsabilité, Thèse, Aix*, 1901.

réparation ». Or, cela est bien connu, dans notre droit moderne : l'auteur doit réparer intégralement le dommage causé à la victime ; que la faute soit lourde ou légère, intentionnelle ou inintentionnelle, réparation intégrale est due.

Nous savons bien qu'il existe des atténuations à ce principe, et notamment que la loi du 9 avril 1898, article 20, § 1^er^, se montre plus sévère pour les fautes lourdes et inexcusables que pour les fautes légères; qu'en cas de réciprocité ou de pluralité des fautes, on proportionne la responsabilité à la culpabilité; qu'enfin le juge se montre, en fait, plus ou moins sévère suivant que la faute est plus ou moins grave, en estimant d'une manière plus ou moins large le préjudice du tiers lésé mais il ne s'agit là que d'exceptions ou d'humanité extra-légale et le principe de l'intégralité de la réparation subsiste et constitue la règle. Or, il est impossible, avec une telle règle, de parler de sanction d'une faute morale : la sanction, pour être juste, doit être adéquate; comme la faute est susceptible de degrés infinis, la sanction doit se modeler à elle, doit être proportionnelle à la culpabilité.

M. Ripert n'a pas méconnu la force de cette argumentation et il y a répondu de la façon suivante : « En réalité, si l'étendue de l'obligation de réparation ne dépend pas de la gravité de la faute, c'est que toute faute oblige moralement à réparation intégrale » (1). Là encore, nous nous trouvons en désaccord avec l'éminent jurisconsulte de Paris.

Nous ne croyons pas, en effet, que la morale oblige dans tous les cas l'auteur à réparer intégralement le

---

(1) Ripert, *Op. cit.*, p. 228.

dommage qu'il a causé, car la morale recouvrirait alors trop d'injustices, et ce serait à désespérer d'elle.

La morale commande-t-elle de se montrer plus sévère envers celui qui a causé un grave préjudice, qu'envers celui qui en a causé un moindre, alors que la culpabilité des auteurs est identique, ou même, alors que la culpabilité du premier est inférieure à celle du second? Et c'est pourtant ce qu'on fait avec le principe de la réparation intégrale, puisque l'obligation de réparer varie avec le dommage, non avec la faute.

La morale commande-t-elle de ne prendre des sanctions que contre les personnes solvables? Et c'est pourtant ce qui arrive avec le système de la responsabilité civile, puisque l'insolvable se trouve libéré. « Qui n'a rien, n'est pas responsable », dit M. Levy.

La morale commande-t-elle de se montrer dur envers le faible et doux envers le fort ? Et c'est pourtant ce qu'on fait avec le principe de la réparation intégrale, puisque l'obligation de réparer n'est pas proportionnelle à la richesse, et qu'un même dommage peut écraser le pauvre et passer inaperçu pour le riche (1).

---

(1) A ceux qui viendraient nous dire qu'il en est de même en droit pénal avec les peines pécuniaires et que l'amende est lourde pour le pauvre et légère pour le riche, nous répondrons que cela n'est pas complètement exact, puisque l'amende n'a pas un caractère automatique comme le dommage, et, cela, pour les deux raisons suivantes : La première c'est que le juge a la liberté de fixer l'amende entre deux limites, l'une minima, l'autre maxima; la deuxième, et la plus importante, c'est que, comme le disent si bien MM. Garraud (*Précis de droit criminel*, 14e édition, Sirey, 1926, p. 389 et 390) : « Il faut observer, d'une part, que la déclaration de circonstances atténuantes, lorsqu'elle est possible, permet aux juges de réduire presque infiniment l'amende au-dessous de son minimum légal, et, d'autre part, que la loi prononce presque toujours en même temps que l'amende, la peine de l'emprisonnement, de sorte que les juges peuvent, par une combinaison intelligente et une application modérée de ces deux peines, atténuer l'inégalité de répression qui serait inhérente à l'amende fixe et isolée ».

La morale commande-t-elle, enfin, de mettre tout le préjudice à la charge de l'auteur, alors que tout le monde sait bien que, même en cas de faute (lorsqu'elle n'est pas intentionnelle), il y a une part de fatalité, de malchance, d'ignorance, d'inhabileté naturelle ? Et pourtant l'on ne tient pas compte de tous ces éléments puisque, non seulement toute faute entraîne réparation, mais encore la faute est appréciée *in abstracto*.

A la vérité, le système de la responsabilité individuelle, doublé de la réparation intégrale, est trop souvent injuste pour être commandé par la morale.

Il n'est pas juste en soi que l'auteur d'un dommage, fût-il même coupable, supporte tout le poids de ce dommage, quelle que soit la gravité de sa faute, pas plus qu'il n'est juste en soi que la victime ait cette charge lorsque l'auteur n'est pas responsable. Les rédacteurs du Code civil l'avaient bien compris quand, s'exprimant par la bouche de Bertrand de Greuille, ils disaient : « Lorsqu'un dommage a été commis par une faute de quelqu'un, si l'on met en balance l'intérêt de l'infortuné qui souffre avec celui de l'homme coupable ou imprudent qui l'a causé, un cri soudain de justice s'élève et répond que ce dommage doit être réparé par son auteur ». En d'autres termes, si l'on attribue à l'auteur la charge du préjudice causé lorsqu'il est en faute, ce n'est pas parce que cela est juste en soi, est moral, c'est parce qu'il est plus juste d'en décider ainsi que de laisser peser sur la victime un dommage qu'elle n'a rien fait pour mériter.

La responsabilité civile procède donc d'une idée de choix entre deux personnes, de justice relative. Mais cette idée de justice n'a rien à voir avec la morale

proprement dite, qui est, et reste une question de conscience (1).

La responsabilité civile et la responsabilité morale sont, en réalité, des notions profondément différentes; elles ont non seulement des domaines distincts, mais des buts propres. Alors que la responsabilité morale vise l'auteur de la faute, veut le punir pour le rendre meilleur et postule une sanction proportionnelle à la culpabilité, la responsabilité civile vise le tiers lésé, elle veut lui assurer une juste réparation du préjudice causé, elle s'attache à l'étendue de ce préjudice. Mais cette réparation, visée par la responsabilité, peut paraître juste en dehors de toute faute morale de l'auteur, limite à laquelle on s'est tenu pendant si longtemps. Des nécessités sociales déterminées peuvent, dans telle ou telle circonstance, faire apparaître comme juste la réparation d'un dommage, causé par une activité nullement répréhensible moralement; et, notamment, la réparation du dommage pour simple causalité matérielle (2).

La responsabilité civile, si elle s'est confondue pendant longtemps avec la responsabilité morale (au temps de la peine privée), en est aujourd'hui profondément différente, puisqu'elle peut exister, et existe en dehors d'une faute morale, et qu'elle n'a pas pour but de punir l'auteur, mais de réparer le préjudice injustement causé à la victime. Il n'y a, dès lors, au point de vue moral, aucune bonne raison pour faire supporter par l'auteur seul le poids de la réparation; on peut très bien conce-

---

(1) Ripert, *Op. cit.*, p. 5 : « Et je n'entends pas, par loi morale, je ne sais quel vague idéal de justice, mais cette loi bien précise qui régit les Sociétés occidentales modernes et qui est respectée parce qu'elle est imposée par la foi, la raison, la conscience, ou tout simplement suivie par l'habitude ou par respect humain ».

(2) Joatton, *Op. cit.*, p. 40; Ripert, *Op. cit.*, p. 211 et 212.

voir la réparation sociale, et M. Ripert, lui-même, l'admet en dehors des fautes lourdes et intentionnelles, toutefois (1).

Si la morale n'exige pas la responsabilité civile personnelle, l'ordre public l'exige-t-il ?

Alinéa II. — L'ordre public, la responsabilité civile et l'assurance

Si l'on n'invoque plus guère la morale contre l'assurance, on invoque, au contraire, assez fréquemment l'ordre public. Cet argument, il faut le reconnaître, a plus de valeur, plus de poids.

Si l'on permet à l'individu de se garantir contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité en en faisant supporter les charges par le corps social, on va finir, comme le disent MM. Colin et Capitant, « *par relâcher à l'excès le ressort de la prudence humaine* » (2). Chacun, sachant que « l'assurance paiera », sera de moins en moins prudent, non pas toujours par mauvaise foi, mais par tendance naturelle (3). Autoriser l'assurance, c'est, comme le dit Pothier, inviter « *ad deliquendum* ». L'assurance va conduire à une multiplication des dommages; elle va amener un relâchement dans la conduite des hommes; elle est contraire à l'ordre public.

La responsabilité civile personnelle est, à l'opposé, propre à maintenir l'ordre, à assurer une certaine moralité dans les rapports des hommes. « Avant de répartir

---

(1) Ripert, *Op. cit.*, p. 230.
(2) Colin et Capitant, *Op. cit.*, p. 667.
(3) Savatier, *Op. cit.*, *ibid.*

des biens et des indemnités, dit M. Esmein, si l'on veut autre chose que l'égalité dans la misère, il faut produire et épargner. Ce n'est possible que dans l'ordre. L'ordre stipule des sanctions, donc la responsabilité » (1). La responsabilité civile personnelle est la sanction naturelle de l'activité humaine; elle incite les hommes à se bien conduire, à être diligents, sous peine d'être obligés à réparer les dommages causés par leur conduite imprudente. La perspective de la responsabilité personnelle incite à la sagesse.

Il y a, cela est incontestable, une bonne part de vérité dans cette manière de raisonner; mais il ne faut rien exagérer, car, d'un côté, la responsabilité civile n'a pas toujours l'efficacité qu'on lui prête, et, de l'autre, l'ordre public ne se trouve pas fatalement troublé par le développement de l'assurance, puisqu'il existe des moyens propres à le sauvegarder.

A. **L'efficacité de la responsabilité civile personnelle n'est que relative,** et cela pour plusieurs raisons. — La responsabilité civile personnelle n'a jamais empêché complètement les individus de porter injustement préjudice à autrui. Il y a toujours eu des imprudents; il y a toujours eu des activités coupables. Entre le système de la responsabilité personnelle et celui de la responsabilité collective, il n'y aurait qu'une différence de degré dans le nombre des dommages. Mais cette différence ne serait pas bien grande, la responsabilité individuelle n'étant pas aussi propre qu'on veut bien le croire, à inciter à la prudence.

---

(1) Esmein, La cause étrangère et la théorie du risque dans la responsabilité civile, *D. H.*, 1934, chronique, p. 53; v. également Esmein, La faute de la victime exclut-elle la présomption de responsabilité ? *Rev. gén. Ass. terr.*, 1934, p. 985, et particulièrement p. 996.

Elle ne peut avoir cet avantage que lorsqu'elle est basée sur la faute : toutes les fois, au contraire, qu'elle est fondée sur le simple fait, sur le risque, ce qui arrive de plus en plus fréquemment, l'argument ne vaut rien. Qu'il soit prudent, ou non, l'individu, tenu en raison de son simple fait, est responsable; il n'a pas avantage, intérêt, à être prudent ou diligent. L'efficacité de la responsabilité civile au point de vue de l'ordre public, diminue à mesure que son fondement s'élargit. Cela est si vrai que ceux, qui parlent de la responsabilité sanction de l'activité, la limitent à la faute. Selon M. Esmein, la véritable responsabilité est la responsabilité subjective fondée sur la conduite des hommes (1). En dehors de la faute, ce n'est plus de la responsabilité, mais de la garantie, de l'assurance. Cette doctrine n'est pas partagée par tout le monde, et M. le doyen Josserand la dénonçait vigoureusement dans un article récent (2). Pour lui, la responsabilité ne se limite pas à la culpabilité; on est responsable toutes les fois qu'on est obligé de réparer. L'éminent civiliste va même plus loin et affirme qu'on est responsable, au sens large et humain du mot, toutes les fois qu'on est obligé de supporter un dommage (3). La victime est responsable lorsque l'auteur ne l'est pas.

Nous ne voulons pas, ici, reprendre les discussions

---

(1) Esmein, *Op. cit., ibid* : Pour cet auteur, avec le risque il n'y a pas responsabilité, mais simplement obligation de garantie : la responsabilité n'existe qu'en cas de faute. « Pour M. Josserand, dit M. Esmein, la distinction entre la responsabilité civile et l'obligation de garantir un risque est sans portée. Pour nous, elle est capitale... Que ces deux notions soient mêlées, nous ne le nions pas... cela n'empêche pas qu'étant distinctes il y aurait intérêt à les distinguer et que les mêler est une source de confusion... (*D. H.*, 1934, chronique, p. 54.)

(2) Josserand, La responsabilité envers soi-même, *D. H.*, 1934, chronique, p. 73.

(3) Josserand, *Cours de Droit civil français*, t. II, p. 215.

soulevées par ces questions épineuses, cela dépasserait le cadre de notre sujet; nous nous bornerons à constater que, dès qu'on oblige l'individu à réparer personnellement le dommage causé par son fait, et non plus seulement le dommage causé par sa faute, l'efficacité de l'obligation personnelle, au point de vue de l'ordre public, s'estompe.

D'ailleurs, même quand on reste dans le cadre de la faute, cette efficacité n'est pas si grande qu'on veut bien le dire. Il faut remarquer, en effet, qu'avec le système de la réparation intégrale, l'individu n'est guère encouragé à se conduire diligemment, puisque sa prudence n'est pas appréciée à sa juste mesure, c'est-à-dire en fonction de sa conduite. D'autre part, il faut avouer que la responsabilité civile n'a rien pour effrayer l'insolvable, et on a souvent remarqué que c'était justement ceux qui étaient sûrs de leur insolvabilité, qui se montraient les plus imprudents. Enfin, il y a dans chaque dommage, ou plutôt dans chaque activité coupable, une part de fatalité. Les individus n'ont pas toujours la pleine et entière conscience de leurs actes : ils ne sont pas capables, à de rares exceptions près, de maintenir d'une manière continue leur conscience en éveil (1). Les hommes, les plus prudents, peuvent avoir un moment de distraction; cela est humain et normal; nul ne peut se vanter de ne jamais causer de tort à autrui; nul ne peut se vanter de penser toujours à sa responsabilité future, et la fatalité veut souvent que le moment de distraction soit celui de l'accident.

Il ne faut donc pas se laisser éblouir trop facilement par les mérites de la responsabilité personnelle; ils ne

---

(1) A.-P. DE MOUMONDE, L'assurance des risques de placement, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1931, p. 693.

sont pas aussi grands qu'on le dit bien souvent. La perspective d'une responsabilité civile peut, certes, inciter à la prudence; mais elle est loin d'être pleinement efficace. L'irresponsabilité, créée par l'assurance, est-elle de son côté aussi nuisible qu'on l'affirme? Est-il exact qu'elle entraîne un relâchement dans les bonnes habitudes des hommes ? Est-il vrai qu'elle amène une multiplication des dommages ?

B. **L'ordre public et l'assurance.** — On cite souvent comme exemple du caractère nocif de l'assurance, les résultats désastreux de l'assurance obligatoire des automobilistes dans l'Etat de Massachussets. Ceci n'est pas probant, car, dans d'autres Etats, on ne fait pas les mêmes constatations avec des systèmes d'assurance analogues (1).

Il ne semble pas, notamment, qu'en France, après le vote de la loi du 9 avril 1898, qui, en fait, oblige les patrons à s'assurer, une multiplication des dommages s'en soit suivie, ou que l'imprudence des patrons et entrepreneurs se soit accrue. Il n'est pas non plus démontré que la pratique de l'assurance responsabilité, aujourd'hui si développée en matière incendie, ait amené une multiplication des dommages par le feu.

En réalité, et pour parler d'une manière plus générale, il existe en dehors de la responsabilité civile personnelle, des obstacles naturels ou artificiels à la multiplication des dommages, à un relâchement des bonnes habitudes des hommes en cas de responsabilité sociale.

On a dit avec beaucoup de raison que l'assurance ne changerait pas la nature des individus, et que ceux

---

(1) Voir CASSIN, *L'assurance obligatoire des automobiles, Thèse, Paris,* 1932, *passim;* GOBERVILLE, *L'assurance obligatoire et la responsabilité des automobilistes, Thèse, Montpellier,* 1934, p. 52.

qui sont prudents le demeureraient dans une grande mesure, ou bien alors ce serait à désespérer de l'humanité (1).

D'autre part, partout où l'imprudence, la négligence, le défaut de diligence peuvent nuire à la vie ou à la santé de l'assuré lui-même, il est bien certain qu'il n'y aura pas de relâchement excessif du ressort de la prudence humaine. En matière d'accidents d'automobiles, par exemple, le conducteur, bien qu'assuré, a avantage à être diligent, s'il ne veut pas risquer sa vie ou sa santé.

Enfin, en matière de responsabilité professionnelle, l'assurance n'est pas non plus de nature à nuire au public. Le médecin, ou le notaire, assurés, ont intérêt, s'ils veulent garder leur clientèle, à exercer leur profession avec circonspection; ceci peut s'appliquer à toutes les professions.

A côté de ces obstacles naturels aux mauvais instincts des hommes, il en existe d'autres à caractère plutôt artificiel, technique. Ceux-ci sont de trois sortes: les uns d'ordre préventif, les autres d'ordre répressif, les derniers, enfin, particuliers à l'assurance responsabilité.

On peut tout d'abord chercher à limiter le nombre des dommages, en limitant la liberté de ceux qui ont coutume de les causer; en régularisant leur activité, afin de diminuer le champ possible de leur imprudence. Pour arriver à ce résultat, il faut adopter des méthodes qui varient avec l'activité visée.

En matière d'accidents du travail, par exemple, l'établissement d'un contrôle des conditions de travail des

---

(1) Hémard, *Op. cit.*, t. II, p. 708 et s.

ouvriers a donné des résultats satisfaisants. Ce contrôle de sécurité est effectué, soit par des fonctionnaires de l'Etat (inspecteurs et inspectrices du Travail), soit par des délégués ouvriers (délégués à la sécurité dans les Mines). Remarquons, à ce propos, qu'aux Etats-Unis, en Angleterre, en Allemagne, au Japon et en Italie, des industriels et des Compagnies d'assurance se sont associés pour faire des recherches, des études, pour organiser l'éducation des ouvriers et encourager les entrepreneurs à utiliser certains dispositifs de sécurité (1).

Dans le domaine de la circulation, une sévérité plus grande dans la délivrance des permis de conduire en matière automobile, une réglementation plus étroite de la circulation, une signalisation plus complète des routes, ont permis, ou permettraient, suivant les pays, une diminution du nombre des accidents (2), ou tout au moins ont limité ou limiteront leur augmentation.

Dans les professions libérales, on peut concevoir un contrôle professionnel. Signalons, à ce sujet, la loi récente intervenue dans le domaine notarial, qui oblige les Chambres des notaires à supporter le remboursement aux clients, de tous dépôts reçus par un de leurs membres devenu insolvable. Une telle charge va amener lesdites Chambres à une surveillance plus

---

(1) Le B. I. T. publie un recueil périodique intitulé : « Chronique de la Sécurité industrielle ».

(2) A ce propos, il convient de rappeler l'effort considérable qui a été fait pour réglementer, organiser la circulation routière, par l'établissement d'un Code de la route. Cet effort est insuffisant et de nombreux projets de loi sont déposés pour le compléter et diminuer ainsi, autant que faire se peut, le nombre des accidents, ou la gravité de ceux-ci (projets sur l'éclairage, les glaces de sécurité, imposées en Angleterre par une loi du 20 janvier 1931, enregistreurs de vitesse... Voir, pour plus de détails, la thèse précitée de M. Goberville, *passim*).

étroite des personnes qui les composent (loi du 26 janvier 1934) (1).

A côté de ces mesures d'ordre préventif, il existe des mesures d'ordre répressif, ce sont les sanctions pénales. Bien que nous soyons ici en dehors du domaine des fautes intentionnelles, il y a de nombreuses sanctions pénales : ce sont les articles 319 et 320 du Code pénal en cas d'homicide ou de blessure par imprudence, l'article 458 en cas d'incendie involontaire; les très nombreuses contraventions, et notamment les contraventions en matière de circulation; les amendes à caractère professionnel ou disciplinaire visant les avoués, notaires, huissiers... Il faut reconnaître que les sanctions pénales sont loin de s'étendre à toute responsabilité civile, qu'elles sont limitées à des chapitres particuliers de l'activité dommageable. C'est pourquoi les assureurs ont recouru, le plus souvent, à des moyens spéciaux pour éviter ou limiter l'imprudence et la négligence de leurs clients.

Ces moyens sont de plusieurs sortes; comme nous les retrouverons plus loin, nous allons ici nous contenter de les énumérer : C'est d'abord la mise à la charge de l'assuré d'une part proportionnelle ou fixe de la réparation (système des franchises) (2) ; c'est ensuite l'augmentation de la prime, en cas d'imprudence manifeste, ou la participation aux bénéfices, en cas de diligence; c'est, enfin, le refus pour la Compagnie d'assurer telle personne dont l'insouciance ou la malignité est notoire.

---

(1) *Journal Officiel*, 27 janvier 1934.

(2) Le système de la franchise proportionnelle est très pratiqué en matière d'assurance de responsabilité professionnelle.

Nous voyons, par cette courte énumération, qu'il ne faut rien exagérer, lorsqu'on dit, comme on le fait souvent, que l'assurance est contraire à l'ordre public et amène une multiplication des dommages. L'assurance, cela est certain, risque de détendre quelque peu « le ressort de la prudence humaine », ressort que la responsabilité civile individuelle, maintenait plus ou moins comprimé; mais cela n'est pas toujours vrai et, quand cela est exact, le mal est limité, car il existe, comme nous l'avons vu, des moyens, nombreux et divers, susceptibles de faire observer à l'homme, aujourd'hui comme autrefois, les règles d'une élémentaire prudence. Il serait aussi faux de soutenir que l'assurance est toujours une prime à la négligence, que de dire que la responsabilité civile personnelle est un gage certain de diligence. Comme l'assurance tend, dans une certaine mesure, d'une part, à amener l'insouciance, et, d'autre part, à supplanter petit à petit la responsabilité civile individuelle, il faudra s'efforcer, si l'on s'aperçoit que l'insouciance se développe dans les esprits, de renforcer, de généraliser les règles et pratiques qui mettent obstacle à ce développement, et que nous avons rappelées ci-dessus; d'en créer de nouvelles s'il le faut (1). De cette façon, on pourra envisager sans crainte, en pleine sérénité, une généralisation plus complète de l'assurance, et peut-être même son extension aux fautes intentionnelles, à l'étude desquelles nous sommes arrivés.

---

(1) Nous consacrerons, à la fin du II[e] titre, un chapitre spécial à cette étude.

§ 3. **L'assurance des fautes intentionnelles.**

Si la loi du 13 juillet 1930 a consacré l'assurance de la responsabilité, elle ne l'a pas fait d'une manière absolue; elle a exclu formellement de l'assurance les dommages causés par faute intentionnelle. A la vérité, la loi n'a pas interdit toute assurance de faute intentionnelle, puisque, selon l'article 13, on peut s'assurer contre les fautes des personnes dont on est civilement responsable, « quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes »; mais elle a interdit l'assurance des fautes intentionnelles de l'assuré lui-même. Par contre, cette loi autorise l'assurance des fautes lourdes, et rompt, par conséquent, avec la tradition, plus ou moins justifiée, de l'assimilation de la faute lourde au dol.

Le législateur, en interdisant l'assurance des fautes intentionnelles, a consacré l'opinion qu'on se fait généralement sur l'assurance de telles fautes. Chacun entend la condamner. Cette condamnation est-elle justifiée?

A. **Arguments qu'on fait valoir contre l'assurance des fautes intentionnelles.**

1. *Argument d'ordre technique.* — Les auteurs qui ont traité de l'assurance, comme MM. Alauzet (1), Hemard (2), Sumien (3), et les personnes qui se sont spécialement occupées de l'assurance des fautes, comme M. Stéfani, s'entendent tous pour affirmer que l'assurance des fautes intentionnelles est impossible au strict

---

(1) Alauzet, *Traité des Assurances terrestres*, n^{os} 295 et s.
(2) Hémard, *Op. cit.*, t. I, p. 76 et s.
(3) Sumien, *Traité théorique et pratique des Assurances terrestres*, 3^{e} édition, p. 10 et s.

point de vue de la technique, parce que le risque, pour être assurable, ne peut pas dépendre de la seule volonté de l'assuré; et qu'avec la faute intentionnelle, l'obligation de l'assureur dépend de la seule volonté de son client.

Tel est le raisonnement que l'on retrouve partout. Il n'est pas au-dessus de toute critique; il n'est pas sans faiblesse.

Il est très difficile de savoir quels sont les risques qui dépendent de la seule volonté de l'assuré; les nombreuses discussions qu'a suscitées l'assurabilité (si l'on veut bien nous permettre ce néologisme) de la faute lourde sont là pour le prouver; les uns l'assimilaient à la faute intentionnelle, suivant ainsi la tradition, et se prononçaient contre son assurabilité; les autres l'assimilaient à la faute ordinaire et se décidaient en sens contraire; c'est la thèse de ces derniers qui a triomphé dans la loi du 13 juillet 1930.

D'ailleurs, peut-on dire que le dol, la faute intentionnelle, soient sous la seule dépendance de la volonté des parties : c'est peut-être vrai au strict point de vue individuel, et encore, nous le discuterons, mais cela l'est sûrement moins, dès que l'on se place au point de vue social, puisque l'étude des statistiques nous montre que, lorsqu'on considère un très grand nombre d'hommes (comme on le fait pour l'assurance), les événements les plus volontaires au point de vue individuel, les crimes, délits, suicides, mariages..., obéissent à des lois, se reproduisent avec régularité et fixité, si bien qu'on a pu dire qu'il y avait un taux des crimes, des suicides (1), des mariages, dans une société donnée, à

---

(1) DURKHEIM, *Le Suicide*, Alcan, 1897, et P. JANET, *Précis de philosophie*, p. 161.

une époque donnée; ces taux ne varieraient que légèrement et lentement dans le temps. Des statistiques appropriées montreraient certainement qu'il y a un taux des dols et fautes intentionnelles. L'assurance des fautes intentionnelles des préposés n'est-elle pas construite sur la loi des grands nombres? Il ne faut donc rien exagérer et soutenir que la faute intentionnelle n'est pas assurable parce qu'elle suppose exclusivement la volonté de l'assuré. Sans se montrer fataliste, on peut affirmer que c'est inexact, au point de vue social tout au moins.

Malheureusement, il s'agit ici de se placer au point de vue individuel, puisque, comme le dit M. Stéfani, « le dol doit être envisagé dans les rapports de l'assureur et de l'assuré »; l'assurance de la faute intentionnelle est impossible parce que, dans notre droit, tout contrat sous condition purement potestative est nul : il ne fait pas de doute que la faute intentionnelle puisse être assimilée à une condition purement potestative. Au contraire, la faute simple ne peut être assimilée qu'à une condition simplement potestative puisque « elle échappe, pour une part au moins, à la volonté de l'assuré », puisque « elle est subordonnée à des événements dont il n'est pas le maître » (1) comme les imperfections de sa nature, les mauvaises habitudes, l'éducation, les circonstances du milieu (2) ; le contrat, basé sur une condition simplement potestative, étant valable, l'assurance de la faute simple est donc possible.

Bien que ce raisonnement ait une certaine force, il n'est pas complètement convaincant puisque toute

---

(1) Hémard, *Op. cit.*, t. I, n° 44.

(2) Stefani, *De l'assurance des fautes, Thèse, Paris*, 1923, p. 174 et s.

condition purement potestative n'est pas interdite (1) et qu'il s'agirait justement de savoir si, en matière de fautes intentionnelles, on n'aurait pas avantage à faire une exception à cette règle, étant donné que le bénéfice de l'assurance ne doit pas aller à celui qui commet le dol, mais à un tiers, la victime. Nous verrons plus loin qu'il y a de sérieux motifs pour se prononcer en faveur de l'assurance des fautes intentionnelles.

2. *L'assurance des fautes intentionnelles, la morale et l'ordre public.* — Avec les fautes intentionnelles, nous sommes, cela est incontestable, en présence de fautes morales particulièrement graves; n'y aurait-il pas une certaine immoralité à en permettre l'assurance, c'est-à-dire à en faire supporter les conséquences pécuniaires à d'autres qu'à leur auteur? Celui-ci a voulu tel préjudice, il est moral et juste qu'il le répare. « On ne saurait, dit M. Ripert, acquérir à l'avance, par aucun sacrifice pécuniaire, le droit de mal agir » (2). Permettre l'assurance des fautes intentionnelles, c'est inviter à commettre des délits. L'assurance des fautes intentionnelles serait donc plus que toute autre assurance de responsabilité, à la fois immorale et contraire à l'ordre public (3).

Ceci n'est vrai qu'en apparence, car en matière de fautes intentionnelles, plus qu'en tout autre domaine, le droit pénal entre en jeu. Si tous les quasi-délits civils ne sont pas réprimés pénalement, la plupart des fautes

---

(1) Colin et Capitant, *Op. cit.*, t. II, p. 160. D'après ces auteurs, l'obligation est valable si « la condition purement potestative dépend, non pas de la volonté du débiteur, mais de celle du créancier... ; en second lieu, la condition, même purement potestative de la part du débiteur, n'annule pas non plus la convention lorsqu'elle est résolutoire... C'est ainsi que les donations entre époux sont révocables au gré du donateur ».

(2) Ripert, *Op. cit.*, p. 230.

(3) Hémard, *Op. cit.*, t. II, p. 658.

intentionnelles le sont. Le Code pénal, où de nombreuses lois particulières interviennent toujours ou presque toujours en cas de dommages causés intentionnellement, et ceci qu'il s'agisse de dommages causés aux particuliers, c'est-à-dire aux personnes dans leurs corps (Titre II, Ch. I^er^, du Code pénal), ou qu'il s'agisse de dommages causés aux choses, c'est-à-dire aux personnes dans leurs biens (Titre II, Ch. II, du Code pénal).

La sanction pénale ne suffit-elle pas pour donner satisfaction à la morale et à l'ordre public ? Nous avons tendance à le croire.

S'agit-il d'ordre public, nous sommes persuadés qu'une personne, bien qu'assurée pour les dommages qu'elle peut causer par ses fautes intentionnelles, hésitera, avant d'agir, par la seule perspective de sa responsabilité pénale; les sanctions pénales, en cas de fautes intentionnelles, sont tellement graves qu'elles décourageront toute personne douée d'un esprit normal. Bien entendu, elles ne feront pas hésiter cette minorité d'individus dont la conscience est déformée; mais quel procédé empêchera les crimes et les délits ? Aucun, puisque la peine de mort n'évite pas les meurtres.

La responsabilité civile personnelle, pas plus que le droit pénal, n'empêchent certains d'être méchants ; l'assurance responsabilité, en couvrant les fautes intentionnelles, n'amènerait pas fatalement une multiplication des dommages; on pourrait peut-être soutenir, avec quelque apparence de raison, qu'elle découragerait, dans une certaine mesure, la malice des hommes. Les individus auront moins intérêt à causer intentionnellement des dommages à leurs semblables, lorsqu'ils seront sûrs que ces dommages seront réparés par l'assurance.

Ce raisonnement n'a évidemment pleine valeur qu'en ce qui concerne les préjudices aux biens, non en ce qui concerne les atteintes aux personnes; car si l'argent compense la perte de la vie (pour les héritiers) ou de la santé, il ne les restitue pas. Nous ne croyons donc pas que l'ordre public souffre beaucoup de l'assurance des fautes intentionnelles, les sanctions pénales suffisant pour assurer le maintien de cet ordre.

Quant à la morale, elle est aussi, croyons-nous, satisfaite par ces sanctions. La peine est faite pour punir l'auteur; elle est proportionnelle à sa culpabilité; lorsqu'elle est attribuée, que peut-on exiger de plus du coupable ? La faute n'est-elle pas suffisamment punie? Certains le croient. Ils soutiennent que la faute de l'auteur est tellement grave qu'il faut encore lui faire supporter le dommage qu'il a intentionnellement causé. Nous ne sommes pas de cet avis, car ou bien la sanction pénale est suffisante, et alors la responsabilité civile personnelle obligatoire est injustifiée; ou bien la sanction pénale est trop douce, et alors il faut l'aggraver. On ne doit pas dire que le maintien de la responsabilité civile est nécessaire pour remédier à cette insuffisance du droit pénal, car la responsabilité civile, c'est l'obligation de réparer, c'est-à-dire le non-équilibre de la culpabilité et de la réparation.

Rendre obligatoire la responsabilité pécuniaire personnelle, sous prétexte de sanction, c'est, d'une part, faire œuvre d'injustice, puisque c'est instituer une sanction indépendante de la culpabilité; c'est, d'autre part, retomber dans la confusion de la responsabilité morale, qui vise l'auteur, et veut son amélioration, avec la responsabilité civile, qui vise la victime, et veut la réparation du dommage causé. Si la sanction pénale est

insuffisante, la morale exige bien plus une aggravation de celle-ci que la mise à la charge de l'auteur de l'intégralité de la réparation.

En faveur de la responsabilité personnelle, on peut invoquer un dernier argument. On peut dire que si on permet l'assurance des fautes intentionnelles, on devra craindre des collusions frauduleuses et immorales entre l'assuré et un tiers. Nous répondrons que ce n'est pas l'interdiction de l'assurance des fautes intentionnelles qui empêchera de telles tractations. Il faudrait, pour les faire disparaître, interdire toute assurance; nul ne voudrait se résoudre à une solution si grave et radicale, pour un mal aussi bénin; nous disons aussi bénin, parce que nous pensons qu'il se limitera, comme toutes les infractions, à une minorité d'individus peu recommandables.

En résumé, il n'y avait pas de raisons suffisamment graves pour interdire l'assurance des fautes intentionnelles, et ceci, soit qu'on se place au point de vue technique, soit qu'on se place au point de vue de la morale et de l'ordre public. Nous allons montrer qu'on aurait eu tout avantage à admettre la solution contraire.

B. **Arguments en faveur de l'assurance des fautes intentionnelles.** — La solution admise par le législateur de 1930, c'est-à-dire l'interdiction de l'assurance des fautes intentionnelles, est à la fois illogique, et contraire à la sécurité des tiers.

Il est illogique, en effet, que la victime soit d'autant moins protégée que le dommage qui l'atteint est plus injuste; c'est pourtant ce qui arrive avec le jeu de l'article 12 de la loi du 13 juillet 1930.

Lorsque le préjudice est dû à la seule mauvaise foi de l'auteur, il a un caractère particulièrement révoltant. Plus qu'un autre, il mérite réparation.

Or, la loi, en interdisant l'assurance des fautes intentionnelles, rend cette réparation plus difficile, plus incertaine, de sorte que, plus le dommage mérite réparation, plus cette réparation est aléatoire. Cette solution législative est d'autant plus critiquable que, comme on l'a remarqué bien des fois, ce sont ceux, qui se savent insolvables qui, le plus fréquemment, commettent des dommages de cette espèce. La victime va donc le plus souvent se trouver désarmée, lorsque au contraire elle aurait dû être particulièrement protégée.

Cet illogisme est d'autant plus choquant qu'il aurait pu facilement être évité : il eût suffi d'obliger l'assureur à réparer, même en cas de dol, quitte à lui permettre, dans cette hypothèse, de recourir pour le tout contre l'auteur du dommage. De cette façon, l'intérêt des tiers eût été sauf, la morale et l'ordre public satisfaits, puisque pour certains, dont nous ne sommes pas, la morale et l'ordre public exigent, en cas de dol, la responsabilité civile personnelle de l'auteur du dol.

Cette solution aurait eu, dit-on, un inconvénient : celui de mettre l'insolvabilité de l'auteur à la charge de l'assureur. On ne peut, évidemment, guère le contester, mais, comme les dommages intentionnels sont peu nombreux, et comme ils le seraient peut-être moins encore si leur réparation était assurée, il serait relativement aisé de faire supporter cette insolvabilité par la masse des assurés, quitte à sévir plus sévèrement au point de vue pénal contre leurs auteurs.

La solution, adoptée par le législateur en 1930, n'est donc, à notre avis, aucunement justifiée; elle n'est ni

logique ni conforme à la sécurité des tiers. Elle n'est nécessaire ni pour la morale ni pour l'ordre public.

Nous croyons que si elle a été si facilement adoptée, c'est parce qu'il y a eu, dans l'esprit du législateur, une confusion; il ne faut pas oublier, en effet, que l'article 12 de la loi du 13 juillet 1930 vise non seulement l'assurance responsabilité, mais aussi l'assurance réparation, et que pour cette dernière on a avantage à interdire l'assurance des dommages intentionnels, car il n'existe, le plus souvent, aucune sanction pénale pour les punir. L'expérience a montré, et montre encore aujourd'hui, qu'en matière d'assurances sociales, de nombreuses fraudes sont commises par ceux qui sont assurés pour leurs risques personnels. Beaucoup d'individus sont malheureusement tentés d'exagérer les dommages dont ils sont atteints, et même de s'en causer pour faire payer l'assurance (1). Cet intérêt n'existe plus en matière d'assurance responsabilité, car ici, celui qui cause le dommage n'est pas celui qui touche. D'autre part, en agissant dolosivement, il risque des sanctions pénales très graves. Au point de vue moral, comme au point de vue social, les deux assurances ne devraient pas, par conséquent, être confondues; on aurait avantage à admettre l'assurance du dol en matière de responsabilité tout en la refusant en matière d'assurance risques personnels; la morale ni l'ordre public n'en souffriraient et l'intérêt des tiers serait sauvegardé.

---

(1) Hémard, *Op. cit.*, t. II, p. 710 : « L'assuré peut, non seulement se désintéresser de la réalisation du sinistre, parce qu'il est couvert, quoi qu'il arrive, mais aussi s'intéresser à cette réalisation, parce qu'elle est susceptible de lui profiter... L'espoir du gain peut le conduire, soit à aider à l'arrivée du sinistre, sinon à la provoquer, soit à augmenter matériellement un sinistre qui, sans son intervention, serait resté plus limité... Il n'est pas rare qu'un incendie soit allumé par un assuré dont la situation est obérée... ».

CONCLUSION

Nous dirons, en conclusion, que le législateur a fait erreur en interdisant l'assurance des fautes intentionnelles, et qu'il a eu raison de consacrer l'assurance responsabilité. La morale n'exige pas la réparation personnelle, mais tout au plus une sanction proportionnelle à la culpabilité, lorsque cette dernière existe, c'est-à-dire lorsqu'on est en présence de responsabilité subjective. L'irresponsabilité individuelle que crée l'assurance n'a donc rien d'immoral, elle est conforme à l'évolution historique générale de la responsabilité. L'ordre public lui-même ne semble pas trop menacé par une généralisation de l'assurance responsabilité, puisqu'il existe des obstacles naturels ou artificiels destinés à mettre un frein au développement des mauvais instincts des hommes. Si ces moyens sont actuellement encore insuffisants, il serait facile de les renforcer et de les généraliser.

L'assurance socialise la responsabilité et libère l'assuré. Quelle influence a-t-elle sur le problème de la responsabilité lui-même ?

CHAPITRE III

L'ASSURANCE ET LA NOTION DE RESPONSABILITÉ CIVILE

En principe, l'assurance ne modifie pas la notion de responsabilité civile : elle n'augmente, ni ne diminue les droits de créance des tiers lésés, les obligations des responsables. L'assureur se borne à garantir son client, dans le cadre de la loi. L'assurance ne fait que recouvrir la responsabilité civile sans la transformer.

Si telle est l'apparence, le fond des choses est différent, car non seulement l'assurance éclaire d'un jour nouveau la notion de responsabilité civile, la fait mieux comprendre, mais encore elle modifie ou tend à modifier les données et les solutions du problème du dommage causé par autrui. C'est ce qu'il nous faut montrer en examinant l'influence de l'assurance sur ce problème, d'une part au point de vue statique, d'autre part au point de vue dynamique.

SECTION I

RAPPORTS ENTRE L'ASSURANCE ET LE FONDEMENT DE LA RESPONSABILITÉ ENVISAGÉS AU POINT DE VUE STATIQUE

Nous nous placerons successivement du côté de l'assureur, de l'assuré et de la victime.

§ 1. Le fondement de la responsabilité et l'assureur.

L'assurance, avons-nous dit, ne modifie pas la responsabilité; elle a, par rapport à elle, un rôle qu'on a qualifié de subsidiaire. Ce rôle s'explique par le caractère particulier de l'obligation de l'assureur. Celui-ci, lorsqu'il répare le dommage causé à la victime, ne paie pas parce qu'il est responsable, mais parce qu'il est engagé à garantir, dans une mesure déterminée, la responsabilité de son client.

En d'autres termes, l'obligation de l'assureur et celle du responsable semblent profondément différentes. La première a sa source et sa limite dans le contrat, c'est une obligation contractuelle; la deuxième a sa source dans le délit ou le quasi-délit, sa limite dans le dommage, c'est une obligation délictuelle.

Il ne faudrait cependant pas trop insister sur cette différence de nature entre l'obligation de l'assureur et celle de l'assuré. Elle ne paraît exister qu'en matière

de responsabilité délictuelle car, dès qu'on aborde la responsabilité contractuelle (transport, bail, dépôt, mandat...), il semble bien que l'obligation de l'auteur ait, elle aussi, un caractère et peut-être une nature contractuelle, puisque sa source est dans le contrat.

Mais entreprendre cette question, c'est soulever tout le problème de la nature de la responsabilité contractuelle. Or, chacun le sait bien, cette question suscite encore aujourd'hui de nombreuses discussions. Les uns soutiennent qu'il y a identité de nature entre les deux responsabilités; les autres affirment le contraire. Nous ne voulons pas reprendre ici les arguments qu'on a invoqués de part et d'autre (1), cela dépasserait le cadre de notre travail; nous nous contenterons de dire que le problème de la nature de la responsabilité contractuelle n'est pas résolu, et que suivant qu'on rejette ou non la thèse de l'identité de nature des deux responsabilités civiles, on peut ou on ne peut pas faire des rapprochements entre l'obligation du responsable et celle de l'assureur.

Même si l'on se prononce contre l'identité des deux responsabilités, on ne doit jamais oublier que l'obliga-

---

(1) Esmein, *Le fondement de la responsabilité contractuelle, rapproché de la responsabilité délictuelle, Revue trimestrielle,* 1933, p. 627 et s. ; Josserand, *Cours de Droit civil positif français,* t. II, p. 256 et s.

V. Lévy (E.) (*Les fondements du droit,* p. 148), qui s'exprime ainsi :

« La responsabilité civile n'est pas, même quand elle joue à l'occasion d'un contrat, une simple dette contractuelle, mesurée par la convention des parties : le locataire répond de l'incendie, même si le bail est nul, le transporteur bénévole répond de ses fautes, le médecin répond de ses erreurs, parce que médecin. Elle n'est pas une simple dette contractuelle, même si elle résulte d'une situation exclusivement contractuelle; par exemple, la responsabilité pour abus de pouvoir patronal — notamment en cas de congédiement — résiste à une clause contraire du contrat de travail. »

V. enfin A. Brun, *Rapports et domaines des responsabilités délictuelle et contractuelle, Thèse, Lyon,* 1931.

tion de l'assureur diffère de celle de l'assuré, sinon par sa nature juridique, du moins par son étendue, puisqu'elle est limitée par la somme promise dans la police et non par le dommage.

Que l'on se place sur le terrain délictuel ou sur le terrain contractuel, l'obligation de l'assureur et celle du responsable doivent donc être distinguées; le responsable paie parce qu'il a causé un dommage, l'assureur parce qu'il s'est engagé à couvrir la responsabilité de l'auteur; l'assureur n'est jamais à l'origine du dommage, le responsable, au contraire, l'est toujours, mais il l'est plus ou moins suivant qu'il répare les dommages causés par sa faute ou par son simple fait, par son activité ou celle d'autrui, par ses propres forces ou celle des choses dont il a la garde. Dans certains cas, cependant, l'auteur n'est pas plus à l'origine du dommage que l'assureur lui-même : il en est ainsi en matière d'accidents du travail, lorsque le patron est responsable des dommages arrivés par la faute de l'ouvrier, et en matière de responsabilité aérienne, lorsque le possesseur d'aéronefs répare les dommages causés aux personnes situées sur le sol, en cas de force majeure. Dans un cas comme dans l'autre, le responsable n'est à l'origine du dommage ni au point de vue matériel (causalité), ni au point de vue moral (imputabilité). Son indépendance vis-à-vis de l'accident est telle qu'on a pu dire qu'il s'agissait ici plus d'assurance que de responsabilité (1). La situation du responsable vis-à-vis du dommage peut

---

(1) Planiol et Ripert, *Traité pratique de Droit civil français*, t. VI, p. 522. « Mais, si dans diverses hypothèses particulières, une responsabilité sans faute a été instituée, sur des idées de risque professionnel ou de solidarité sociale, à vrai dire il ne s'agit plus alors de responsabilité proprement dite, mais d'assistance et d'assurance ».

donc, dans certains cas, se rapprocher de celle de l'assureur.

Mais laissons ce problème de côté et demandons-nous ce qu'est le fondement de la responsabilité pour l'assureur ?

Que la responsabilité civile soit basée sur la faute, ou sur le simple fait, il n'y a là pour l'assureur qu'une question de risque, de comptabilité; la faute n'est pour lui qu'un risque moins fréquent que le simple fait; la distinction entre la faute et le simple fait réside tout entière, pour l'assureur, dans une question de probabilité, de fréquence.

La faute, comrne le risque, est tout simplement un élément de comptabilité; ou mieux, la faute et le simple fait sont des éléments de comptabilité de valeur différente.

De même, entre la responsabilité contractuelle et la responsabilité délictuelle, entre la responsabilité subjective et celle qui englobe la force majeure (loi du 31 mai 1924 et peut-être loi du 9 avril 1898), il n'y a, pour l'assureur, qu'une différence de valeur au point de vue de la comptabilité, du calcul.

On est, évidemment, loin des discussions juridiques, philosophiques et morales qui s'élèvent autour des diverses notions de faute, risque, cas fortuit, force majeure, responsabilité contractuelle et responsabilité délictuelle; tout est ramené à une question de probabilité, de fréquence; l'assurance traduit les divers fondements de la responsabilité civile par des chiffres; elle consacre les notions péniblement élaborées à l'école ou au prétoire, en leur attribuant des valeurs mathématiques particulières.

La faute, le risque, la responsabilité délictuelle, la

responsabilité contractuelle ne sont, pour l'assureur, que des éléments de comptabilité. Que sont-ils pour l'assuré ?

§ 2. Le fondement de la responsabilité et l'assuré.

Pour l'assuré, la responsabilité est une question de risque, son fondement une question de prime (1).

S'assurer contre sa responsabilité, c'est, moyennant une prime appropriée, se décharger de l'obligation de réparer sur l'assureur; cette prime sera d'autant plus lourde, que le risque à couvrir sera plus fréquent, c'est-à-dire que la responsabilité sera plus large, puisque les primes doivent compenser les dommages.

Le fondement de la responsabilité, qu'encourt celui qui veut s'assurer, se réduit à une question de prime. Pour un risque déterminé, la responsabilité objective ne se distinguera de la responsabilité subjective que par le montant de la prime versée. Celui-ci variera avec l'étendue du fondement qu'on attribuera à la responsabilité; et, à mesure que ce fondement s'élargira, comme cela se fait actuellement en matière automobile, la prime augmentera. Discuter sur le point de savoir si l'individu, dans tel ou tel cercle de son activité, doit être responsable pour son fait ou pour sa faute, pour son délit ou pour son contrat, revient à la question de savoir si l'assuré doit être tenu de supporter telle prime, plutôt que telle autre.

---

(1) M. Levy, *Op. cit.*, p. 79 : « La responsabilité individuelle devient un risque (contre lequel, selon les cas, l'assurance protège) ».

Il ne faut pas dire à ce propos que l'assurance matérialise le droit, lui fait perdre toute sa valeur morale, en le réduisant à une question de prime; ce ne serait pas exact. Les idées de justice et d'équité interviennent, même en dehors de la responsabilité individuelle; lorsque tout est réduit à une question de prime, on a toujours à se demander s'il est juste ou non d'imposer à tel individu, ou plutôt à telle catégorie d'individus, tel taux de prime plutôt que tel autre.

La responsabilité, ramenée à une question de prime, n'est pas complètement amorale : les idées de justice et d'équité y ont encore leur place.

Sans doute, il ne s'agit pas là de morale, de conscience, de morale individuelle de sanction, mais de morale sociale d'équilibre, de justice distributive et commutative.

Mais, en était-il autrement, lorsque la responsabilité était individuelle, lorsque l'auteur, au lieu de payer une prime, supportait le poids du dommage causé dans son intégralité ? Nous avons eu l'occasion de rappeler, dans les pages précédentes, que la responsabilité civile, qu'elle fût fondée sur la faute ou sur le risque, se ramenait à une idée de juste choix, de justice relative ; on disait, il est plus juste de faire supporter le dommage à celui qui l'a causé qu'à la victime, lorsque l'auteur aurait pu l'éviter en se conduisant mieux (théorie de la responsabilité subjective) ; on disait encore qu'il paraissait plus juste d'attribuer la charge des accidents du travail à l'entrepreneur, qui a les profits, qu'à l'ouvrier qui est pauvre (théorie du risque professionnel).

La responsabilité civile procédait donc d'une idée de justice relative; il en est de même de l'assurance ;

celle-ci, par conséquent, n'est pas plus amorale que celle-là.

Toujours en se plaçant au point de vue moral, certains disent que réduire la responsabilité à une question de prime, c'est la diminuer, c'est la considérer comme quelque chose de fatal.

L'assurance ne donne pas à la responsabilité civile un caractère fatal, elle ne fait que le traduire. Des études approfondies et patientes ont, en effet, montré, comme nous le rappelions plus haut (1), que les actes les plus volontaires se reproduisent avec une certaine régularité, lorsqu'ils sont envisagés sur une certaine surface humaine; l'assurance ne fait que consigner ce résultat dans des chiffres. La prime que paie l'assuré, pour une responsabilité déterminée, ne fait que traduire la chance qu'il a en tant qu'individu d'une société donnée, dans une région donnée, d'être responsable pour une activité également déterminée (2).

Ramener la responsabilité de l'assuré à une question de prime n'est pas la démoraliser, puisque, d'une part, les idées de justice relative, sur lesquelles elle est fondée, sont maintenues, et que, d'autre part, l'assurance ne fait que traduire le caractère de fatalité que la responsabilité avait déjà auparavant, sans qu'on s'en fût rendu compte.

La responsabilité est pour l'assureur une question de comptabilité, pour l'assuré une question de risque, de prime. Qu'est-elle pour la victime ?

---

(1) V. Ch. II, section 2, § 3.

(2) Toute l'assurance est fondée sur la loi des grands nombres, qui est de tous les temps.

§ 3. Le fondement de la responsabilité, la victime et l'assurance.

L'assurance ne change pas, en principe, l'aspect du problème de la responsabilité, lorsqu'on l'envisage du côté de la victime. Pour le tiers lésé, en effet, la responsabilité de l'auteur signifie la créance en réparation; l'irresponsabilité signifie la charge personnelle du dommage; le fondement de la responsabilité est pour lui une question de créance; cette créance existe plus ou moins fréquemment, suivant que la responsabilité de l'auteur est plus ou moins large, mais l'assurance de celui-ci n'augmente ni ne diminue cette fréquence ; l'assurance, en d'autres termes, ne modifie pas le fondement de la responsabilité lorsqu'on l'envisage du côté de la victime.

Il n'y aurait donc rien à dire, ici, si l'assurance était limitée au risque responsabilité; mais, comme nous l'avons rappelé plus haut, l'assurance s'étend aussi (et c'est d'abord par là qu'elle a commencé, historiquement parlant) aux risques personnels; et de plus en plus souvent, on voit dans les procès en responsabilité, l'assureur risques personnels se dresser en face de l'assureur responsabilité.

Or, ceci est intéressant à deux points de vue :

Tout d'abord, cela montre que les dommages de responsabilité peuvent être mis sur le même pied que ceux qui doivent être supportés personnellement par la victime; qu'il n'y a pas, par conséquent, de différence de nature entre la règle *res perit domino*, et les principes de la responsabilité civile, lorsqu'on les envisage à travers l'assurance, puisque tout est alors réduit à

une question de risque. La faute est un risque comme le simple fait; la responsabilité est un risque comme le dommage personnel. Il est si vrai que la responsabilité et la charge personnelle peuvent être confondues, grâce à l'assurance, que la même police, le même contrat peuvent garantir à la fois contre l'une et l'autre, qu'il suffit d'une augmentation dans le montant de la prime d'un contrat d'assurance réparation, pour en faire un contrat garantissant également la responsabilité, ou réciproquement. C'est ce que l'on constate quotidiennement, avec le développement, toujours plus marqué, des polices dites « polices tous risques ». En matière automobile, comme en matière incendie et aviation, un même contrat garantit le souscripteur, à la fois contre ses risques de responsabilité envers les tiers, et contre ses risques personnels (1).

Comme les dommages de responsabilité et les dommages personnels peuvent être intégrés dans une même notion de risque, comme, d'autre part, d'après les principes formulés dans nos lois, le dommage qui ne peut pas être mis à la charge de l'auteur, doit l'être à celle de la victime, en d'autres termes, comme ce qui n'est pas un **risque** de responsabilité pour l'un est un risque personnel pour l'autre, nous dirons que les règles, qui précisent le fondement de la responsabilité civile, apparaissent, avec l'assurance, comme des systèmes de répartition des risques; suivant qu'on adopte tel ou tel fondement, les individus doivent supporter, comme victimes, tels ou tels risques, et, comme auteurs, tels ou tels autres risques; c'est-à-dire pratiquement supporter telle ou telle prime. C'était déjà ce qui se passait avant

---

(1) SUMIEN, *Traité théorique et pratique des assurances terrestres et de la réassurance*, 3e édition, p. 228, n° 508 et s., p. 231, n° 514.

l'assurance, mais on ne l'avouait pas; on se bornait à voir la responsabilité à travers la seule personne de l'auteur, ce qui, il faut bien le reconnaître, était assez naturel, puisque toute la responsabilité était fondée sur sa conscience, sur sa faute, et que la réparation pesait sur son patrimoine. Aujourd'hui, au contraire, avec l'assurance, on va tendre à considérer le problème de la responsabilité comme celui d'une réparation des risques.

L'existence de l'assurance réparation, à côté de l'assurance responsabilité, est intéressante à un deuxième point de vue. Si l'on se rappelle qu'en réalité c'est le corps social tout entier qui supporte le dommage toutes les fois que l'assureur (de responsabilité ou de réparation) en a la charge, on en devra conclure que l'existence du fondement de la responsabilité (faute ou risque), qui, autrefois, servait, en dernière analyse, à attribuer le dommage à l'auteur, plutôt qu'à la victime, ne sert plus aujourd'hui, lorsque les deux assurances sont réunies à propos de l'accident, qu'à atteindre le corps social par un moyen plutôt que par un autre.

La faute et le risque, qui, auparavant, permettaient de choisir entre deux patrimoines bien distincts pour l'attribution du passif définitif, créé par l'activité dommageable, ne permettent plus, maintenant, que de choisir entre deux procédés, deux comptes, pour attribuer le même passif au corps social, qui est, et reste toujours, en dernière analyse, chargé de la réparation, qu'il y ait ou non responsabilité, qu'il y ait conduite coupable, cas fortuit, ou force majeure.

Mais alors, dira-t-on, à quoi bon deux comptes, deux moyens, puisqu'il s'agit toujours d'atteindre le corps

social? N'est-ce pas compliquer les choses que de distinguer deux sortes de dommages, puisqu'il s'agit toujours de risques, puisque c'est toujours la collectivité qui en supporte le poids? Ne pourrait-on pas supprimer cette complication, source de nombreux litiges, et organiser la société de telle sorte que chaque individu, moyennant une prime déterminée, soit protégé contre les risques qui l'atteignent, sans qu'on ait à rechercher s'ils sont dus à la responsabilité d'autrui, ou à un cas fortuit? L'assurance ne permet-elle pas de concevoir un autre système de répartition des risques que celui qui a prévalu dans nos sociétés individualistes ?

SECTION II

RAPPORTS ENTRE L'ASSURANCE ET LE FONDEMENT DE LA RESPONSABILITÉ ENVISAGÉS AU POINT DE VUE DYNAMIQUE

En principe, l'assurance ne devrait avoir aucune influence sur les règles de la responsabilité civile, puisqu'elle ne fait que s'y adapter, puisqu'elle peut jouer aussi bien du côté du responsable que du côté de la victime. Mais, en fait, il n'en est pas ainsi; une étude attentive de la réalité permet de constater que l'assurance influe sur le fondement de la responsabilité, et tend à modifier la répartition des risques telle qu'elle est faite par notre Code civil.

C'est un fait bien connu que le développement de l'assurance a amené un élargissement de la responsabilité, ou tout au moins a facilité cet élargissement.

M. Savatier le faisait encore récemment remarquer dans un article sur les assurances illimitées (1) : « C'est l'assurance seule qui a permis le développement moderne de la responsabilité, car elle est l'instrument dont la jurisprudence et la loi se sont tacitement autorisées pour en construire tout l'édifice encore en plein progrès. Mais, à son tour, la responsabilité, en se développant, influe sur l'assurance et en modifie la construction. *C'est comme s'il y avait entre l'assurance et la*

---

(1) Savatier, *Les Assurances illimitées de responsabilité, Rev. gén. des Ass. terr.*, 1934, p. 491 et s.

responsabilité une véritable course ; à mesure que les responsabilités reconnues par les Tribunaux s'élargissent et s'appesantissent, l'assurance se fait plus compréhensive et plus généreuse. Mais, chaque fois, les Tribunaux ont tendance à profiter de cette nouvelle extension de l'assurance pour accroître encore les responsabilités qu'ils reconnaissent déjà. Ne faut-il pas que l'assurance couvre chaque responsabilité, que les Tribunaux ont tendance à admettre? Puis, une fois que cette responsabilité est assurée, n'est-il pas naturel que les Tribunaux la consacrent définitivement et poussent plus loin leur marche en avant ? Ainsi, assiste-t-on à une sorte de fuite indéfinie des limites de la responsabilité ».

Rien n'est plus exact, et l'on peut dire que, depuis quelque temps déjà, le problème de la responsabilité est tout entier dominé par une question d'assurance. Chacun sait que si l'on s'est montré si large pour les ouvriers et les employés, en 1898, c'est parce qu'on a pensé que les entrepreneurs et les patrons pourraient aisément supporter cette charge, grâce à l'assurance.

De même, si la responsabilité de l'automobiliste a pu si facilement passer de la faute prouvée à la faute présumée, et de la présomption simple à une présomption quasi irréfragable (1), c'est parce que le juge savait que cette responsabilité, de plus en plus large, pouvait aisément être supportée, grâce à l'assurance. S'il paraissait équitable, demain, de se montrer plus généreux encore pour la victime d'un accident d'auto-

---

(1) On ne peut plus faire tomber la « présomption de responsabilité » de l'article 1384, al. 1, qu'en prouvant la force majeure, la faute d'un tiers, ou la faute de la victime, lorsqu'elle est la « cause unique » de l'accident.

mobile, on le ferait dans la mesure où l'assurance le permettrait. Cela est si vrai, que lorsqu'on a proposé à la Société d'études législatives d'étendre la responsabilité du possesseur d'un véhicule à moteur, à tous les dommages qu'il pourrait causer avec ce véhicule, sauf à ceux qui seraient dus à la force majeure, ou à une faute inexcusable de la victime, on ne l'a fait qu'en considération de l'existence de l'assurance; et bien que la question de l'assurance ait été expressément réservée, elle réapparaît constamment au cours de la discussion (1).

Ce lien, entre la responsabilité et l'assurance n'est, d'ailleurs, pas particulier aux accidents du travail, et de la circulation, on le retrouve partout, et l'on peut dire, d'une manière générale, quelle que soit la responsabilité en jeu, responsabilité délictuelle ou contractuelle, subjective ou objective, que l'assurance sert à motiver tacitement ou expressément un élargissement de la responsabilité civile, et contribue, par conséquent, à une extension toujours plus grande du droit à réparation de la victime, ce qui est, rappelons-le, conforme aux désirs de l'opinion et du sentiment public modernes.

S'il en est ainsi, n'est-il pas permis de penser qu'une longue pratique de l'assurance responsabilité va conduire à une profonde modification des principes de la responsabilité civile, à un élargissement toujours plus grand du fondement de cette responsabilité. Ne va-t-on pas voir, petit à petit, la faute disparaître au profit du risque, et le risque lui-même céder la place à une res-

---

(1) *Bulletin de la Société d'Etudes Législatives*, 1932, p. 73 et s.; 1933, p. 30 et s., 80 et s., 96 et s.

ponsabilité absolue, obligeant l'auteur à réparer, même en cas de force majeure ou de faute de la victime ?

M. Savatier le redoute, tout au moins en ce qui concerne la faute; il a peur qu'une pratique prolongée de l'assurance de la faute ne lui fasse perdre de sa valeur et ne lui fasse préférer la théorie plus simple du risque. « Au fond, en effet, écrit-il, la prééminence de l'idée de faute est gravement compromise par la pratique de plus en plus répandue de l'assurance des fautes. Qu'il s'agisse d'une responsabilité fondée sur la faute, ou d'une responsabilité fondée sur le risque, les Tribunaux n'ont presque jamais le défenseur en personne devant eux. C'est toujours une Compagnie d'assurance, à laquelle ils ont affaire; et elle ne leur paraît ni plus ni moins intéressante, qu'elle représente une personne en faute ou une simple charge de risques. Aussi, la primauté de l'idée de faute (1) sur l'idée de risque tend à s'atténuer aux yeux des Tribunaux, sinon même à disparaître, malgré les efforts faits pour sa défense. Cette évolution est facilitée par le fait que la responsabilité fondée sur le risque a un domaine beaucoup plus large et est ainsi appelée à jouer plus fréquemment et facilement que la responsabilité fondée sur la faute. Il est donc plus commode de faire jouer la première que la seconde et, par exemple, d'en appeler à l'article 1384 qu'à l'article 1382... La recherche de la faute individuelle est fatalement amenée à perdre de sa signification et du même coup son importance ».

---

(1) La faute a une primauté sur les autres fondements de la responsabilité, car pour M. Savatier : « Celui qui doit supporter le dommage c'est d'abord celui par la faute duquel il est arrivé » (note, D., 1930, I, 81), et parce que l'idée de faute correspond à des exigences morales (SAVATIER, *Vers la socialisation de la responsabilité et des risques divers*, D. H., 1931, chronique, p. 9).

On peut ajouter à ces remarques d'un caractère plutôt pratique, l'observation suivante : lorsque l'assurance joue en matière de responsabilité subjective, la faute perd toute son utilité, car même lorsqu'on admet, comme le font la plupart des auteurs (1), que la responsabilité pour faute « est la sanction des règles de conduite, nécessaires pour organiser la vie sociale... » qu' « on ne peut concevoir une société humaine sans règles de conduite, et sans responsabilité sanctionnant leur violation » (2), il faut bien cependant reconnaître que, dès que la faute est assurée, elle perd son rôle de sanction, c'est-à-dire toute l'utilité qu'on lui attribue, que l'auteur soit ou non coupable, qu'il ait ou non commis une faute, la sanction civile ne joue pas contre lui, il ne doit rien. Dès lors, n'est-il pas permis de penser que, l'assurance faisant perdre au fondement subjectif toute son utilité, on l'abandonnera petit à petit pour adopter le risque qui est à la fois plus simple et permet de satisfaire plus largement les sentiments d'équité? On a d'autant plus raison de croire à cet abandon, que le système de la faute s'est révélé fréquemment inapte à résoudre tous les conflits d'activité, et notamment qu'il gêne le développement, pourtant si normal, de la responsabilité des personnes morales (3), et s'oppose contre toute équité à la réparation du pré-

---

(1) Mazeaud, *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile délictuelle et contractuelle*, t. I, p. 297; Esmein, *La cause étrangère et la théorie du risque dans la responsabilité civile*, D. H., 1934, chronique, p. 53, et *La faute de la victime exclut-elle la présomption de responsabilité ? Rev. gén. Ass. terr.*, 1934, p. 985; Colin et Capitant, *Cours élémentaire sabilité ? Revue gén. des Ass. terr.*, 1934, p. 996.

(2) Esmein, *La faute de la victime exclut-elle la présomption de responsabilité ? Revue Cen. des Ass. terr.*, 1934, p. 996.

(3) Colin et Capitant, *Op. cit.*, p. 375; Michoud, *La théorie de la personnalité morale*, 3e édition, 1932, t. II, p. 269 et s.; Duez, *La Responsabilité de la puissance publique, en dehors du contrat*, 1927, *passim*.

judice causé par l'inconscient, le fou ou le dément (1).

Il paraît donc logique de penser que le développement des assurances peut amener un effacement, voire même une disparition de la notion de faute. Mais il ne faut rien exagérer, non plus, et croire qu'une pratique de plus en plus prolongée et généralisée de l'assurance, devrait faire disparaître complètement de la scène juridique les idées de faute ou de risque, là où elles existent, et leur remplacement par des notions plus larges et généreuses : ici, le risque ; là, la garantie absolue; car, d'une part, il ne semble pas que l'assurance puisse englober toute responsabilité (nous aurons l'occasion de revenir plus loin sur cette question) d'autre part, et surtout, si l'assurance fait perdre à la faute sa valeur de sanction, elle ne lui fait pas perdre sa valeur comptable, et c'est là qu'est tout le problème. Avec l'assurance, la faute reste un risque et un risque d'une fréquence déterminée, qu'on peut qualifier de fréquence minima, correspondant à une prime minima. Prévoir le passage de la responsabilité subjective à la responsabilité objective, sous l'influence de l'assurance, c'est prévoir qu'on pourra faire supporter aux individus des primes de responsabilité de plus en plus lourdes. Si cela est possible dans certains cas, cela ne l'est pas toujours. Si l'automobiliste, le patron et l'entrepreneur peuvent facilement supporter un surcroît de prime, on ne peut pas en dire autant de tout le monde.

---

(1) Certaines législations étrangères admettent la responsabilité des aliénés. V. art. 829, C.C. allemand; art. 1310, C.C. autrichien; art. 2377, C.C. portugais; art. 406, C.C. russe (code soviétique) ; art. 54, C.C. fédéral suisse; C.C. espagnol ; ajoutons l'art. 76 du projet de code des obligations franco-italien.

Pour toutes ces questions, consulter l'exposé des motifs pour un projet de loi sur la réparation des dommages causés par les déments et les anormaux.*Rev. gén. Ass. et Respons.*, 1932, p. 898.

Il ne faut pas soutenir, comme le fait M. Esmein, que, somme toute, chacun étant à la fois auteur et victime, ce que l'on peut exiger en supplément, comme prime d'assurance responsabilité, se trouve contre-balancé par une diminution de la prime d'assurance risques personnels (1), car ce n'est pas exact, étant donné que tout le monde n'a pas le même nombre de chances, d'occasions, d'être responsable ou d'être victime; tout le monde n'est pas automobiliste ou possesseur d'un aéronef, entrepreneur ou patron ; tout le monde n'est pas ouvrier ou employé, fonctionnaire ou soldat; les risques de chacun varient avec les biens dont il dispose, l'activité qu'il poursuit, la fonction qu'il occupe; la responsabilité du médecin n'est pas la même que celle du notaire; la responsabilité de l'avoué diffère du tout au tout de celle de l'entrepreneur de transport en commun; les risques de l'ouvrier travaillant à côté de machines dangereuses ne sont pas les mêmes que ceux de l'employé de bureau.

Bref, un surcroît de responsabilité n'amène pas fatalement, pour le même individu, une diminution du montant des primes d'assurance risques personnels.

L'évolution de la responsabilité sous l'influence de l'assurance serait donc, en définitive, plus limitée qu'on ne pouvait le penser; si elle a été rapide en matière d'accidents du travail et d'automobile, c'est parce que la situation extérieure de l'auteur était révélatrice d'une certaine fortune, permettant de lui attribuer facilement la charge de l'assurance, alors que celle de la victime était révélatrice d'une certaine pauvreté, ne lui permettant pas de payer les primes d'assurance risques

---

(1) Esmein, *La cause étrangère et la théorie de la responsabilité civile*, *D. H.*, 1934, chronique, p. 53.

personnels. Il pourrait en être de même en matière de transports et dans d'autres domaines. Lesquels? Il est bien difficile de le préciser, c'est une question d'espèces et de mesure. L'expérience montre et montrera ce que l'on peut exiger de telle personne exerçant telle activité, te ce que l'on ne peut pas lui demander : l'assurance n'unifiera pas la responsabilité; cette dernière continuera à avoir des bases diverses, des fondements multiples : ici, le risque; là, la faute; ailleurs, la garantie absolue; l'assurance permettra seulement d'utiliser ces diverses bases pour le plus grand bien de l'intérêt général, en faisant supporter les risques par les personnes qui sont le mieux à même de s'assurer.

En résumé, l'assurance a tendance à modifier, ou plutôt à faire modifier les règles qui fixent les limites de la responsabilité civile, c'est-à-dire le droit de créance du tiers lésé, dans le sens d'un élargissement de ce dernier; nous ne croyons pas, cependant, que l'assurance entraîne un bouleversement complet et général de ces règles, en d'autres termes, qu'on en arrive à mettre à la charge de l'auteur, dans tous les cas et dans tous les domaines, tous les dommages qu'il peut causer à des tiers; les deux comptes, compte réparation et compte responsabilité, existeront pendant longtemps encore, en règle générale, tout au moins. Il peut se faire pourtant que l'existence de l'assurance conduise à mettre à la charge de certaines personnes tous les dommages qu'elles peuvent causer à des tiers, même lorsqu'elles sont l'instrument de la force majeure (art. 41, loi du 31 mai 1924), comme il peut se faire aussi qu'on mette à la charge d'autres personnes tous les dommages qui leur sont causés par des tiers (c'est ce qu'on tend à faire, comme nous le verrons plus loin, en matière de transports maritimes ou même aériens).

Mais ce ne seront là, probablement, que des solutions exceptionnelles. En principe, la division des risques en risques de responsabilité et risques personnels subsistera longtemps encore sur le plan des dommages causés par des tiers.

Avec l'étude de l'évolution du fondement de la responsabilité, nous avons terminé l'examen de l'aspect nouveau pris par cette responsabilité sous l'influence de l'assurance.

Nous rappellerons, en conclusion, les trois idées suivantes que nous avons dégagées au cours de cet exposé:

1° En socialisant la responsabilité civile, l'assurance met en échec une des solutions individualistes des plus importantes qu'ait enregistrées le Code civil;

2° En libérant l'assuré (ce qui est dans l'ordre des choses), l'assurance pose un problème d'ordre public dont il ne faut pas s'exagérer les proportions;

3° En faisant de la responsabilité une question de risque, de prime et de comptabilité, l'assurance éclaire celle-ci d'un jour nouveau, la fait apparaître comme un problème de répartition des risques, et permet d'en envisager la solution dans un sens plus favorable à la victime.

Avec l'assurance, la responsabilité civile est moins une question de morale, d'obligation, de contrainte, qu'une question de risques, de chances à courir, de créance; la personne de l'auteur, comme nous le disions plus haut, est presque complètement libérée : l'obligation de réparer est mise à la charge d'une collectivité sans conscience. Bref, l'assurance transforme la responsabilité; mais dans quelle mesure le fait-elle? Autrement dit, dans quelle mesure l'assurance est-elle susceptible de recouvrir la responsabilité ?

TITRE II

LA SUBSTITUTION DE L'ASSURANCE A LA RESPONSABILITÉ

« L'idéal d'une société, a dit M. Bosc, serait que personne ne souffrît aucun préjudice du fait de personne, ou tout au moins que tout préjudice quel qu'il soit, fût immédiatement réparé. Peut-on espérer arriver à ce résultat? On peut l'espérer, et cela grâce à la généralisation des assurances. Inconnues, ou à peu près, il y a un demi-siècle, elles se développent prodigieusement depuis quelque vingt ans. Bientôt, elles engloberont, semble-t-il, tout préjudice, quelle que soit son origine; et alors on sera arrivé à ce résultat, que nulle diminution de patrimoine ne sera soufferte par un particulier sans être intégralement réparée. Ce jour-là le problème de la responsabilité sera singulièrement simplifié » (1).

M. Bosc écrivait ces lignes, il y a déjà quelques années, puisque sa thèse date de 1901. Depuis, l'assurance s'est « prodigieusement développée », aussi bien dans le domaine de la responsabilité que dans celui de la réparation des risques personnels, de sorte qu'aujourd'hui les atteintes aux patrimoines *(lato sensu)* individuels sont de plus en plus fréquemment mises à la charge du corps social. Mais cette socialisation des dommages est encore loin d'être complète. En ce qui

---

(1) Bosc, *Essai sur les éléments constitutifs du délit civil, Thèse, Montpellier*, 1901, p. 269.

concerne la responsabilité, qui seule nous intéresse ici, chacun sait bien que l'assurance ne la recouvre pas toujours, puisque tous les individus ne s'assurent pas contre leur responsabilité, et que, lorsqu'ils s'assurent, ils le font bien souvent, d'une manière insuffisante. Bien que la généralisation de l'assurance responsabilité soit tous les jours plus grande, bien qu'elle soit même quasi totale dans certains domaines, peut-on espérer la voir un jour recouvrir toute la responsabilité? Ne sera-t-il pas nécessaire, pour arriver à ce résultat, de décréter l'assurance obligatoire? Ne devra-t-on pas, en même temps, prendre certaines mesures spéciales destinées à éviter une poussée de l'insouciance chez les individus ?

Tels sont les principaux problèmes que nous voudrions examiner dans le présent titre.

CHAPITRE PREMIER

L'ASSURANCE PEUT-ELLE RECOUVRIR TOUTE LA RESPONSABILITÉ CIVILE ?

Au premier abord, il semble que cette question ne puisse pas se poser ; l'assurance est une institution tellement souple qu'elle est susceptible de s'étendre à tous les risques possibles et imaginables. Cependant, la responsabilité est, elle-même, une notion si large, s'attachant à tant d'activités, jouant pour tant de dommages, des plus infimes aux plus considérables, qu'il est permis de se demander si l'assurance aura assez de puissance pour la recouvrir partout et toujours. Pour répondre à cette question, plaçons-nous successivement à deux points de vue : demandons-nous d'abord si l'assurance peut s'étendre à tous les risques de responsabilité; examinons ensuite si elle peut couvrir toute la responsabilité dans un risque déterminé.

SECTION I

L'ASSURANCE ET LES RISQUES DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité a des sources très nombreuses. A côté des risques spéciaux, bien définis et bien connus, comme le risque d'entreprise, la responsabilité générale des choses, la responsabilité du fait d'autrui, la responsabilité professionnelle, le risque aérien..., il existe de nombreuses sources de responsabilité, plus difficiles à indiquer, à classer, à faire rentrer dans une catégorie déterminée; on peut être responsable pour avoir rompu des fiançailles, prononcé une parole injurieuse, séduit une jeune fille, éborgné un passant, inexécuté une promesse, abusé de son droit... (1). La responsabilité d'un individu quelconque est donc une notion très vague, à beaucoup d'égards, si elle est précise dans certains cas. Peut-on espérer voir l'assurance la couvrir toujours? Ne se heurte-t-on pas à une impos-

---

(1) MAZEAUD, *L'absorption des règles juridiques par le principe de la responsabilité civile*, *D.H.*, 1935, chronique, p. 5 : « L'un de ceux, parmi les juristes, qui connaît le mieux les *questions de responsabilité civile a pu, très justement, écrire que ce problème « tend à occuper le centre du droit « civil, donc du droit tout entier;* en chaque matière, dans toutes les direc- « tions, c'est à lui qu'on aboutit, dans le droit public, comme dans le droit « privé, dans le domaine des personnes ou de la famille, comme dans « celui des biens, il est de tous les instants, et dans toutes les situations, « il devient le point névralgique commun à toutes nos institutions ». (JOSSERAND, *préface de la Thèse de M. A. Brun*). La constatation vaut qu'on s'y arrête, auteurs et tribunaux prennent de plus en plus l'habitude, certes commode, de tout résoudre par l'application des articles 1382 et s., C.C... ».

sibilité pratique de faire fonctionner l'assurance toutes les fois qu'on dépasse les cadres précis de risques bien déterminés, sur lesquels existent des statistiques, éléments nécessaires à toute assurance. Peut-on penser faire jouer l'assurance pour des risques à caractère vague et variable, comme sont ceux qui résultent de la simple activité privée ?

Pour répondre à cette question, il faut, bien entendu, se placer en dehors des dommages causés dolosivement ; les préjudices résultant d'une séduction, d'un abus de droit, d'une rupture de fiançailles, exigeant généralement la preuve de la mauvaise foi (1), resteront toujours à la charge de leur auteur, tant qu'on interdira l'assurance des fautes intentionnelles.

Mais, en dehors du dol, est-il permis de penser que l'assurance puisse s'étendre à toute responsabilité, que le corps social puisse être substitué à l'auteur toutes les fois que celui-ci doit réparation à un tiers ? Quoique cela puisse sembler extraordinaire au premier abord, nous répondrons par l'affirmative.

Bien que les risques de responsabilité « foisonnent », pour employer une expression de M. Savatier (2), bien

---

(1) Notons cependant que, pour l'abus de droit, l'intention n'est pas le critère. « Au critère intentionnel on incline à substituer un critère fonctionnel tiré de l'esprit du droit de la fonction qui lui est dévolue » ; l'abus de droit est un détournement du droit de sa fonction. JOSSERAND, *Cours de Droit civil positif français*, t. II, p. 226.

(2) SAVATIER, *Les assurances illimitées de responsabilité, Rev. gén. Ass. terr.*, 1934, p. 491 : « *Notre époque est celle du foisonnement et de l'élargissement des responsabilités.* A la responsabilité directe, qui résultait pour chaque personne de sa faute, se sont réunies la responsabilité des accidents du travail, les responsabilités diverses, nées des autres risques spéciaux, légalement définis, comme le risque aérien, la responsabilité générale des choses que l'on a sous sa garde, telle que la jurisprudence l'a reconnue et ne cesse de la développer; peut-être s'y joindra-t-il bientôt encore, une responsabilité générale des personnes que l'on dirige... ».

qu'ils soient en perpétuel changement, puisque, comme nous l'avons rappelé plus haut, le fondement de la responsabilité s'élargit tous les jours dans certains domaines, et que, comme l'ont dit MM. Josserand (1), Mazeaud (2), la responsabilité tende à absorber le droit civil tout entier, il est possible de concevoir un système d'assurance couvrant tous les risques de responsabilité.

A la vérité, il n'est pas exact de dire qu'on peut le concevoir, puisqu'en fait il existe. Les assureurs offrent, en effet, à leurs clients, une telle gamme de contrats d'assurance responsabilité, qu'il est actuellement dans le domaine des choses possibles de se couvrir contre tout risque de cette espèce. A côté des polices visant des risques déterminés : responsabilité du fait des choses, ou du fait d'autrui, responsabilité ou risque professionnel, il existe des polices permettant de couvrir les conséquences pécuniaires résultant de la qualité de simple particulier de l'assuré, c'est-à-dire des risques parfaitement indéterminés, de sorte qu'un individu en souscrivant, d'une part, une police du genre de la dernière, d'autre part, autant de polices particulières qu'il est susceptible de créer de risques spéciaux, va se trouver garanti contre toute responsabilité civile assurable.

Ce système d'assurance, qui prévaut aujourd'hui, présente des avantages et des inconvénients évidents. Il est avantageux en ce sens qu'il est très souple et en parfaite harmonie avec les nécessités de l'assurance. Il est très souple, parce qu'il permet d'attribuer à chaque

---

(1) Josserand, *Préface de la Thèse de M. A. Brun, Rapports et domaine des responsabilités civiles délictuelle et contractuelle, Thèse, Lyon*, 1931.

(2) Mazeaud, *Op. cit., ibid.*

individu les risques qu'il doit normalement supporter et seulement ceux-là; chacun ne souscrira de police automobile que s'il possède un véhicule de ce genre. Il est, en outre, en parfaite harmonie avec les nécessités de l'assurance, car il est, en général, fondé sur une classification, une délimitation des risques. « Ce n'est, dit M. Hémard, que si l'on parvient à définir chaque risque, et à le délimiter avec précision, qu'on peut le mesurer et apprécier sa valeur, pour fixer la somme assurée, la prime et l'indemnité ou le bénéfice : ce n'est que si l'on peut effectuer un classement exact des risques, qu'on les groupe en mutualité et qu'on réalise leur compensation » (1), qu'on en rend l'assurance possible.

Mais ce système a deux inconvénients graves; d'une part, il est fragmentaire, de sorte qu'avec lui l'individu n'est jamais certain d'être complètement couvert, même si le nombre des polices souscrites est considérable. D'autre part, il est très onéreux; car, outre que chaque contrat d'assurance nécessite des frais spéciaux (impôts, enregistrement, timbre), la dissémination des risques dans des contrats divers revient toujours plus cher qu'un groupement des risques assurés dans un contrat unique. M. Hémard (2) fait remarquer, à ce propos, dans son traité, que lorsqu'un propriétaire d'immeubles s'assure à la fois contre les accidents corporels causés aux tiers, les accidents corporels dus aux ascenseurs et aux monte-charges, les vols commis au préjudice des locataires, et la responsabilité envers le concierge, une réduction de 15 p. 100 est faite sur le prix de chacune des trois dernières assurances; si une

---

(1) HÉMARD, *Op. cit.*, t. I, p. 86.
(2) HÉMARD, *Op. cit.*, t. II, p. 258.

ou deux seulement, parmi ces trois dernières, sont souscrites, la réduction n'est que de 10 p. 100.

M. Savatier, qui a étudié le problème que nous évoquons ici (1), a proposé des polices synthétiques, garantissant le souscripteur, moyennant une prime unique, contre tous les risques de responsabilité. Ce système aurait l'avantage de supprimer toute difficulté sur la distinction des risques garantis et des risques non garantis; il donnerait, en outre, au souscripteur une sécurité complète. Mais cette solution aurait, comme l'indique M. Savatier lui-même, plusieurs inconvénients.

Le premier, c'est qu'elle obligerait l'assuré à payer une grosse prime, et cela risquerait de l'effrayer; les gens croient qu'ils payent moins, lorsqu'ils le font en de multiples occasions.

En second lieu, même avec une police unique, on serait contraint, pour apprécier d'une façon exacte les risques de responsabilité de l'assuré, de mettre à part certains risques particulièrement lourds, faisant habituellement l'objet de polices autonomes : risques automobiles, d'aviation, risques de responsabilité professionnelle, risques de propriété, d'exploitation ou de garde d'immeubles ou de certains animaux.

Enfin, comme les chances de responsabilité varient constamment chez un individu, il faudrait modifier constamment la police : aujourd'hui, tel individu est automobiliste, demain il ne le sera plus, ou réciproquement. D'autre part, M. Savatier reconnaît qu'une police unique « ne pourrait certainement jamais s'étendre aux responsabilités contractuelles. En effet,

(1) Savatier, *Op. cit., ibid.*

garantir, d'une manière générale, cette responsabilité, serait permettre à l'assuré de créer indéfiniment et librement le risque par le nombre, l'importance et la rigueur de ses contrats. C'est à quoi aucun assureur ne saurait consentir pour une prime, d'avance, déterminée » (1). M. Savatier en conclut qu'il faudrait, pour ces risques, des polices spéciales. En fin de compte, il n'y aurait pas des différences considérables entre le système proposé par l'éminent professeur de la Faculté de Poitiers, et celui qui est pratiqué actuellement.

Quoi qu'il en soit, d'ailleurs, sur les moyens qu'on peut, ou doit employer, pour se couvrir de sa ou de ses responsabilités, il faut reconnaître qu'il est aujourd'hui dans le domaine des choses possibles, de se garantir contre toute responsabilité assurable. Cela veut-il dire que la socialisation de la responsabilité soit possible matériellement? En d'autres termes, cela veut-il dire que tout individu puisse s'assurer contre tous les risques qu'il fait courir aux tiers? Evidemment, non; c'est là un tout autre problème, beaucoup plus difficile à résoudre, d'autant plus que pour arriver à une solution satisfaisante, chacun serait obligé de souscrire une police ou des polices d'assurance, non seulement illimitées quant aux risques, mais, encore, quant aux sommes garanties.

---

(1) Savatier, *Op. cit.*, 502.

SECTION II

L'ASSURANCE ILLIMITÉE

QUANT A LA SOMME GARANTIE

Pour que l'assurance couvre toute responsabilité, elle devrait être illimitée quant à la somme garantie, puisque, actuellement, c'est le système de la réparation intégrale du préjudice causé qui prévaut. Si demain, au contraire, on se décidait pour la limitation de la responsabilité, une assurance limitée suffirait pour que soit réalisée la socialisation des risques de responsabilité.

§ 1. L'assurance illimitée.

Jusqu'à présent, d'une manière générale, la responsabilité civile a été fondée sur le principe de la réparation intégrale, c'est-à-dire, comme le dit si bien Mlle Ripert, sur « la compensation du tort subi » (1).

Ce sytème peut faire naître, à la charge de l'auteur, des obligations très étendues, voire même considérables, puisqu'elles n'auront d'autres limites que celles que leur imposeront les faits. Pour bien montrer à quelles conséquences on peut aboutir, nous allons reproduire

---

(1) Lucienne RIPERT, Réparation du préjudice dans la réparation délictuelle, *Thèse, Paris*, 1932, p. 19, n° 18.

ici un exemple cité par M. A. de Bersaques, dans la *Revue générale des Assurances et des Responsabilités* de 1932 (1) : « Supposons qu'un homme marié, père de deux enfants mineurs, dit le juge au Tribunal de Gand, soit écrasé à l'âge de 40 ans. Son revenu professionnel étant de 50.000 francs, taux courant dans les professions libérales, le dommage matériel s'établira comme suit : revenu utile des deux tiers de 50.000 fr. (un tiers étant consacré aux besoins de la victime) = 33.000 francs. Survie probable : vingt-cinq ans, selon les tables de mortalité publiées au *Moniteur* du 24 septembre 1926. Valeur actuelle de vingt-cinq annuités de 33.000 francs (le taux d'intérêt étant de 5 p. 100) : 33.000 × 14 = 462.000 francs pour le seul dommage matériel. Si l'on y ajoute la réparation du dommage moral : 25.000 francs pour la femme et 10.000 francs pour chaque enfant, on obtient un total de 507.000 fr. ». Et cela pour un homme touchant 50.000 francs par an ! On voit immédiatement quelle somme devrait payer l'auteur de l'accident s'il avait écrasé une personne appointée à 100.000 francs. La responsabilité d'une Compagnie de chemins de fer ou d'une Société de transports en commun, risque, elle aussi, d'être considérable lorsqu'il y a des dizaines, quelquefois des centaines de morts. Il en serait de même en matière de dommages causés aux choses : un incendie, allumé imprudemment, peut entraîner la destruction de plusieurs maisons; un avion qui tombe sur une usine de produits chimiques inflammables peut causer des dommages incalculables. Pour couvrir de telles responsabilités, l'assurance illimitée, quant à la somme garantie,

---

(1) A. de Bersaques, L'assurance obligatoire des automobilistes, *Rev. gén. des Ass. et des Respons.*, 1932, p. 869 et s.

est donc nécessaire. Cette assurance a été critiquée aux points de vue technique et pratique.

Alinéa I. — Critiques d'ordre technique

L'assurance illimitée a été introduite en France, il y a quelques années seulement (1) ; elle fut importée des pays anglo-saxons, où elle existe depuis plus longtemps. Elle a soulevé, et elle soulève encore chez nous, deux sortes d'objections : les unes d'ordre juridique, les autres relevant de la technique de l'assurance.

A. **Objections d'ordre juridique.** — On a contesté la validité du contrat d'assurance illimitée sous prétexte qu'un contractant ne peut pas s'obliger d'une manière illimitée (2). M. Savatier a fort bien répondu que l'obligation illimitée est, non seulement permise, mais courante avec la responsabilité contractuelle du transporteur (3). M. Capitant, de son côté, s'est prononcé pour la validité de l'assurance illimitée (4). D'ailleurs, comme l'a fait remarquer M. Savatier, il y a longtemps que l'assurance illimitée est pratiquée chez nous sans que l'on en conteste la validité; il suffit, pour s'en convaincre, de se rappeler la clause, bien connue de la plupart des contrats d'assurance responsabilité : « Au cas où la victime, ou ses ayants droit, pourraient

---

(1) Elle est généralement pratiquée en France par les Sociétés d'assurance étrangères.

(2) Sumien, *L'assurance illimitée de la responsabilité des accidents causés par les automobiles*, *D. H.*, 1934, chronique, p. 29.

(3) Savatier, *Op. cit.*, p. 494.

(4) Capitant, *Article dans « La Prime »*, 15 janvier 1934.

se réclamer de la loi du 9 avril 1898, ou de ses extensions, la Société couvrirait l'assuré contre les charges desdites lois, et ce sans limite ». Si la victime attaque l'auteur, conformément à l'article 7 de la loi du 9 avril 1898, l'assureur devra payer, quels que soient le montant du dommage et de la somme promise (1) ; du moins c'est ce qu'estiment certains Tribunaux (2).

B. **Objections du point de vue de l'assurance.** — Selon M. Sumien, l'assurance illimitée est impossible, parce qu'il est impossible, avec elle, de déterminer la prime qu'il faudra faire verser, et les réserves qu'il faudra constituer : « Pour couvrir un risque illimité, pour constituer les réserves illimitées qu'il comporte, il faut fixer une prime et pouvoir justifier cette fixation par des éléments rationnels et scientifiques. Comment le faire, où sont ces éléments? (3) Comment réaliser l'équilibre entre les primes et les indemnités ? Une Compagnie peut-elle avoir la certitude d'être assez riche pour tenir un engagement illimité ?

Ces arguments n'ont pas une très grande valeur. Il est aisé de les réfuter.

Les inconvénients que signale M. Sumien sont inhérents à toute assurance qui débute. Les premiers temps, les primes et les réserves sont calculées empiriquement, puis, les statistiques aidant, les Compagnies d'assurance ont vite fait d'équilibrer leurs budgets, leurs comptes; de calculer scientifiquement leurs primes et leurs réserves. Cela est vrai pour l'assurance illimitée comme pour l'assurance limitée, car on a remarque que, mathé-

---

(1) Savatier, *Op. cit.*, p. 947.
(2) Voir première partie, chapitre III, section I.
(3) Sumien, *Op. cit.*, *ibid.*

matiquement parlant, l'assurance illimitée est facile à réaliser : Chacun sait, en effet, que la prime suit une loi dégressive lorsque la garantie s'élève. « Pour chaque nouvelle augmentation du chiffre assuré, la nouvelle augmentation de prime diminue. L'accroissement de prime est de plus en plus faible, au fur et à mesure que s'élève le montant de la garantie demandée. Au delà d'un certain chiffre de garantie, cet accroissement tend visiblement vers zéro. En d'autres termes, la courbe de la prime comporte une asymptote qu'elle n'arrive jamais à franchir, quelle que soit l'importance numérique du maximum de garantie stipulé. La prime tend vers un chiffre limite qu'elle ne paraît pas devoir dépasser pour de nouveaux accroissements de sommes assurées. C'est ce chiffre qui représente la prime de l'assurance illimitée » (1). On voit donc que le calcul de la prime est possible, même avec l'assurance illimitée.

Prétendre, comme le fait M. Sumien, qu'une Compagnie n'aura jamais la certitude d'être assez riche pour tenir un engagement illimité, c'est faire une affirmation à la fois gratuite et sans portée véritable : puisque, d'une part, le jeu de la réassurance permet les plus grands espoirs et que, d'autre part, même en matière d'assurance limitée, une Société n'est jamais certaine, d'une manière absolue, de pouvoir tenir ses engagements. De nombreuses Compagnies sont tombées en faillite ou en déconfiture, aux plus beaux temps de l'assurance limitée. D'ailleurs, comme le dit si bien M. Savatier : « L'insolvabilité possible d'une des parties n'empêche pas la validité d'un contrat » (2).

---

(1) Savatier, *Op. cit.*, p. 499.
(2) Savatier, *Op. cit.*, p. 494.

En résumé, l'assurance illimitée est possible au point de vue technique, qu'il s'agisse de technique juridique ou de la technique de l'assurance. Cela est tellement vrai que l'on ne se place généralement plus sur le plan de la technique pour combattre l'assurance illimitée, mais sur le terrain pratique; on affirme qu'il est impossible de la voir se généraliser, parce qu'elle est, ou risque de devenir, trop onéreuse.

Alinéa II. — Possibilité pratique de l'assurance illimitée

On dit souvent que l'assurance illimitée constitue une charge si lourde, qu'elle ne peut être souscrite que par les personnes très aisées. Il est bien certain que la prime est d'autant plus élevée que le risque qu'elle a pour but de garantir est plus lourd; et qu'une assurance qui couvre une responsabilité sans limitation de chiffre est plus chère qu'une assurance limitée à une somme déterminée.

Mais, là encore, il ne faut rien exagérer : la critique que l'on fait à l'assurance illimitée n'est pas aussi probante qu'on a l'air de le croire.

Tout d'abord, sa cherté n'est que relative; elle n'apparaît que lorsqu'on compare la prime qu'elle oblige à supporter, avec celle que nécessite une assurance très limitée; au contraire, elle est beaucoup moins sensible dès qu'on la compare avec la prime qu'exige une forte assurance. Chacun sait, en effet, comme nous l'avons rappelé plus haut, que la prime suit une loi dégressive, et qu'une assurance de 300.000 francs ne coûte pas

trois fois plus cher qu'une assurance de 100.000 fr. L'assurance illimitée, de son côté, ne coûte pas beaucoup plus cher qu'une très forte assurance. C'est ainsi qu'en matière automobile, le prix de l'assurance responsabilité illimitée s'élève environ à 750 francs par an pour une voiture de force moyenne (neuf chevaux), alors que celui de l'assurance limitée à 300.000 francs, assurance responsabilité la plus courante, s'élève environ à 630 francs (1). Ce sont les petits risques qui coûtent le plus cher, car ils sont les plus nombreux; on pourrait abaisser dans de fortes proportions le prix de l'assurance illimitée en laissant à la charge de l'assuré les petits dommages. Nous retrouverons plus loin cette question. Ajoutons encore que le prix actuel de l'assurance illimitée n'est pas quelque chose de fixe, et que sa diminution est, à certains égards, dans le domaine des choses possibles. Une généralisation de l'assurance illimitée amènerait un abaissement des tarifs : plus il y a d'assurés, moins les charges sont lourdes (cela n'est vrai que dans une certaine mesure). D'autre part, s'il est exact, comme le dit M. Sumien, à propos de l'assurance automobile, qu'au delà de 200.000 francs « l'intérêt de l'assuré disparaît et l'intérêt de l'assureur apparaît », il faudra s'efforcer de réduire au strict minimum, à zéro, si possible, ce dernier, afin de faciliter, dans la plus large mesure, la réparation des dommages, comme l'intérêt général le réclame. Ceci s'obtiendra, soit par une réorganisation, ou un contrôle plus sévère des assureurs, soit par l'assurance d'Etat. On sait que les tarifs des Mutuelles, et de la Caisse des Dépôts et Consignations, sont moins

---

(1) Il s'agit là des tarifs de la « British America Insurance ». Ceux des autres sociétés sont analogues, à cent francs près.

élevés que ceux des sociétés privées; c'est pour faire diminuer les tarifs de ces dernières qu'on a réorganisé, le 24 mai 1899, la Caisse nationale d'assurances contre les accidents; l'opération a pleinement réussi (1).

Malgré cela, il faut reconnaître que l'assurance illimitée coûte encore trop cher pour être à la portée de toutes les bourses. Bien mieux, sa pratique risquerait, à certains égards, d'en rendre la charge de plus en plus lourde.

M. Savatier fait, en effet, observer, que le juge, n'ayant plus peur d'écraser l'auteur sous le poids d'une responsabilité individuelle trop lourde, se montrera de plus en plus large envers la victime. Cette générosité augmentera les charges des assureurs, et partant les primes d'assurance. « Sans hésitation, quand le chiffre de l'assurance est illimité, il (le juge) condamnera l'auteur de l'accident à la réparation intégrale de tout le préjudice, direct et probablement indirect, éprouvé par la ou les victimes. Pour peu que l'assurance illimitée se généralise, les barèmes coutumiers, dont les Tribunaux usent actuellement pour calculer les dommages-intérêts, subiront des modifications de plus en plus lourdes. Ces modifications finiront par se faire sentir, même dans les hypothèses où l'assurance était limitée à un certain chiffre, car, les habitudes nouvelles opéreront et la hausse du barème deviendra générale » (2).

Il y a, dans cette observation, une grande part de vérité. Sans doute, il ne faut rien exagérer; les juges, lorsqu'il existe une assurance limitée, n'épuisent pas

---

(1) Berthelemy, *Traité élémentaire de Droit administratif*, 12e édition, p. 951.

(2) Savatier, *Op. cit.*, p. 500.

automatiquement la somme garantie; il faut bien espérer qu'avec l'assurance illimitée, ils ne se montreraient pas excessivement généreux; ils ont suffisamment de conscience pour qu'on puisse leur faire confiance. Sous cette réserve, on doit reconnaître, d'une part, que l'assurance illimitée coûte cher, d'autre part, que sa pratique risquerait, dans une certaine mesure, d'en augmenter le prix. Bien que la cherté de l'assurance illimitée ne soit que relative, nous croyons qu'elle est suffisamment grande pour qu'on ne puisse qu'assez difficilement en prévoir la généralisation. L'assurance illimitée pourra bien, et cela nous n'en doutons pas, se créer une place, de gré ou de force, dans certains domaines, qu'il est encore bien difficile de préciser; mais il ne semble pas qu'elle puisse s'étendre à toute la responsabilité; il existe encore trop de gens sans fortune suffisante pour qu'on puisse leur demander de souscrire des polices de cette espèce; ne serait-ce que pour couvrir leur responsabilité de simples particuliers. Au contraire, on pourra exiger de certaines personnes, soit en raison de la richesse qu'elles ont, ou qu'on leur prête, soit surtout en raison du danger qu'elles créent, de se couvrir par une assurance illimitée. Il pourrait en être ainsi pour les détenteurs de matières explosives, de produits dangereux, de machines à forte puissance ou de grande nocivité (aéronefs, navires, même automobiles).

Une généralisation de l'assurance illimitée nous semblant impossible, doit-on conclure que la socialisation de la responsabilité est irréalisable? Nous ne le croyons pas, car il se peut fort bien qu'on en arrive, dans des domaines plus ou moins nombreux, à une limitation de la responsabilité, limitation qui permettrait la socialisation complète.

§ 2. La limitation de la responsabilité.

En principe, le système de la réparation intégrale, adopté par nos codes, semble préférable; il repose sur une idée fort louable de respect des droits et prérogatives des hommes. L'idéal serait qu'il n'y eût pas de dommages; comme la vie en société en amène fatalement, il serait désirable qu'ils fussent totalement effacés par une juste compensation, afin que les hommes ne souffrissent pas de l'activité de leurs semblables. Comme ceci supposerait la généralisation des assurances, et même des assurances illimitées, et comme cette généralisation semble impossible matériellement, ne doit-on pas envisager une limitation de la responsabilité pour obtenir un peu plus de sécurité? Est-ce possible, dans quels cas et de quelle façon ?

Alinéa I. — La limitation de la responsabilité est-elle concevable ?

Cela semble au premier abord difficile; s'il est un principe fondamental de la responsabilité civile, c'est bien celui de la réparation intégrale. Mais, ce principe est-il une nécessité? Doit-il être considéré comme un dogme absolu et intangible? Nous ne le croyons pas. Il ne faut pas, en effet, se faire d'illusion sur la portée exacte de cette règle; d'une part, on l'atténue souvent en fait, d'autre part, il existe des exceptions de droit.

En pratique, le système de la réparation intégrale est souvent difficile à appliquer; il est fréquemment

délicat d'apprécier d'une manière exacte le préjudice subi; chacun sait qu'en matière de dommages aux personnes, moraux ou physiques, l'évaluation a toujours quelque chose d'arbitraire. D'un autre côté, il ne faut pas oublier, que l'étendue du droit à réparation dépend quelquefois de la conduite de l'auteur : La réparation est, pour ainsi dire, « plus intégrale » en cas de faute lourde ou dolosive, qu'en cas de faute légère ou ordinaire. Il y a donc, en fait, dans l'application de la règle de la compensation du tort subi, des atténuations qui, bien que secondaires, n'en sont pas moins significatives.

A côté de ces atténuations de fait, il existe aujourd'hui des exceptions de droit : exceptions qui, pour la plupart, sont modernes; nous allons les rappeler par ordre chronologique.

L'article 216 du Code de Commerce, consacrant un état de droit très ancien, stipule que le propriétaire du navire peut s'affranchir de la responsabilité civile pour fait du capitaine, en abandonnant le navire et le fret.

La loi du 9 avril 1898 limite le droit des accidentés du travail à une somme forfaitaire. C'est là, incontestablement, la plus grande exception faite au système de la réparation intégrale.

La loi du 8 avril 1911, modifiant l'article 1953 du Code civil, porte que la responsabilité des aubergistes et hôteliers est limitée à 1.000 francs pour les espèces monnayées, les valeurs, les titres, les bijoux et les objets précieux appartenant aux voyageurs et non déposés régulièrement.

L'article 41 de la loi du 31 mai 1924, sur la navigation aérienne, stipule que la responsabilité du transpor-

teur pour la marchandise non déclarée par l'expéditeur, est limitée à la somme de 1.000 francs par colis.

Enfin, une loi toute récente, celle du 14 mars 1935, décide que « tout pilote, titulaire ou aspirant, peut, par l'abandon de son cautionnement, s'affranchir de la responsabilité civile résultant de fautes par lui commises dans l'exercice de ses fonctions » (art. 1er) (1).

Le principe de la réparation intégrale peut également être tourné, en matière contractuelle, par le jeu des clauses pénales. Il n'est donc pas un dogme absolu : en fait, on l'atténue; en droit, on l'écarte dans certains cas; ces exceptions sont, généralement, très récentes (1898, 1911, 1924, 1935). Peut-on penser qu'elles se multiplieront ?

Alinéa II. — Dans quels cas peut-on envisager une limitation de la responsabilité ?

Le système de la réparation intégrale n'est respecté en doctrine que lorsque la responsabilité est fondée sur la faute; dès qu'elle est basée sur le risque, le simple fait, les auteurs ont tendance à lui apporter des exceptions.

Les nombreux partisans de la théorie subjective affirment, les uns implicitement, les autres explicitement, que lorsque la responsabilité dépasse le cadre de la faute, une modération, une limitation dans son étendue,

---

(1) *Journal Officiel* du 16 mars 1935, p. 3074. Notons que cette loi stipule qu'un décret fixera le montant du cautionnement que devra fournir le pilote. Ce décret n'est pas encore paru, à notre connaissance, tout au moins.

est non seulement à envisager, mais s'impose. « En l'absence de faute établie, dit M. Savatier (1), ne conviendrait-il pas que le législateur, imitant alors l'ancienne pratique de l'assurance, détermine limitativement les risques entraînant de droit responsabilité et le chiffre de la responsabilité maximum attachée à chaque risque? Problème délicat, sans doute, mais qui ne semble pas insoluble, et dont la solution est imposée par la logique des événements. *Puisque ce sont les assurances qui ont permis le développement moderne de la responsabilité, la responsabilité ne doit-elle pas continuer à dépendre des possibilités techniques de l'assurance?* » M. Picard affirme, de son côté, en demandant une loi pour les accidents de la circulation : « Il appartient au législateur d'organiser un régime approprié qui assure une protection suffisante du public en laissant à l'automobiliste les risques de la circulation, mais en limitant la garantie qui lui est imposée » (2). La Société d'Etudes législatives s'était également prononcée pour la limitation de la responsabilité contre son extension au simple fait (3). En somme, beaucoup d'auteurs (4) acceptent ou souhaitent une limitation de la responsabilité toutes les fois qu'elle s'étend aux risques. Ils le font généralement dans un souci d'équitable répartition des charges; ils craignent, en effet, que, même avec l'assurance, la responsabilité objective illimitée n'écrase le responsable, et pour la rendre viable ils préconisent sa limitation, sa modération.

---

(1) Savatier, *Op. cit.*, p. 508.

(2) Picard, *Pour une loi sur les accidents d'automobile*, *Rev. gén. des Ass. terr.*, 1931, p. 5 et s., et p. 489 et s. Voir particulièrement p. 14.

(3) *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1932, p. 78.

(4) V. Planiol et Ripert, *Op. cit.*, t. II, p. 669.

Ce n'est pas l'avis de tout le monde. M. Sinzot, bien que partisan du risque en matière automobile, se prononce pour la réparation intégrale et l'assurance illimitée (1).

Sur le terrain du risque, par conséquent, un mouvement fort net pour la limitation de la responsabilité existe. En est-il de même sur celui de la faute ? Il faut reconnaître que non; on entend partout affirmer qu'en cas de faute, la réparation doit être intégrale. Pourquoi ceci ? comment justifier la compensation complète en matière de responsabilité subjective ? On dit souvent que l'on doit en décider ainsi parce que le dommage causé par faute est injuste. Mais tout dommage, lorsqu'il n'est pas dû à la volonté formelle de la victime, n'est-il pas injuste? Le préjudice dû au hasard a-t-il un caractère équitable? Nous ne le croyons pas; l'injustice du dommage, nous dira-t-on, ne s'apprécie pas par rapport à la victime, mais par rapport à l'auteur; le dommage est injuste, parce qu'il aurait pu être évité par une conduite plus prudente; l'auteur devait se conduire en bon père de famille; il ne l'a pas fait; sa faute doit être sanctionnée, elle le sera par l'obligation de réparer intégralement le préjudice causé; intégralement, parce que chacun devant respecter les droits d'autrui, s'il ne l'a pas fait, il doit, par une compensation exacte, faire disparaître le préjudice causé injustement. La responsabilité est une sanction de l'activité. Cela était peut-être vrai avant les assurances, cela l'est moins, ou même plus du tout, depuis que la responsabilité est réduite à une question de prime; aujour-

---

1) Sinzot, *Responsabilité objective des automobilistes; Assurance obligatoire, Revue générale des Assurances et des Responsabilités*, 1932, *p.* 1011 *et s.*

d'hui, il s'agit moins de savoir si l'on doit mettre l'intégralité du dommage à la charge de l'auteur, que de savoir s'il est possible d'exiger de lui telle ou telle prime; l'idée de respect des droits peut avoir à plier devant des nécessités sociales qu'il est impossible de négliger; la responsabilité subjective est souvent si lourde qu'on peut être amené à en envisager la limitation dans quelques hypothèses tout au moins. Il ne suffit pas de dire que la réparation intégrale, viable avant l'assurance, est bien plus facilement supportable depuis que celle-ci existe, et qu'il paraît ridicule d'envisager actuellement la limitation de la responsabilité, car l'argument n'est ni solide, ni toujours exact. D'une part, la responsabilité subjective pouvait être si lourde auparavant et conduire si fréquemment à l'écrasement, qu'il est permis de revenir sur elle ; d'autre part, la notion de faute s'est affinée, c'est-à-dire s'est étendue à de si nombreux actes, reconnus autrefois légitimes, que l'on peut être conduit à envisager la modération de ses conséquences pécuniaires; enfin, l'activité individuelle est aujourd'hui si complexe, les domaines auxquels elle s'étend si vastes, que les fautes en sont multipliées, les dommages causés accrus, de sorte que la responsabilité subjective est actuellement beaucoup plus lourde qu'autrefois, si lourde qu'on peut, dans certains cas, en demander la limitation. Il suffit, pour s'en bien convaincre, de penser aux responsabilités des médecins, pharmaciens, notaires ou avoués; celle du transporteur (faute contractuelle), ne peut-elle pas être écrasante? Enfin, la responsabilité du locataire, ou du propriétaire en cas d'incendie, ne peuvent-elles pas faire naître des obligations extrêmement lourdes? Tant que l'on reste dans le cadre des responsabilités ordi-

naires, peu étendues, il ne saurait être question de les limiter, d'autant moins que l'assurance les rend plus facilement supportables; si l'on envisageait une limitation dans ces diverses hypothèses, ce ne serait qu'une apparence, qu'un jeu d'écritures, pour rendre la responsabilité atténuée plus large en surface; par contre, dans des cas spéciaux, une limitation de la responsabilité en profondeur pourrait être envisagée sans qu'un élargissement en surface ne vienne contrebalancer la première mesure.

En définitive, la limitation de la responsabilité peut être préconisée toutes les fois que les charges qu'imposerait une réparation intégrale paraîtraient trop lourdes; en principe, le problème se poserait plus facilement sur le terrain du risque que sur celui de la faute, car la responsabilité y est plus étendue. Avant d'examiner par quels procédés, par quels moyens on arriverait à limiter cette responsabilité, disons que cette mesure ne saurait être envisagée que lorsqu'il y a réellement bénéfice à l'accepter; l'assurance illimitée, avons-nous dit, est d'une cherté relative. Réciproquement, l'assurance limitée est d'un bon marché relatif et l'on n'aura avantage à y recourir que lorsqu'on limitera sérieusement le droit à réparation de la victime; on ne peut guère le faire sans injustice; il faudra donc user de prudence, afin que personne ne soit trop lésé; l'équilibre des droits, des obligations et des intérêts est une entreprise délicate; nous ne pouvons ici en fournir une formule générale, car elle n'existe pas; les solutions ne peuvent être que particulières: on peut avoir avantage à limiter la responsabilité ici, et à laisser jouer le principe de la réparation intégrale ailleurs; le forfait peut être justifiable en matière d'accidents du travail, sans l'être en

matière d'accidents de la circulation; la limitation de la responsabilité, défendable ici, parce qu'elle est objective, peut ne pas l'être là-bas parce qu'elle est subjective. Bref, tout est une question, sinon d'espèce, tout au moins de catégorie; le temps, les habitudes, les traditions et le progrès permettront de forger des solutions adéquates, jamais définitives, toujours sur le chantier; le droit n'est pas fixe, il évolue constamment; telle solution qui paraît bonne aujourd'hui peut être insuffisante ou mauvaise demain.

Alinéa III. — Comment réaliser une réparation partielle

Le principe de la réparation partielle étant admis, comment le réaliser pratiquement? Nous distinguerons deux sortes de dommages : les dommages aux personnes, les dommages aux biens.

A. **Les dommages aux personnes.** — Les individus peuvent se trouver atteints dans leur personne physique ou dans leur patrimoine moral.

1° *Dommage moral.* — Le dommage moral soulève deux problèmes. Est-il assurable ? Doit-il être réparé?

L'assurabilité du dommage moral dépend de l'idée qu'on se fait de l'obligation mise à la charge de l'auteur; si l'on y voit, comme certains (1), une peine privée, il va de soi qu'on ne peut pas l'attribuer à l'assureur; les amendes pénales ne sont pas assurables.

---

(1) Ripert, *La Règle morale*, n° 131, 159, et 181; Planiol et Ripert, *Traité pratique*, t. VI, p. 753; Lalou, *La Responsabilité civile*, n° 66; Laurent, *Principes du droit civil*, t. XX, n° 395.

Si l'on y voit, au contraire, comme d'autres (1), une idée de compensation, l'assurance peut jouer. M. Dubois, qui a longuement étudié ce problème dans une thèse récente (2), penche pour la seconde solution, celle qui a, en fait, triomphé.

Le dommage moral est donc assurable, mais doit-il être réparé? Lorsqu'on se prononce, comme nous l'avons fait, pour la limitation de la responsabilité, ne doit-on pas commencer par exclure la réparation du préjudice moral, qui n'a tout de même pas le caractère de nécessité vitale que revêt généralement le préjudice matériel physique? On est d'autant plus tenté de le faire, que plusieurs lois, qui ont consacré le système de la réparation partielle, ont exclu celle du préjudice moral. Il en est ainsi de la législation du travail française (il y a cependant quelques exceptions) et de certaines législations étrangères relatives à la responsabilité des automobilistes : loi allemande, loi finlandaise. M. Sinzot déposait, en 1932, un projet de loi sur la responsabilité en matière automobile (3) qui excluait, lui aussi, la réparation du préjudice moral, bien que la responsabilité matérielle y fût illimitée. Par contre, le projet discuté à la Société d'Etudes législatives, sur la même matière, admet la réparation du préjudice moral, en limitant celle du préjudice matériel (4).

Sans se prononcer contre la réparation du *pretuim doloris*, nous croyons qu'il serait logique qu'une loi, qui

---

(1) Colin et Capitant, *Cours élémentaire de Droit civil français*, t. II, p. 373; Josserand, *Cours de Droit civil positif français.*, t. II, p. 441; Mazeaud (L. et H.), *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile délictuelle et contractuelle*, t. I, n° 312.

(2) Maurice Dubois, « *Pretuim Doloris* », *Thèse, Lyon*, 1935, p. 159.

(3) Sinzot, *Op. cit., ibid.*

(4) *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1932, p. 73 et s. Projet rapporté par M. Lalou.

limitât le droit de réparation de la victime, commençât par restreindre au strict minimum, voire même à exclure, la réparation du préjudice moral, avant de toucher aux dommages physiques, car la réparation de ces derniers s'impose plus facilement que celle du précédent.

2° *Dommages physiques*. — L'exclusion de la réparation du dommage moral n'est pas de nature à diminuer considérablement le coût de l'assurance; il faut en venir à des mesures plus radicales, et, notamment, à la limitation de la responsabilité en cas de préjudice matériel. Cette limitation peut être conçue de deux façons : réparation forfaitaire, ou fixation d'un maximum. On peut évidemment concevoir des solutions mixtes.

Le système forfaitaire a été appliqué en matière d'accidents du travail; il a été proposé, pour les accidents de la circulation, par la Société d'Etudes législatives.

En matière d'accidents du travail, la réparation est basée sur le salaire; son taux varie avec le dommage subi. Mais les indemnités, fixées par la loi, sont si basses (1) qu'un projet déjà voté par la Chambre des députés, et en instance devant le Sénat, propose d'en relever quelque peu le taux (2). Les allocations

---

(1) Le taux des indemnités varie avec le dommage subi. En cas d'incapacité temporaire, l'indemnité est égale à la moitié du salaire journalier, elle n'est payée qu'à partir du cinquième jour. En cas d'incapacité permanente, l'indemnité est égale à la moitié de la réduction que l'accident fait subir au salaire si l'incapacité est partielle, aux deux tiers du salaire si elle est absolue. Enfin, en cas de mort, une rente égale à 20 p. 100 du salaire est servie au conjoint, et des rentes particulières sont servies aux enfants : 15 p. 100 pour le premier, 10 p. 100 pour chaque enfant après le premier.

(2) Rapport à la Chambre des députés. Documents parlementaires. Chambre, 1926, annexe n° 3159, p. 1089.

accordées par la loi de 1898 et les lois qui ont étendu la législation du travail, ont beaucoup plus le caractère de pensions alimentaires que de réparations des torts subis. Bien que la faiblesse de leur taux s'explique, en partie, par une extension de la responsabilité patronale à presque tous les dommages (1), le système de 1898 ne peut qu'assez difficilement être pris comme modèle et étendu à d'autres domaines, d'autant plus qu'il est basé sur un salaire et que tout le monde n'est pas salarié.

Lorsqu'on a voulu imiter la solution de 1898 en matière d'accidents causés par des véhicules à moteur, il a fallu supposer un salaire, ou tout au moins un revenu tiré du travail. Les rédacteurs du projet discuté à la Société d'Etudes législatives (2) ont proposé d'admettre que toute victime soit considérée comme habile à tirer de son travail un produit annuel de 12.000 fr., sauf à elle d'établir un chiffre plus élevé. On a décidé ensuite (art. 4 du projet) qu'au delà de 12.000 fr., le chiffre servant à calculer l'indemnité ne compterait que pour un quart jusqu'à 50.000 francs et pour un huitième au-dessus de 50.000 francs; ce système mériterait, évidemment, quelques retouches : on ne peut pas supposer, comme l'a fait remarquer M. Pottier (3), au cours de la discussion, qu'un enfant de 2 ans puisse tirer 12.000 francs par an de son travail ! La même observation peut être faite en ce qui concerne le vieillard de 90 ans. N'attachons aucune importance aux chiffres qui ont été retenus : s'ils ont été fixés si bas,

---

(1) Certains estiment que la loi de 1898 ne s'étend pas à l'accident survenu par suite de force majeure; d'autres se prononcent pour la thèse contraire.

(2) *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1932, p. 73 et s.

(3) *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1933, p. 85.

c'est que la responsabilité a ici, comme en matière d'accidents du travail, été fortement élargie (1) ; dans d'autres domaines, une responsabilité moins étendue permettrait une réparation plus généreuse. Faisons abstraction de ces détails, et demandons-nous ce que vaut le principe du système forfaitaire.

Il a deux défauts, dit-on : il est arbitraire et il lèse les intérêts de la victime; mais, d'une part, tout système de limitation de responsabilité est arbitraire; d'autre part, la lésion des intérêts de la victime n'est pas toujours aussi nette qu'on le dit, puisqu'une diminution de la créance de réparation est contrebalancée par une augmentation dans sa fréquence; d'ailleurs, si l'on adopte le système préconisé par la Société d'Etudes législatives, la victime n'est réellement sacrifiée, que lorsque la situation qu'elle occupait était très rémunératrice; la réparation est, en effet, d'autant plus partielle que le revenu était plus important; si « l'écrasé » avait un gain de 25.000 francs, l'indemnité que devra verser l'auteur sera calculée sur une base de 15.250 fr.; elle sera calculée sur une base de 27.750 francs pour un gain de 100.000 francs (2) ; en d'autres termes, l'indemnité ne doublera pas lorsque le gain quadruplera. Avec ce procédé ingénieux, les gros risques sont mis en dehors de la responsabilité; on se rapproche alors du système qui limite cette dernière à un maximum. Avant

---

(1) Le projet stipule que la responsabilité de l'automobiliste est engagée pour tous les dommages, sauf ceux qui sont dus à la force majeure, ou à une faute inexcusable de la victime.

(2) Voici, en effet, comment on ferait le calcul :

a) Revenu de 25.000 francs, la rente versée serait de 12.000 + (25.000 — 12.000) : 4 = 12.500 + 3.250, soit 15.250 francs.

b) Revenu de 100.000 francs, la rente versée serait de 12.000 + (50.000 — 12.000) : 4 + 50.000 : 8, soit 12.000 + 9.500 + 6.250, soit 27.750 fr.

de l'étudier, rappelons la solution particulière adoptée en Allemagne.

En Allemagne (loi du 3 mai 1909), la responsabilité de l'automobiliste, en cas d'accident, est doublement limitée : un maximum est fixé, et la réparation est mesurée par la reconstitution de la capacité de travail (1). Seule cette dernière solution nous intéresse pour l'instant. Avec elle, la victime n'a de droit que lorsque sa capacité de travail a été diminuée, et dans la mesure seulement de cette diminution. Ce système nous paraît insuffisant et peu satisfaisant; insuffisant parce qu'il ne peut pas jouer en cas d'accident mortel, ou d'accident survenu à un enfant ou à un vieillard; peu satisfaisant parce qu'il conduit à ne rien donner à l'employé ou au fonctionnaire qui se verra amputé du bras gauche, sous prétexte que cela ne le gêne pas dans sa profession (2).

A côté de ces limitations à caractère plus ou moins forfaitaire (3), existe le système du plafond; la responsabilité, pour un risque particulier, étant limitée à une somme déterminée, c'est la solution qui a été adoptée par l'article 1[er] de la loi du 16 mars 1935. En Allemagne, ce système a triomphé en matière automobile; l'article 12 de la loi du 3 mai 1909 stipule qu'en cas de blessure ou de mort d'une personne par accident d'automobile, la victime ou ses ayants droit ne peuvent réclamer une indemnité supérieure à 50.000 marks en

---

(1) La loi allemande va même plus loin puisqu'elle interdit la réparation du dommage moral.

(2) PICARD, *Op. cit., ibid.*

(3) La responsabilité forfaitaire n'est pas une responsabilité complètement limitée; si elle l'est, quant à la somme que peut demander chaque victime, elle ne l'est plus dès que le nombre des victimes peut être illimité. La responsabilité ne sera vraiment limitée que si l'on fixe un plafond maximum dans l'obligation de l'auteur.

capital, ou 3.000 marks en rente; si l'accident a blessé ou causé la mort de plusieurs personnes, l'indemnité totale ne pourra pas dépasser 150.000 marks en capital, 9.000 marks en rente; d'après la loi finlandaise du 2 février 1925, « l'indemnité payée sous forme de rente viagère ne peut pas dépasser 4.000 marks par personne, ni un total de 12.000 marks pour les victimes d'un seul et même accident »; le projet de loi, élaboré par la Société d'Etudes législatives, stipule, dans son article 4, *in fine*, que « les indemnités allouées ne pourront jamais dépasser les maxima établis à l'article précédent, calculés sur une durée maxima de dix ans », c'est-à-dire 120.000 francs lorsque le salaire est de 12.000 francs, et 277.500 francs lorsque le revenu est de 100.000 francs par an. Il s'agit là de sommes assez basses parce que, comme nous l'avons déjà dit, la responsabilité y est très large. Avec une responsabilité moins étendue, on pourrait concevoir une réparation plus généreuse. Laissons de côté la question des chiffres, n'envisageons que celle du principe. Que faut-il penser du système du plafond maximum? Il nous apparaît préférable à celui de la réparation forfaitaire, à tous les degrés, et cela pour les raisons suivantes. Il rend, en principe, l'assurance plus facile, puisque celle-ci suppose le groupement de risques autant que possible égaux. Il paraît plus légitime d'assurer une réparation intégrale, ou quasi intégrale, lorsque la situation de la victime était peu aisée, que dans le cas contraire; les revenus perdus ont, dans la première hypothèse, un caractère de nécessité vitale beaucoup plus marqué que dans la seconde; 100.000 fr. par an ne sont pas nécessaires pour vivre convenablement, mais 12.000 francs sont indispensables. Enfin, les

personnes aisées ayant l'habitude, ou la possibilité de contracter des assurances réparations, ne risquent pas trop de souffir d'une responsabilité partielle; on nous dira qu'elles devront payer cet avantage; nous ne le nions pas, mieux encore, nous estimons que cela est juste et logique : il est équitable que ceux qui ont les avantages d'une situation, plus ou moins extraordinaire, aient quelques charges supplémentaires; on ne peut, d'autre part, demander à l'individu responsable de ne compter que sur des risques normaux, moyens; le risque extraordinaire doit être mis en dehors de la loi, laissé à la seule charge de celui qui en bénéficie. Telles sont les raisons pour lesquelles le système de limitation, fondé sur un plafond déterminé, nous semble préférable au système forfaitaire intégral. Bien entendu, le chiffre du plafond est très difficile à déterminer, il aura toujours un caractère arbitraire, mais toute limitation a cet inconvénient. Une dernière critique a été faite au système du maximum: on a dit qu'il reviendrait finalement très cher, parce que les juges seraient tentés d'allouer toujours et partout le chiffre limite. Il y a peut-être ici un danger, mais il ne faut pas l'exagérer; il existe, d'ailleurs, que la responsabilité ou l'assurance soit ou non limitée; d'autre part, la conscience des juges n'a pas toute l'élasticité qu'on lui prête si généreusement. Le danger signalé n'est que relatif; nous conclurons en disant que le système du plafond nous semble préférable. Ajoutons qu'il n'y a vraiment responsabilité limitée, avec ce procédé, que lorsque le législateur a restreint non seulement l'étendue du droit de créance de la victime, mais encore le montant global de l'obligation de l'auteur. Si le législateur s'est borné à la première sans toucher au second, il n'y aura pas respon-

sabilité limitée si le nombre des victimes peut varier à l'infini.

Le système du plafond maximum peut se combiner avec la réparation forfaitaire, c'est notamment le cas du projet de loi de la Société d'Etudes législatives qui, comme nous l'avons dit, n'assure qu'une réparation partielle lorsque le dommage est supérieur à 12.000 fr. et limite le montant de la réparation au décuple de la rente servie. Tels sont les procédés de limitation qu'on peut envisager en matière de dommages aux personnes. Qu'en est-il en matière de dommages causés aux choses ?

B. **Les dommages causés aux choses.** — Nous ne dirons que quelques mots de ceux-ci. Il ne peut s'agir que de dommages matériels. L'application du forfait se traduit par une réparation proportionnelle. Quant au maximum, il peut être envisagé. Les lois allemande et finlandaise sont là pour le montrer. La première a fixé à 10.000 marks, la deuxième à 25.000 marks, la réparation maxima due en cas d'accidents d'automobiles et de dommages causés aux choses. On peut dire, d'autre part, que les articles 1953 du Code civil et 41 de la loi du 31 mai 1924 ne visent que des dommages matériels. On pourrait parfaitement concevoir, en matière d'incendie, par exemple, une limitation de la responsabilité des voisins ou des locataires...

Telles sont les quelques observations que nous voulions faire au sujet des dommages causés aux choses. Avec ceux-ci nous avons fini l'examen des procédés que l'on peut envisager pour limiter la responsabilité dans le cas où cette limitation apparaîtrait comme nécessaire ; nous en avons, du même coup, terminé avec

l'étude que nous voulions consacrer à la possibilité pratique et technique de la socialisation de la responsabilité.

Nous dirons, en conclusion, que s'il est techniquement possible de concevoir une substitution de l'assurance à la responsabilité, pratiquement on se heurte à de grandes difficultés; on est amené, dans certains cas, à limiter la responsabilité si l'on veut que l'assurance puisse la recouvrir. Même sous cette réserve, il n'est pas certain du tout qu'on puisse arriver à une socialisation complète de la responsabilité, car il y aura toujours des personnes qui seront suffisamment dépourvues pour être capables de supporter les primes destinées à les garantir contre le recours des tiers. Mais même si cela était possible, il faudrait encore décréter l'assurance obligatoire pour que la socialisation soit complète : si l'on se fie à la bonne volonté des gens, on risque d'avoir d'amères déceptions. Or, l'assurance obligatoire est une très grave question.

CHAPITRE II

L'ASSURANCE OBLIGATOIRE

Jusqu'à présent, le problème de l'assurance obligatoire s'est surtout posé dans le domaine des dommages personnels; il a été soulevé quelquefois dans celui de la responsabilité. Les risques de cette dernière espèce sont aujourd'hui si nombreux, et si lourds, la sécurité des tiers est si souvent mise en danger, qu'on sera obligé de plus en plus fréquemment d'envisager l'assurance obligatoire en matière de responsabilité. D'ailleurs, n'est-ce pas vers cette solution qu'on se dirige petit à petit, et peut-être inconsciemment? N'est-il pas vrai de dire, comme on l'a fait souvent, que les juges finissent par considérer l'auteur en faute pour ne pas s'être assuré ? Cette pratique, conjugée avec la lourdeur de la responsabilité moderne, ne conduisent-elles pas à l'assurance obligatoire ?

Cette assurance soulève deux questions: Est-elle possible, en principe d'abord, en pratique ensuite? Après avoir examiné ces deux problèmes, nous dirons ce qu'on a réalisé ou projeté en matière d'assurance responsabilité obligatoire.

SECTION I

L'ASSURANCE OBLIGATOIRE EN PRINCIPE

Le principe de l'assurance obligatoire soulève deux objections : on proteste au nom de la liberté ; on invoque le défaut de valeur morale d'une assurance obligatoire.

On dit : l'assurance obligatoire est contraire à la liberté et on s'insurge contre la restriction toujours plus grande de l'individualisme, et l'extension toujours plus marquée de l'étatisme, du collectivisme. Que faut-il penser de cela ? Il est incontestable que l'assurance obligatoire apporte une limite à la liberté, mais au fond ce n'est ni la première, ni la dernière; la liberté est loin d'être absolue; cela est heureux à certains égards, l'assurance obligatoire ne ferait qu'apporter une limite de plus; mais c'est là, nous dira-t-on, qu'est tout le mal! Nous ne le croyons pas, car l'affirmer c'est faire une pétition de principe; toute la question, tout le problème est justement de savoir si l'intérêt général, le bien commun, n'exigent pas l'obligation dans l'assurance, si une nouvelle limitation dans la liberté ne serait pas une mesure meilleure, que la perpétration de celle-ci? L'obligation de l'assurance peut paraître préférable à la liberté pour plusieurs raisons.

Il est naturel que certains dommages qu'on a jugé bon, équitable ou nécessaire de mettre à la charge de leurs auteurs, le soient toujours; or, avec le système actuel, la victime doit fréquemment supporter les dom-

mages causés par un auteur et mis à sa seule charge par l'application des règles de la responsabilité; cette hypothèse se réalisera toutes les fois que l'auteur sera insolvable, peu solvable, insuffisamment ou non assuré; dans ces divers cas, la victime devra supporter tout ou partie du préjudice; cela est profondément injuste; ou les règles de responsabilité sont justes, et il faut les respecter, ou elles sont injustes, et il faut les modifier; il ne suffit pas d'affirmer que l'individu, dans telle ou telle circonstance, aura droit à réparation, il faut assurer cette réparation; si les hommes n'ont pas compris leur devoir de s'assurer, on doit le leur rappeler; ici, nous ne visons pas seulement cette minorité de gens de mauvaise foi qui cherchent à profiter de leur insolvabilité en s'abritant derrière la liberté, nous pensons à l'ensemble des individus; la responsabilité est aujourd'hui beaucoup plus grande qu'autrefois, non seulement parce que son fondement s'est élargi, mais aussi parce que l'activité des hommes s'étend à des domaines de plus en plus larges, à des objets de plus en plus complexes, et que les individus ont en leur possession des machines, des engins, des objets dont ils ont plus ou moins bien la direction, et qui sont susceptibles, sans la moindre imprudence de leur part, de causer des torts immenses. Cet accroissement considérable de la responsabilité moderne ne peut pas, en principe, rester à la charge de patrimoines individuels : il faudrait être très riche pour pouvoir personnellement supporter la réparation des dommages que l'on peut causer; l'assurance s'impose donc aujourd'hui plus qu'elle ne l'aurait pu autrefois ; l'homme a le devoir de s'assurer s'il veut respecter ses obligations envers ses semblables; si l'on a pu se prononcer, de

plus en plus souvent, en faveur de l'assurance obligatoire, en matière de risques personnels : assurances sociales, retraites pour la vieillesse, assurances invalidité, maladie, assurance incendie, fléaux naturels..., il semble encore bien plus juste de se prononcer pour l'assurance obligatoire en matière de responsabilité, car il s'agit alors de dommages causés à des tiers. On pourrait exprimer ceci en disant : l'individu est libre de mourir, mais il n'est pas libre de faire mourir autrui. En résumé, une certaine répartition des dommages ayant été faite par nos codes, par nos lois, en se fondant sur des raisons d'équité ou des nécessités sociales déterminées, il est de la plus élémentaire morale d'assurer le respect de cette répartition, jusqu'à ce qu'on en ait décidé autrement pour des raisons tout aussi louables. Ce respect, sur lequel les tiers ont le droit de compter, ne pouvant être garanti par l'assurance responsabilité facultative, puisque tous les individus ne comprennent pas, ou ne veulent pas comprendre le devoir qu'ils ont de s'assurer, on est contraint d'adopter la solution de l'assurance obligatoire pour donner plus de sécurité aux tiers (1). « *Nous voulons la créance de tous les hommes* », dit M. E. Levy (2). A ceux qui invoqueront la liberté des assurés, nous demanderons si la liberté des victimes doit être négligée. L'assurance obligatoire, en donnant un minimum de sécurité matérielle aux tiers lésés, garantit leur liberté.

D'ailleurs, et ce sera là la deuxième raison que nous invoquerons en faveur de l'obligation, l'assurance obligatoire ne ferait souvent que consacrer les faits. On

---

(1) D'ailleurs, la responsabilité civile n'est-elle pas, elle aussi, obligatoire ?

(2) E. Levy, *Les fondements du droit*, p. 140.

affirme fréquemment (1) qu'en matière d'automobilisme, le nombre des personnes assurées atteint, en France, le chiffre de 95 p. 100. En ce qui concerne l'incendie, les personnes non assurées sont très rares; il en est de même dans le domaine de la responsabilité des patrons pour accidents du travail.

On a pu dire, dans un rapport remarquable, à la Chambre des députés : « Jusqu'à présent, l'obligation de s'assurer ne figure nulle part dans notre droit. Cependant, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, la loi est en retard sur les faits et il n'est guère de citoyens qui ne soient assurés, très souvent même dans plusieurs branches... » (2).

Nous ajouterons que l'assurance obligatoire aurait, en outre, les trois avantages suivants : elle permettrait, comme le fait remarquer M. Savatier, de faire disparaître ou d'atténuer le jeu si fâcheux des fausses incidences, en faisant supporter par tous les responsables les risques de responsabilité (3). Elle tendrait à faire diminuer le montant des primes d'assurance réparation, qui jouent en cas d'insolvabilité ou de solvabilité insuffisante de l'auteur; elle permettrait peut-être, dans une mesure infime il est vrai, de diminuer les frais d'assistance, si lourds pour les collectivités, qui ont tôt ou tard à prendre la place du responsable insolvable lorsque

---

(1) V. Goberville, *L'assurance obligatoire et la responsabilité des automobilistes, Thèse, Montpellier*, 1934, p. 52; Dalimier, Exposé du projet de loi du 19 janvier 1933, cité par M. Goberville, (*Op. cit., ibid.*).

(2) Rapport de M. Valière, député, fait au nom de la Commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi portant fixation des dépenses du budget de l'exercice 1934, en ce qui concerne le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, *J. O.*, Documents parlementaires, Chambre, 1933, annexe n° 2735, p. 683 et s., et, notamment, p. 766 (session extraordinaire).

(3) Savatier, *Vers la socialisation de la responsabilité et des risques individuels, D. H.*, 1931, chronique, p. 9.

les victimes sont de petites gens (1). Enfin, l'assurance obligatoire supprimerait peut-être une partie des conflits et procès qui s'élèvent à propos du double droit de la victime et que nous avons envisagés dans la première partie de notre travail; l'auteur étant obligatoirement assuré pour une somme suffisante (cela par hypothèse), le droit du tiers lésé contre le responsable apparaîtrait comme inutile, superflu, et pourrait être avantageusement supprimé, ou tout au moins relégué au second plan; le droit contre l'assureur serait seul maintenu, une simplification des problèmes juridiques que fait naître la responsabilité s'ensuivrait; les règles formulées par nos codes auraient alors leur véritable utilité : elles serviraient à limiter le droit de la victime et non à le satisfaire; elles apparaîtraient comme de véritables principes de répartition.

Pour toutes ces raisons, nous estimons qu'il est préférable de se prononcer, en principe, pour l'obligation, contre la liberté. On invoque encore contre l'obligation un dernier argument : on dit que l'assurance obligatoire n'a pas une grande valeur morale. « L'assurance, affirme M. Hémard (2), est le produit d'une vertu morale : la prévoyance... la valeur morale [de la prévoyance] s'atténue quand l'assurance est obligatoire... car la morale est exclusive de contrainte ». M. Hémard dit cela à propos de l'assurance sociale : peut-on soutenir la même thèse, en ce qui concerne l'assurance responsabilité ? Nous ne le croyons pas car, d'une part, l'indemnité doit aller à un tiers, non à l'assuré, et, d'autre part, comme l'a dit M. Valière dans son rapport,

---

(1) VALIÈRE, *Op. cit., ibid.*
(2) HÉMARD, *Op. cit.*, t. II, p. 652 et 653.

l'obligation atteindrait le plus souvent « ceux qui, par suite de la précarité de leur solvabilité et de la fréquence des dommages qu'ils peuvent causer à autrui, se dispensent, précisément, de s'assurer » (1), et qui, par conséquent, adoptent une conduite contraire à la morale.

D'ailleurs, même si l'on admet que l'assurance obligatoire a une valeur moins grande que l'assurance facultative, ce léger inconvénient doit s'incliner, s'effacer devant les bienfaits sociaux de l'institution, bienfaits que nous avons indiqués plus haut et sur lesquels nous ne voulons pas revenir.

En conclusion, il n'existe pas, sur le plan de la théorie, d'obstacle sérieux à l'assurance obligatoire; au contraire, on n'y voit que des avantages. En est-il de même sur le plan pratique ?

---

(1) VALIÈRE, *Op. cit.*, p. 766.

SECTION II

POSSIBILITÉ PRATIQUE DE L'ASSURANCE OBLIGATOIRE

Sur le plan pratique, l'assurance obligatoire se heurte à deux sortes de difficultés : les unes sont d'ordre économique et social, nous les examinerons en premier lieu; les autres sont d'ordre technique, elles feront l'objet du second paragraphe.

§ 1. Difficultés d'ordre économique et social.

Le problème que nous voudrions envisager ici peut se formuler de la manière suivante : sachant que les gens sont plus ou moins fortunés, peut-on leur demander de supporter les primes nécessaires pour se garantir contre la ou les responsabilités qu'ils peuvent encourir envers les tiers ? On pourrait être tenté, au premier abord, de répondre par l'affirmative. En effet, n'est-il pas vrai de dire, comme le fait M. Levy, que la responsabilité étant le passif du pouvoir (1), celle-là varie en fonction de celui-ci. Or, ce dernier ne dépend pas seulement de la liberté juridique, mais de la puissance économique, donc de la richesse; en d'autres termes, on a d'autant plus de chances d'être responsable

---

(1) Levy, *Les fondements du droit*, p. 148.

que l'on est plus aisé; l'assurance obligatoire paraît donc possible, viable économiquement puisque, variant avec la richesse, elle ne constituera une forte charge que pour gens fortunés; son poids sera léger pour les pauvres. Celui qui n'a, pour manifester sa puissance, que sa propre force physique, ne peut causer de grands dommages, sauf s'il agit intentionnellement. Au contraire, les personnes aisées (1), qui ont des véhicules automobiles, des immeubles ou autres objets sous leur garde, de nombreuses personnes sous leur direction, ont beaucoup plus d'occasions d'être responsables.

Cela n'est vrai qu'en principe, tout dépend de la composition du patrimoine; il est des gens très aisés qui ne possèdent que des valeurs mobilières, sont sans véhicule automobile et ont quelques personnes seulement à leur gage; leur responsabilité n'est pas plus lourde que celle des ouvriers jouissant d'un salaire modique et élevant une nombreuse famille. Certaines petites gens n'ayant pour tout bien qu'une automobile, leur servant d'instrument de travail (c'est notamment le cas de beaucoup de voyageurs de commerce), ont autant d'occasions d'être responsables que les personnes fort riches qui disposent du même instrument pour leur seul plaisir. Nous pourrions faire varier les exemples à l'infini, et montrer que les chances de responsabilité ne sont pas seulement fonction de la richesse, mais surtout de la composition du patrimoine, de la situation qu'on occupe, de la profession qu'on exerce, et enfin de la responsabilité dont on est garant, puisque la responsabilité de tel petit paysan,

---

(1) Et nous visons ici aussi bien les personnes morales que les personnes physiques.

pour les quelques animaux dont il a la garde, peut, grâce à la force de présomption de l'article 1385 C.C., se trouver plus lourde (bien que cela soit difficilement comparable) que celle du rentier aisé, vivant avec un ou deux domestiques, puisque cette dernière n'est engagée que pour les fautes des employés (art. 1384, al. 3).

Même si l'on admettait que la responsabilité fût *grosso modo* fonction de la richesse, on ne pourrait demander à chacun de s'assurer pour les dommages qu'il peut causer aux tiers; il est des gens si peu aisés, si dépourvus, qu'il serait, sinon inique, tout au moins souvent impossible, d'astreindre à payer les primes afférentes à leur responsabilité personnelle, si faibles soient-elles.

Pensons à ceux que l'on n'ose pas imposer au chapitre des impôts directs. Rappelons-nous les difficultés rencontrées par les assurances sociales, dont il a fallu partager la charge entre l'employeur et le salarié pour les rendre supportables.

Pour toutes ces raisons, il semble bien difficile de généraliser l'assurance obligatoire ; si cela était possible au point de vue matériel, on rencontrerait de telles difficultés au point de vue technique que les meilleures volontés seraient découragées.

§ 2. Difficultés d'ordre technique.

Supposons l'assurance obligatoire possible économiquement, comment la réaliser techniquement? Par quels moyens obliger chacun à s'assurer? Comment savoir si tout le monde est assuré? De quelle façon exercer un contrôle certain ?

Quand on sait toutes les difficultés qu'on éprouve en matière d'imposition, quand on pense à toutes les fraudes, à tous les obstacles que rencontrent le contrôle fiscal et celui des assurances sociales, on a une idée assez juste de toutes les difficultés que présenterait la réalisation technique de l'assurance responsabilité obligatoire. En principe, elle n'est pas impossible, mais en pratique elle n'est pas facile à faire jouer, surtout lorsqu'on la suppose universelle. Il faudrait, pour en venir à bout, créer un énorme organisme administratif, avec tous les inconvénients que comporte une institution de ce genre : augmentation incroyable de la « paperasserie », de la réglementation, des pratiques routinières de l'Administration ; c'est surtout par une multiplication du nombre des fonctionnaires que se traduirait la pratique généralisée de l'assurance obligatoire ; cette multiplication serait exigée par la nécessité d'un contrôle très minutieux ; car l'assurance devrait jouer non seulement pour les personnes physiques, mais encore pour les personnes morales ; d'autre part, les chances de responsabilité de chaque individu varient constamment ; celui qui, aujourd'hui, est un modeste employé peut, demain, être patron, ou réciproquement ; son voisin, hier automobiliste, ne l'est plus actuellement ; la propriété des immeubles, et des choses en général, change souvent de main, entraînant avec elle la responsabilité y afférente. La multiplication du nombre des fonctionnaires et la paperasserie administrative coûtent assez cher pour décourager les meilleures initiatives. On a l'impression qu'envisager l'assurance obligatoire sur un plan universel, c'est concevoir une œuvre grandiose, qui dépasse nos moyens actuels. Telle est la conclusion qu'on peut faire aujourd'hui. Une

longue pratique de l'assurance permettra vraisemblablement de reviser ce jugement. Lorsque celle-ci se sera suffisamment généralisée, il deviendra plus facile de la rendre obligatoire.

Si l'assurance obligatoire ne semble guère réalisable d'une manière générale, dès aujourd'hui on peut, au contraire, tant au point de vue de la technique qu'au point de vue économique, en envisager l'application dans des domaines particuliers plus ou moins nombreux; c'est ce qu'il convient de montrer dans un troisième paragraphe.

§ 3. Admission limitée de l'assurance obligatoire.

Nous croyons qu'il serait juste et logique de préconiser l'assurance obligatoire toutes les fois que l'on se trouve en présence d'une source précise et importante de responsabilité civile, parce que, dans une pareille circonstance, il est du devoir de la collectivité de protéger ses membres. On ne peut pas laisser à la seule bonne volonté des individus, sous peine de surprises désagréables, le bon soin de s'occuper des intérêts de leurs voisins. L'assurance obligatoire s'impose chaque fois qu'il s'agit d'une situation, d'une activité qui présente un caractère de danger social. Cette expression est vague, mais la nature juridique des problèmes que nous envisageons ici est elle-même vague et souvent indéfinissable. Pour donner des exemples précis, nous dirons qu'il serait naturel de préconiser l'assurance obligatoire en matière d'automobilisme (responsabilité fondée sur l'article 1384, al. 1), d'entreprise (risque professionnel), de transports (responsabilité contrac-

tuelle), de certaines professions (médecins, pharmaciens, directeurs de maisons de santé)... il ne s'agit là, bien entendu, que d'exemples, non d'une liste limitative. M. Scherer rappelle, dans sa thèse, qu'on avait envisagé l'assurance obligatoire en matière d'accidents de chasse (1). On pourrait encore la préconiser en ce qui concerne l'incendie, la détention de produits dangereux, comme les explosifs et les matières chimiques diverses.

Bref, toutes les fois qu'on est en présence d'une source importante de responsabilité civile, toutes les fois que la situation d'un individu crée un certain danger social, l'assurance obligatoire pourrait être envisagée, afin que l'intérêt des tiers soit sauvegardé. Elle apparaîtrait comme la servitude de certaines situations, de certaines activités; servitude fondée sur une idée de protection des tiers. Quand y a-t-il lieu de l'imposer? quand y a-t-il danger social? L'étude des faits particuliers à telle situation, à telle activité peut, seule, répondre à ces questions. Il est certain, par exemple, qu'il ne paraît nullement nécessaire d'obliger les hommes à s'assurer pour les risques qu'ils peuvent causer dans leur activité de simples particuliers; il paraît, au contraire, urgent d'obliger les automobilistes à s'assurer, car les accidents qu'ils causent sont fréquents et aucun d'entre eux ne peut se vanter d'être assez prudent pour les éviter; il faut que les tiers, les futures victimes, puissent compter sur une réparation que leur promet si généreusement notre Code, mais que ne leur assurent pas nos lois.

---

(1) SCHERER, *L'assurance obligatoire des dommages causés par les accidents d'automobiles, Thèse, Paris*, 1931, Introduction, p. 3, note 1.

N'allons-nous pas, avec ces assurances obligatoires partielles, nous retrouver devant les difficultés économiques et techniques, que nous avons signalées plus haut, à propos de l'assurance obligatoire universelle?

Au point de vue économique, il semble que l'assurance soit viable dans les divers cas que nous avons cités. Le médecin, l'avoué, le notaire et, d'une manière générale, tous les officiers de santé et les divers officiers ministériels, les chefs d'établissements ou d'institutions, les architectes et les entrepreneurs ne sont pas, que nous sachions, au bas de l'échelle sociale; ils peuvent payer les primes nécessaires à la couverture de leur responsabilité.

Les automobilistes eux-mêmes, qui se recrutent dans les milieux les plus divers, doivent pouvoir contracter une assurance responsabilité, sinon on a le droit et même le devoir de les empêcher d'acquérir un instrument dangereux, même entre les mains les plus prudentes.

Il en est de même des entrepreneurs et des transporteurs.

L'assurance obligatoire, dans ces divers domaines, n'aurait rien de révolutionnaire, puisque la plupart des individus, que nous avons cités, sont assurés; elle ne serait pas non plus inutile, parce qu'elle permettrait d'éviter de se trouver en présence de cette minorité d'insolvables, qui cherchent à profiter de la liberté, pour causer impunément (au point de vue civil, évidemment) des dommages à autrui; elle permettrait, en outre, d'éviter ce qu'une déconfiture récente a fait constater : la mise en difficulté du fonds national de garantie des accidents du travail, parce qu'une entreprise géante, qui avait voulu faire elle-même l'assu-

rance, s'est vue emportée par la tourmente économique (1).

L'assurance obligatoire, possible économiquement, est réalisable techniquement dès qu'on est en présence de risques délimités, déterminés, en employant des moyens de surveillance et de contrôle adéquats.

En matière professionnelle, l'entreprise étant mise à part, il suffirait d'organiser ou de réorganiser les institutions ou groupements professionnels, de les charger de réaliser, contrôler et surveiller l'assurance obligatoire de leurs membres, en les rendant responsables en cas de défaut de celle-ci. La loi du 25 janvier 1934 (2) fait une application de cette idée à propos du notariat: « Le remboursement de tous les dépôts reçus par les notaires, à raison de leur fonction, sera, s'il n'est pas opéré par le notaire responsable, assuré par une caisse commune constituée dans le ressort de chaque Cour d'appel, entre tous les notaires en exercice de ce ressort... Il est constitué, en outre, entre tous les notaires de France, une caisse centrale destinée à procurer aux caisses régionales, en cas d'insuffisance de leurs ressources, les avances nécessaires à l'exécution de leurs obligations » (art. 2). En matière professionnelle, il suffirait, pour réaliser l'assurance obligatoire, sans qu'il n'en coûte rien au Trésor, de charger du contrôle les chambres, barreaux ou autres organisations professionnelles (qu'il faudrait créer ou transformer) sous leur propre responsabilité.

En matière d'entreprise, il ne serait nullement besoin de créer des fonctionnaires nouveaux pour faire jouer l'assurance obligatoire; ceux qui sont préposés au fonds

---

(1) Nous faisons allusion, ici, à la déconfiture de l'entreprise Citroën.
(2) *J. O.*, du 27 janvier 1934.

de garantie, ou à l'inspection du travail, suffiraient amplement pour en assurer le contrôle ; d'ailleurs, pratiquement, l'assurance obligatoire ne joue-t-elle pas en ce qui concerne le fonds de garantie ?

Dans le domaine de l'automobilisme, l'assurance obligatoire serait également réalisable. Il suffirait de décider, comme le faisait M. Sinzot, dans son projet, que :

1° Un permis de conduire ne pourra être délivré sans la production d'une pièce établissant l'existence d'une assurance;

2° Toute cessation ou suspension d'assurance pour une cause quelconque devra être signalée immédiatement à l'autorité compétente (procureur, juge de paix, préfet...) et n'aura d'effet que quinze jours ou un mois après sa réception;

3° Pendant ce délai, l'autorité compétente aura le droit et l'obligation de se saisir du véhicule en question et de le garder en sécurité jusqu'à la reprise du contrat d'assurance. Cette mesure est, évidemment, la plus délicate à réaliser, mais elle n'est pas impossible (1).

On pourrait multiplier les exemples et montrer que l'assurance obligatoire est viable techniquement, dès qu'on est en présence d'un risque bien déterminé dont on connaît la vie et la mort, le début et la fin. En résumé, s'il est actuellement difficile de concevoir l'assurance obligatoire sur un plan universel, on peut, sans trop de difficultés, l'envisager dans un certain nombre de domaines particuliers.

---

(1) Sinzot, *Proposition de loi relative à la responsabilité des propriétaires et des conducteurs d'automobiles*, *Revue générale des Assurances et des Responsabilités*, 1932, p. 1011 et s.

Notons qu'assurance obligatoire ne veut pas dire assurance illimitée quant à la somme garantie; on peut très bien restreindre l'obligation de l'assurance à une somme minima inférieure au plafond que peut atteindre la responsabilité. C'est même le cas le plus fréquent; le législateur se borne à garantir un minimum de sécurité. C'est un pas vers la socialisation, et cela seulement.

L'assurance obligatoire totale ou partielle n'est pas une utopie; elle existe déjà, sinon en France, du moins à l'étranger; son utilité est si grande qu'on la voit réclamer de plus en plus souvent. C'est ce que nous voulons montrer en rappelant les applications pratiques et les projets dont elle fait actuellement l'objet.

SECTION III

RÉALISATIONS ET PROJETS D'ASSURANCE OBLIGATOIRE

§ 1. Les réalisations.

Nous ne visons ici que l'assurance responsabilité, et non l'assurance risques personnels, où l'obligation a obtenu un succès beaucoup plus grand; il suffit, pour s'en convaincre, de se rappeler celui des assurances sociales et des assurances maladie ou invalidité...

En matière de responsabilité, l'assurance obligatoire est actuellement pratiquée dans trois sortes de domaines : les accidents du travail, les accidents d'automobiles et les transports.

A. **Accidents du travail.** — Selon M. Pic (1), l'assurance obligatoire a fait ses premiers pas en matière d'accidents du travail dans les législations allemande (2) et autrichienne (3). Celles-ci ont déterminé un

---

(1) Pic, *Traité élémentaire de législation industrielle*, 6e édition, 1930, p. 729 et s.

(2) Loi allemande du 6 juillet 1884, complétée par les lois du 5 mai 1886, des 11 et 13 juillet 1887, revisées, coordonnées par la loi du 30 juin 1900, puis incorporées au Code fédéral des Assurances ouvrières, promulgué le 19 juillet 1911. Une ordonnance du 12 mai 1925, amendée le 11 février 1929, a étendu le principe de l'obligation à quelques maladies professionnelles. (Il y a donc mélange d'assurance responsabilité et d'assurance réparation.)

(3) Loi du 28 décembre 1887, complétée et étendue par les lois du 18 mai 1894 et du 8 février 1909.

véritable courant : de nombreux pays se sont ralliés au système qu'elles avaient institué. Ce sont, toujours selon M. Pic : la Norvège (1), l'Italie (2), la Hollande (3), le Luxembourg (4), la Hongrie (5), le Danemark (6), la Serbie (7), la Roumanie (8), et sous certaines réserves, la Belgique (9) et la Suisse (10).

Comme on peut le voir, le courant est puissant, tant il est vrai, comme le fait remarquer M. Pic, que « l'assurance obligatoire est le corollaire logique du risque professionnel, soit que l'on envisage l'intérêt des ouvriers, soit que l'on se place au point de vue de l'intérêt général de l'industrie et du patronat » (11).

L'assurance obligatoire en matière d'accidents du travail, bien que longuement agitée en France, n'y a pas triomphé. Un projet, déposé le 10 juin 1893, l'instituant, fut voté par la Chambre, mais repoussé par le Sénat ; celui-ci préféra, avec le fonds de garantie, faire de l'Etat le garant de la solvabilité de l'assureur, ce qui, au point de vue de la logique, est beaucoup plus critiquable. Notons que la loi de 1898 ne fut votée et admise, que parce qu'on savait que l'assurance la rendait possible et que si on n'a pas voulu rendre l'assurance obligatoire en droit, on l'a rendue en fait, pour tous les entrepreneurs et patrons consciencieux. Il eût été plus logique de les obliger tous à s'assurer pour que

---

(1) Loi du 23 juillet 1894, modifiée par la loi du 16 août 1915.
(2) Loi du 17 mars 1898, modifiée par la loi du 22 juin 1903.
(3) Loi du 2 janvier 1901, modifiée par la loi du 5 juin 1913.
(4) Loi du 5 avril 1902.
(5) Loi du 6 avril 1907.
(6) Loi du 28 juin 1920.
(7) Loi du 25 juin et 12 juillet 1910.
(8) Loi du 25 janvier et 9 février 1912.
(9) Loi du 24 décembre 1903.
(10) Loi du 13 juin 1911.
(11) Pic, *Op. cit.*, p. 729.

le fonds de garantie ne fût pas mis en difficulté par l'insouciance de patrons ou entrepreneurs peu consciencieux, et que les contribuables ne fassent pas les frais de la négligence de ceux-ci, comme cela se produit après la déconfiture de l'entreprise Citroën. Si l'assurance obligatoire n'existe pas en France en matière d'accidents du travail, d'une manière générale il y en a tout de même une sorte d'embryon avec le fonds national de garantie, puisque ce fonds est constitué par des versements obligatoires des patrons et des entrepreneurs.

B. **Accidents de la circulation.** — Si l'assurance obligatoire a obtenu un grand succès dans le domaine des accidents du travail, son succès, plus moderne, n'est pas moins grand en ce qui concerne les accidents de la circulation. De très nombreux Etats ont, en effet, décrété l'assurance obligatoire en cette matière.

Ce sont, cités par ordre chronologique : l'Autriche(1), le Danemark (2), la Finlande (3), la Norvège (4), de nombreux Etats des Etats-Unis et, notamment, les Massachusetts (5), la Suède (6), le Luxembourg (7),

---

(1) Loi du 9 août 1908, art. 11 et 12, *Ann. Légis. étrangère*, 1908, p. 226.

(2) Loi du 20 mars 1918, modifiant la loi du 25 avril 1913.

(3) Loi du 29 avril 1925, *Annuaire de Législ. étrangère*, 1925, p. 223.

(4) Loi du 21 juin 1912, modifiée par la loi du 20 février 1926, *Ann. Législ. étrangère*, 1926, p. 112.

(5) Loi du 1er janvier 1927 ; un système d'assurance obligatoire ou de garantie analogue existe, en outre, aux Etats-Unis, dans les Etats suivants : Californie (1923-1927-1929), Connecticut (1925-1927-1929), Iowa (1929), Maine (1927-1929), New-Hampshire (1927-1929) New-Jersey (1929), New-York (1929), Rhode-Island (1929), Vermont (1928-1929), Minnesota (1927), North Dakota (1929).

(6) Loi du 10 mai 1929, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1931, p. 242 et s.

(7) Arrêté grand ducal, du 25 février 1930.

la Nouvelle-Zélande (1), l'Angleterre (2) et, enfin, la Suisse (3).

Ces diverses législations sont, d'ailleurs, loin de se ressembler à la lettre; elles se distinguent non seulement par le fondement qu'elles reconnaissent à la responsabilité, mais encore par le montant de l'assurance que l'automobiliste doit obligatoirement souscrire (4), par l'organisme chargé de pratiquer cette assurance (caisse publique ou privée), par les mesures de contrôle et de surveillance qu'elles créent ou font naître. Le détail de ces diverses modalités est exposé dans des travaux spéciaux, plus ou moins récents, et notamment dans les thèses de MM. Scherer (5), Cassin (6) et Goberville (7). Une idée essentielle que l'on retrouve dans la plupart de ces législations, et qu'il convient de retenir, c'est que l'assurance y est limitée, sans que la responsabilité le soit toujours, si bien que ces législations sont souvent loin d'instaurer un système complet de socialisation de la responsabilité civile en matière d'accidents de la circulation.

---

(1) Loi du 25 juillet 1930.

(2) Road traffic act., 1er août 1930, *Rev. gén. des Ass. terr.*, 1931, p. 206 et s.

(3) Loi du 15 mars 1932, *Rev. gén. des Ass. terr.*, 1932, p. 630.

(4) Au Luxembourg, on se contente d'exiger une somme minima, sans limiter la responsabilité; le montant de cette assurance minima varie de 150.000 à 300.000 francs, suivant qu'il s'agit d'une motocyclette ou d'un car transportant plus de 30 personnes. En Suisse, au contraire, l'assurance et la responsabilité sont limitées. (V., notamment, *Rev. gén. des Ass. terr.*, 1933, p. 488 et 489).

(5) Scherer, *L'assurance obligatoire des dommages causés par les automobiles, Thèse, Paris,* 1931, p. 48 à 103.

(6) Cassin, *L'assurance obligatoire des automobilistes, Thèse, Paris,* 1932, p. 9 à 89.

(7) Goberville, *L'assurance obligatoire et la responsabilité des automobilistes, Thèse, Montpellier,* 1934, p. 85 à 95.

C. **Transports.** — Un arrêté du Préfet de police de la Seine, en date du 7 mai 1930, obligeait « tout propriétaire, ou loueur de voitures publiques, tout entrepreneur ou concessionnaire d'un service permanent ou occasionnel de voitures » à s'assurer pour une somme minima de 200.000 francs ou à justifier de réserves équivalentes (1).

Récemment, un décret du 25 février 1935, pris en exécution des prescriptions du décret du 19 avril 1934, relatif à la coordination des transports ferroviaires et routiers, a instauré le système de l'assurance obligatoire pour les entrepreneurs de transports automobiles de voyageurs. Pour faire connaître la réalisation technique de l'assurance obligatoire, nous allons reproduire les dispositions de l'article 30 du décret du 25 février 1935 :

« Article 30. — Les entrepreneurs de transports automobiles de voyageurs faisant l'objet des arrêtés ministériels prévus par l'article 3 du décret du 19 avril 1934, sont tenus de s'assurer contre les risques de responsabilité civile, afférents à la circulation des véhicules, pour une somme au moins égale, pour chaque véhicule en service et par sinistre, à un million de francs, majorée de 50.000 francs par place assise offerte.

« L'assurance est contractée auprès de *sociétés d'assurance agréées par le Ministre du Travail*.

Le Ministre des Travaux publics peut, après avis du Comité de coordination, et d'accord avec le Ministre du Travail, autoriser les entreprises automobiles ou des groupements d'entreprises automobiles de transport public de voyageurs, à couvrir eux-mêmes tout ou partie

---

(1) Cet arrêté ne s'appliquait, évidemment, que dans la circonscription administrative du Préfet de police.

des risques de responsabilité civile afférents à la circulation de leurs véhicules, s'ils fournissent par ailleurs des garanties adéquates.

Le Préfet a le droit de vérifier, à toute époque, aussi bien auprès de l'entrepreneur ou des groupements d'entrepreneurs de transports que des sociétés d'assurance qui les garantissent, la teneur et la validité des contrats d'assurance, répondant aux prescriptions ci-dessus.

Les entrepreneurs ne doivent exécuter, à aucun moment, un service de transport public automobile de voyageurs qui ne serait pas garanti dans ces conditions.

Sans préjudice de toutes autres sanctions de droit commun, et des sanctions qui seraient prononcées, en application de l'article 10 du décret du 19 avril 1934, et de l'article 37 du présent décret, « *le Préfet, après avis du Comité technique départemental, décide l'arrêt des véhicules qui ne seraient pas assurés* dans les conditions fixées au présent article, et procède, à l'égard de ces véhicules, au *retrait des autorisations de circulation prévues aux articles 38 et 39* du Code de la route » (1).

Tel est le droit actuel de la France, en matière de transports routiers; une législation similaire existe en Belgique, depuis un arrêté royal du 12 juillet 1933, qui oblige « les exploitants des services d'autobus et d'autocars à couvrir leur responsabilité civile totale, du fait de leur entreprise, en souscrivant un contrat avec une société d'assurance agréée par arrêté royal ». En Belgique, l'assurance obligatoire est illimitée; elle est, au contraire, limitée en France (2).

L'assurance obligatoire s'étend donc actuellement aux accidents du travail, de la circulation et des trans-

---

(1) *Journ. Off.*, 26 février 1925; *Rev. gén. Ass. terr.*, 1935, p. 409.
(2) Voir *Rev. gén. des Ass. terr.*, 1933, p. 994.

ports. S'arrêtera-t-elle là? Il n'y a aucune raison de le penser; partout où un danger social important se manifestera, l'assurance obligatoire s'imposera.

§ 2. Les projets.

Nous nous bornerons, là encore, à signaler les plus importantes manifestations faites en faveur de l'assurance obligatoire; on les retrouve dans trois domaines : celui de la circulation, celui des transports et celui de l'air.

A. **Automobilisme.** — Nous n'insisterons pas beaucoup sur cette matière, puisque nous l'avons déjà trouvée dans le domaine des réalisations; nous dirons seulement qu'à notre connaissance il y a actuellement deux projets d'assurance obligatoire.

L'un est déposé en Belgique; il a même déjà fait l'objet d'un vote favorable au Sénat belge, le 25 février 1932 (1), il vise tous les véhicules automoteurs et semble adopter l'assurance illimitée (2).

---

(1) Voici le texte du projet adopté par le Sénat belge, c'est l'article 6 d'un projet plus général, sur la circulation routière (*Rev. gén. des Ass. et des Respons.*, 1932, p. 897) : « Art. 6. — Le propriétaire d'un véhicule automoteur est tenu de contracter auprès d'une société d'assurance, agréée par le Roi, une assurance pour le paiement de toutes les indemnités dont peuvent être tenus à l'égard des tiers : 1° Le propriétaire, tant comme conducteur du véhicule que comme personne civilement responsable du conducteur; 2° toute autre personne autorisée par le propriétaire à conduire le véhicule. Ne doivent pas être considérés comme tiers, en ce qui concerne l'obligation de l'assurance, le conjoint, les descendants et les ascendants de l'assuré. Aucune clause de déchéance ne peut être opposée par les assureurs aux tiers créanciers d'indemnités, ou à leurs ayants droit ».

(2) A. de Bersaques, *Quelques remarques sur le projet de loi voté par le Sénat, touchant l'assurance obligatoire des automobilistes*, *Rev. gén. des Ass. et des Respons.*, 1932, p. 879.

L'autre est le projet français, en instance devant le Parlement. A la vérité, un très grand nombre de projets ont déjà été déposés en France, en faveur de l'assurance obligatoire (1) ; jusqu'à présent, ils n'ont pas abouti. Le dernier en date a déjà fait l'objet de votes favorables de certaines commissions parlementaires.

B. **Transports.** — L'assurance obligatoire a fait l'objet d'études et de projets en matière de transport maritime ou aérien, non en matière de transport terrestre. Comme cette assurance vise tous les risques (responsabilité et risques personnels) et que la responsabilité est exceptionnelle dans les transports maritimes et aériens par le jeu des clauses d'irresponsabilité (2), le caractère de l'assurance obligatoire, dont nous voulons parler, est bien plus celui d'une assurance réparation que celui d'une assurance responsabilité. Sous le bénéfice de cette observation préliminaire, disons brièvement ce qu'on a tenté ou proposé au point de vue de l'assurance obligatoire en matière de transport maritime et aérien.

En matière maritime, un projet de Convention internationale, péniblement élaboré (3) dans l'après-guerre,

---

(1) Projets de MM. Lafarge-Cordelle (1922), Humbert Richard (1922), Charpentier (1924), René Coty (1929), Malingre (1931), Bouhenry (1932), Ledoux (1932), Monjauvis et Capron (1932), Corsin (1932), Vincent Auriol (1933). V. GOBERVILLE, *Op. cit.*, p. 73 à 81.

(2) En matière maritime, comme chacun le sait, la responsabilité du transporteur est, en fait, extrêmement réduite par le jeu des clauses limitatives ou exclusives de responsabilité comme la « négligence clause ».

(3) Certains Etats ayant proposé à la Conférence internationale de La Haye d'augmenter la responsabilité des transporteurs maritimes en matière de marchandises, les armateurs anglais, effrayés par la perspective de cette charge nouvelle, ripostèrent par un projet d'assurance obligatoire, déposé à la Conférence du Comité maritime international d'Anvers, de

définitivement mis sur pied à la Conférence de Gênes de 1925, stipulait que le voyageur, moyennant une prime supplémentaire ajoutée d'office au prix du billet (1), se trouvait assuré contre tous risques qui pouvaient lui survenir au cours de son voyage, qu'il y ait ou non responsabilité du transporteur. Grâce à ce système, le voyageur perdait tout recours contre ce dernier, sauf en cas de faute intentionnelle. L'assurance supprimait donc tous les rapports de responsabilité tels que les prévoient nos codes (2). Ce projet n'a pas encore été ratifié par les Etats signataires.

En matière de transport aérien, l'assurance obligatoire a été envisagée pour subvenir à l'absence quasi totale de responsabilité. Un projet de convention internationale, préconisé par le Gouvernement français, à la Conférence de Paris, du 27 octobre 1925, a été écarté par le Comité juridique international de l'aviation, dans son Congrès de Lyon (3).

Le Gouvernement espagnol, par un décret du 11 août 1928, a obligé les passagers à s'assurer pour une somme de 30.000 pesetas, et M. Homburg, commentant cette réalisation, propose de l'étendre à la Belgique (4).

Tels sont les essais et projets qui ont été faits ou

1921, l'assurance étant mise à la charge du voyageur. Après bien des discussions, ce projet rallia l'assentiment de la plupart des Etats à la Conférence de Gênes, de 1925.

(1) Pour plus de détails, voir l'excellente thèse de M. Loniewski, *Assurance et responsabilité en matière de transport, Paris*, 1926.

(2) Tous les problèmes d'ordre juridique que nous avons examinés dans notre première partie se trouvaient, avec un tel projet, simplifiés, nous dirons même, résolus.

(3) Roubier, *Les assurances aériennes, Revue juridique internationale de Locomotion aérienne*, 1925, p. 322.

(4) Homburg, *L'assurance aérienne obligatoire, Rev. gén. des Ass. et des Respons.*, 1931, p. 802.

tentés en matière de transport pour réaliser l'assurance obligatoire qui, encore une fois, est plus souvent une assurance réparation qu'une assurance responsabilité.

C. **L'assurance obligatoire et les aéronefs.** — Une convention internationale, signée par quarante-et-un Etats, le 29 mai 1933, à Rome (1), stipule que les exploitants sont responsables « du dommage causé par un aéronef en vol aux personnes et aux biens qui se trouvent à la surface... par cela seul qu'il est établi que le dommage existe et qu'il provient de l'aéronef » (art. 2). Cette responsabilité existe « pour chaque accident, jusqu'à concurrence d'une somme fixée à raison de 250 francs par kilogramme du poids de l'aéronef. Le poids de l'aéronef s'entend du poids de l'aéronef avec la charge totale maximum, tel qu'il est porté au certificat de navigation ou toute autre pièce officielle. Toutefois, la limite de la responsabilité de l'exploitant ne pourra être inféreure à 600.000 francs, ni supérieure à 2.000.000 de francs. Le tiers de cette valeur est affecté à la réparation des dommages causés aux personnes, sans que, dans ce dernier cas, l'indemnité prévue puisse dépasser 200.000 francs par personne lésée ».

« Article 9. — Si plusieurs personnes ont subi des dommages dans le même accident et si la somme globale à payer à titre de réparation dépasse les limites prévues à l'article 8, il y a lieu de procéder à la réduction proportionnelle du droit de chacun, de façon à ne pas dépasser dans l'ensemble les limites susdites. »

« Article 12. — Tout aéronef immatriculé sur le registre d'un territoire d'une haute partie contractante

---

(1) *Rev. gén. des Ass. terr.*, 1933, p. 995 et s.

doit, pour circuler au-dessus du territoire d'une autre haute partie contractante, être assuré pour les dommages prévus par la présente convention, dans les limites fixées à l'article 8 ci-dessus, auprès d'une institution publique d'assurance ou d'un assureur autorisé pour ce risque dans le territoire d'immatriculation de l'aéronef. »

Notons que la convention stipule qu'à défaut d'assurance, une garantie analogue doit exister.

Nous ne savons pas si la présente convention est entrée en vigueur; il est vraisemblable qu'elle est appliquée dans certains Etats, alors qu'elle ne l'est pas dans d'autres, puisqu'il suffit de cinq ratifications pour qu'elle s'applique au sixième Etat, qui la ratifie à son tour.

L'assurance responsabilité obligatoire n'est donc aujourd'hui qu'exceptionnelle; mais il ne faut pas oublier, pour juger de son avenir, que nous sommes seulement au début des assurances responsabilité, en général.

Si ces dernières sont nées il y a plus de cent ans, elles n'ont réellement progressé que depuis quelque cinquante années. Le développement du machinisme, la multiplication des risques, la complexité de plus en plus grande de l'activité augmentent les sources de responsabilité; l'assurance va servir à atténuer les nombreux dangers créés; pour protéger le public, on envisagera de plus en plus facilement l'assurance obligatoire. Celle-ci, encore une fois, est loin de pouvoir s'étendre à toute la responsabilité, trop de difficultés d'obstacles s'y opposent, mais elle est probablement au seuil d'un brillant avenir; pour réussir, pour avoir plus de chances de succès, deux conditions doivent être remplies : l'assurance doit être faite par des sociétés, des institutions

de tout repos; elle ne doit pas entraîner un relâchement de la prudence, une multiplication des dommages comme on le lui a si souvent reproché; pour éviter ce double écueil, des mesures doivent être prises. Lesquelles? C'est ce qu'il convient de rechercher dans un dernier chapitre.

Remarquons que les observations que nous y ferons s'appliqueront aussi bien à l'assurance obligatoire qu'à une assurance facultative généralisée.

CHAPITRE III

PROBLÈMES ANNEXES

SECTION I

CONDITIONS QUE DOIT REMPLIR L'ASSUREUR

Il ne servirait à rien de se décider pour l'assurance obligatoire, et même de favoriser l'assurance responsabilité pour augmenter la sécurité des tiers, si cette sécurité n'était pas assise sur des bases solides, si le risque d'insolvabilité de l'auteur était simplement remplacé par le risque de l'insolvabilité de l'assureur. Les institutions d'assurance doivent offrir, sinon des garanties absolues de sécurité, ce qui est en dehors des réalisations humaines, tout au moins les garanties les plus grandes; on ne peut songer à instaurer, à développer la socialisation de la responsabilité; on ne peut penser à obliger l'assuré à se couvrir par une assurance, si l'on n'est pas en mesure de lui promettre, tacitement tout au moins, qu'il n'aura pas à payer deux fois : la première comme assuré, la deuxième comme responsable, par suite de la défaillance de la société d'assurance. Si les déconfitures et faillites des Compagnies d'assurance

sont plus rares que celles des individus, elles existent; à certaines époques, elles ont même été très nombreuses; il y a dans l'assurance, comme partout ailleurs, des gens plus ou moins qualifiés, plus ou moins sérieux; on y rencontre même des escrocs.

Si l'on veut que la socialisation de l'assurance soit efficace, soit une valeur réelle, on doit augmenter les garanties que l'assuré est en droit d'en attendre; il faut aussi, et cela vise surtout l'assurance obligatoire, que l'assuré ne soit pas la proie des sociétés d'assurance, il ne faut pas qu'elles l'écrasent de leur immense poids, et puisque le contrat d'assurance est un contrat d'adhésion, il est nécessaire que la collectivité, c'est-à-dire l'Etat, intervienne pour éviter le pillage de l'assuré.

L'assurance, surtout lorsqu'elle est obligatoire, suppose donc l'intervention de l'Etat pour protéger l'assuré: d'une part, contre des primes trop élevées; d'autre part, contre une insolvabilité de l'assureur. Cette intervention peut se produire de deux façons : le contrôle, ou l'assurance par l'Etat avec ou sans monopole.

§ 1. Le système du contrôle.

C'est aujourd'hui le plus répandu; qu'il y ait assurance facultative ou obligatoire, on le rencontre partout, avec des degrés divers, des variantes plus ou moins prononcées; l'assurance est pratiquée par des sociétés privées, que l'Etat contrôle, surveille ou recommande. On retrouve cette méthode en France comme à l'étranger.

En matière de responsabilité, en France (pays où l'assurance obligatoire n'existe pas), le contrôle et la

surveillance ne sont faits sérieusement qu'en ce qui concerne les sociétés qui pratiquent l'assurance des accidents du travail, les Compagnies s'occupant d'autres responsabilités sont beaucoup plus libres. Les premières doivent demander une autorisation, verser un cautionnement, constituer des réserves mathématiques, se soumettre au contrôle du Ministère du Travail, le tout afin d'éviter des recours trop fréquents au fonds de garantie.

Pour les secondes, la surveillance de l'Etat n'existe pratiquement pas, puisqu'elle se réduit au contrôle administratif exercé lors de la constitution de la société. Il est vrai qu'on n'a pas encore instauré en France l'assurance obligatoire et que, si on le faisait, on devrait peut-être envisager des mesures plus sévères, analogues à celles qu'on a prises à l'étranger.

Au Danemark, l'automobiliste obligé de s'assurer ne peut le faire qu'auprès de Compagnies qui en ont été reconnues aptes par l'Etat; celles-ci disposent ainsi d'un véritable privilège (art. 33, § 9, de la loi du 20 mars 1918). Aux Massachusetts (loi du 1[er] janvier 1927), la société d'assurance doit être autorisée à faire l'assurance automobile : elle est alors soumise à une tutelle très étroite; non seulement elle subit un contrôle permanent de l'Etat, mais encore elle n'est pas libre de fixer le taux de ses primes; c'est l'Etat qui le fait au début de chaque année. Si une société refusait d'assurer un individu, celui-ci pourrait alors se pourvoir devant une juridiction spéciale. En Suède (loi du 1[er] juillet 1929), la société doit être autorisée par l'Etat pour pratiquer l'assurance obligatoire ; celui-ci impose, également, certaines limites dans la fixation des primes; il contrôle constamment les assureurs et leur

retire l'autorisation lorsqu'ils ne se soumettent pas à ses directives. En Angleterre, l'assureur doit être agréé. En Suisse (art. 51 de la loi du 15 mars 1932), l'assurance ne peut être contractée qu'auprès de certaines sociétés, qui jouissent, alors, d'un véritable monopole. En Allemagne, un Office d'Empire de surveillance des sociétés privées exerce un contrôle permanent sur toutes les Compagnies d'assurance.

En définitive, dans les législations étrangères, toutes les fois que l'assurance obligatoire a pris pied, un contrôle plus ou moins sévère s'est révélé nécessaire. Malheureusement, ce système n'est pas merveilleux. Car, de deux choses l'une : ou l'Etat laisse une grande liberté aux Compagnies d'assurance, et alors on a tous les risques que comporte l'économie libérale, c'est-à-dire, soit la lutte à mort entre les diverses sociétés, par une assurance aux rabais, la faillite ou la déconfiture des plus faibles d'entre elles : l'assuré est sacrifié; soit l'entente entre les sociétés, ce sont alors les tarifs très élevés, quelquefois prohibitifs : l'assuré est encore sacrifié; ou bien, et c'est la seconde alternative, on se décide pour un contrôle très sévère et on risque, soit la constitution de dangereux monopoles privés, soit une ingérence trop grande de l'Etat, un contrôle trop tatillon, qui ne fait qu'ennuyer sans donner pleine sécurité, de telle sorte qu'on en arrive à se demander si l'on n'aurait pas avantage à admettre franchement l'assurance par l'Etat, à l'étude de laquelle nous sommes ainsi amenés.

§ 2. **L'assurance d'Etat.**

L'assurance publique, très fréquente en Allemagne (1) et en Suisse (2), peut se concevoir de deux façons : soit en concurrence avec des sociétés privées, soit sous forme de monopole de l'Etat ou de collectivités publiques.

Le premier système est actuellement pratiqué en France, à propos de la législation du travail. Après le vote de la loi du 9 avril 1898, les Compagnies d'assurance avaient posé les bases d'un consortium destiné à majorer les primes. Ceci souleva de véhémentes protestations, si bien que le législateur s'empressa, les 24 mai et 29 juin 1899, de réorganiser la Caisse nationale d'assurance, créée par la loi du 11 juillet 1868, afin de la rendre apte à pratiquer l'assurance de responsabilité, dans les cas les plus graves (mort et incapacité permanente absolue ou partielle) visés par la législation du travail. Menacées par la concurrence d'une caisse officielle, aux tarifs honnêtes, les sociétés privées s'empressèrent de modérer les leurs, ou tout au moins leurs intentions. L'assurance publique, faite en concurrence avec les sociétés privées, a donc une utilité certaine : elle joue un rôle modérateur, régulateur.

Quelques-uns veulent aller plus loin encore; ils demandent le monopole de l'assurance par l'Etat. Cette mesure, qui est dans le programme de certains partis politiques, est réclamée depuis longtemps, puisque

---

(1) HEMARD, *Op. cit.*, t. I, p. 532 et s.
(2) HEMARD, *Op. cit.*, t. I, p. 546 et s.

Louis Blanc, au nom de la commission du Luxembourg, la préconisait, pour la première fois, en 1848. Depuis, une quinzaine de projets ont été faits. Un des mieux étudiés est celui de M. Nadi (1). M. Vincent Auriol, député, l'a repris en 1933 (2). Ces projets visent, évidemment, le monopole de toutes les assurances, et non pas seulement des assurances responsabilité. Que faut-il en penser? Il est assez difficile de le dire, car nous ne pouvons pas ici reprendre cette délicate question, elle dépasserait trop les cadres de notre modeste travail. Sans vouloir arguer des bénéfices et des charges qu'un tel système entraînerait, en nous plaçant au strict point de vue de l'assuré, nous ferons les observations suivantes.

L'assurance publique, cela est incontestable, offrirait les garanties les plus absolues; il n'y aurait ni assurance au-dessous du prix de revient, à moins de supposer une entreprise démagogique, ce que nous nous refusons de croire, ni tarifs prohibitifs; la sécurité financière de l'assuré serait aussi complète que possible sans qu'il soit exploité.

Mieux que cela, nous croyons pouvoir affirmer que l'assurance étatique, sans travailler au-dessous du coût de revient, serait moins chère que l'assurance privée. S'il est vrai, en effet, comme le dit M. Savatier (3), qu'un tiers seulement des primes versées sert actuellement à payer les indemnités, et que les deux autres tiers sont destinés à payer les frais de personnel, de concurrence, les impôts et les bénéfices, il est permis de

---

(1) Proposition n° 5027, Documents parlementaires, Chambre des députés, annexes, session ordinaire 1918, p. 1267.

(2) Proposition Vincent Auriol, 17 janvier 1933, n° 1258.

(3) Savatier, *Vers la socialisation de la responsabilité et des risques individuels*, D. H., 1931, chronique, p. 9.

penser qu'une assurance étatique reviendrait moins cher qu'une assurance privée; d'une part, les frais de concurrence seraient supprimés, ceux de personnel diminués, puisqu'un seul et même bureau, dans une localité, suffirait à remplacer les dizaines de bureaux qui existent actuellement; d'autre part, certains impôts, notamment ceux qui sont prélevés sur les bénéfices des assureurs, tomberaient. Pour toutes ces raisons, on peut affirmer que le monopole d'Etat serait préférable au système actuel de concurrence entre sociétés privées, plus ou moins contrôlées.

Les détracteurs de l'assurance publique lui font, en général, trois reproches : ils disent qu'elle empêche la réassurance de jouer, ils ajoutent qu'elle aurait l'inconvénient de la fonctionnarisation et créerait des difficultés internationales.

Il est erroné de prétendre que l'institution du monopole de l'assurance par l'Etat empêcherait la réassurance, puisque celle-ci est, comme le dit M. Sumien, « de son essence internationale » (1).

Quant à la fonctionnarisation, n'existe-t-elle pas déjà dans les grandes Compagnies privées? Qu'est-ce qui ressemble le plus à l'Administration, que les grosses sociétés d'assurance, avec leur hiérarchie, leur réglementation, leurs statuts ?

Restent les difficultés internationales que créerait l'institution du monopole; on nous dit que celui-ci nous conduirait à chasser les assureurs étrangers qui pratiquent l'assurance chez nous, et qu'on en userait de même vis-à-vis de nos nationaux assureurs hors de France; le tout n'irait pas sans heurt. Cet argument, si

---

(1) SUMIEN, *Traité théorique et pratique des assurances et de la réassurance*, p. 16, n° 22.

souvent invoqué, n'a pas toute la valeur qu'on veut bien lui attribuer. L'Italie a su éviter toutes difficultés internationales lorsqu'elle a créé, en 1911, le monopole étatique des assurances sur la vie, bien que les trois cinquièmes de ces assurances fussent réalisés par des sociétés étrangères (1). Il n'est, d'ailleurs, pas toujours exact d'affirmer que nos assureurs nationaux, pratiquant l'assurance à l'étranger, se verraient chassés de ces pays, par suite de l'institution du monopole chez nous. Il est encore beaucoup de pays, de seconde ou de moyenne importance, qui n'ont pas d'assureurs nationaux et ne connaissent que l'assurance étrangère. Dans ces Etats, nos assureurs garderaient certainement leurs portefeuilles. Quant aux autres pays, s'ils chassaient nos nationaux, nous aurions beaucoup plus à y gagner qu'à y perdre, parce que l'assurance étrangère est particulièrement intense chez nous.

En réalité, ce ne sont pas les difficultés internationales qui empêchent l'instauration du monopole des assurances en France. Des obstacles plus graves s'y opposent. D'une part, il faudrait exproprier les assureurs et, par conséquent, leur fournir l'indemnité juste et préalable à laquelle ils ont droit si on s'en tient aux principes de nos codes. D'autre part, on a fait de ce

---

(1) L'Institut national, créé en 1911, a commencé à fonctionner en 1913. Les Compagnies existantes avaient été autorisées à exercer, pendant dix ans, à condition de céder 40 p. 100 de leurs contrats nouveaux. Dès les premières années, cet institut eut un gros succès; on étendit, par la suite, ses attributions à d'autres branches d'assurance, et, notamment, à la réassurance (décret du 14 avril 1918). Après la guerre, un fort mouvement d'opinion contre les monopoles, favorisé par une gestion critiquable de l'Institut national (M. Hemard [*Op. cit.*, t. I, p. 105] dit qu'il pratiquait trop la politique des Compagnies privées), emporta le monopole italien. Le fascisme en décréta la suppression, le 20 avril 1923.

problème une question politique qui trouble les jugements les plus sains.

En résumé, l'assurance obligatoire, ou tout simplement la généralisation des assurances pose, pour asseoir la sécurité maxima des tiers, un problème d'intervention de l'Etat très délicat à résoudre, soit qu'on envisage le maintien des sociétés privées, avec un contrôle sévère, et le risque de la constitution de monopoles privés, soit qu'on se rallie au monopole d'Etat.

SECTION II

LES MESURES A PRENDRE POUR EVITER UN RELACHEMENT DU RESSORT DE LA PRUDENCE HUMAINE

Bien que nous soyons persuadé que la responsabilité soit beaucoup plus une question de risques, de répartition, de créance, que de pénalité, nous ne pouvons pas ignorer qu'elle sert indirectement de sanction lorsqu'elle est individuelle, qu'elle incite, dans une mesure difficile à déterminer, les personnes à être prudentes et diligentes, et que, par conséquent, si l'on socialise la responsabilité, on risque de voir, sur une certaine échelle, se développer l'insouciance, c'est-à-dire se multiplier les dommages.

Nous avons dit plus haut qu'il ne faut rien exagérer quand on affirme que l'assurance est une prime à l'imprudence et à la négligence, puisque, d'une part, l'efficacité de la responsabilité personnelle n'est que relative, et que, d'autre part, il existe, pour éviter une exagération dans la détente du ressort de la prudence humaine, des obstacles naturels ou artificiels, économiques ou humains, individuels ou sociaux, susceptibles de s'y opposer. Nous avons même ajouté qu'on pouvait limiter la multiplication des dommages, d'une manière préventive, par une réglementation plus étroite des diverses activités.

Nous ne voulons pas revenir sur les différents moyens ou procédés, que nous avons étudiés. Mais, comme nous envisageons, ici, une généralisation

complète de l'assurance, nous devons reprendre, d'une manière plus approfondie, le problème des sanctions.

Avec l'assurance obligatoire, en effet, l'assuré se sentirait plus libre qu'avec l'assurance facultative. Il serait indépendant de la victime, puisque l'assurance, par hypothèse, le couvrirait vis-à-vis de celle-ci; il serait indépendant vis-à-vis de l'assureur, puisque celui-ci serait obligé de l'agréer. Il échapperait ainsi, d'une part, aux sanctions civiles, et, d'autre part, à ce qu'on peut appeler les sanctions économiques, prises par les assureurs, lorsque l'assurance est facultative. Ne risque-t-on pas avec un tel système d'arriver à un dérèglement particulièrement prononcé de la prudence? Ne faut-il pas, pour maintenir la diligence chez les individus, et protéger les caisses d'assurance, prendre certaines mesures spéciales? Nous avons tendance à le croire.

Quelles mesures peut-on envisager? les unes d'ordre pénal, les autres d'ordre technique économique, propres à l'assurance (1).

§ 1. Mesures d'ordre pénal.

Nous avons dit plus haut, qu'en dehors du domaine des fautes intentionnelles, il existait des sanctions pénales, susceptibles de faire réfléchir celui qui se laisserait aller trop facilement à l'imprudence et à la négligence; nous avons cité à l'appui de ceci les articles 319, 320 et 458 du Code pénal, le système complexe et extrêmement étendu des contraventions et des amendes, les unes, à caractère pénal, les autres, à caractère plutôt disci-

(1) Remarquons, encore une fois, que toutes les observations que nous allons faire ici, s'appliquent, pour la plupart, aussi bien à une assurance facultative généralisée, qu'à une assurance obligatoire.

plinaire. Ces sanctions, nous dit-on souvent, sont insuffisantes, car elles ne s'étendent pas à toutes les activités, à tous les domaines de la responsabilité civile. Si la responsabilité civile était limitée à la faute intentionnelle, les sanctions pénales pourraient, à la rigueur, suffire; mais la responsabilité civile dépasse de beaucoup le domaine des fautes intentionnelles et, en dehors de celles-ci, la responsabilité pénale n'est qu'exceptionnelle. Ne conviendrait-il pas, si l'assurance venait à recouvrir la responsabilité civile, dans une mesure plus ou moins large, d'envisager un renforcement du droit pénal, de créer de nouveaux moyens répressifs destinés à sanctionner l'activité, lorsque le droit pénal est insuffisant ou inexistant? Certains l'ont avancé et nous sommes tentés de les approuver. Malheureusement, c'est poser là un très grave problème que nous n'avons pas la prétention de résoudre, mais dont nous voudrions esquisser les limites.

On ne peut pas envisager une extension du droit pénal à toute la responsabilité civile, pour la bonne raison que celle-ci peut jouer en dehors de la faute et, qu'en dehors de toute culpabilité, la responsabilité pénale n'a point de place. Dans la mesure où le seul risque joue, la responsabilité pénale est exclue.

Même sur le terrain de la faute assurable, c'est-à-dire de la faute non intentionnelle, est-il possible d'envisager une extension, un renforcement du droit pénal? Pour répondre à cette question, deux principes essentiels ne doivent pas être perdus de vue : le premier, qui est fondé sur des bases rationnelles, est le suivant: « La faute civile et la faute pénale ne se confondent point »; le deuxième, qui est fondé sur des bases historiques,

peut se formuler ainsi : « L'histoire de la peine est une abolition constante ».

M. Garraud affirme, dans son traité de droit criminel, que « la pénalité apparaît comme une fonction nécessaire de défense sociale » (1). « La société, dit-il, a le droit de punir pour défendre l'ordre, c'est-à-dire la vie du corps social ». La répression servira, en outre, à donner satisfaction à des réactions d'ordre moral et utilitaire : « La société prétend, par la menace de la peine, en dehors de toute autre considération, empêcher que le délinquant ne recommence, ou que d'autres ne l'imitent » (2). Des considérations d'utilité et de défense sociale fondent le droit de punir. Elles le limitent aussi; le droit pénal ne peut s'étendre qu'aux actes antisociaux; or, les fautes civiles sont-elles toujours des manifestations antisociales? Tel est le premier aspect du problème que nous envisageons dans le présent paragraphe. Bien que nous n'ayons ni la prétention, ni les moyens de le résoudre, nous dirons qu'il est, à notre avis, impossible de soutenir que toute faute civile puisse être considérée comme un acte antisocial et, par conséquent, mérite une sanction d'ordre pénal. La culpabilité civile qui, selon M. Capitant, poursuit un but de réparation et non de défense sociale, et qui existe toutes les fois que le défendeur s'est écarté de la conduite qu'aurait dû suivre un bon père de famille (3), est quelque chose de trop large pour qu'on puisse envisager toujours et partout une mesure répressive; toute faute civile n'est pas un acte antisocial. Quand l'est-

---

(1) GARRAUD, *Précis de Droit criminel*, 14e édition, p. 17.
(2) GARRAUD, *Op. cit.*, p. 20.
(3) COLIN et CAPITANT, *Cours élémentaire de Droit civil français*, t. II, p. 362 et 377.

elle? Question de mesure, pour la résolution de laquelle, beaucoup de prudence et une connaissance approfondie des mœurs et traditions de la société visée sont exigées. Quelquefois, les deux responsabilités coexistent. Est-ce assez fréquent? Encore une fois, question de mesure, question de fait.

D'ailleurs, une autre idée ne s'oppose-t-elle pas à une extension nouvelle du droit pénal ? Ceux qui, comme Ihering, ont étudié l'histoire de la peine, n'ont-ils pas conclu qu'elle était « une abolition constante » ? (1) c'est-à-dire qu'avec les temps, le champ d'action de la pénalité s'est continuellement rétréci. N'est-ce pas faire un contresens historique et social que de demander une extension du droit pénal à des domaines qu'il avait abandonnés, puisque aux origines, la responsabilité civile et la responsabilité pénale étaient confondues? Il y a là un argument d'un certain poids; il ne faut pas en exagérer l'importance. La théorie de Ihering, profondément exacte comme théorie générale de l'évolution de la peine, est parfaitement compatible avec un renforcement de la pénalité. On peut même dire qu'on crée continuellement des délits nouveaux (2). Le danger social, que représentent certaines activités, est susceptible d'appréciations successives diverses, de retouches répétées. Telle activité qui n'avait pas paru dangereuse jusque là, peut le devenir. Telle autre, sanctionnée par la responsabilité civile (car la responsabilité civile sanctionne l'activité, si ce n'est pas là son but), risque de devenir dangereuse par suite du développement de

---

(1) IHERING, *Etudes complémentaires de l'esprit du Droit romain. De la faute en droit privé*, traduction, par O. de MEULENAERE, p. 4 et s.

(2) Le Code de la route, avec ses nombreuses contraventions, est une illustration de ce que nous avançons.

l'assurance; l'Etat aura alors non seulement le droit, mais le devoir d'intervenir pour substituer à l'ancienne sanction une sanction nouvelle, plus adéquate, plus nuancée, et notamment une sanction pénale. Si une sanction pénale existait déjà, mais se révélait insuffisante, l'Etat aurait également le devoir de la renforcer. On pourrait décider, par exemple, qu'en cas d'assurance complète, les circonstances atténuantes seraient supprimées, le maximum automatiquement appliqué (1) ou, enfin, le minimum relevé.

Sans qu'on puisse affirmer que les mesures prises en Italie et en Angleterre soient liées à l'assurance, il est cependant bon de les noter. En Italie, on a décidé récemment que l'excès de vitesse serait puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 1.000 à 10.000 lires, lorsqu'il aurait entraîné la mort d'une personne; le même crime serait puni d'une peine pouvant aller jusqu'à vingt ans de prison, lorsqu'il aurait entraîné la mort de deux personnes. De même, en Angleterre, on en est venu à un renforcement des sanctions en cas d'ivresse du conducteur. En France, en matière d'automobilisme, de très nombreuses sanctions ont été créées.

En conclusion, rien n'empêche de prendre des mesures pénales nouvelles, de se prononcer pour un renforcement du droit pénal dans le cas où l'irresponsabilité créée par l'assurance deviendrait dangereuse au point de vue social. Mais comme on ne peut prendre de telles mesures qu'en cas de danger social, le renforcement du droit pénal ne peut être qu'exceptionnel, limité.

---

(1) La sanction automatique est trop peu en harmonie avec le droit pénal pour qu'on accepte de l'adopter d'une façon générale.

§ 2. Mesures particulières à l'assurance.

Si des mesures pénales ne pouvaient pas être envisagées, serait-il possible, en se plaçant uniquement sur le plan de l'assurance, de faire une construction juridique et technique, telle, qu'elle décourage les mauvaises volontés, qu'elle freine les tendances répréhensibles des assurés? On a proposé de reprendre divers procédés faisant actuellement l'objet d'applications pratiques, de les consacrer, même de les généraliser. Quels sont-ils? Nous en retiendrons trois : la franchise proportionnelle, la franchise fixe et la variation du taux de la prime.

A. **La franchise proportionnelle.** — Elle consiste à laisser à la charge de l'assuré un certain pourcentage du montant du dommage, afin de l'inciter à plus de prudence.

Cette pratique est consacrée par l'article 28, alinéa 2, de la loi du 13 juillet 1930, qui s'exprime ainsi : « Il peut être stipulé que l'assuré restera obligatoirement son propre assureur pour une somme ou une quotité déterminée, ou qu'il supportera une déduction fixée d'avance sur l'indemnité du sinistre ».

Le système de la franchise proportionnelle est aujourd'hui pratiqué en matière de responsabilité professionnelle, et plus particulièrement dans le domaine des professions libérales (offices ministériels, médecine, pharmacie), où 10 à 25 p. 100 du dommage, suivant les contrats, reste à la charge personnelle de l'assuré. Il fut appliqué, pendant la Grande Guerre, aux contrats d'assurance responsabilité, pour les accidents corporels

et matériels causés aux tiers, à l'occasion des marchés conclus entre l'Administration de la Guerre et les fournisseurs de matières explosives (1). Il a été proposé, sans succès semble-t-il, par M. Sinzot dans son projet d'assurance obligatoire des automobilistes, déposé en 1932 devant le Parlement belge (2).

Quelle est la valeur de ce système? Il a une certaine efficacité; il peut inciter l'assuré à plus de prudence dans la mesure où la responsabilité personnelle est une source de diligence. Mais il ne faut rien exagérer, car, d'une part, la vertu du procédé est fonction de l'ordre de grandeur du pourcentage attribué à l'assuré; d'autre part, l'avantage qu'il peut procurer est acquis aux dépens de l'assuré ou du tiers lésé.

Il est bien évident que plus le pourcentage est élevé, plus l'efficacité du procédé est grande, en admettant que la responsabilité personnelle est une source de prudence. Si on ne laisse qu'un pour cent du dommage à la charge de l'assuré, la vertu du système sera négligeable; elle sera plus grande, si l'on décide de faire supporter 25 p. 100 du dommage par le responsable. Notons, en outre, que plus la franchise proportionnelle est large, moins l'assurance coûte cher. Mais avec un pourcentage élevé, ne risque-t-on pas d'écraser l'auteur?

---

(1) La clause était ainsi conçue : « Il (l'assuré) restera personnellement tenu, sans pouvoir se couvrir de ce risque par aucune assurance, de la réparation des dommages corporels et matériels occasionnés à tous les tiers, et ce, jusqu'à concurrence de 10 p. 100 du dommage par accident, et jusqu'à concurrence de 5 p. 100 du montant du marché pour l'ensemble des accidents ».

(2) Le projet de loi de M. Sinzot disposait, dans son article 4, que « cette assurance (celle de l'automobiliste) ne couvrira que 90 p. 100 du préjudice causé par l'accident. Toute clause mettant à la charge de l'assureur l'obligation de garantir les suites de l'accident, au delà de 90 p. 100, est nulle, et de nul effet ». Le projet voté par le Sénat belge ne porte plus cette clause.

Lorsque le dommage causé est étendu, la charge qui va peser sur l'assuré peut se trouver fort lourde. Si le préjudice est de l'ordre de 400.000 francs, la quote-part que devra supporter l'auteur atteindra 40.000 fr., avec un pourcentage de 10 p. 100; elle se montera à 100.000 francs, avec un pourcentage de 25 p. 100. Ne sont-ce pas là des sommes bien importantes risquant de déséquilibrer ou de ruiner un patrimoine moyen? Ne détruit-on pas avec ce procédé une bonne partie de l'effet de l'assurance? M. A. de Bersaques le croit et, à son avis, l'obligation de l'auteur ne devrait pas être fixe, mais mobile; le juge ayant le pouvoir d'en déterminer les limites : « Le juge hésitera à accorder une réparation intégrale si le montant en est tellement élevé, que le dixième incombant au conducteur (il s'agit d'assurance automobile) consommera la ruine de celui-ci et de sa famille. Il nous semble donc opportun d'accorder au juge la faculté exceptionnelle d'exonérer, pour tout ou partie de cette contribution à l'indemnité, l'auteur de l'accident, eu égard au degré de sa faute et à sa situation de fortune » (1). La solution proposée par M. A. de Bersaques est, comme il le reconnaît lui-même, plus morale que juridique, puisqu'il s'agit, en somme, de faire dépendre le montant de la charge que doit supporter l'assuré, de sa fortune et de sa faute. Certains codes ont cependant consacré des principes de cette espèce. Il en est ainsi des codes civils suisse (art. 54) et allemand (art. 829); il en est de même du projet de code franco-italien des obligations et des contrats (art. 76). Le Code civil hollandais va plus loin, puisque, dans son article 1407, il fait dépendre

---

(1) A. de Bersaques, *L'assurance obligatoire des automobilistes*, *Revue générale des Assurances et des Responsabilités*, 1932, p. 869 et s.

le montant du droit de la victime (dans certains cas), de « la position et fortune respective des parties », c'est-à-dire de l'auteur et du tiers lésé.

Bien qu'il y ait, dans la proposition de M. A. de Bersaques, une idée généreuse, nous la croyons trop peu juridique pour qu'elle puisse être adoptée. Elle donnerait, d'ailleurs, lieu à des difficultés techniques importantes, car il serait très difficile aux assureurs de calculer les risques qu'ils auraient à supporter, avec une délimitation aussi mobile.

Le système de la franchise proportionnelle n'est pas seulement dur pour l'auteur, il est contraire à la sécurité de la victime; avec lui, celle-ci devrait compter sur la solvabilité du responsable pour se voir satisfaite dans ses droits. Or, la surface financière d'un patrimoine individuel est quelque chose d'assez étroit. Plus le dommage est important, moins la victime a de chance de toucher ce qui lui est dû. Pour éviter un inconvénient aussi évident, on pourrait proposer de mettre toute la responsabilité à la charge de l'assureur, quitte à reconnaître à celui-ci le droit de se retourner contre son client, dans la limite de la quotité proportionnelle. De cette façon, l'intérêt de la victime serait sauvegardé, mais celui de l'assureur sacrifié, puisque l'insolvabilité de l'auteur serait mise à sa charge. De deux maux, il faut choisir le moindre; nous estimons que le tiers lésé doit être préféré à l'assureur, parce que son existence, sa situation peuvent dépendre de la réparation du dommage; l'assureur retrouvera facilement sur l'ensemble de ses clients la perte qu'il a faite. On pourrait, d'ailleurs, généraliser le système que nous préconisons et l'étendre aux fautes intentionnelles; l'assureur aurait

alors un recours total contre son client : la sécurité des victimes serait complète.

Tel est le système de la franchise proportionnelle. Son utilisation ne nous semble souhaitable que sous la forme que nous avons indiquée en dernier lieu.

B. **La franchise fixe.** — Au lieu de mettre à la charge de l'assuré une part de la réparation proportionnelle au dommage, on pourrait lui en laisser une part fixe (1), en décidant, comme le font certains contrats d'assurance, que le responsable devrait supporter tous les dommages, dont le montant est inférieur à 1.000 fr.; toutes les fois que les dommages dépasseraient cette somme, l'assuré serait obligé personnellement pour 1.000 francs. Ce système, dit de franchise d'avarie, aurait de grands avantages. Il obligerait l'assuré à une certaine prudence, puisqu'il l'intéresserait à la non-consommation des dommages; il contribuerait à une diminution de ceux-ci. On a pu le constater en Allemagne, à propos des accidents d'automobiles. M. Scherer rapporte qu'à la suite de l'introduction, en 1925, du système de franchise d'avarie, avec limitation à 100 R.m. pour chaque dommage, le nombre des sinistres est passé de 23.551 en 1925, à 13.831 en 1926 et 9.657 en 1927. Sans pouvoir affirmer que ce résultat est dû à la seule franchise, il y a certainement là un indice très intéressant (2).

Le système de la franchise fixe a d'autres avantages encore. Il ne risque pas de porter atteinte à la sécurité de la victime puisque ses limites sont très étroites; la

---

(1) Ce système est consacré par l'article 28, al. 2, que nous avons cité quelques lignes plus haut.

(2) G. Obermayer, *Réflexions sur l'assurance automobile*, *La « Réassurance »*, numéro de février 1930; Scherer, *Op. cit.*, p. 166.

situation financière de l'assuré a peu de chances de s'en trouver ébranlée. Enfin et surtout, on obtient avec un tel procédé un fort abaissement des primes d'assurance, car il ne faut pas oublier que les petits dommages sont de beaucoup les plus nombreux. La Compagnie « Phénix-Accidents », dans ses tarifs de 1930, prévoyait qu'en matière automobile, pour une assurance responsabilité de 100.000 francs, le montant de la prime serait réduit de 30 p. 100, pour une franchise de 1.000 fr.; de 40 p. 100, pour une franchise de 2.000 francs; et de 50 p. 100 pour une franchise de 5.000 francs.

Le système de la franchise fixe a donc de grands avantages. Est-il dépourvu d'inconvénients? Evidemment, non. Tout d'abord, son efficacité au point de vue de la conduite des personnes est, comme en cas de franchise proportionnelle, d'autant moins grande que la somme laissée à la charge de l'assuré est plus faible. En outre, ce système ne semble pas pouvoir faire l'objet d'une application universelle; il n'a de réels avantages que là où il y a de nombreux petits dommages, c'est notamment le cas de l'automobilisme; en matière de profession libérale, par exemple, la franchise fixe n'apporterait vraisemblablement pas une économie sensible sur le montant des primes, car les petits dommages y sont peu nombreux.

Reste le dernier procédé : la variation du taux des primes avec la conduite de l'assuré.

C. **Variation du taux de la prime.** — Les Compagnies d'assurance savent parfaitement que tous les assurés ne sont pas également intéressants, qu'il y en a qui sont plus imprudents ou négligents que d'autres; aussi prennent-elles de temps en temps des mesures discriminatoires à l'égard de certains d'entre eux, elles

leur imposent des primes plus élevées ou refusent de les assurer. Grâce à des sanctions particulières, une certaine moralité de l'assurance se trouve obtenue. Pourra-t-on conserver ces mesures avec l'assurance obligatoire? Cela semble bien difficile, tout au moins en ce qui concerne le refus d'assurer un individu déterminé. Si l'assurance est obligatoire, l'assureur sera contraint d'accepter les primes d'un particulier quelconque : l'assurance obligatoire pour l'assuré l'est également pour l'assureur.

Si ce dernier ne peut pas refuser de l'assurer, ne pourra-t-il pas continuer à établir le montant de la prime en fonction de la nocivité particulière de son client? Nous croyons que ce serait à la fois logique et souhaitable. Logique, parce que les primes sont établies en fonction du risque contre lequel on veut se garantir; il est naturel que celui qui, en raison de son imprudence ou de sa négligence particulière, est à la source d'un risque plus important, en supporte personnellement la charge; sans quoi, si pour une catégorie de risques déterminés, tous les assurés étaient égaux, les personnes diligentes paieraient pour les personnes imprudentes ; cela se produit déjà trop souvent pour qu'on tente d'en abuser. Pour un même risque, les primes ne varient-elles pas déjà avec la région? Non seulement la variation du taux de la prime avec la prudence de l'assuré serait logique, mais elle serait encore souhaitable, parce qu'elle contribuerait, par sa simple menace, à inciter les hommes à la diligence. L'assuré, sachant qu'en cas de faute lourde, ou de négligences répétées, la charge, qu'il pourrait avoir à supporter, risquerait d'être augmentée, serait certainement encouragé à se conduire comme un *bonus pater familias*. On pourrait même aller

plus loin et, avec certaines Compagnies (1), proposer d'envisager une diminution de la prime, en cas de diligence manifeste de l'assuré, pendant une période déterminée. C'est un peu ce que font certaines sociétés d'assurance en associant leurs clients à leurs bénéfices (2). En intéressant les individus à se bien conduire, soit par la menace d'une augmentation de la prime, en cas d'imprudence ou de négligences répétées, soit en diminuant ce taux, en cas de diligence manifeste, on pourrait endiguer quelque peu la mauvaise tendance qu'ont les individus à se laisser aller, lorsqu'ils se sentent irresponsables. C'est la même idée qu'a reprise, sous une autre forme, M. Lot, en proposant de réduire progressivement le montant des impôts, lorsque les automobilistes n'ont pas eu d'accidents, et à les majorer, au contraire, lorsqu'ils ont été à l'origine de préjudices nombreux et renouvelés (3).

Cette variation du taux de la prime avec la nocivité particulière de l'individu assuré, est certainement à retenir pour tenter de mettre obstacle à la détente du ressort de la prudence humaine.

---

(1) La *British America Assurance* insère dans ses contrats d'assurance responsabilité, en matière d'automobile, la clause suivante : « Si, pendant une année d'assurance, aucune déclaration de sinistre n'est faite, en vertu de la présente police, et si le contrat continue son plein effet, l'assuré bénéficiera d'une réduction de 10 p. 100 de la prime nette de l'année d'assurance suivante. Cette bonification sera portée à 15 p. 100 la deuxième année, s'il n'y a toujours aucune déclaration de sinistre ».

Voir également Cassin, *Op. cit.*, p. 136.

(2) Sumien, *Op. cit.*, p. 21, n° 30.

(3) Lot, « Peut-on diminuer le nombre des accidents d'automobiles ? », *Argus*, 6 septembre 1931. Cet auteur propose les tarifs suivants :

a) Réduction des impôts de 20 p. 100, s'il n'y a pas eu d'accidents pendant les deux premières années; de 30 p. 100 pendant la troisième; de 40 p. 100 pendant la quatrième; de 50 p. 100 pendant la cinquième;

b) Majoration de 40 p. 100, s'il y a eu un accident et des blessés ; de 50 p. 100, s'il y a eu des morts.

Notons, pour terminer, que les différentes mesures que nous venons d'envisager (franchise proportionnelle, franchise fixe et variation du taux de la prime) ne sont réellement susceptibles d'encourager à la prudence que lorsque les dommages causés sont dus à une faute. Si la responsabilité est fondée sur le risque, on ne peut pas, sans injustice, frapper le responsable d'une mesure discriminatoire, dans tous les cas. Rendre un individu responsable en cas de force majeure (1) ou en cas de faute de la victime (2), et l'obliger à supporter une part de cette responsabilité pour l'encourager à la prudence, est contradictoire. Les mesures propres à l'assurance ne peuvent être logiquement envisagées que lorsque la responsabilité dépend de la volonté de l'auteur. Pour qu'elles soient justes, il faut qu'elles soient limitées aux accidents causés par faute.

Avec cette observation, nous avons terminé l'exposé que nous voulions faire sur les diverses mesures à prendre pour limiter la « détente du ressort de la prudence humaine ».

Du même coup, nous en avons fini avec l'examen des conditions et limites d'une substitution de l'assurance à la responsabilité, d'une socialisation des risques de responsabilité. Nous dirons, pour conclure, que si cette socialisation est possible, en principe, elle est encore loin d'être réalisable pratiquement, d'une manière générale tout au moins, puisqu'elle se heurte à la fois aux problèmes de l'assurance illimitée quant aux risques et sommes à garantir, à celui de l'assurance obligatoire avec toutes les difficultés techniques qu'elle

---

(1) Comme c'est le cas en matière de navigation aérienne.

(2) Comme c'est le cas en matière d'accidents du travail.

entraîne, et enfin à la délicate question du développement de l'insouciance qu'entraîne l'irresponsabilité personnelle. Nous avons essayé de montrer que ces différents problèmes n'étaient pas insolubles, que la plupart des difficultés pouvaient être tournées; il n'en reste pas moins vrai que la responsabilité individuelle aura encore longtemps, et peut-être toujours, sa place sur la scène juridique; on ne peut songer à obliger chacun à s'assurer pour tous les risques qu'il cause. Trop de personnes sont encore dépourvues, pour qu'on puisse arriver à la socialisation complète de la responsabilité, même en envisageant une limitation dans l'étendue de cette dernière, et notamment l'exclusion des gros risques. Si l'on ne peut pas concevoir une socialisation absolue de la responsabilité, il est permis de penser à une extension toujours plus grande de cette dernière; l'intérêt général exige qu'on donne *la créance à tous les hommes* (1) pour qu'un minimum de sécurité, c'est-à-dire au fond d'égalité et de liberté, soit maintenu.

---

(1) Levy (E.), *Op. cit.*, p. 140.

CONCLUSION

Nous en avons terminé avec l'étude des rapports de la responsabilité et de l'assurance. Nous pensons avoir montré tous les divers aspects de ceux-ci en examinant les différents problèmes que fait naître, tant sur le plan technique que sur le plan fondamental, l'existence de l'assurance en matière de responsabilité civile.

Sur le plan de la technique, l'assurance nous fait assister à la naissance d'un droit nouveau très original, où l'assureur tend à avoir une plus grande importance que le responsable; où la victime, ce qui est essentiel, obtient une plus grande sécurité, en étant mise en relation directe avec l'assureur de l'auteur du dommage. Ce droit, qui est en pleine élaboration, contient encore beaucoup de points obscurs et douteux; des théories s'affrontent; des principes, considérés jusque là comme des dogmes intangibles, sont ébranlés, minés, sapés; des institutions s'imposent qui ne peuvent pas être coulées dans les moules juridiques qu'on avait l'habitude d'utiliser; des solutions s'effritent, des valeurs juridiques s'atténuent, se transforment.

Sur le plan fondamental, un travail moins apparent s'accomplit; la notion de responsabilité civile, jusque là fondée sur les principes d'une saine doctrine individualiste, tend à se socialiser; de délicates questions d'ordre public se posent; on a l'impression que le problème de la responsabilité se réduit à une question de risques, de chances, de comptabilité, de répartition; ce n'est plus l'homme qui est responsable, c'est le capital, l'argent;

non pas celui de l'auteur, mais celui de la collectivité tout entière. Une personne disparaît derrière le groupe, une autre est mise en relation directe avec lui. Avec l'assurance, la responsabilité s'intègre dans un système plus vaste de socialisation des risques individuels : elle contribue ainsi à résoudre une partie de la question sociale en permettant une meilleure répartition des charges.

La socialisation de la responsabilité est aujourd'hui partielle. Pendant longtemps encore, l'assurance et l'obligation personnelle de l'auteur coexisteront, faisant naître des conflits d'ordre juridique. Mais du train où vont les choses, il est permis de penser que la socialisation de la responsabilité a devant elle un bel avenir. Elle recouvrira demain des domaines de plus en plus nombreux, assurant ainsi aux individus, comme nous le souhaitons ardemment, un minimum de sécurité, donc de liberté.

Vu :

Lyon, le 6 juin 1935.

Le Président de la Thèse,

LEVY.

Vu :

Lyon, le 7 juin 1935.

Le Doyen,

JOSSERAND.

Vu et permis d'imprimer :

Lyon, le 7 juin 1935.

Le Recteur,

LIRONDELLE.

BIBLIOGRAPHIE

I. — TRAITÉS GÉNÉRAUX

ALAUZET. — Traité général des assurances, 2 vol., 1844.

AUBRY et RAU. — Cours de droit civil français, 12 vol., 1897-1922, et plus particulièrement t. 6, p. 327 à 438, 1920.

BARTIN (E.). — Principes de droit international privé, selon la loi et la jurisprudence française, 2 vol., 1930-1932.

BAUDRY-LACANTINERIE. — Droit civil, t. 13, p. 1077 et s., 1905.

BERTHÉLEMY. — Traité élémentaire de droit administratif, 12e édition, 1930.

BRISSAUD. — Manuel d'histoire du droit français, 2 vol., 1911.

CHAUFTON. — Les assurances; leur passé, leur présent, leur avenir, 1884-1886.

COLIN (A.) et CAPITANT (H.). — Cours élémentaire de droit civil français, 3 vol., 5e édition, 1928.

DEMOGUE. — Traité des obligations, 7 vol., 1923-1933.

GARDENAT et SALMON-RIECI. — De la responsabilité civile, 1928.

GARRAUD (R. et P.). — Précis de droit criminel, 14e édition, 1926.

GARSONNET et CEZAR-BRU. — Précis de procédure civile, 9e édition, 1923; Traité théorique et pratique de procédure civile et commerciale, 9 vol., 1912-1925.

GLASSON, TISSIER et MOREL. — Traité théorique et pratique d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure civile, 4 vol., 1925-1932.

HAURIOU. — Précis de droit administratif et de droit public, 12e édition, 1933.

HÉMARD. — Théorie et pratique des assurances terrestres, 2 vol., 1924 et 1925.

HUC. — Commentaire théorique et pratique du Code civil, 1894.

JOSSERAND. — Cours de droit civil positif français 1933.

LALOU (H.). — La responsabilité civile; principes et applications pratiques, 2e édition, 1932.

LAROMBIÈRE. — Théorie et pratique des obligations, 1857.

LAURENT. — Droit civil, 1875.

LYON-CAEN et RENAULT. — Traité de droit commercial, 8e édition, 1906.

MAZEAUD (H. et L.). — Traité théorique et pratique de la responsabilité civile délictuelle et contractuelle, 2 vol., 1931.

MICHOUD. — La théorie de la personnalité morale, 2 vol., 1932.

NIBOYET (J.-P.). — Manuel de droit international privé, 1928.

PIC. — Traité élémentaire de législation industrielle; les lois ouvrières, 6e édition, 1930.

PLANIOL et RIPERT. — Traité élémentaire de droit civil, 3 vol., 11e édition, 1932; Traité pratique de droit civil français, 14 vol., 1925-1931.

SACHET. — Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail, 2 vol., 1921.

SUMIEN. — Traité des assurances terrestres et de la réassurance, 1931.

II. — OUVRAGES SPÉCIAUX

ANCEY (C.). — Les assurances de responsabilité des objets, des personnes et des faits, dont on est responsable, 1906.

ANCEY (C.) et SICOT (L.). — La loi sur le contrat d'assurance, Paris, 1931.

CHARMONT. — Le droit et l'esprit démocratique, 1908.

DABIN (J.). — La philosophie de l'ordre juridique positif, 1929.

DEMOGUE. — Notions fondamentales du droit privé, 1911.

DUEZ. — La responsabilité de la puissance publique (en dehors du contrat), 1927.

DUGUIT. — Les transformations générales du droit privé, depuis le Code Napoléon, 1912; Etudes de droit public, 1901.

DURKHEIM. — Les règles de la méthode sociologique, 1919; De la division du travail social, 1925.

FOUILLÉE. — Idée moderne du droit, 1913.

GENY. — Méthode d'interprétation et source du droit privé positif, 1919.

IHERING. — L'esprit du droit romain (traduction de Meulenaere), 1877, t. I.

JOSSERAND. — L'esprit des droits et leur relativité, 1927; Les mobiles dans les actes juridiques du droit privé, 1928.

LEVY (E.). — Vision socialiste du droit, 1926; Les fondements du droit, 1933.

MORIN. — La révolte des faits contre le code, 1920.

PICARD. — Le droit pur, 1908; Les constantes du droit, 1921.

RIPERT. — La règle morale dans les obligations civiles, 1925.

SAINCTELETTE. — Responsabilité et garantie, 1884.
SALEILLES. — Les accidents du travail, 1897.
TARDE. — Les transformations du droit, 1894.

III. — THÈSES

BAUGÉ. — L'attribution des indemnités d'assurance de responsabilité, Rennes, 1926.
BESSON. — La notion de garde et la responsabilité du fait des choses, Dijon, 1927.
BETTREMIEUX. — Essai historique et critique sur le fondement de la responsabilité civile en droit français, Lille, 1921.
BINEY. — L'action directe de la victime d'un dommage, Paris, 1934.
BIZIÈRE. — L'assureur, directeur du procès en responsabilité civile, Paris, 1930.
BOSC. — Essai sur les éléments constitutifs du délit civil, Montpellier, 1901.
BOUTROLLE. — L'assurance de responsabilité, Paris, 1911.
BRUN. — Rapports et domaine des responsabilités délictuelle et contractuelle, Lyon, 1931.
CASSIN. — L'assurance obligatoire des automobilistes, Paris, 1932.
COSTE. — De l'intervention de l'Etat dans les assurances, Montpellier, 1923.
DEBRAY. — Privilèges sur créance et actions directes, Paris, 1928.
DELMAS. — Essai sur l'assurance de responsabilité, Paris, 1923.
DUBOIS (H.). — Lien de droit entre le tiers lésé et l'assureur, dans l'assurance de responsabilité, Paris, 1928.
DUBOIS (M.). — « *Pretuim Doloris* », Lyon, 1935.
DURAND. — Les conventions d'irresponsabilité, Paris, 1931.
FAUCONNET. — La responsabilité, Thèse lettres, Paris, 1920.
FLOUR. — Les rapports de commettant à préposé, Caen, 1933.
GIUNCHI (Mlle). — La responsabilité morale et la responsabilité juridique, Dijon, 1921.
GOBERVILLE. — L'assurance obligatoire des automobiles, Paris, 1932.
HALLER (Mlle). — Essai sur l'influence du fait et de la faute de la victime sur son droit à la réparation, Paris, 1926.
JOATTON. — Essai critique sur la théorie générale de la responsabilité civile, Lyon, 1933.
LAGARDE. — La responsabilité civile et l'assurance, Montpellier, 1925.

LE BONHEUR. — La responsabilité civile en cas de collision de véhicules, Paris, 1931.

LEVY-BRUHL. — L'idée de responsabilité, Thèse lettres, Paris, 1884.

LONIEWSKI. — Assurance et responsabilité en matière de transport, Paris, 1926.

LORNE. — De la responsabilité civile des personnes morales et de leurs représentants, Paris, 1910.

MARRET. — Des conséquences des prestations faites à la victime d'un délit, par un autre que l'auteur du délit, Paris, 1934.

MATHIOT. — Les accidents causés par les travaux publics, Paris, 1934.

MICHEL. — Essai d'une théorie générale de l'assurance responsabilité, Paris, 1914.

MUGUET. — L'idée de responsabilité civile, son évolution, Paris, 1922.

NOUVEAU. — Le risque social, Paris, 1918.

PICARD. — De la réassurance, Paris, 1912.

PIN. — De l'assurance de la faute, Paris, 1913.

RIPERT (Mlle). — Réparation du préjudice dans la responsabilité délictuelle, Paris, 1933.

RIQUOIR. — L'action directe en matière d'assurance, Toulouse, 1929-1930.

SCHERER. — L'assurance obligatoire des dommages causés par les accidents d'automobiles, Paris, 1930.

SCHMIDT. — Faute civile et faute pénale, Paris, 1929.

SOLUS. — Des actions directes, Paris, 1914.

SPILREIN. — Le contrat d'assurance de responsabilité civile, Paris, 1933.

STEFANI. — De l'assurance des fautes, Paris, 1923.

SULTANA. — Contribution à l'étude des rapports entre la victime et l'assureur de responsabilité (étude spéciale de l'action directe), Alger, 1929.

TASSIN. — Essai sur la compensation des fautes en droit romain, suivi d'un aperçu de législation comparée, Dijon, 1912.

TAUZIN. — Un exemple de socialisme juridique en matière de responsabilité du fait des choses, Paris, 1929.

TEISSEIRE. — Essai d'une théorie générale sur le fondement de la responsabilité, Aix, 1901.

VENIAMIN. — Essai sur les données économiques dans les obligations civiles, Paris, 1930.

IV. — ARTICLES ET NOTES

APPLETON. — La victime peut-elle poursuivre seul l'assureur du responsable? *D. H.*, 1932, chron., p. 109; La compétence en matière d'accidents et la jurisprudence récente, *D. H.*, 1933, chron., p. 9.

BESSON. — Cas fortuit et force majeure dans les accidents d'auto, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1931, p. 272; La conclusion du contrat d'assurance (étude de droit français et de droit comparé), *Rev. gén. Ass. terr.*, 1933, p. 5 à 51, et 281 à 315; Note au D., 1934, I, 89.

BOUZAT. — Note, S., 1933, II, 105.

CAPITANT. — La loi du 13 juillet 1930, relative au contrat d'assurance, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1930, p. 779 et s.

CHAUVEAU. — Examen synthétique des questions de responsabilité civile, *Rev. crit. de Législ. et Juris.*, 1933, p. 306 et s.

DARRAS et TARBOURIECH. — De l'attribution des indemnités d'assurance en cas de sinistre, *Ann. du Dr. comm.*, 1889, p. 241 et s.; 1890, p. 48 et s.

DE MIRIMONDE. — L'assurance des risques de placement, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1931, p. 693.

DE BERSAQUES. — L'assurance obligatoire des automobilistes, *Rev. gén. des Ass. et des Res.*, 1932, p. 869; Quelques remarques sur le projet de loi voté par le Sénat, touchant l'assurance obligatoire des automobilistes, *ibid.*, p. 879; Note sur la proposition de loi instituant la responsabilité objective et l'assurance obligatoire des automobilistes, *ibid.*, p. 985.

DEMOGUE. — Commentaires à la *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1924, p. 996; 1925, p. 892; 1926, p. 130 et 756; 1931, p. 114; 1932, p. 426 et 770.

DEVILLE. — L'action directe et l'étendue du recours de l'assureur contre les tiers responsables, *Rev. gén. des Ass. et Res.*, 1932, p. 1013.

ESMEIN. — Principes de la responsabilité civile délictuelle, *Rev. crit. Législ. et Juris.*, 1932, p. 458 et s.; Le fondement de la responsabilité contractuelle rapprochée de la responsabilité délictuelle, *Rev. trim. de Droit civ.*, 1933, p. 627 et s.; La faute de la victime exclut-elle la présomption de responsabilité? *Rev. gén. des Ass. terr.*, 1934, p. 985 et s.; La cause étrangère et la théorie du risque dans la responsabilité civile, *D. H.*, 1934, chron., p. 53; Notes sous Civ., 14 juin 1926, S., 1927, I, 25; et sous Civ., 15 juin 1931, S., 1932, I, 169.

GARDENAT. — L'action directe de la victime d'un accident contre la Compagnie d'assurance, *La Semaine juridique*, 1932, p. 387 et s.

GENY. — Risque et responsabilité, *Rev. trim. de Dr. civ.*, 1902, p. 812 et s.

GUYOT. — Les assurances privées; commentaires de la loi du 13 juillet 1930; *Lois nouvelles*, 1930, première partie, p. 409 à 499; Notes sous Nantes, 22 février 1928, S., 1930, II, 121.

HEBRAUD. — L'action directe de la victime d'un dommage contre l'assureur, *Rev. crit. de Législ. et de Juris.*, 1931, p. 488 et s.

HOMBURG. — L'assurance aérienne obligatoire, *Rev. gén. des Ass. et Respons.*, 1931, p. 802.

JOSSERAND. — Force majeure et cas fortuit, *D. H.*, 1934, chron., p. 25; La responsabilité envers soi-même, *ibid.*, p. 73; Notes sous Civ., 14 juin 1926, D., 1927, I, 57; et sous Civ., 11 juillet 1932, D., 1933, I, 5.

LABBÉ. — Privilèges spéciaux sur les créances, *Rev. crit. de Législ. et de Juris.*, 1876, p. 571 et s., et p. 665 et s.; Notes au S., 1885, I, 409; 1886, I, 449.

LALOU. — Les civilement responsables du fait d'autrui devant les juridictions répressives, *D. H.*, 1932, chron., p. 105; Les victimes d'accidents et l'assurance du responsable, *D. H.*, 1934, chron., p. 81.

LAMOTHE (Substitut du Procureur général). — Conclusions à Paris, 30 mai 1932, *Gaz. Pal.*, 1932, II, 158.

LEPELLEY-FONTENY (Substitut du Procureur général). — Conclusions à Paris, 10 février 1932, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1932, p. 513 et s.

LEVY (E.). — Responsabilité et contrat, *Rev. crit.*, 1899, p. 361; Souvenirs, *Rev. gén. des Ass. et des Resp.*, 1932, p. 1043.

MALTER (O.). — De la clause interdisant la mise en cause de l'assureur, *Rev. gén. des Ass. et des Resp.*, 1933, p. 1124.

MAZEAUD (L.). — De la clause interdisant à l'assuré de reconnaître sa responsabilité, *D. H.*, 1929, chron., p. 53; La victime peut-elle poursuivre seul l'assureur de responsabilité ? *D. H.*, 1932, chron., p. 117 ; L'absorption des règles juridiques par le principe de la responsabilité civile, *D. H.*, 1935, chron., p. 5; Note, Civ., 20 mars 1933, S., 1933, I, 257.

NIBOYET. — Note à la *Rev. de Dr. int. privé*, 1931, p. 292.

PERROUD. — L'action directe de la partie lésée contre les Compagnies d'assurance étrangères, *Rev. gén. des Ass. terr.*, 1931, p. 21; Note, *Rev. gén. des Ass. terr.*, 1933, p. 1076.

PICARD. — L'action directe de la victime d'un accident d'auto contre l'assureur, et l'inopposabilité des déchéances postérieures à l'accident, *Rev. gén. des Ass. terr.*, 1930, p. 1; Pour une loi sur les accidents d'auto, *ibid.*, 1931, p. 5 et s., p. 489 et s.; L'autonomie de l'action directe, *ibid.*, 1933, p. 725; Notes à la *Rev. gén. des Ass. terr.*, 1930, 1931, 1932, 1933, 1934, 1935.

SAVATIER. — La socialisation de la responsabilité et des risques individuels, *D. H.*, 1931, chron., p. 9; Jeu de l'assurance en cas de dommage réciproque, avec responsabilité partagée, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1933, p. 501 et s.; Les assurances illimitées de responsabilité, *ibid.*, 1934, p. 491 et s.

SINZOT. — La nécessité de refondre le statut de la responsabilité civile, *Rev. gén. des Ass. et des Resp.*, 1932, p. 918; Responsabilité objective des automobilistes; assurance obligatoire, *ibid.*, p. 1011; Note sous Civ., 20 mars 1933, D., 1933, I, 57.

SUMIEN. — De l'action directe de la victime d'un accident contre un assureur étranger, *D. H.*, 1932, chron., p. 41; L'assurance illimitée de la responsabilité des accidents causés par les automobiles. *D. H.*, 1934, chron., p. 29.

WOOG. — Des droits, vis-à-vis de l'assureur, de l'ouvrier blessé dans un accident du travail et victime d'incapacité temporaire, lorsque son patron tombe en faillite, *Rev. gén. des Ass. terr.*, 1933, p. 316.

TABLE DES MATIÈRES

Pages

INTRODUCTION 7

PREMIERE PARTIE. — Rapports d'ordre technique. 9

CHAPITRE PREMIER. — Rapports entre l'assureur et le tiers lésé 12

SECTION I. — Le droit propre de la victime 16

§ 1. Notions historiques 16

Alinéa I. Œuvre du législateur 16

Alinéa II. Œuvre de la jurisprudence 21

§ 2. Nature du droit propre 25

Alinéa I. La thèse du privilège 26

Alinéa II. La thèse de la stipulation pour autrui 35

Alinéa III. Théories particulières 38

SECTION II. — Rapports entre le droit propre et le contrat d'assurance 44

§ I. Les exceptions et déchéances 44

Alinéa I. Solutions d'ordre législatif 46

Alinéa II. Solution jurisprudentielle 50

Alinéa III. Cas particuliers 56

§ 2. La compétence 61

Alinéa I. Compétence absolue 62

Alinéa II. Compétence relative 64

SECTION III. — Rapports entre le droit propre et l'action en responsabilité 71

§ 1. Problèmes relatifs au fond du droit 71

§ 2. Problème de la mise en cause 78

ANNEXE. — Le droit du tiers lésé sur le plan international 88

CONCLUSION 92

CHAPITRE II. — L'assureur et l'assuré 94

SECTION I. — L'assureur et l'assuré avant la condamnation 95

Pages

§ 1. La reconnaissance de la responsabilité et la transaction 95
§ 2. Direction du procès en responsabilité 100

SECTION II. — L'assureur et l'assuré après la condamnation 105
§ 1. L'assureur et l'assuré en tant que débiteurs du tiers lésé 105
§ 2. Recours de l'assureur contre l'assuré..... 113

CHAPITRE III. — Le dommage et l'assurance..... 118

SECTION I. — Qui supporte le dommage en cas d'assurance responsabilité ? 119

SECTION II. — Jeu des assurances et des responsabilités relativement au dommage 126
§ 1. Dommage unique 126
§ 2. Dommage réciproque 130

CONCLUSION 146

DEUXIEME PARTIE. — Rapports d'ordre fondamental entre l'assurance et la responsabilité civile 148

TITRE PREMIER. — Transformation de la responsabilité civile par l'assurance 149

CHAPITRE PREMIER. — La socialisation de la responsabilité civile 150

SECTION I. — Notions générales sur la socialisation de la responsabilité 151

SECTION II. — Critique de la socialisation de la réparation 161
§ 1. Avantages du système 161
§ 2. Inconvénients 165

CHAPITRE II. — L'irresponsabilité de l'assuré..... 167

SECTION I. — L'irresponsabilité de l'assuré envisagée au point de vue historique 168

SECTION II. — L'irresponsabilité de l'auteur au point de vue critique 173
§ 1. Historique de l'assurance responsabilité.... 173
§ 2. L'irresponsabilité personnelle de l'auteur, la morale et l'ordre public 178
Alinéa I. La responsabilité, l'assurance et la morale 179

Pages

Alinéa II. La responsabilité, l'assurance et l'ordre public 186
§ 3. L'assurance des fautes intentionnelles..... 195

Conclusion 204

CHAPITRE III. — L'assurance et la notion de responsabilité civile 205

Section I. — Rapports entre l'assurance et le fondement de la responsabilité envisagés au point de vue statique 206
§ 1. Le fondement de la responsabilité et l'assureur 206
§ 2. Le fondement de la responsabilité et l'assuré 210
§ 3. Le fondement de la responsabilité, la victime et l'assurance 213

Section II. — Rapports entre l'assurance et le fondement de la responsabilité envisagés au point de vue dynamique 217

TITRE II. — La substitution de l'assurance à la responsabilité 226

CHAPITRE PREMIER. — L'assurance peut-elle recouvrir toute la responsabilité civile ? 228

Section I. — L'assurance et les risques de responsabilité 229

Section II. — L'assurance illimitée quant à la somme garantie 235
§ 1. L'assurance illimitée 235
Alinéa I. Critiques d'ordre technique 237
Alinéa II. Possibilité pratique de l'assurance illimitée 240
§ 2. La limitation de la responsabilité 244
Alinéa I. La limitation est-elle concevable?... 244
Alinéa II. Dans quels cas peut-on envisager une limitation de la responsabilité ? 246
Alinéa III. Comment réaliser une réparation partielle 251

CHAPITRE II. — L'assurance obligatoire 261

Section I. — L'assurance obligatoire en principe.. 262

Section II. — Possibilité pratique de l'assurance obligatoire 268
§ 1. Difficultés d'ordre économique et social.... 268

Pages

§ 2. Difficultés d'ordre technique 270
§ 3. Admission limitée de l'assurance obligatoire. 272

Section III. — Réalisations et projets d'assurance obligatoire 278
§ 1. Les réalisations 278
§ 2. Les projets 284

CHAPITRE III. — Problèmes annexes 290

Section I. — Conditions que doit remplir l'assureur 290
§ 1. Le système du contrôle 291
§ 2. L'assurance d'Etat 294

Section II. — Les mesures à prendre pour éviter un relâchement du ressort de la prudence humaine 299
§ 1. Mesures d'ordre pénal 300
§ 2. Mesures particulières à l'assurance 305

CONCLUSION 315

BIBLIOGRAPHIE 317

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. IMPRIMÉS

IMPRIMERIE GÉNÉRALE X. PERROUX ET FILS, MACON

DESACIDIFIÉ
A SABLÉ : 2000

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE
3 7502 010739227